

COMMISSION de SURVEILLANCE  
du SECTEUR FINANCIER

026848

Réf.: B.02/1323-PWA/CWA

Luxembourg, le 21 mars 2002

A la Direction de la  
Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat  
L-2954 LUXEMBOURG

Messieurs,

Nous avons l'honneur de nous référer à vos envois récents par lesquels vous nous avez soumis les documents relatifs aux comptes annuels de l'exercice 2001 de votre établissement destinés à la publication.


Par la présente, nous pouvons vous informer que nous n'avons pas d'objection à ce que vous procédiez à la publication de vos comptes annuels au 31.12.2001 dans la forme proposée.

Nous attirons votre attention sur le fait que la publication doit intervenir suivant les dispositions de l'article 71 de la loi du 17 juin 1992 relative aux comptes des banques.

Ainsi, les comptes régulièrement approuvés doivent être déposés au greffe du tribunal dans le mois de l'approbation. La publication des comptes sera faite par une mention au Mémorial du dépôt au greffe de ces comptes.

Nous vous signalons encore que, conformément à l'article 52 de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier, vous ne pouvez faire état à des fins commerciales de la soumission de votre établissement à la surveillance de la Commission de Surveillance du Secteur Financier.

Veuillez recevoir, Messieurs, l'assurance de nos sentiments très distingués.

COMMISSION de SURVEILLANCE  
du SECTEUR FINANCIER  
Patrick WAGNER  
Conseiller de direction  
Arthur PHILIPPE  
Directeur

07 MARS 2002

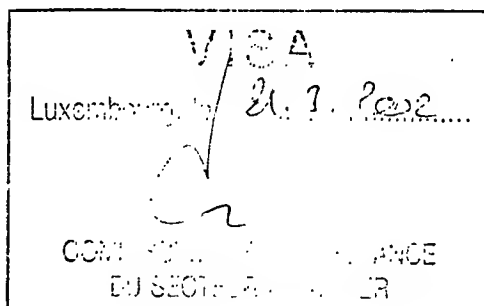


## **BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT LUXEMBOURG**

Siège Central:  
Luxembourg, 1, Place de Metz

R.C. Luxembourg No B 30775

Etablissement public autonome, institué par la loi du 21 février 1856 (Mémorial 1, No 6, du 10 mars 1856)  
et régi par la loi du 24 mars 1989 (Mémorial A, No 16 du 28 mars 1989)



**Comptes annuels 2001**

17-02-201



## **RAPPORT DE GESTION DE LA BCEE**

### **Evolution satisfaisante des activités de la Banque**

Tout comme lors des années précédentes, la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg (BCEE) a connu une évolution satisfaisante de ses activités en 2001.

Le total du bilan a affiché une croissance significative pour s'élever à 35.644,4 millions d'euros ou + 9,6%, portée par trois facteurs explicatifs : les dépôts des établissements bancaires (+18,2%), les dépôts de la clientèle non-bancaire (+9,2%) et les dettes représentées par un titre (+7,4%). La somme des fonds confiés à la BCEE par la clientèle tant nationale qu'internationale est passée, entre fin 2000 et fin 2001, de 30.159,5 millions d'euros à 33.307,7 millions d'euros (+ 3.148,2 millions ou + 10,4%).

Parmi ces fonds, les dépôts de la clientèle non bancaire sur comptes à vue, comptes à terme et comptes d'épargne ont atteint 14.538,8 millions d'euros, contre 13.318,7 millions d'euros à la fin de l'exercice 2000, soit une augmentation de 9,2%. Les dépôts d'épargne seuls affichent une progression très sensible de 373,7 millions d'euros ou de 13,0% par rapport à l'exercice 2000. Cette croissance bilantaire s'explique par un retour de la clientèle sur les produits de placement moins sensibles aux aléas des marchés financiers. Les avoirs de tiers conservés auprès de la Banque ont augmenté de 5.703,2 millions d'euros (+ 8,0%) au cours de l'exercice sous revue.

De même, il convient de noter le succès remarquable des dettes représentées par un titre (+7,4%) porté principalement par les programmes "euromedium term notes" (EMTN), de papier commercial européen (ECP) et de papier commercial US (USCP) auprès des investisseurs institutionnels internationaux.

A l'actif, les créances sur la clientèle non bancaire et les opérations de crédit-bail ont marqué une augmentation de 541,7 millions d'euros ou de 7,5%, en évoluant de 7.229,2 millions d'euros au 31 décembre 2000 à 7.770,9 millions d'euros au 31 décembre 2001.

## **Poursuite d'une activité soutenue dans le domaine des prêts et crédits à l'économie nationale**

Consciente de sa mission traditionnelle dans la collecte de l'épargne du public et le financement de l'investissement, la Banque a été particulièrement active dans le domaine des prêts au logement. En effet, l'encours dans ce secteur a progressé de 121,1 millions d'euros ou de 4,1% pour atteindre 3.065 millions d'euros au 31 décembre 2001.

En 2001, la Banque a baissé ses taux d'intérêt à plusieurs reprises : le taux de base sur prêt au logement est passé de 5,85% au début de l'année à 4,35% à la fin de l'année.

Tout au long de l'exercice 2001, la Banque a continué à consacrer des efforts particuliers dans le domaine du logement social. Elle a augmenté l'encours total des financements au taux social (taux de 3,85% en 2001) à 781,8 millions d'euros au 31 décembre 2001 (+4,7%). A signaler, dans ce contexte, que 13.946 ménages ont bénéficié à la fin de l'année 2001 des conditions spéciales en vue du financement de leurs logements.

A noter encore que la BCEE a développé ses activités d'épargne-logement, en coopération avec le groupe BHW, en vue de proposer à la clientèle des prêts bénéficiant de taux débiteurs fixes particulièrement intéressants, ceci pendant la durée intégrale du contrat.

Malgré un climat d'investissement plus difficile, la Banque a réussi à développer son activité de prêts ou avances aux entreprises. La BCEE a également pu améliorer la qualité de ses services dans ce secteur grâce à une approche commerciale multi-produits plus systématique.

Dans l'ensemble, l'encours total des prêts et crédits à l'économie nationale a progressé de 258,1 millions d'euros ou de 5,7 % en 2001.

## **Consolidation des activités de gestion d'avoirs et de private banking à un niveau élevé.**

Les métiers Fonds d'investissement et Private banking avaient connu une évolution spectaculaire en 2000 sous l'effet d'un intérêt accru de la clientèle privée pour les titres. Face à cette situation exceptionnelle, la BCEE a réussi à consolider ses positions en 2001 et ceci malgré la baisse significative des marchés boursiers. Dans le domaine de l'industrie des fonds d'investissements, les avoirs gérés par la BCEE en tant que Banque dépositaire progressent de 11,1% pour atteindre 19.057,9 millions d'euros. L'encours des sicav "maison" a cependant légèrement régressé sous l'effet d'une baisse de la valorisation des titres pour atteindre quelque 2.698,8 millions d'euros à la fin de 2001. A l'heure actuelle, la BCEE gère et administre 36 fonds avec 119 compartiments.

Au cours de l'exercice 2001, la Banque a lancé la nouvelle sicav LUX SMALL AND MID CAPS ainsi qu'un nouveau compartiment de la sicav LUX-GARANTIE.

Il convient de souligner que "The Wall Street Journal" a classé la sicav LUXBOND DOLLARS (CAP) de la BCEE à la 2e place de la rubrique fonds obligataires en dollars US. Cette place lui fut attribuée en raison de son excellent rendement sur la période de référence du 26 mars 2000 au 26 mars 2001 qui s'élevait à 15,06% en dollars US.

De même, la BCEE a poursuivi ses efforts d'amélioration et de diversification de la collecte de l'épargne de la clientèle privée ainsi que du conseil en placement aux agences.





## **Amélioration permanente du service au client**

En 2001, la BCEE a lancé avec succès la nouvelle formule ZEBRA, le compte courant « all inclusive ». Au 31 décembre 2001, ce sont quelque 12.000 « packages » qui ont été vendus, dépassant largement les objectifs fixés.

D'autre part, la BCEE a poursuivi ses efforts d'intensification des concepts de "relationship management" et de Banque de proximité en mettant en place le nouveau concept de conseiller PME . Celui-ci vise à dynamiser et systématiser les relations commerciales de la BCEE avec le tissu des PME au Luxembourg.

En général, la BCEE a poursuivi sa stratégie multicanaux consistant, d'une part, à renforcer et à moderniser le réseau traditionnel des agences et, d'autre part, à diversifier et à encourager les services électroniques. Dans cette optique, la BCEE a étendu S-net, ainsi que son PC-Banking ne transitant pas par INTERNET, qui comptent au total plus de 30.000 utilisateurs. L'avantage d'un accès direct et en temps réel aux principales bourses et à des tarifs privilégiés a été particulièrement apprécié par la clientèle. Afin d'améliorer l'information financière au client, la BCEE a lancé une toute nouvelle rubrique « Bourses » sur son site internet.

En 2001, le magazine "THE BANKER" a nommé la BCEE « Bank of the year 2001 » au Luxembourg.

Ce choix fut attribué sur base de critères relatifs à la croissance des résultats et de la performance, à l'utilisation de la technologie notamment dans le domaine du "online banking", à des accomplissements particuliers ainsi qu'à la stratégie commerciale de la Banque en général.

Par ailleurs, il convient de souligner les efforts considérables consacrés dans le courant de l'exercice 2001 à la formation. Ainsi, 1634 membres du personnel ont participé à au moins un programme de formation. Un programme spécifique "Formation Euro" comprenant un ensemble de mesures organisationnelles et commerciales a été mis en place.

La Banque a également continué à développer, au cours de l'exercice 2001, en commun avec La Luxembourgeoise S.A. d'Assurances, la vente de produits d'assurance.



## Renforcement des activités de marché

Sur le plan international, il y a lieu de noter que la BCEE a su tirer profit des excellentes notations AA+/A-1+ et Aa1/P-1, qui lui ont été confirmées respectivement par Standard & Poor's et Moody's, pour améliorer et diversifier sa politique de refinancement sur les marchés des capitaux européen et américain.

A l'actif, les créances sur les établissements de crédit ont augmenté de 503,0 millions d'euros (+4,4%), en passant de 11.315,9 millions d'euros fin 2000 à 11.818,8 millions d'euros fin 2001. Les actifs titrisés à revenu fixe ont progressé de 13,0% pour s'établir au 31 décembre 2001 à 9.051,1 millions d'euros, contre 8.011,9 millions d'euros un an plus tôt. Le portefeuille des effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la Banque centrale a augmenté de 5,3% pour atteindre 4.380,3 millions d'euros au 31 décembre 2001, contre 4.158,5 millions d'euros au 31 décembre 2000.

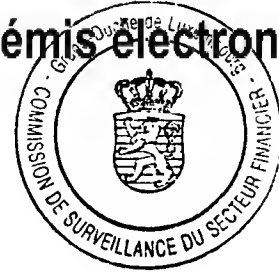
Il convient de relever également les efforts visant à améliorer le rendement des opérations de trésorerie et à réduire, en même temps, les risques de taux d'intérêt ou de change. Le volume global de ces opérations liées aux cours de marché se maintient à un haut niveau avec 41.952,7 millions d'euros au 31 décembre 2001, contre 30.356,3 millions d'euros un an plus tôt. Les swaps monétaires, dont l'encours s'est élevé à 4.553,25 millions d'euros au 31 décembre 2001, régressent de 2,6%. Quant aux swaps d'intérêts, ils ont atteint un encours de 28.225,9 millions d'euros au 31 décembre 2001, contre 18.239,7 millions d'euros au 31 décembre 2000 (+54,8%).

L'essor de la rubrique "Dettes représentées par un titre" (+7,4%) témoigne de l'intérêt de la clientèle institutionnelle étrangère pour la BCEE. Les programmes d'ECP, d'USCP et d'EMTN ont contribué sensiblement à la croissance de la somme bilantaire.

Suivant le classement établi par la société Webster, la BCEE a été le 11<sup>ème</sup> émetteur EMTN le plus actif en nombre de transactions en 2001. D'autre part, selon un sondage effectué auprès des vendeurs de EMTN par MTNWeek, la BCEE est classée « 2<sup>ème</sup> émetteur le plus ouvert à des structures nouvelles ».

En dernier lieu, il convient de relever que l'activité des crédits internationaux et des "asset-backed securities" a progressé à un rythme soutenu en dépit de la conjoncture internationale affaiblie.





## La politique de contrôle des risques.

La politique de contrôle des risques inhérents aux différents métiers occupe une fonction-clé dans la gestion de la Banque.

D'une manière générale, une gestion saine des risques repose sur les principes de la séparation des fonctions et de la responsabilisation de tous les acteurs de la Banque en matière de suivi des procédures relevant du domaine du contrôle interne.

L'importance accrue du suivi des risques est également soulignée par l'évolution de la réglementation prudentielle. Ainsi, la Banque sera notamment amenée à consentir des efforts importants pour assurer l'implémentation et le respect rigoureux des règles fixées en matière de techniques de mesure et de suivi des risques par les accords de Bâle II qui deviendront obligatoires à partir de l'exercice 2006 au plus tard.

Le présent chapitre est éclaté en 4 grandes catégories de risques : risque de contrepartie ou de crédit, risque de marché, risque de liquidité et risque opérationnel.

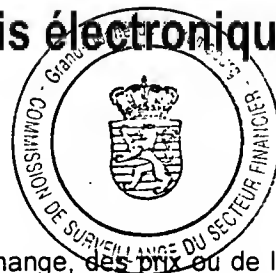
### Risque de contrepartie

Dans le domaine des crédits accordés à l'économie nationale, la structure des décisions est hiérarchisée en différents comités de crédit en fonction de l'encours global du débiteur. A partir d'un seuil défini, les dossiers doivent être ratifiés par le Comité de direction de la Banque. La structure du portefeuille se décompose en prêts hypothécaires au logement pour environ 60% de l'encours, prêts au secteur public pour 12% de l'encours, prêts aux entreprises pour 15% de l'encours et autres prêts pour 13% de l'encours. En ce qui concerne le portefeuille des prêts hypothécaires au logement, le risque de contrepartie est largement couvert par l'inscription hypothécaire et les déchets sont faibles. Le risque de contrepartie pour les prêts au secteur public est quasiment inexistant. En ce qui concerne les prêts aux entreprises, la Banque s'est fixée des procédures rigoureuses pour l'analyse des dossiers et la prise de garanties. Une attention particulière est accordée au respect des limites par secteur et par contrepartie.

Dans le domaine des crédits internationaux, la priorité est accordée aux engagements classés 'Investment Grade' et sur des pays de l'OCDE. Un système de notation interne, basé sur des règles similaires à celles appliquées par les principales agences de notation, est appliqué aux dossiers qui ne disposent pas de rating officiel. Les lignes-pays sont fixées suivant analyse en provenance d'un service indépendant de l'activité commerciale. Un système de limites rigoureuses par secteur d'activité et par groupe de débiteurs est également d'application.

Les encours interbancaires font eux aussi l'objet d'un suivi du risque de contrepartie et d'un contrôle régulier sur base d'analyses financières actualisées et de propositions de limites par contrepartie par un service indépendant de la salle des marchés. Ainsi, la salle des marchés est tenue de respecter par instrument de bilan et de hors bilan à la fois la limite de crédit des contreparties et aussi les limites de livraison ('settlement limit' et 'daily settlement limit'). Ces limites sont révisables annuellement. Un reporting journalier sur le respect des limites est rédigé par un service indépendant à l'attention du Comité de direction de la Banque.

En ce qui concerne plus particulièrement les instruments dérivés, la Banque a largement recours à l'application des contrats-types 'ISDA' (International Swaps and Derivatives Association Inc.) qui comprennent des clauses de compensation en cas de faillite d'une des parties. La Banque s'est assurée un moyen de réduction supplémentaire du risque en négociant l'annexe 'CSA' (Credit Support Annex) des contrats ISDA avec les contreparties les plus importantes dans le domaine des opérations du hors bilan. Cette annexe prévoit, sur la base d'une réévaluation quotidienne des positions bilatérales, le dépôt de garanties sous forme de liquidités ou de titres de première qualité dès que la valeur nette des contrats en cours dépasse un certain seuil.



### Risque de marché

Les risques de marché proviennent des mouvements des taux d'intérêts, des cours de change, des prix ou de la volatilité des actions sur les marchés financiers. La Banque se doit de mesurer et de maîtriser ces risques et d'assurer un reporting régulier au Comité de direction.

Dans sa politique de gestion du risque de marché, la Banque distingue entre le risque de transformation, résultant de la différence de maturité entre les ressources et les réinvestissements, et les autres composantes du risque de marché, dont le risque de change et le risque sur actions.

Le risque de transformation est pris en charge par le comité ALM (Asset Liability Management). Celui-ci assure d'un côté la gestion des fonds propres et des fonds placés sur comptes à vue ou comptes d'épargne, et, de l'autre, celle des portefeuilles des crédits nationaux ainsi que des portefeuilles obligataires et actions propres de la Banque. Le comité ALM se compose des membres du Comité de direction de la Banque et d'un certain nombre de chefs de service.

Toutes les autres composantes du risque de marché touchant les positions de la trésorerie ou du trading en instruments du bilan et du hors-bilan sont centralisées en temps réel à la salle des marchés dans le système front-office et sont maintenues dans des limites fixées par le Comité de direction de la Banque. La surveillance de ces limites est prise en charge par un service indépendant.

Les outils de gestion dépendent des instruments. Ainsi, le risque de taux est géré en simulant l'incidence d'une variation parallèle d'un point de base (0,01%) de la courbe des taux d'intérêt sur la Valeur Actuelle Nette (ou Net Present Value) des positions. Les rapports quotidiens présentent donc la variation résultant de la variation parallèle de toutes les courbes de taux d'intérêt d'un point de base, appelée encore Basis Point Value (BPV) qui doit rester dans des limites fixées. Au 31.12.2001, cette sensibilité BPV globale de la Banque était de - 594.742 euros. Le risque de change et le risque sur actions est géré par l'intermédiaire de limites sur la valeur nominale maximale des positions et par des limites sur la perte maximale autorisée par position ('stop-loss').

A côté des outils spécifiques par instrument, la Banque utilise la 'Value at Risk' pour le monitoring de l'ensemble des risques de marché au niveau de la salle des marchés.

### Risque de liquidité

Le risque de liquidité résulte du problème de réconciliation des flux financiers entrants et sortants à une date précise. Le risque pour un établissement financier est celui de ne plus pouvoir, à un moment donné, assurer ses obligations de paiement pour cause de manque d'actifs liquides par rapport aux passifs devenus exigibles. De par sa structure financière, la Banque se trouve normalement dans une situation d'excédents de liquidités.

La Banque opère un suivi permanent du risque de liquidité en fonction des échéances. La salle des marchés assure la gestion de la liquidité à court terme. Au-delà, la Banque dispose de passifs stables et diversifiés, notamment sous forme d'une base de dépôts clientèle très solide et de programmes de refinancement ECP, USCP et EMTN, qui lui assurent une situation confortable en matière de liquidité.

Dans le cas d'un besoin urgent et important de liquidités, la Banque dispose d'une ligne de crédit 'intraday' et 'overnight' auprès de la Banque Centrale du Luxembourg (BCL) contre nantissement de titres publics ou autres titres à revenu fixe. A cet effet, la Banque conserve en permanence un portefeuille d'un minimum de 500 millions d'euros en titres à revenu fixe pouvant servir de garantie auprès de la BCL.

## Risque opérationnel

D'une manière générale, le risque opérationnel est le risque de perte résultant de procédures internes inadaptées ou défaillantes, d'erreurs humaines ou informatiques, ou d'événements externes.

La maîtrise du risque opérationnel est entre autres assurée par un système de contrôle interne implémenté à tous les niveaux, dont le suivi est assuré par la direction de la Banque.

Dans le domaine des activités internationales de marché, la Banque est en train de se doter d'un nouveau système de gestion des activités back-office qui complétera le système front-office existant pour assurer un traitement optimal et transparent des opérations structurées pouvant faire intervenir différents instruments du bilan et du hors bilan et qui, de ce fait, représentent un risque opérationnel accru.

En ce qui concerne les activités de banque de détail, un suivi rigoureux des affaires, la séparation des fonctions au niveau opérationnel ainsi que le renforcement des procédures sont destinés à limiter le nombre d'incidents. Ainsi, des efforts importants ont été consacrés en 2001 au renforcement des procédures en matière de blanchiment d'argent. La Banque dispose d'une base de données qui recense tous les incidents relatifs à une défaillance humaine ou informatique et a établi des indicateurs de suivi de la fréquence, de l'importance, de la gravité ainsi que de la nature des incidents recensés. Ces indicateurs servent de détecteurs de faiblesses dans les systèmes de contrôle internes et sont à la base d'actions correctrices à implémenter pour endiguer la survenance d'un type d'incident déterminé.

Afin d'être en mesure d'assurer la continuité des opérations dans le domaine informatique, la BCEE est en train de finaliser un 'Disaster Recovery Plan' (DRP) et a élaboré par le passé des 'Business Continuity Plan' (BCP) ponctuels pour être préparée au mieux face à des situations d'exception tels que l'introduction de l'euro ou le passage à l'an 2000. La Banque compte profiter de l'expérience acquise dans ce domaine lors du passage à un BCP généralisé.

Dans le domaine du risque opérationnel lié à des événements externes, le recours limité de la Banque à l'outsourcing d'activités limite le risque humain y lié.

Finalement, la Banque a souscrit un certain nombre de polices d'assurance dans le but de se prémunir contre des pertes financières éventuelles en rapport avec la matérialisation d'un risque opérationnel. Ces polices d'assurance couvrent principalement les domaines suivants: fraude, responsabilité civile du personnel, cyber security, sinistres, trading non autorisé.





## Légère régression de la profitabilité

Les résultats financiers de la Banque ont reculé en l'an 2001 de façon limitée dans un contexte qui a été défavorable au secteur bancaire en général. En effet, le mouvement de repli sur les marchés boursiers a non seulement eu un impact négatif sur les activités de trading et d'investissement de la Banque, mais a aussi détourné la clientèle des valeurs mobilières. Il a par ailleurs imposé à la Banque une révision à la baisse de la valorisation de son portefeuille propre d'actions et Sicav.

C'est ainsi que le produit net bancaire, comprenant le résultat net sur intérêts et revenus assimilés, les produits de valeurs mobilières à revenu variable, le résultat net sur commissions, ainsi que le résultat net provenant d'opérations financières, a marqué, d'une année à l'autre, une régression de 43,6 millions d'euros ou de 12,2%. Le résultat d'exploitation de la BCEE a régressé de 18,3% par rapport au 31.12.2000.

Cependant, les revenus sur intérêts et produits assimilés, qui sont la source principale de revenus pour la Banque, sont en progression importante (+19,9%) traduisant ainsi les développements positifs de la Banque classique ainsi que des activités internationales de marché liées à des produits de taux. Le résultat net sur commissions par contre enregistre une régression de 10,8 % dans le contexte d'un environnement particulièrement défavorable. Cette évolution provient essentiellement des pôles Fonds d'investissement et Private banking particulièrement touchés par le repli des marchés financiers, les clients ayant réalisé beaucoup moins de transactions en ce domaine. Le résultat provenant d'opérations financières, comprenant d'une façon générale tous les résultats dégagés des activités "trading" de la Banque, subit au premier chef la volatilité extrême des marchés financiers.

D'autre part, les frais généraux administratifs ont marqué en 2001 une hausse de 11,6 millions d'euros ou de 6,7% en passant de 172,5 millions d'euros au 31 décembre 2000 à 184,2 millions d'euros fin 2001. Les frais de personnel, qui représentent la principale composante des frais généraux, ont connu une croissance de 6,1%. Grâce à un programme rigoureux de "cost-control", la Banque a réussi à limiter la croissance de ses frais généraux.

D'importants programmes pluriannuels d'investissements en informatique ont été engagés en 2001. Ainsi, la refonte de la chaîne informatique des crédits nationaux et la mise en place d'un nouvel outil de Back Office des produits financiers ont débuté. A noter que le passage à l'euro fiduciaire s'est fait sans problème tant au niveau de la conversion des comptes que de la distribution des nouveaux signes monétaires.

Le cash-flow régresse sensiblement par rapport à l'exercice précédent. Il s'est établi à 130,1 millions d'euros en 2001, contre 173,3 millions d'euros en 2000 (-24,9%). La définition de cet agrégat comprend toutefois des moins values latentes au 31.12.2001 sur le portefeuille actions et Sicav de la Banque, alors que ce poste avait connu une plus-value exceptionnelle relative au portefeuille de participations de quelque 24 millions d'euros en l'an 2000.

Pour des raisons de prudence, la plus-value substantielle non réalisée sur la participation détenue dans SES Global S.A. n'a pas été actée dans les comptes de la Banque lors de la conversion des titres SES S.A. en SES Global S.A. intervenue au cours de l'exercice 2001.

Compte tenu des éléments qui précèdent, la Banque peut afficher, pour l'exercice 2001, un bénéfice net de 70,1 millions d'euros, contre 77,5 millions d'euros en 2000 (soit une réduction de 7,4 millions d'euros ou de 9,5 %) et 67,2 millions en 1999.


Les résultats financiers demeurent très satisfaisants en 2001 au regard du plan stratégique de la Banque. Sur une période couvrant les années 1999, 2000 et 2001, les objectifs de croissance sont largement dépassés. La Banque a pu maintenir sa capacité bénéficiaire à un haut niveau. Elle a su renforcer, en 2001, ses fonds propres, dont le niveau est largement suffisant pour répondre aux normes communautaires en matière de solvabilité et pour permettre à l'avenir une nouvelle expansion du volume des affaires (Ratio intégré d'adéquation des fonds propres au 31 décembre 2001: 13,66% ; Tier 1 : 8,55 %).

## Perspectives pour l'an 2002

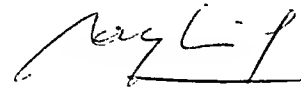
La BCEE maintiendra, en 2002, ses efforts pour consolider et développer ses activités de Banque universelle. Pour 2002, la Banque s'attend à une évolution positive des affaires malgré un environnement économique incertain. La Banque s'apprête à mettre à jour son programme stratégique visant à assurer son indépendance face aux mutations rapides que connaît l'industrie bancaire en ce moment.

Des événements importants, mettant en cause la marche normale des affaires de la Banque, ne se sont pas produits après la clôture de l'exercice 2001.

Luxembourg, le 1er mars 2002



Jean-Claude FINCK  
Directeur Général adjoint



Raymond KIRSCH  
Directeur Général



**Deloitte & Touche SA**  
Société Anonyme  
Assurance, Accounting  
and Advisory Services, Tax Services,  
Financial Advisory Services  
3, Route d'Arlon  
L-8009 Strassen  
B.P. 1173  
L-1011 Luxembourg

Tel: (+352) 451 451  
Fax: (+352) 451 452 401  
www.deloitte.com

**Deloitte  
& Touche**

## **RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES**

Conformément au mandat donné par le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, sur proposition du Conseil d'administration de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, nous avons contrôlé les comptes annuels ci-joints de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2001 et avons pris connaissance du rapport de gestion y relatif. Le Conseil d'administration approuve les comptes annuels ainsi que le rapport annuel du Comité de direction et propose au Gouvernement l'affectation du bénéfice. Le rapport de gestion relève de la compétence du Comité de direction. Notre responsabilité est, sur base de nos travaux de révision, d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels et de vérifier la concordance du rapport de gestion avec ceux-ci.

Nous avons effectué nos travaux de révision selon les normes internationales de révision. Ces normes requièrent que nos travaux de révision soient planifiés et exécutés de façon à obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Une mission de révision consiste à examiner, sur base de sondages, les éléments probants justifiant les montants et informations contenus dans les comptes annuels. Elle consiste également à apprécier les principes et méthodes comptables suivis et les estimations significatives faites par le Conseil d'administration et le Comité de direction pour l'arrêté des comptes annuels, ainsi qu'à effectuer une revue de leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos travaux de révision forment une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, les comptes annuels ci-joints donnent, en conformité avec les prescriptions légales et réglementaires au Luxembourg, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, au 31 décembre 2001 ainsi que des résultats de l'exercice se terminant à cette date.

Le rapport de gestion est en concordance avec les comptes annuels.

**DELOITTE & TOUCHE**  
Réviseur d'entreprises

  
Benoit SCHAUS  
Associé

  
Maurice Lam  
Associé



Le 1 mars 2002



## BILAN AU 31 DECEMBRE 2001 EN EUROS

ACTIF	Notes <sup>(*)</sup>	2000	2001
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices des chèques postaux	5.1.	123.390.047	998.530.921
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la Banque centrale:	5.1., 5.12.	4.158.481.699	4.380.258.685
a. effets publics et valeurs assimilées		4.158.481.699	4.340.652.494
b. autres effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale		-	39.606.190
Créances sur les établissements de crédit:	5.1., 5.14.	11.315.854.124	11.818.823.876
a. à vue		1.969.467.862	737.218.924
b. autres créances		9.346.386.262	11.081.604.952
Créances sur la clientèle	5.1., 5.14.	7.190.079.129	7.730.043.804
Opérations de crédit-bail	5.1.	39.123.237	40.843.858
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe:	5.1., 5.2., 5.10.,	8.011.875.590	9.051.139.087
a. des émetteurs publics	5.14.	143.604.653	99.232.361
b. d'autres émetteurs		7.868.270.937	8.951.906.726
Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable	5.3.	400.526.905	272.808.383
Participations	5.4., 5.9., 5.10.	109.506.692	82.557.708
Parts dans des entreprises liées	5.5., 5.9., 5.10.	6.691.407	6.651.965
Actifs corporels	5.7., 5.10.	237.610.228	254.207.236
Autres actifs	5.8.	155.491.043	235.258.896
Comptes de régularisation	5.11.	768.919.261	773.266.053
<b>TOTAL ACTIF</b>	5.15.	<b>32.517.549.362</b>	<b>35.644.390.472</b>
<b>HORS-BILAN</b>			
Passifs éventuels	7.1.	649.342.763	592.587.940
dont: - cautionnements et actifs donnés en garantie		480.777.142	422.405.112

(\*) les notes renvoient à l'annexe



<b>PASSIF</b>	<b>Notes<sup>(*)</sup></b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>
Dettes envers les établissements de crédit:	6.1.	6.232.252.565	7.366.713.587
a. à vue		666.515.240	1.376.499.302
b. à terme ou à préavis		5.565.737.325	5.990.214.285
Dettes envers la clientèle:	6.1.	13.318.660.538	14.538.785.475
a. dépôts d'épargne		2.885.090.626	3.258.826.186
b. autres dettes à vue		2.912.512.311	2.720.323.917
à terme ou à préavis		7.521.057.601	8.559.635.372
Dettes représentées par un titre:	6.1.	10.020.164.362	10.757.448.592
a. bons et obligations en circulation		914.811.302	749.970.981
b. autres		9.105.353.060	10.007.477.611
Autres passifs	6.2.	404.088.941	399.271.364
Comptes de régularisation	6.3.	812.050.001	709.587.265
Provisions pour risques et charges:		144.708.314	158.051.106
a. provisions pour impôts		49.913.285	52.825.212
b. autres provisions		94.795.029	105.225.894
Passifs subordonnés	6.1., 6.4.	588.436.450	644.749.309
Postes spéciaux avec une quote-part de réserves	6.5.	20.174.769	22.624.564
Fonds pour risques bancaires généraux		171.046.532	171.046.532
Capital	6.6.	173.525.467	173.525.467
Réserves		554.970.979	632.441.423
Résultat de l'exercice	3	77.470.444	70.145.788
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>6.7.</b>	<b>32.517.549.362</b>	<b>35.644.390.472</b>
<b>HORS-BILAN</b>			
Engagements	7.2.	2.599.502.807	2.607.091.414
Opérations fiduciaires		2.390.576.782	2.077.085.670

(\*) les notes renvoient à l'annexe



**COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 2001 EN EUROS**

	<u>Notes</u> <sup>(*)</sup>	2000	2001
Intérêts et produits assimilés		2.715.412.016	2.826.609.759
- <i>sur valeurs mobilières à revenu fixe</i>		678.553.529	747.269.771
Intérêts et charges assimilées		-2.500.998.921	-2.569.530.640
Revenus de valeurs mobilières		40.800.262	36.527.713
- <i>revenus d'actions, de parts et d'autres valeurs mobilières à revenu variable</i>		1.503.841	2.417.506
- <i>revenus de participations</i>		19.352.761	16.063.320
- <i>revenus de parts dans des entreprises liées</i>		19.943.660	18.046.887
Commissions perçues		119.329.215	100.107.885
Commissions versées		-46.050.566	-34.774.112
Résultat provenant d'opérations financières		28.149.089	-45.863.108
Autres produits d'exploitation	8.2.	35.478.185	17.821.346
Frais généraux administratifs:	9.1., 9.2.	-172.547.700	-184.151.245
- <i>frais de personnel</i>		-118.896.535	-126.162.283
<i>dont: salaires et traitements</i>		-94.661.536	-99.892.540
<i>charges sociales</i>		-21.008.845	-22.796.589
<i>dont: charges sociales couvrant les pensions</i>		-16.366.567	-17.883.750
- <i>autres frais administratifs</i>		-53.651.165	-57.988.962
Corrections de valeur sur actifs incorporels et corporels		-31.636.899	-34.081.275
Autres charges d'exploitation	8.3.	-11.856.932	-20.178.084
Corrections de valeur sur créances et provisions pour passifs éventuels et pour engagements (montant net)		-35.671.254	-41.907.206
Corrections de valeur sur valeurs mobilières ayant le caractère d'immobilisations financières, sur participations et sur parts dans des entreprises liées (montant net)		-6.069.608	-
Reprises de corrections de valeur sur valeurs mobilières ayant le caractère d'immobilisations financières, sur participations et sur parts dans des entreprises liées (montant net)		-	35.255.736
<b>A REPORTER:</b>		<b>134.336.887</b>	<b>85.836.769</b>

(\*) les notes renvoient à l'annexe



	<u>Notes</u> <sup>(*)</sup>	2000	2001
<b>REPORT:</b>		<b>134.336.887</b>	<b>85.836.769</b>
Dotations aux "postes spéciaux avec une quote-part de réserves" (montant net)		-1.743.068	-2.449.795
Dotations au fonds pour risques bancaires généraux		-24.789.352	-
Impôts sur le résultat provenant des activités ordinaires	8.4.	-26.977.094	-9.494.485
<b>Résultat provenant des activités ordinaires après impôts</b>		<b>80.827.373</b>	<b>73.892.489</b>
<i>Produits exceptionnels</i>	8.5.	-	316.494
<i>Charges exceptionnelles</i>	8.6.	-60.899	-89.591
Résultat exceptionnel		-60.899	226.903
Autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus		-3.296.030	-3.973.604
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>		<b>77.470.444</b>	<b>70.145.788</b>
<b>AFFECTATION DU BENEFICE DISPONIBLE (1)</b>	3		
<b>BENEFICE DISPONIBLE</b>			
Bénéfice reporté			-
Bénéfice de l'exercice			70.145.788
<b>TOTAL</b>			<b>70.145.788</b>
<b>AFFECTATION DU BENEFICE</b>			
Transfert aux réserves			70.145.788
Solde à reporter à nouveau			-
<b>TOTAL</b>			<b>70.145.788</b>

(\*) les notes renvoient à l'annexe

(1) loi du 24 mars 1989, article 39; règlement grand-ducal du 14 juin 1983



**ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2001****NOTE 1****GENERALITES**

La Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg (ci-après "La Banque"), instituée par la loi du 21 février 1856 et régie par la loi du 24 mars 1989, est un établissement public autonome, doté de la personnalité juridique. Elle est placée sous la haute surveillance du membre du Gouvernement ayant le département du Trésor dans ses attributions.

Le siège de la Banque est à Luxembourg.

Dans les limites fixées par les lois et règlements applicables aux établissements de crédit, la Banque a pour objet de faire toutes opérations bancaires et financières ainsi que toutes opérations analogues, connexes ou accessoires à celles-ci.

**NOTE 2****PRINCIPALES METHODES COMPTABLES**

Les méthodes comptables de la Banque sont conformes à la réglementation en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg et notamment à la loi du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des établissements de crédit.

L'exercice social coïncide avec l'année civile.

Par application de l'article 83 de la loi précitée, la Banque n'a pas établi de comptes consolidés au 31 décembre 2001 compte tenu de la faible importance des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation.

**2.1. ACTIFS IMMOBILISES****2.1.1. ACTIFS INCORPORELS**

Les actifs incorporels sont comptabilisés au bilan au prix d'acquisition ou au coût de revient, diminué des corrections de valeur cumulées.

Les corrections de valeur sur actifs incorporels sont calculées de manière linéaire au taux annuel de 20%.

**2.1.2. ACTIFS CORPORELS**

Les actifs corporels sont repris au bilan au prix d'acquisition ou au coût de revient, diminué des corrections de valeur cumulées.

Les corrections de valeur sur les constructions sont calculées de manière linéaire au taux de 2% l'an.

Les corrections de valeur sur les installations techniques, le matériel et le mobilier sont calculées de manière linéaire à des taux tenant compte de la durée de vie estimée des biens. Les taux d'amortissement pour les postes les plus importants sont les suivants:

logiciels  
matériel informatique  
matériel de transport  
installations de sécurité  
matériel de bureau



33,3%  
25,0%  
20,0%  
12,5%  
10,0%

Le matériel et le mobilier dont le prix d'acquisition ne dépasse pas 870 euros ou dont la durée usuelle d'utilisation est inférieure à une année est directement repris dans les charges de l'exercice.

### 2.1.3. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe ainsi que les participations et les parts dans des entreprises liées ayant le caractère d'immobilisations sont enregistrées au coût d'acquisition.

En ce qui concerne les valeurs mobilières émises sur base escomptée, le coût d'acquisition est majoré des intérêts courus non échus.

En vertu des dispositions de l'article 56 de la loi du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels des établissements de crédit, la Banque a opté pour l'évaluation au prix d'acquisition des effets publics et des valeurs mobilières à revenu fixe faisant partie du portefeuille des immobilisations financières (dont les "Asset Swaps"). Lorsque les conditions requises par la législation pour l'évaluation au prix d'acquisition ne sont pas respectées, la méthode du "lower of cost or market" combinée au "Beibehaltungsprinzip" est d'application.

L'agio (différence positive entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement des titres) et le disagio (différence négative entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement) sont respectivement amortis et proratisés sur la durée de détention des titres. L'amortissement de l'agio et la proratation du disagio se font à travers les postes d'intérêts du compte de profits et pertes et les comptes de régularisation du bilan.

Les participations et les parts dans des entreprises liées ayant le caractère d'immobilisations sont évaluées au plus bas du prix d'acquisition ou du prix du marché. Les dépréciations constatées font l'objet de corrections de valeur.

## 2.2. ACTIFS CIRCULANTS

### 2.2.1. OBLIGATIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU FIXE

Les valeurs mobilières autres que celles destinées à servir de façon durable à l'activité de la Banque sont considérées comme des actifs circulants.

Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe sont enregistrées au coût d'acquisition. En ce qui concerne les valeurs mobilières émises sur base escomptée, le coût d'acquisition est majoré des intérêts courus non échus. L'évaluation se fait au plus bas du prix d'acquisition ou du prix du marché, c'est-à-dire avec constitution de corrections de valeur lorsque la valeur d'évaluation des titres est inférieure à leur prix d'acquisition. La valeur d'évaluation est définie comme étant le cours boursier du jour de l'établissement des comptes annuels ou, à défaut, la valeur probable de réalisation ou le cours qui reflète le mieux la valeur intrinsèque des titres détenus.

Les plus-values non réalisées sont négligées.

L'agio (différence positive entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement des titres) est amorti sur la durée de détention des titres. L'amortissement de l'agio se fait à travers les postes d'intérêts du compte de profits et pertes et les comptes de régularisation du bilan.

En ce qui concerne les certificats du Trésor belge, la différence entre la valeur d'émission (d'acquisition) et la valeur de remboursement (de cession) constitue le seul revenu sur cette catégorie de titres. Le revenu en question est réparti sur la durée de détention des titres sous forme d'intérêts composés venant augmenter leur valeur

comptable. Au 31 décembre 2001, la valeur comptable ainsi réajustée est très proche de la valeur d'évaluation, ce qui rend inutile la constitution de corrections de valeur.

## 2.2.2. ACTIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU VARIABLE

Les actions et autres valeurs mobilières à revenu variable sont reprises au bilan à leur prix d'acquisition, y compris tous les frais accessoires. Ces titres sont évalués au plus bas du prix d'acquisition ou du prix de marché, c'est-à-dire avec constitution de corrections de valeur, lorsque la valeur d'évaluation des titres est inférieure à leur prix d'acquisition. La Banque a retenu le principe d'évaluation suivant le "Beibehaltungsprinzip", c'est-à-dire avec maintien des corrections de valeur antérieurement constituées, lorsque celles-ci s'avèrent supérieures à celles qui auraient dû être constituées par application de la méthode d'évaluation au "lower of cost or market" à la clôture de l'exercice.

Les plus-values non réalisées sont négligées.

## 2.2.3. CREANCES

Les prêts et crédits sont renseignés à leur valeur nominale, les intérêts courus et non échus étant enregistrés au poste "Comptes de régularisation" qui figure à l'actif du bilan. Pour les créances jugées douteuses, la Banque constitue des corrections de valeur spécifiques qui sont déduites des postes d'actif concernés.

## 2.2.4. OPERATIONS DE CREDIT-BAIL

Les créances résultant des opérations de crédit-bail sont renseignées à leur valeur nette, c'est-à-dire à la valeur d'acquisition diminuée des corrections de valeur cumulées des biens faisant l'objet des opérations de crédit-bail. La part des loyers perçus sur ces opérations, représentant la rémunération du capital, est comptabilisée au compte de profits et pertes.

## 2.2.5. CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES DOUTEUSES ET CREANCES IRRECUPERABLES

La Banque a pour politique de constituer des corrections de valeur spécifiques destinées à couvrir les risques de pertes et de non-recouvrement sur les créances en portefeuille.

Les corrections de valeur qui en résultent viennent en déduction des postes de l'actif concernés, tandis que les provisions portant sur les postes du hors-bilan sont renseignées au passif à la rubrique "Provisions pour risques et charges: autres provisions".

## 2.3. PRIX D'ACQUISITION DES ELEMENTS D'ACTIF DE MEME CATEGORIE

Le mode d'évaluation appliqué par la Banque aux éléments de même catégorie est celui des prix moyens pondérés.

## 2.4. FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX

En accord avec l'article 63 de la loi sur les comptes des banques, la Banque a constitué un fonds destiné à la couverture des risques bancaires généraux. Ce fonds est renseigné séparément au passif du bilan. Les dotations au "Fonds pour risques bancaires généraux" ne sont pas déductibles fiscalement.

## 2.5. CONVERSION DES DEVISES

La comptabilité de la Banque est tenue en euros depuis le 16 avril 2001. Les soldes au 31 décembre 2000 ont été convertis au taux euro/luf de 40,3399 à des fins de comparabilité.

Les avoirs et les engagements libellés en devises autres que celles faisant partie de la zone euro ont été convertis aux cours au comptant en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les différences de change qui résultent de



cette conversion sont enregistrées en compte de profits et pertes pour autant qu'elles ne proviennent pas de postes couverts expressément par une opération de change à terme.

Les revenus et charges en devises sont convertis en euros aux cours de change applicables à la date de leur comptabilisation.

Les postes au comptant couverts par des opérations à terme, de même que les postes à terme couverts au comptant sont considérés comme neutres par rapport aux fluctuations des cours de change des devises. La différence d'évaluation qui peut en découler est neutralisée sans que le résultat de l'exercice en soit affecté.

Les postes en devises à terme non couverts au comptant et non échus à la date de clôture sont évalués sur base des cours de change valables pour le terme restant à courir à la date du bilan. Les moins-values résultant de ces évaluations sont provisionnées, tandis que les plus-values sont négligées.

## **2.6. INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES**

Les engagements éventuels de la Banque qui résultent des instruments financiers dérivés tels que swaps de taux d'intérêt, forward rate agreements, financial futures et options sont enregistrés à la date de transaction dans les comptes du hors-bilan.

A la date du bilan, une provision est constituée pour les moins-values individuelles non réalisées constatées lors de l'évaluation au cours du marché des transactions non encore venues à échéance. Cette provision est enregistrée sous le poste "Provisions pour risques et charges: autres provisions". Les plus-values non réalisées sont négligées.

Dans le cas où l'instrument financier couvre un poste d'actif ou de passif spécifique pour lequel l'unité économique est établie, aucune provision n'est constituée.

## **2.7. PROVISION FORFAITAIRE**

Dans le cadre des limites admises par la législation fiscale luxembourgeoise, la Banque a procédé à la constitution d'une provision forfaitaire visant à couvrir les pertes éventuelles sur les actifs à risques. Cette provision a pour objectif la couverture des risques probables mais non encore identifiés au moment de l'établissement des comptes annuels.

La partie de la provision forfaitaire qui se rapporte au bilan vient en déduction des postes de l'actif, alors que la partie qui se rapporte aux postes de hors-bilan est enregistrée sous forme d'une provision pour risques et charges au passif du bilan à la rubrique "Provisions pour risques et charges: autres provisions".

## **NOTE 3**

### **AFFECTATION DU BENEFICE DISPONIBLE**

En vertu de l'article 39 de la loi du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, et du règlement grand-ducal du 14 juin 1983 concernant l'affectation du bénéfice disponible de la Banque, le bénéfice net de l'exercice 2001 de 70,15 millions d'euros (77,47 millions d'euros en 2000) est à affecter aux réserves.

Lors de cette affectation, un compte de réserve spécial est à alimenter pour un montant correspondant au quintuple de l'impôt sur la fortune imputé sur l'impôt sur le revenu des collectivités de l'exercice 2001. Suivant les dispositions de l'article 174bis de la loi concernant l'impôt sur le revenu, ce compte de réserve au bilan restera bloqué pour une période de 5 ans.





**NOTE 4****ASSOCIATION POUR LA GARANTIE DES DEPOTS**

En date du 25 septembre 1989, la Banque a adhéré en tant qu'associé à l'"Association pour la garantie des dépôts, Luxembourg" (AGDL) ayant pour objectif exclusif de constituer un système de garantie mutuelle des dépôts et des services d'investissement des établissements de crédit membres de l'association en faveur des clients personnes physiques et des sociétés d'une dimension telle qu'elles sont autorisées à établir un bilan abrégé conformément à l'article 215 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ainsi que celles de dimension comparable relevant du droit d'un autre Etat membre de l'Union européenne. Au 31 décembre 2001, la Banque a constitué une provision pour les engagements éventuels futurs liés à son adhésion à l'AGDL.

**NOTE 5****RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DE L'ACTIF****5.1. ANALYSE D'UNE PARTIE DES POSTES DE L'ACTIF****a. Echancier des actifs financiers primaires**

Les actifs financiers primaires sont répartis comme suit en fonction de leur durée résiduelle:



<b>31.12.2001</b> en millions d'euros	<b>Endéans 3 mois</b>	<b>3-12 mois</b>	<b>1-5 ans</b>	<b>Au-delà de 5 ans</b>	<b>Total 2001</b>
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	998,53	-	-	-	998,53
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale (hors portefeuille de négociation)	602,83	1.699,48	1.864,14	210,39	4.376,84
Créances sur les établissements de crédit	7.593,84	3.524,24	616,82	83,92	11.818,82
Créances sur la clientèle	1.708,48	376,26	1.573,85	4.071,45	7.730,04
Crédit-bail	1,42	1,85	24,85	12,72	40,84
Obligations et autres valeurs à revenu fixe (hors portefeuille de négociation)	1.087,96	2.328,68	4.029,79	1.541,12	8.987,55
	<u>11.993,06</u>	<u>7.930,51</u>	<u>8.109,45</u>	<u>5.919,60</u>	<u>33.952,62</u>
<b>31.12.2000</b> en millions d'euros	<b>Endéans 3 mois</b>	<b>3-12 mois</b>	<b>1-5 ans</b>	<b>Au-delà de 5 ans</b>	<b>Total 2000</b>
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	123,39	-	-	-	123,39
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale (hors portefeuille de négociation)	965,36	2.374,09	559,09	236,78	4.135,32
Créances sur les établissements de crédit	8.265,28	2.235,04	617,87	197,66	11.315,85
Créances sur la clientèle	1.119,42	499,82	1.734,24	3.836,60	7.190,08
Crédit-bail	0,77	1,69	23,15	13,51	39,12
Obligations et autres valeurs à revenu fixe (hors portefeuille de négociation)	894,61	1.711,55	3.819,05	1.459,81	7.885,02
	<u>11.368,83</u>	<u>6.822,19</u>	<u>6.753,4</u>	<u>5.744,36</u>	<u>30.688,78</u>



## b. Créances sur les entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation

Les créances sur des entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation sont réparties de la façon suivante:

en millions d'euros	Participations		Parts dans les entreprises liées	
	2000	2001	2000	2001
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	277,71	317,57	5,85	6,79
Crédit-bail	0,11	0,10	-	-
Obligations et autres valeurs à revenu fixe	7,32	5,04	-	-

## c. Avances et crédits accordés aux membres des organes d'administration et de direction de la Banque

Les avances et crédits accordés aux membres des organes d'administration et de direction de la Banque se présentent comme suit:

	31.12.2000	31.12.2001 en millions d'euros
Organe d'administration	0,57	0,70
Organe de direction (5 directeurs)	0,48	0,48
<b>Total</b>	<b>1,05</b>	<b>1,18</b>

## d. Crédit bail

Ces opérations se répartissent de la façon suivante entre les établissements de crédit et la clientèle:

	31.12.2000	31.12.2001 en millions d'euros
Opérations avec des établissements de crédit	0,03	0,01
Opérations avec la clientèle	39,06	40,83
<b>Total</b>	<b>39,09</b>	<b>40,84</b>

## e. Répartition de certains postes d'actifs par zone géographique

31.12.2001 en millions d'euros	Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Crédit bail	Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable	Total par zone géographique
Europe de l'Ouest	11.541,04	7.308,42	40,84	6.170,40	259,61	25.320,31
Europe de l'Est	23,23	41,09	-	27,48	-	91,8
Amérique du Nord	157,69	210,33	-	949,83	3,37	1.321,22
Amérique latine	23,62	40,85	-	32,59	0,04	97,10
Asie	2,83	5,23	-	47,47	-	55,53
Supranationaux	16,95	-	-	268,10	-	285,05
Autres	53,46	124,12	-	1.555,27	9,79	1.742,64
<b>Total</b>	<b>11.818,82</b>	<b>7.730,04</b>	<b>40,84</b>	<b>9.051,14</b>	<b>272,81</b>	<b>28.913,65</b>

<b>31.12.2000</b> en millions d'euros	<b>Créances sur les établissements de crédit</b>	<b>Créances sur la clientèle</b>	<b>Crédit bail</b>	<b>Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe</b>	<b>Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable</b>	<b>Total par zone géographique</b>
Europe de l'Ouest	10.775,74	6.691,71	39,12	5.345,92	381,35	23.233,84
Europe de l'Est	45,42	47,19	-	31,46	-	124,07
Amérique du Nord	344,14	275,52	-	846,31	7,28	1.473,25
Amérique latine	104,23	37,55	-	38,89	0,76	181,43
Asie	0,72	0,18	-	80,34	0,02	81,26
Supranationaux	19,79	3,34	-	348,45	-	371,58
Autres	25,81	134,59	-	1.320,50	11,12	1.492,02
<b>Total</b>	<b>11.315,85</b>	<b>7.190,08</b>	<b>39,12</b>	<b>8.011,87</b>	<b>400,53</b>	<b>26.957,45</b>

## 5.2. OBLIGATIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU FIXE

Ce poste comprend les titres de créance considérés ou non comme des immobilisations financières, cotés en bourse ou susceptibles de l'être, et émis par des établissements de crédit, des entreprises ou des organismes publics, dans la mesure où ils ne sont pas déjà intégrés dans un autre poste du bilan.

a. Les titres ayant une durée de vie résiduelle inférieure à un an représentent un montant net de 3.480,23 millions d'euros au 31 décembre 2001, contre 3.437,32 millions d'euros au 31 décembre 2000.

b. Les valeurs mobilières cotées et non cotées sont ventilées comme suit:

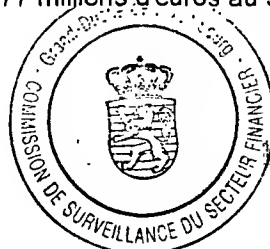
	<b>31.12.2000</b>	<b>31.12.2001</b> en millions d'euros
Valeurs admises à une cote officielle	5.028,31	5.754,45
Valeurs non admises à une cote officielle	2.983,56	3.296,69
<b>Total</b>	<b>8.011,87</b>	<b>9.051,14</b>

c. Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe sont considérées comme des immobilisations financières lorsqu'elles sont destinées à servir de façon durable à l'activité de la Banque. Le caractère durable a été défini par le Comité de direction comme l'intention d'une détention à long terme ou jusqu'à l'échéance des titres. Les autres titres font partie des portefeuilles de négociation et de placement.

La répartition des "Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe" entre les titres présentant le caractère d'immobilisations financières et ceux considérés comme faisant partie des actifs circulants se présente comme suit:

	<b>31.12.2000</b>	<b>31.12.2001</b> en millions d'euros
Titres du portefeuille des immobilisations financières	5.664,40	6.051,10
Titres du portefeuille de placement	2.220,62	2.936,45
Titres du portefeuille de négociation	126,86	63,59
<b>Total</b>	<b>8.011,88</b>	<b>9.051,14</b>

d. La valeur de marché des titres du portefeuille de négociation est de 64,77 millions d'euros au 31 décembre 2001 contre 150,845 millions d'euros au 31 décembre 2000.



7 - 02 - 2011  
22

**5.3. ACTIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU VARIABLE**

a. Ce poste comprend des actions, parts sociales, parts d'organismes de placement collectif et d'autres valeurs à revenu variable cotées ou non en bourse.

Les actions et autres valeurs mobilières à revenu variable, cotées et non cotées, sont ventilées comme suit:

	31.12.2000	31.12.2001 en millions d'euros
Valeurs admises à une cote officielle	242,14	138,05
Valeurs non admises à une cote officielle	158,39	134,76
<b>Total</b>	<b>400,53</b>	<b>272,81</b>

b. La répartition des actions et autres valeurs mobilières à revenu variable entre portefeuille de placement et portefeuille de négociation se présente comme suit:

	31.12.2000	31.12.2001 en millions d'euros
Titres du portefeuille de placement	348,23	229,82
Titres du portefeuille de négociation	52,30	42,99
	<b>400,53</b>	<b>272,81</b>

c. La valeur de marché des titres du portefeuille de négociation est de 43,44 millions d'euros au 31 décembre 2001 contre 52,85 millions d'euros au 31 décembre 2000.

d. L'application du "Beibehaltungsprinzip" a permis à la Banque de conserver des corrections de valeur constituées antérieurement pour un montant de 0,11 millions d'euros au 31 décembre 2001 (0,96 millions d'euros au 31 décembre 2000).

**5.4. PARTICIPATIONS**

a. Les participations cotées et non cotées sont ventilées comme suit:

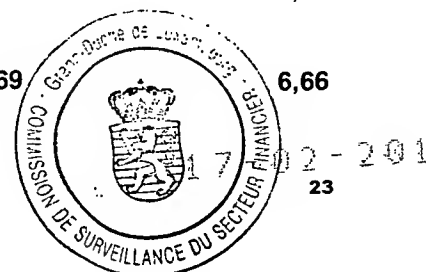
	31.12.2000	31.12.2001 en millions d'euros
Valeurs admises à une cote officielle	46,20	32,97
Valeurs non admises à une cote officielle	63,31	49,59
<b>Total</b>	<b>109,51</b>	<b>82,56</b>

b. Les participations dans des établissements de crédit représentent un montant de 0,08 millions d'euros au 31 décembre 2001 et 2000.

**5.5. PARTS DANS DES ENTREPRISES LIEES**

a. Les parts dans des entreprises liées cotées et non cotées sont ventilées comme suit:

	31.12.2000	31.12.2001 en millions d'euros
Valeurs non admises à une cote officielle	6,69	6,66
<b>Total</b>	<b>6,69</b>	<b>6,66</b>



b. Aux 31 décembre 2000 et 2001, la Banque ne détient pas de parts dans des entreprises liées qui sont des établissements de crédit.

#### 5.6. ACTIFS INCORPORELS

Le poste des actifs incorporels comprend des droits d'entrée et des fonds de commerce acquis à titre onéreux. Au 31 décembre 2001, le poste des actifs incorporels est entièrement amorti.

#### 5.7. ACTIFS CORPORELS

Les terrains et constructions utilisés par la Banque dans le cadre de son activité propre sont intégrés dans le poste des actifs corporels pour un montant net (prix d'acquisition moins corrections de valeur cumulées) de 195,07 millions d'euros au 31 décembre 2001, contre 186,28 millions d'euros au 31 décembre 2000.

#### 5.8. AUTRES ACTIFS

Ce poste se décompose de la façon suivante:

	31.12.2000	31.12.2001 en millions d'euros
Valeurs à recevoir à court terme	6,82	84,28
Investissement du fonds de pension	134,18	139,41
Métaux précieux	0,16	0,60
Autres	14,33	10,97
<b>Total</b>	<b>155,49</b>	<b>235,26</b>



**5.9. ENTREPRISES DANS LESQUELLES LA BANQUE DETIENT AU MOINS VINGT POUR CENT DU CAPITAL**

Dénomination et siège	Parts détenues en %	Comptes annuels arrêtés au	Unités monét.	Fonds propres (*) millions devise du bilan	Résultat de l'exercice (*)
Bourbon Immobilière S.A., Luxembourg	99,90	31.12.00	LUF	12	5
Luxembourg State and Savings Bank Trust Company S.A., Luxembourg	99,90	31.12.00	LUF	199	463
BCEE Ré S.A., Luxembourg	99,90	31.12.00	LUF	100	-
Luxbond Advisory S.A., Luxembourg	92,20	31.12.00	EUR	0,08	3
Lux-Garantie Advisory S.A., Luxembourg	91,23	30.09.01	EUR	0,08	0,07
Lux-Croissance Advisory S.A., Luxembourg	85,90	30.09.01	EUR	0,08	2
Luxcash Advisory S.A., Luxembourg	85,00	31.12.00	EUR	0,08	0,7
Lux-World Fund Advisory S.A., Luxembourg	77,07	30.09.01	EUR	0,08	0,9
Lux-Small & Mids Caps Advisory, Luxembourg	90,00	**	EUR	0,08	-
Lux Index Advisory	83,50	31.03.01	USD	0,08	0,3
ATAG Asset Management Luxembourg	45,00	31.12.00	LUF	62	64
La Luxembourgeoise-Vie S.A. d'Assurances, Luxembourg	40,00	31.12.00	LUF	1.623	184
La Luxembourgeoise S.A. d'Assurances, Luxembourg	40,00	31.12.00	LUF	1.985	545
Europay Luxembourg S.C., Luxembourg	30,20	31.12.00	EUR	1	0,3
Com 2i S.A., Luxembourg	30,00	31.12.00	EUR	0,03	0,08
Cetrel, Centre de Transferts Electroniques, S.C., Luxembourg	28,25	31.12.00	EUR	5	0,2
Parking du Théâtre S.A., Luxembourg	26,29	31.12.00	LUF	33	8
Visalux S.C., P. Nom, Luxembourg	23,38	31.12.00	EUR	0,8	0,2
Société de la Bourse de Luxembourg S.A., Luxembourg	22,86	31.12.00	EUR	24	3
European Fund Administration S.A., Luxembourg	21,50	31.12.00	LUF	171	18
Société Nationale de Contrôle Technique S.à r.l., Luxembourg	20,00	31.12.00	LUF	188	28

(\*) Données extraites des derniers comptes disponibles

(\*\*) pas encore de bilan disponible



**5.10. MOUVEMENTS DES ACTIFS IMMOBILISES**

Les mouvements enregistrés au cours de l'exercice 2001 sur les postes de l'actif immobilisé se présentent comme suit:





IMMOBILISATIONS	Corrections de valeur à la clôture de l'exercice						
	Valeur brute au début de l'exercice	Entrées	Sorties	Ecart de change	Valeur brute à la clôture de l'exercice	Corrections cumulées	Reprises cumulées
<b>POSTES</b>							
<i>Immobilisations financières</i>							
Participations	115.393.333	17.368.189	-45.612.802	25.492	87.174.122		
Parts dans des entreprises liées	6.762.314	13.030	-46.804	388	6.728.928		
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	5.736.906.232	3.129.381.521	-2.822.765.583	67.216.561	6.110.738.732		
<b>Total des Immobilisations financières</b>	<b>5.859.061.879</b>	<b>3.146.762.740</b>	<b>-2.868.425.279</b>	<b>67.242.441</b>	<b>6.204.641.781</b>	<b>-64.332.183</b>	
<i>Actifs incorporels</i>							
Fonds de commerce acquis à titre onéreux	-	-	-	-	-		
Autres actifs incorporels	45.072	-	-45.072	-	-		
<b>Total des Actifs incorporels</b>	<b>45.072</b>	<b>-</b>	<b>-45.072</b>	<b>-</b>	<b>-</b>		
<i>Actifs corporels</i>							
Terrains et constructions	242.769.435	15.339.825	-7.44.668	-	257.364.592	-60.390.003	196.974.589
Installations techniques	126.946.473	35.452.784	-27.765.771	-	134.633.486	-106.460.507	55.938.750
Autres installations, outillage et mobilier	5.093.852	30.798	-506.373	-	4.618.278	-3.324.381	1.293.897
<b>Total des Actifs corporels</b>	<b>374.809.761</b>	<b>50.823.407</b>	<b>-29.016.812</b>	<b>-</b>	<b>396.616.356</b>	<b>-170.174.891</b>	<b>254.207.236</b>
<b>TOTAL DES ACTIFS IMMOBILISES</b>	<b>6.233.916.712</b>	<b>3.197.586.147</b>	<b>-2.897.487.163</b>	<b>67.242.441</b>	<b>6.601.256.137</b>	<b>-206.741.303</b>	<b>6.394.516.834</b>

17-02-201





### 5.11. COMPTES DE REGULARISATION - ACTIF

Le disagio cumulé comptabilisé aux comptes de régularisation à l'actif du bilan se chiffre à 7,26 millions d'euros au 31 décembre 2001, contre 5,33 millions d'euros au 31 décembre 2000.

En ce qui concerne les émissions propres de la Banque du type "Discounted Debentures", la différence positive entre le montant à rembourser à l'échéance finale des titres émis et le montant actualisé au 31 décembre 2001 se chiffre à 44,93 millions d'euros, contre 53,34 millions d'euros au 31 décembre 2000.

### 5.12. OPERATIONS DE MISE EN PENSION

Les actifs ayant fait l'objet de conventions de vente avec rachat ferme se présentent comme suit:

	31.12.2000	31.12.2001 en millions d'euros
Effets publics	150,99	122,30

### 5.13. ACTIFS DONNES EN GARANTIE

Au 31 décembre 2001, les actifs donnés en garantie pour compte propre représentent un montant de 2.925,60 millions d'euros contre 4.001,83 au 31 décembre 2000. Ces garanties incluent, au 31 décembre 2001, des titres pour une valeur de 136,62 millions d'euros déposés auprès de la Banque centrale luxembourgeoise en garantie de la préalimentation en euros.

### 5.14. ACTIFS SUBORDONNES

Les actifs présentant un caractère subordonné détenus par la Banque se répartissent de la façon suivante

	31.12.2000	31.12.2001 en millions d'euros
Créances sur des établissements de crédit	11,31	11,75
Créances sur la clientèle	86,29	83,44
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	98,21	166,33
<b>Total</b>	<b>195,81</b>	<b>261,52</b>

Au 31 décembre 2001, il n'existe pas de créances subordonnées sur des entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation.

### 5.15. ACTIFS LIBELLES EN DEVISES

Les actifs libellés en devises ne faisant pas partie de la zone euro représentent un montant de 11.922,30 millions d'euros au 31 décembre 2001, contre 11.154,15 millions d'euros au 31 décembre 2000.

Ce chiffre inclut la partie comptant d'opérations liées pour lesquelles la couverture se trouve dans les opérations de change à terme.

**NOTE 6****RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DU PASSIF****6.1. ANALYSE D'UNE PARTIE DES POSTES DE PASSIF****a. Echancier des passifs financiers primaires**

Les passifs financiers primaires sont répartis comme suit en fonction de leur durée résiduelle:

<b>31.12.2001</b> en millions d'euros	<b>Endéans 3 mois</b>	<b>3-12 mois</b>	<b>1-5 ans</b>	<b>Au-delà de 5 ans</b>	<b>Total</b>
Dettes envers des établissements de crédit	6.586,17	633,66	80,00	66,88	7.366,71
Dettes envers la clientèle	13.706,90	714,11	60,76	57,02	14.538,79
<i>Dont: autres dettes à terme et à préavis</i>	<i>7.727,70</i>	<i>714,11</i>	<i>60,76</i>	<i>57,02</i>	<i>8.559,59</i>
Dettes représentées par un titre	6.151,46	1.689,86	1.228,97	1.687,16	10.757,45
<i>Dont: titres classés dans la rubrique 'autres'</i>	<i>5.455,27</i>	<i>1.689,86</i>	<i>1.175,19</i>	<i>1.687,16</i>	<i>10.007,48</i>
Passifs subordonnés	-	-	190,88	453,87	644,75
	<u>26.444,53</u>	<u>3.037,63</u>	<u>1.560,61</u>	<u>2.264,93</u>	<u>33.307,70</u>
<b>31.12.2000</b> en millions d'euros	<b>Endéans 3 mois</b>	<b>3-12 mois</b>	<b>1-5 ans</b>	<b>Au-delà de 5 ans</b>	<b>Total</b>
Dettes envers des établissements de crédit	5.127,98	934,63	108,10	61,54	6.232,25
Dettes envers la clientèle	11.873,22	1.257,46	118,84	69,14	13.318,66
<i>Dont: autres dettes à terme et à préavis</i>	<i>6.075,61</i>	<i>1.257,46</i>	<i>118,84</i>	<i>69,14</i>	<i>7.521,05</i>
Dettes représentées par un titre	6.069,62	1.425,43	661,72	1.863,40	10.020,17
<i>Dont: titres classés dans la rubrique 'autres'</i>	<i>5.208,42</i>	<i>1.425,43</i>	<i>608,11</i>	<i>1.863,39</i>	<i>9.105,35</i>
Passifs subordonnés	-	24,79	141,3	406,34	588,43
	<u>23.070,82</u>	<u>3.642,31</u>	<u>1.029,96</u>	<u>2.416,42</u>	<u>30.159,51</u>

**b. Dettes sur les entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation**

Les créances sur des entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation sont réparties de la façon suivante:

	<b>Participations</b>		<b>Parts dans les entreprises liées</b>	
en millions d'euros	<b>2000</b>	<b>2001</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>
Dettes sur les établissements de crédit	-	0,36	0,13	-
Dettes sur la clientèle	247,47	423,98	37,56	61,31

**c. Dettes envers la clientèle: dépôts d'épargne**

Les dépôts d'épargne se répartissent dans les catégories suivantes:

	<b>31.12.2000</b>	<b>31.12.2001</b> en millions d'euros
A vue	2.885,09	3.258,83
A terme	-	-
<b>Total</b>	<b>2.885,09</b>	<b>3.258,83</b>

**d. Dettes représentées par un titre**

Les dettes représentées par un titre, classées dans la rubrique "Bons et obligations en circulation", ayant une durée de vie résiduelle inférieure à un an se chiffrent à 696,19 millions d'euros au 31 décembre 2001 contre 861,20 millions d'euros au 31 décembre 2000.

**6.2. AUTRES PASSIFS**

Ce poste se décompose de la façon suivante:



	31.12.2000	31.12.2001 en millions d'euros
Valeurs à payer à court terme	235,76	242,74
Créanciers privilégiés ou garantis	8,54	8,69
Créanciers divers	1,07	0,72
Fonds de pension en faveur du personnel	134,18	139,41
Autres	24,54	7,71
<b>Total</b>	<b>404,09</b>	<b>399,27</b>

**6.3. COMPTES DE REGULARISATION - PASSIF**

Au 31 décembre 2001 l'agio cumulé comptabilisé aux comptes de régularisation au passif du bilan se chiffre à 19,22 millions d'euros (27,80 millions d'euros au 31 décembre 2000) pour le portefeuille des immobilisations financières et à 6,92 millions d'euros (3,25 millions d'euros au 31 décembre 2000) pour le portefeuille de placement.

**6.4. PASSIFS SUBORDONNES**

Le détail des emprunts obligataires subordonnés en cours au 31 décembre 2001 se présente comme suit:

	Devise	Montant nominal en euros	Taux	Date d'échéance
Emprunt 1993-2003	EUR	24.789.352,48	7,000%	26.11.2003
Emprunt 1994-2004	EUR	29.747.222,97	7,875%	28.07.2004
Emprunt 1994-2004	EUR	37.184.028,72	8,375%	02.12.2004
Emprunt 1995-2005	EUR	49.578.704,96	7,000%	07.11.2005
Emprunt 1996-2006	EUR	49.578.704,96	Step-up	31.07.2006
Emprunt 1997-2007	EUR	49.578.704,95	6,000%	28.11.2007
Emprunt 1998-2008	USD	113.301.608,88	Fl. Rate	18.03.2008
Emprunt 1998-2008	EUR	49.578.704,96	Step-up	10.09.2008
Emprunt 1999-2009	EUR	80.000.000,00	Fl. Rate	06.05.2009
Emprunt 1999-2014	EUR	20.000.000,00	Fl. Rate	06.05.2014
Emprunt 2000-2012	GBP	16.412.276,38	6,720%	17.07.2012
Emprunt 2000-2015	EUR	25.000.000,00	Fl. Rate	17.08.2015
Emprunt 2000-2020	EUR	25.000.000,00	Fl. Rate	17.08.2020
Emprunt 2001-2016	EUR	25.000.000,00	Fl. Rate	21.03.2016
Emprunt 2001-2021	EUR	20.000.000,00	Fl. Rate	25.01.2021
Emprunt 2001-2021	EUR	30.000.000,00	Fl. Rate	25.01.2021
<b>Total</b>		<b>644.749.309,26</b>		

Les caractéristiques de ces emprunts sont les suivantes:

Conformément aux dispositions régissant ces emprunts et sous réserve de l'accord préalable de la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF), un remboursement anticipé est envisageable au cas où une modification des lois fiscales luxembourgeoises ou des traités auxquels le Grand-Duché est partie, ou une modification dans l'application de ces lois ou traités affecterait les paiements du principal et/ou des intérêts des obligations.

Le caractère subordonné de ces emprunts sous-entend que les obligations sont subordonnées à toutes autres dettes actuelles et futures de la Banque envers les tiers. Les obligations sont inférieures en rang à toutes dettes exigibles et même non exigibles de la Banque.

Au 31 décembre 2001, la partie assimilée aux fonds propres, conformément aux conditions et limites prévues par la réglementation bancaire en vigueur et les usances de la place, s'élève à 593,19 millions d'euros, contre 545,30 millions d'euros au 31 décembre 2000.

Les charges payées au cours de l'exercice au titre des passifs subordonnés se chiffrent à 35,89 millions d'euros au 31 décembre 2001, contre 36,96 millions d'euros au 31 décembre 2000 et sont comprises dans le poste "Intérêts et charges assimilées" du compte de profits et pertes.

#### **6.5. POSTES SPECIAUX AVEC UNE QUOTE-PART DE RESERVES**

Au 31 décembre 2001, le montant des plus-values de réinvestissement s'élève à 22,62 millions d'euros, contre 20,18 millions d'euros au 31 décembre 2000.

Ces plus-values résultent de l'application de l'article 54 de la loi concernant l'impôt sur le revenu.

Elles sont réinvesties majoritairement dans des immeubles en voie de construction et amorties linéairement au taux de 2% par année.

#### **6.6. CAPITAL**

Le montant du capital de la Banque est fixé à sept milliards de francs. Le capital appartient entièrement à l'Etat luxembourgeois. La conversion du capital en euros s'est faite automatiquement au premier janvier 2002.

#### **6.7. PASSIFS LIBELLES EN DEVISES**

Les passifs libellés en devises ne faisant pas partie de la zone euro représentent un montant total de 13.619,54 millions d'euros au 31 décembre 2001, contre 13.171,17 millions d'euros au 31 décembre 2000.

Ce chiffre inclut la partie comptant d'opérations liées pour lesquelles la couverture se trouve dans les opérations de change à terme.

### **NOTE 7**

#### **RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DU HORS-BILAN**

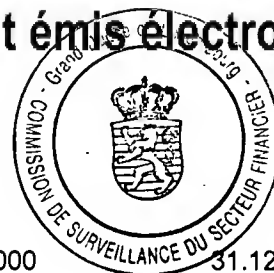
##### **7.1 PASSIFS EVENTUELS**

Les passifs éventuels se composent des postes suivants:

	31.12.2000	31.12.2001 en millions d'euros
Garanties et autres substituts directs de crédit (y compris les obligations de rachat d'actifs)	181,02	194,22
Crédits documentaires	299,75	228,19
Contre-garanties	167,63	169,70
Autres	0,94	0,48
<b>Total</b>	<b>649,34</b>	<b>592,59</b>

Aux 31 décembre 2001 et 2000, il n'existe pas de passifs éventuels à l'égard d'entreprises liées.





## 7.2. ENGAGEMENTS

a. Les engagements de la Banque se composent des postes suivants:

	31.12.2000	31.12.2001 en millions d'euros
Ventes à terme d'actifs	0,26	1,02
Montants à libérer sur titres, participations et parts dans des entreprises liées	0,01	0,01
Crédits confirmés, non utilisés	2.482,09	2.437,21
Règlement d'opérations au comptant	87,84	146,93
Autres	29,30	21,92
<b>Total</b>	<b>2.599,50</b>	<b>2.607,09</b>

Au 31 décembre 2001, les engagements de la Banque à l'égard d'entreprises liées s'élèvent à 0,73 millions d'euros, contre 1,65 millions d'euros au 31 décembre 2000.

b. Parmi les engagements qui ne sont repris ni au bilan ni au hors-bilan, les engagements de la Banque de payer des loyers fixes pour des immeubles loués s'élèvent mensuellement à 0,13 millions d'euros au 31 décembre 2001, contre 0,15 millions d'euros au 31 décembre 2000.

## 7.3. INSTRUMENTS DERIVES A LA DATE DE CLOTURE DU BILAN

### a. Analyse par échéance

Les opérations à terme liées aux taux de change, aux taux d'intérêts et à d'autres cours de marché, non encore dénouées à la date de clôture du bilan, se présentent de la façon suivante, au 31 décembre 2001, en fonction de leur durée résiduelle:

31.12.2001 en millions d'euros (en valeur notionnelle)	Endéans 3 mois	3-12 mois	1-5 ans	Au-delà de 5 ans	Total 2001
<u>Opérations liées aux taux de change</u>					
<i>Contrats 'over the counter' (OTC):</i>					
Forex swaps *	2.768,49	1.777,48	-	7,28	4.553,25
Change à terme *	7,19	3,21	-	-	10,40
Cross-currency interest rate swaps *	91,72	166,96	384,65	160,72	804,05
Options **	1.019,01	-	-	-	1.019,01
Autres	1.563,76	-	-	-	1.563,76
Total des opérations liées aux taux de change	5.450,17	1.947,65	384,65	168,00	7.950,47
<u>Opérations liées aux taux d'intérêts</u>					
<i>Contrats 'over the counter' (OTC):</i>					
Interest rate swaps	11.053,42	9.266,11	5.412,44	2.493,98	28.225,95
Forward rate agreements	2.079,13	-	-	-	2.079,13
Options **	2.026,79	-	-	-	2.026,79
Total des opérations liées aux taux d'intérêts	15.159,34	9.266,11	5.412,44	2.493,98	32.331,87

<b>31.12.2001</b> en millions d'euros (en valeur notionnelle)	<b>Endéans 3 mois</b>	<b>3-12 mois</b>	<b>1-5 ans</b>	<b>Au-delà de 5 ans</b>	<b>Total 2001</b>
<b><u>Opérations liées à d'autres cours du marché</u></b>					
<b><u>Marché réglementé</u></b>					
Futures	63,83	-	-	-	63,83
<b><u>Contrats 'over the counter' (OTC):</u></b>					
Options **	1.340,65	-	-	-	1.340,65
Total des opérations liées à d'autres cours de marché	1.404,48	-	-	-	1.404,48

\* Le montant de la devise à livrer est renseigné (le montant de la devise à recevoir est renseigné au point 7.3.b.)

\*\* Seules les ventes d'options sont reprises (les achats sont repris au point 7.3.b.)

Au 31 décembre 2001, les seuls instruments dérivés négociés sur le marché boursier sont les futures pour une valeur notionnelle de 63,83 millions d'euros.

Une partie significative des opérations est destinée à couvrir les effets des fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change.

#### **b. Analyse du risque de crédit pour les instruments dérivés traités hors marchés boursiers**

L'analyse des notionnels relatifs aux instruments dérivés traités hors marchés boursiers en fonction du rating de la contrepartie est la suivante au 31 décembre 2001:

<b>Rating de la contrepartie</b> en millions d'euros (en valeur notionnelle)	<b>Hors CSA</b>	<b>CSA</b>
AAA - AA <sup>+</sup>	20.575,44	15.746,63
A <sup>+</sup> - A <sup>-</sup>	1.092,26	1.497,05
BBB <sup>+</sup> - BB <sup>+</sup>	15,33	-
Inférieur à BB <sup>+</sup>	1,60	-
Unrated	1.130,92	-
	<u>22.815,55</u>	<u>17.243,68</u>



Le rating interne de la BCEE s'oriente sur la meilleure notation officielle d'une des trois grandes agences de notation financière (Fitch Ratings, Moody's et Standard & Poor's). En cas d'absence d'un rating officiel, six ratings internes supplémentaires existent, basés sur la qualité de l'actionnaire de référence de la contrepartie en question.

Les contrats de novation 'Credit Support Agreement' (ou CSA) régissent les dispositions concernant les transactions sur produits dérivés en cas de défaut de la contrepartie et permettent de plafonner à tout moment le risque de contrepartie sur les transactions énumérées.

Les deux contreparties évaluent périodiquement les transactions courantes sur base des prix de marché. Ces évaluations sont additionnées (netting), et cette somme (risque résiduel) est ensuite comparée à un plafond défini au préalable dans le contrat CSA. Si le risque résiduel est supérieur au plafond, la contrepartie bénéficiaire doit déposer une garantie (liquidités ou titres gouvernementaux) afin de ramener le risque résiduel en dessous du plafond.

**7.4. SERVICES DE GESTION ET DE REPRESENTATION FOURNIS A DES TIERS**

La Banque assure au profit de tiers des services de gestion et de représentation, notamment la gestion de fortune, la conservation et l'administration de valeurs mobilières, la location de coffres, la représentation fiduciaire et des fonctions d'agent.

**NOTE 8****RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DU COMPTE DE PROFITS ET PERTES****8.1. VENTILATION DES PRODUITS PAR MARCHE GEOGRAPHIQUE**

L'activité de la Banque se concentre avant tout sur les pays faisant partie de l'OCDE.

**8.2. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION**

La rubrique "Autres produits d'exploitation" se décompose comme suit:

	31.12.2000	31.12.2001 en millions d'euros
Reprise de la provision de passage à l'euro	2,23	2,23
Loyers provenant de la location des immeubles appartenant à la Banque	2,28	2,53
Recettes générées par l'ancien portefeuille de la		
Caisse d'Assurances de la Banque	2,93	0,98
Décompte de TVA	1,17	5,02
Bénéfice sur vente de participations	24,37	-
Autres	2,50	7,06
<b>Total</b>	<b>35,48</b>	<b>17,82</b>

**8.3. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION**

La rubrique "Autres charges d'exploitation" se décompose comme suit:

	31.12.2000	31.12.2001 en millions d'euros
Dotation de l'exercice à la provision AGDL	11,36	12,23
Autres	0,50	7,95
<b>Total</b>	<b>11,86</b>	<b>20,18</b>

**8.4. IMPOTS SUR LE RESULTAT PROVENANT DES ACTIVITES ORDINAIRES**

A partir de l'exercice 1998, la Banque a imputé l'impôt sur la fortune dû pour ces mêmes années d'imposition, sur l'impôt sur le revenu des collectivités. Afin de bénéficier de cet allègement de charge fiscale, la Banque s'engage à inscrire, avant la clôture de l'exercice qui suit l'imputation, à un poste de réserve un montant correspondant au quintuple de l'impôt sur la fortune imputé, et à maintenir cette réserve au bilan pendant les cinq années d'imposition qui suivent l'année de l'imputation.

Si cette réserve n'est pas maintenue jusqu'à la fin de cette période quinquennale (pour une raison autre que l'incorporation au capital), la charge fiscale sera augmentée pour l'année d'imposition en question à raison d'un cinquième du montant de la réserve utilisée.

**8.5. PRODUITS EXCEPTIONNELS**

Au 31 décembre 2001, la Banque a réalisé des produits exceptionnels à hauteur de 0,32 millions d'euros lors de la vente d'immeubles. Aucun produit de ce type n'avait été réalisé au 31 décembre 2000.

**8.6. CHARGES EXCEPTIONNELLES**

Les charges exceptionnelles au 31 décembre 2001 concernent principalement une perte sur vente d'immeubles pour un montant de 0,09 millions d'euros, contre 0,06 millions d'euros au 31 décembre 2000.

**NOTE 9****AUTRES RENSEIGNEMENTS****9.1. PERSONNEL**

Le nombre des membres du personnel employé en moyenne au cours de l'exercice 2001 s'établit comme suit:

	31.12.2000	31.12.2001
Direction	5	4
Employés	1.742	1.770
<i>dont: Cadres supérieurs</i>	140	151
<b>Total</b>	<b>1.747</b>	<b>1.774</b>

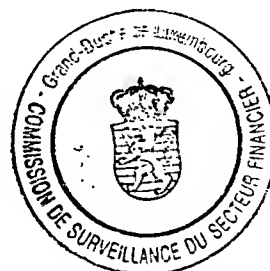
**9.2. ORGANES**

a. Les rémunérations allouées aux différents organes de la Banque au cours de l'exercice 2001 se ventilent de la façon suivante:

		31.12.2000	31.12.2001 en millions d'euros
Organe d'administration	(9 administrateurs)	0,04	0,05
Organe de direction	(5 directeurs)	0,63	0,66
<b>Total</b>		<b>0,67</b>	<b>0,71</b>

b. Le montant des engagements repris dans les charges de l'exercice 2001 en matière de pensions de retraite à l'égard des membres actuels des différents organes de la Banque se présente comme suit:

		31.12.2000	31.12.2001 en millions d'euros
Organe de direction	(5 directeurs)	0,42	0,37
<b>Total</b>		<b>0,42</b>	<b>0,37</b>



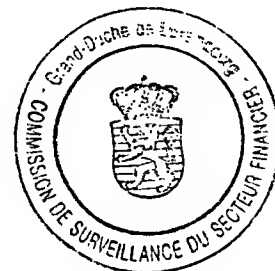


## ORGANES DE LA BANQUE

L'organisation de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, premier institut financier du pays fondé en 1856, a été modernisée par la loi du 24 mars 1989 qui a défini les pouvoirs respectifs du Conseil d'administration et du Comité de direction. Suivant l'article 8 de cette loi organique "le Conseil d'administration définit la politique générale de l'établissement et contrôle la gestion du Comité de direction. Tous les actes tant d'administration que de disposition nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet de la Banque sont de la compétence du Comité de direction, sous réserve des approbations requises en vertu de la présente loi".

### CONSEIL D'ADMINISTRATION

<b>PRESIDENT</b>	M. Victor ROD	Directeur du Commissariat aux Assurances, Howald
<b>VICE-PRESIDENT</b>	M. Armand BERCHEM	Administrateur-Délégué de la Mutualité d'Aide aux Artisans et de la Fiduciaire des Petites et Moyennes Entreprises, Niederanven
<b>ADMINISTRATEURS</b>	M. Georges DENNEWALD M. Patrick GILLEN	Représentant du Personnel, Kehlen Directeur du contrôle financier au Ministère des Finances, Dudelange
	M. Jean HAMES M. Marc ORIGER	Représentant du Personnel, Luxembourg Conseiller Economique 1re classe au Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques, Luxembourg
	M. Gaston REINESCH	Administrateur Général au Ministère des Finances, Schifflange
	M. Georges SCHMIT	Secrétaire Général du Ministère de l'Economie, Heffingen
	M. Fernand SPELTZ	Conseiller à la Chambre de Travail, Howald



**COMMISSAIRE DE SURVEILLANCE**

M. Jean GUILL

Directeur du Trésor, Luxembourg

**COMITE DE DIRECTION**

***PRESIDENT***

M. Raymond KIRSCH

Directeur Général, Steinsel

***MEMBRES***

M. Jean-Claude FINCK

Directeur Général adjoint, Foetz

M. Gilbert ERNST

Directeur, Luxembourg

M. Michel BIREL

Directeur, Moutfort

M. Jean-Paul KRAUS

Directeur, Bertrange

**REVISEUR EXTERNE**

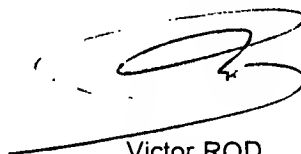
DELOITTE & TOUCHE

Réviseur d'entreprises

Approuvé par le Conseil d'administration dans sa réunion du 6 mars 2002

Luxembourg, le 6 mars 2002

Pour le Conseil d'administration



Victor ROD  
Président

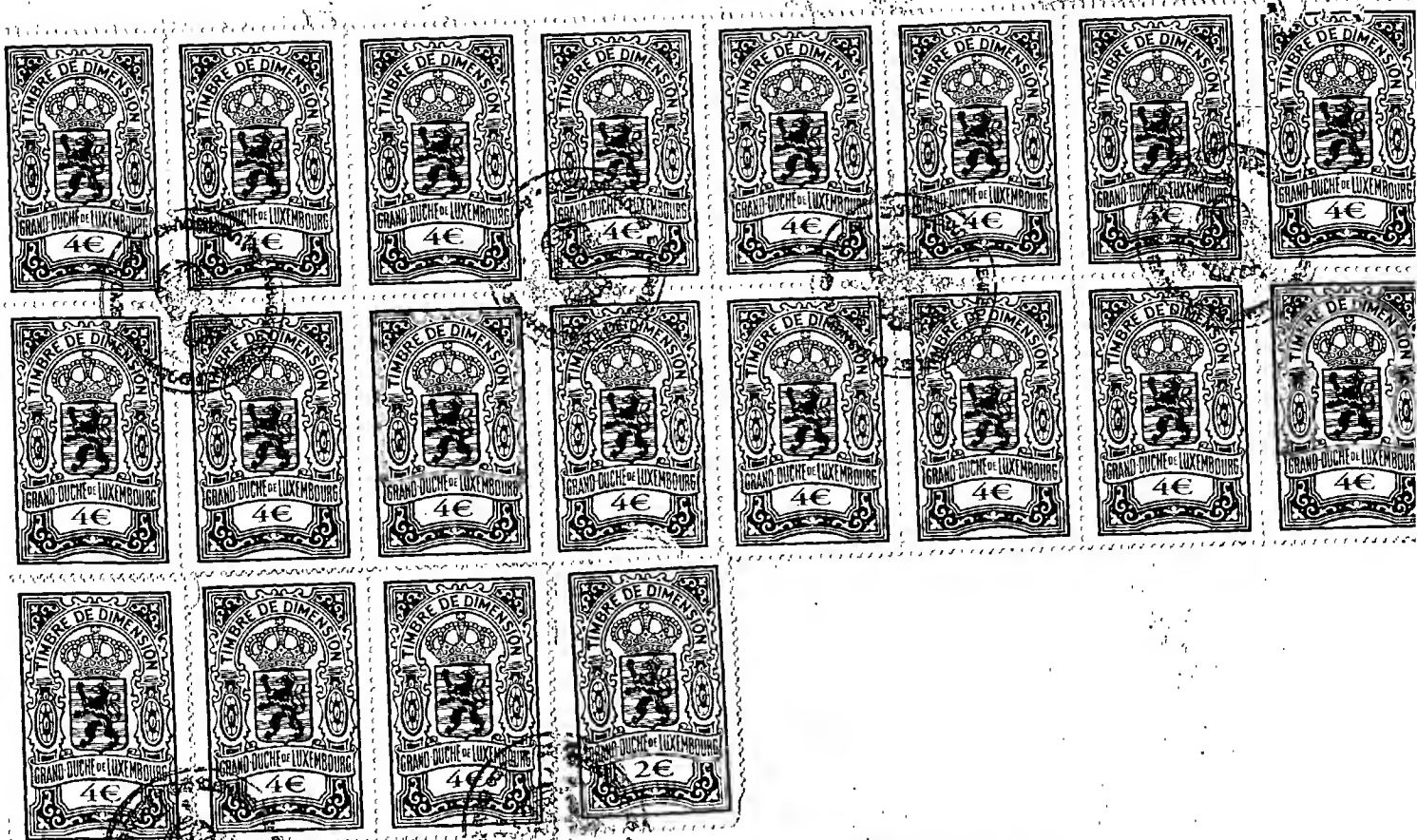


**CHIFFRES CLES ET PRINCIPAUX DEVELOPPEMENTS****Chiffres clés en EUROS**

	1999	2000	2001 en milliers d'euros	Variation en % 2001/2000
<b>SOMME DU BILAN</b>	29.504.250	32.517.549	35.644.390	+9,6%
Dettes envers les établissements de crédit	6.284.228	6.232.253	7.366.714	+18,2%
Dettes envers la clientèle	12.055.221	13.318.661	14.538.785	+9,2%
Dettes représentées par un titre	8.585.620	10.020.164	10.757.449	+7,4%
Créances sur les établissements de crédit	9.383.117	11.315.854	11.818.824	+4,4%
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la Banque centrale	4.939.467	4.158.482	4.380.259	+5,3%
Créances sur la clientèle	6.260.288	7.190.079	7.730.044	+7,5%
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	7.129.585	8.011.876	9.051.139	+13,0%
<b>FONDS PROPRES DE BASE (1)</b> (tier 1 capital)	874.745	977.013	1.047.159	+7,2%
<b>PRODUIT NET BANCAIRE (2)</b>	328.701	356.641	313.077	-12,2%
Frais généraux administratifs	162.748	172.548	184.151	+6,7%
<b>BENEFICE NET</b>	67.213	77.470	70.146	-9,5%
<b>CASH-FLOW (3)</b>	147.774	173.272	130.111	-24,9%
<b>RATIO D'ADEQUATION DES FONDS PROPRES</b>	13,16%	13,17%	13,66%	-
<b>RATIO D'ADEQUATION DES FONDS PROPRES (TIER 1 CAPITAL)</b>	8,26%	8,25%	8,55%	-
<b>EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL</b> (en nombre de contrats)	1.773,5	1.772	1.774	+0,1%
<b>EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL</b> (en unités de travail)	1.627	1.620,5	1.614	-0,4%

- (1) Capital, réserves, fonds pour risques bancaires généraux, bénéfice net de l'exercice à affecter aux réserves moins actifs incorporels.  
 (2) Résultat net sur intérêts et revenus assimilés, produit de valeurs mobilières à revenu variable, résultat net sur commissions, résultat provenant d'opérations financières.  
 (3) Bénéfice net plus corrections de valeur nettes et dotations au fonds pour risques bancaires généraux.





Enregistré à Luxembourg A.C. le

08 AVR. 2002

Vol. 556 fol. 5 case 8

Reçu douze euros (12.-)

Le Receveur  
Joseph MULLER

Déposé au registre de commerce  
et des sociétés de Luxembourg

le - 9 AVR. 2002

de propos

*pd / ar*

23047 / 01

## Organes de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat

Bilan au 31.12.2000

L'organisation de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, premier institut financier du pays fondé en 1856, a été modernisée par la loi du 24 mars 1989 qui a défini les pouvoirs respectifs du Conseil d'Administration et du Comité de Direction. Suivant l'article 8 de cette loi organique "le Conseil d'Administration définit la politique générale de l'établissement et contrôle la gestion du Comité de Direction. Tous les actes tant d'administration que de disposition nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet de la Banque sont de la compétence du Comité de Direction, sous réserve des approbations requises en vertu de la présente loi".

## Conseil d'Administration



## Président

M. Victor ROD , Directeur du Commissariat aux Assurances, Howald

## Vice-Président

M. Armand BERCHEM , Administrateur Délégué de la Mutualité d'Aide aux Artisans et de la Fiduciaire des Petites et Moyennes Entreprises, Niederanven

## Administrateurs

M. Georges DENNEWALD , Représentant du Personnel, Kehlen  
 M. Patrick GILLEN , Directeur du Contrôle Financier au Ministère des Finances, Dudelange (à partir du 06.07.2000)  
 M. Jean HAMES , Représentant du Personnel, Luxembourg  
 M. Marc ORIGER , Conseiller Economique 1re classe au Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques, Luxembourg  
 M. Gaston REINESCH , Administrateur Général au Ministère des Finances, Schiffange  
 M. Georges SCHMIT , Secrétaire Général au Ministère de l'Economie, Heffingen  
 M. Fernand SPELTZ , Conseiller à la Chambre de Travail, Howald

## Commissaire de Surveillance

M. Jean GUILL , Directeur du Trésor, Luxembourg

## Comité de Direction



### Président

M. Raymond KIRSCH , Directeur Général, Steinsel

### Membres

M. Henri GERMEAUX , Directeur Général Adjoint, Luxembourg

M. Jean-Paul KRAUS , Directeur, Bertrange

M. Gilbert ERNST , Directeur, Luxembourg

M. Jean-Claude FINCK , Directeur, Foetz

## Réviseur externe

Deloitte & Touche, Réviseurs d'Entreprises, Luxembourg.

Approuvé par le Conseil d'Administration dans sa réunion du 7 mars 2001

Luxembourg, le 7 mars 2001

Pour le Conseil d'Administration

Victor ROD  
Président

17-02-2

COMMISSION de SURVEILLANCE  
du SECTEUR FINANCIER

Réf.: B.01/1030-PWA/ED

Luxembourg, le 22 mars 2001

BULETIN 10 0388  
27 MAR 2001 07:24

A la Direction de la  
Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat

L-2954 LUXEMBOURG

Messieurs,

Nous avons l'honneur de nous référer à vos envois récents par lesquels vous nous avez soumis les documents relatifs aux comptes annuels de l'exercice 2000 de votre établissement destinés à la publication.

Par la présente, nous pouvons vous informer que nous n'avons pas d'objection à ce que vous procédiez à la publication de vos comptes annuels au 31 décembre 2000 dans la forme proposée.

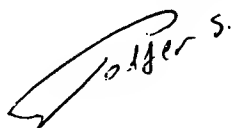
Nous attirons votre attention sur le fait que la publication doit intervenir suivant les dispositions de l'article 71 de la loi du 17 juin 1992 relative aux comptes des banques.

Ainsi, les comptes régulièrement approuvés doivent être déposés au greffe du tribunal dans le mois de l'approbation. La publication des comptes sera faite par une mention au Mémorial du dépôt au greffe de ces comptes.

Nous vous signalons encore que, conformément à l'article 52 de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier, vous ne pouvez faire état à des fins commerciales de la soumission de votre établissement à la surveillance de la Commission de Surveillance du Secteur Financier.

Veillez recevoir, Messieurs, l'assurance de nos sentiments très distingués.

COMMISSION de SURVEILLANCE du  
SECTEUR FINANCIER



Steve POLFER  
Attaché



Arthur PHILIPPE  
Directeur

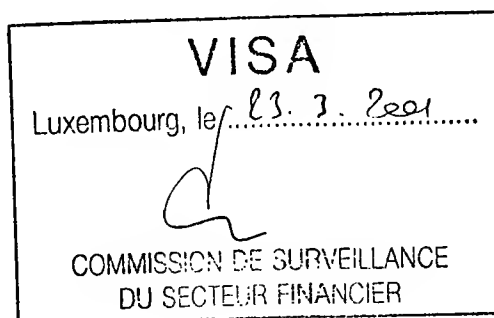


## **BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT LUXEMBOURG**

Siège Central:  
Luxembourg, 1, Place de Metz

R.C. Luxembourg No B 30775

Etablissement public autonome, institué par la loi du 21 février 1856 (Mémorial 1, No 6, du 10 mars 1856)  
et régi par la loi du 24 mars 1989 (Mémorial A, No 16 du 28 mars 1989)





## RAPPORT DE GESTION DE LA BCEE



### Evolution rapide des activités de la banque

Tout comme lors des années précédentes, la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg (BCEE) a connu une forte progression de ses activités et de ses résultats financiers au cours de l'exercice 2000.

Le total du bilan a affiché une croissance rapide pour s'élever à 1.311,8 milliards de francs ou +10,2%, portée à la fois par l'augmentation des dépôts de la clientèle non-bancaire et par le succès des programmes de refinancement auprès des investisseurs institutionnels internationaux. La somme des fonds confiés à la BCEE par la clientèle tant nationale qu'internationale est passée, entre fin 1999 et fin 2000, de 1.108,9 milliards de francs à 1.216,6 milliards de francs (+107,7 milliards ou +9,7%).

Parmi ces fonds, les dépôts de la clientèle non bancaire sur comptes à vue, comptes à terme et comptes d'épargne ont atteint 537,3 milliards de francs, contre 486,3 milliards de francs à la fin de l'exercice 1999, soit une augmentation de 10,5%. Les dépôts d'épargne seuls affichent une régression légère de 1,6 milliards de francs ou de -1,4% par rapport à l'exercice 1999. Cependant, l'ensemble des dépôts de la clientèle comprenant les comptes à vue, les comptes à terme et l'épargne progresse de 51,0 milliards ou + 10,5%. Cette croissance bilantaire s'accompagne d'un attrait accru de la clientèle pour les produits de placement dans les domaines des titres et des fonds d'investissement. Cette tendance trouve son reflet au niveau des avoirs de tiers conservés auprès de la Banque, qui ont augmenté de quelque 601 milliards de francs (+26,2%) au cours de l'exercice sous revue. De même, il convient de noter la progression remarquable des dettes représentées par un titre (+16,7%) portée principalement par les programmes "euromedium term notes" (EMTN), de papier commercial européen (ECP) et de papier commercial US (USCP). Compte tenu de ces sources de financement très intéressantes, la BCEE a délibérément réduit le volume des placements et avances en provenance d'établissements de crédit de 2,1 milliards de francs ou de - 0,8% pour atteindre 251,4 milliards de francs au 31 décembre 2000.

A l'actif, les créances sur la clientèle non bancaire et les opérations de crédit-bail ont marqué une augmentation de 37,4 milliards de francs ou de 14,7%, en évoluant de 254 milliards de francs au 31 décembre 1999 à 291,4 milliards de francs au 31 décembre 2000.

### Poursuite d'une activité soutenue dans le domaine des prêts et crédits à l'économie nationale

Consciente de sa mission traditionnelle dans la collecte de l'épargne du public et le financement de l'investissement, la Banque a été particulièrement active dans le domaine des prêts au logement. En effet, l'encours dans ce secteur a progressé de quelque 4,8 milliards de francs ou de 4,2% pour approcher les 119 milliards de francs au 31 décembre 2000.

Tout au long de l'exercice 2000, la Banque a continué à consacrer des efforts particuliers dans le domaine du logement social. Elle a pu maintenir l'encours total des financements au taux social (5,225% fin 2000) au niveau de

30,1 milliards de francs au 31 décembre 2000. A signaler, dans ce contexte, que quelque 13.800 ménages bénéficient actuellement des conditions spéciales en vue du financement de leurs logements.

A noter encore que la BCEE a développé ses activités d'épargne-logement, en coopération avec le groupe BHW, en vue de proposer à la clientèle des prêts bénéficiant de taux débiteurs fixes particulièrement intéressants, ceci pendant la durée intégrale du contrat.

Appuyée par un climat d'investissement favorable, la Banque a également développé son activité de prêts aux entreprises. Non seulement l'encours des prêts à destination professionnelle est en hausse (+20,5%), mais la BCEE a également pu améliorer la qualité de ses services dans ce secteur grâce à une approche commerciale multi-produits plus systématique.

Dans l'ensemble, l'encours total des prêts et crédits à l'économie nationale a progressé de 17,1 milliards de francs ou de 9,4% en 2000, contre un accroissement de respectivement 9,4 milliards ou 5,5% en 1999.

## **Croissance dynamique des activités de gestion d'avoirs et de private banking**

Les métiers Fonds d'investissement et Private banking ont connu une évolution spectaculaire sous l'effet d'un intérêt accru de la clientèle privée pour les titres, notamment les actions et fonds d'investissement. Il y a lieu de relever également la progression rapide des activités dans le domaine des organismes de placement collectif (opc), dont les avoirs, gérés par la BCEE en tant que banque dépositaire, ont dépassé les 686 milliards de francs (par rapport à 566 milliards de francs en 1999). L'encours des sicav "maison" a atteint quelque 127 milliards de francs à la fin de 2000. Au cours de 2000, la Banque a lancé les nouvelles sicav LUX-INDEX US et LUX SMALL AND MID CAPS ainsi que les nouveaux compartiments de sicav LUX-GARANTIE 7, LUX-EURO-STOCKS NEMAX et LUX-WORLD FUND HIGH YIELD.

Dans le cadre de la stratégie de croissance de la gestion patrimoniale, la BCEE a acquis une participation de 45% du capital de la société luxembourgeoise de gestion de patrimoine ATAG ASSET MANAGEMENT (Luxembourg) S.A.. Avec cette participation, la banque renforce sensiblement sa présence sur les marchés luxembourgeois et étend ainsi la couverture nationale et internationale en matière de banque privée.

De même, la BCEE a poursuivi ses efforts d'amélioration et de diversification de la collecte de l'épargne de la clientèle privée.



## **Amélioration permanente du service au client**

La BCEE a poursuivi ses efforts d'intensification des concepts de "relationship management" et de banque de proximité se traduisant notamment par une extension du réseau des conseillers financiers locaux dans les agences. Dans le cadre du projet de modernisation des produits d'épargne, la banque a introduit le nouveau compte PROGRESS pour jeunes combinant les volets épargne et prêt personnel. De même, un nouveau concept AXCESS a été lancé offrant ainsi aux jeunes clients une multitude d'avantages bancaires et extra-bancaires, notamment un accès électronique à leurs comptes d'épargne. Enfin, la Banque a présenté un nouveau produit INVEST SPUERPLANG qui est une formule d'épargne en opc constituant une alternative aux comptes d'épargne plus traditionnels.

Dans le domaine des crédits, la BCEE a poursuivi ses efforts "d'excellence opérationnelle" de l'ensemble de la filière, qui a abouti à une amélioration sensible de la qualité et de la rapidité du service au client.

En général, la BCEE a poursuivi sa stratégie multicanaux consistant d'une part, à renforcer et à moderniser le réseau traditionnel des agences et d'autre part, à diversifier et à encourager les services électroniques. Dans cette optique, la BCEE a étendu S-NET, le service Internet-Banking transactionnel, qui a compté quelque 17.000 utilisateurs au 31.12.2000, à côté de quelque 10.000 utilisateurs de S-Line. L'avantage d'un accès direct et en temps réel aux principales bourses a été particulièrement apprécié par la clientèle. Une étude réalisée par KASINA a classé le site Internet de la BCEE parmi les 10 meilleurs sites européens pour les fonds d'investissement. Au cours de l'exercice 2000, la BCEE a également lancé S-NET-P@Y, ainsi que le WAP informationnel consultable sur téléphone portable.

Par ailleurs, il convient de souligner les efforts considérables consacrés dans le courant de l'exercice 2000 à la formation. Ainsi, 1.545 membres du personnel ont participé à au moins un programme de formation. Un programme spécifique de promotion de la qualité comprenant un ensemble de mesures organisationnelles et commerciales a été mis en place.

La Banque a également continué à développer, au cours de l'exercice 2000, en commun avec La Luxembourgeoise S.A. d'Assurances, la vente de produits d'assurance.



## Renforcement des activités de marché

Sur le plan international, il y a lieu de noter que la BCEE a su tirer profit des excellentes notations AA+/A-1+ et Aa1/P-1, qui lui ont été attribuées respectivement par Standard & Poor's et Moody's, pour améliorer et diversifier sa politique de refinancement sur les marchés des capitaux européen et américain.

A l'actif, les créances sur les établissements de crédit ont augmenté de 77,9 milliards de francs (+20,6%), en passant de 378,5 milliards de francs fin 1999 à 456,5 milliards de francs fin 2000. Les actifs titrisés à revenu fixe ont progressé de 12,3% pour s'établir au 31 décembre 2000 à 323,2 milliards de francs contre 287,6 milliards de francs un an plus tôt. Le portefeuille des effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale a régressé pour atteindre 167,8 milliards de francs au 31 décembre 2000, contre 199,3 milliards de francs au 31 décembre 1999.

Il convient de relever la progression des efforts visant à améliorer le rendement des opérations de trésorerie et à réduire, en même temps, les risques de taux d'intérêt ou de change. Le volume global de ces opérations liées aux cours de marché se maintient à un haut niveau avec 1.205,3 milliards de francs au 31 décembre 2000, contre 1.378,0 milliards de francs un an plus tôt. Les swaps monétaires, dont l'encours s'est élevé à 188,7 milliards au 31 décembre 2000, régressent de 8,9%. Quant aux swaps d'intérêts, ils ont atteint un encours de 735,8 milliards de francs au 31 décembre 2000, contre 674,7 milliards de francs au 31 décembre 1999 (+9,1%).

L'essor appréciable de la rubrique "Dettes représentées par un titre" (+16,7%) témoigne de l'intérêt de la clientèle institutionnelle étrangère pour la BCEE. Les programmes d'ECP, d'USCP et d'EMTN ont contribué sensiblement à la croissance de la somme bilantaire.

Dans le secteur euro-obligataire, la BCEE a joué un rôle actif, en dépit de la disparition du marché des capitaux en francs luxembourgeois. Suivant les statistiques de l'IFR, la BCEE a occupé, en 2000, la 43ème place parmi les co-managers avec un volume de 12,029 milliards de dollars US.

En dernier lieu, il convient de relever que l'activité des crédits internationaux et des "asset-backed securities" a progressé à un rythme soutenu dans un environnement économique favorable.



## Evolution favorable de la rentabilité

Les résultats financiers de la Banque ont progressé, une fois de plus, en 2000, au-delà du niveau élevé atteint en 1999. C'est ainsi que le produit net bancaire, comprenant le résultat net sur intérêts et revenus assimilés, les produits de valeurs mobilières à revenu variable, le résultat net sur commissions, ainsi que le résultat net provenant d'opérations financières, a marqué, d'une année à l'autre, une progression de 1.127 millions de francs ou de +8,5%.

L'amélioration remarquable de la rentabilité provient d'une part, de la consolidation des activités traditionnelles sur le marché domestique et d'autre part, du développement dynamique des activités internationales de marché, de la gestion d'actifs et du private banking, dont les contributions au produit net bancaire croissent de façon continue.

Le résultat d'exploitation de la BCEE est en croissance de 16,9% par rapport au 31.12.1999. Les revenus sur intérêts et produits assimilés, qui sont restés la source principale de revenus pour la banque, sont en légère régression (-5%) dans un contexte de désintermédiation et du mouvement de l'épargne classique vers les placements en titres. Le résultat net sur commissions par contre enregistre une croissance de 30,7% qui résulte du développement spectaculaire des pôles Fonds d'investissement et Private banking. Le résultat provenant d'opérations financières, comprenant d'une façon générale tous les résultats dégagés des activités "trading" de la banque, a augmenté de 6,6%, malgré un contexte financier plus difficile au deuxième semestre 2000.

Par ailleurs, la forte progression du résultat d'exploitation s'explique également par une plus-value à caractère exceptionnel que la banque a pu réaliser dans le cadre de l'opération d'échange des titres CLT contre AUDIOFINA.

Les frais généraux administratifs ont marqué en 2000 une hausse de 396 millions de francs ou de 6,0% en passant de 6.565 millions de francs au 31 décembre 1999 à 6.961 millions de francs fin 2000. Les frais de personnel, qui représentent la principale composante des frais généraux, ont connu une croissance de 7,5% sous l'effet de l'accord salarial dans la Fonction Publique. Grâce à un programme rigoureux de "cost-control" (comprenant entre autres la réduction de l'effectif moyen de 0,40%), la Banque a réussi à limiter la croissance de ses frais généraux en dessous du taux de progression de ses revenus.

D'importants programmes pluriannuels d'investissements en informatique et en formation destinés notamment à la migration de l'environnement informatique à Windows NT, ainsi qu'à la préparation de l'introduction fiduciaire de l'euro ont été poursuivies. A noter que le passage à l'an 2000 s'est fait sans problèmes.

Le cash-flow a progressé sensiblement par rapport à l'exercice précédent. Il s'est établi à 6.990 millions de francs en 2000, contre 5.961 millions de francs en 1999 (+17,3%).

Tout comme par le passé, les risques sur clients débiteurs et les risques-pays ont fait l'objet d'une attention particulière. Dans l'évaluation de ces risques, il a été tenu compte des perspectives économiques générales, des problèmes spécifiques dans certains pays et secteurs ainsi que de l'importance et de la nature des garanties reçues. Tous les risques possibles ont été couverts.

L'augmentation sensible de la capacité bénéficiaire a permis à la banque de renforcer sensiblement les dotations aux provisions pour crédits et risques généraux, au-delà des risques spécifiques.

Compte tenu des éléments qui précèdent, la Banque a pu afficher, pour l'exercice 2000, un bénéfice net de 3.125 millions de francs, contre 2.711 millions de francs en 1999, soit une augmentation de 414 millions de francs ou de 15,3%.

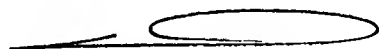
Les résultats financiers très satisfaisants enregistrés en 2000 suivent la tendance positive des dernières années. La Banque a su renforcer, en 2000, ses fonds propres, dont le niveau est largement suffisant pour répondre aux normes communautaires en matière de solvabilité et pour permettre à l'avenir une nouvelle expansion du volume des affaires (Ratio intégré d'adéquation des fonds propres au 31 décembre 2000: 13,17%).

## Perspectives pour l'an 2001

La BCEE maintiendra, en 2001, ses efforts pour consolider et développer ses activités de banque universelle. Pour 2001, la Banque s'attend à une évolution positive des affaires malgré un environnement économique qui s'annonce nettement moins dynamique. Conformément à son programme stratégique qui est placé sous le thème "SPUERKEESS 2003: relever le défi de l'indépendance", la direction poursuivra les travaux visant à préparer la Banque aux mutations rapides que connaît l'industrie bancaire à la suite de l'introduction de l'euro.

Des événements importants, mettant en cause la marche normale des affaires de la Banque, ne se sont pas produits après la clôture de l'exercice 2000.

Luxembourg, le 2 mars 2001



Henri GERMEAUX  
Directeur Général Adjoint



Raymond KIRSCH  
Directeur Général



Deloitte & Touche SA  
Société Anonyme  
Assurance, Accounting  
and Advisory Services, Tax Services,  
Financial Advisory Services  
3, Route d'Arlon  
L-8009 Strassen  
B.P. 1173  
L-1011 Luxembourg

Tel: (+352) 451 451  
Fax: (+352) 451 452 401  
www.deloitte.lu

**Deloitte  
& Touche**

## RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES

Conformément au mandat donné par le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, sur proposition du Conseil d'administration de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, nous avons contrôlé les comptes annuels ci-joints de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2000 et avons pris connaissance du rapport de gestion y relatif. Le Conseil d'administration approuve les comptes annuels ainsi que le rapport annuel du Comité de direction et propose au Gouvernement l'affectation du bénéfice. Le rapport de gestion relève de la compétence du Comité de direction. Notre responsabilité est, sur base de nos travaux de révision, d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels et de vérifier la concordance du rapport de gestion avec ceux-ci.

Nous avons effectué nos travaux de révision selon les normes internationales de révision. Ces normes requièrent que nos travaux de révision soient planifiés et exécutés de façon à obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Une mission de révision consiste à examiner, sur base de sondages, les éléments probants justifiant les montants et informations contenus dans les comptes annuels. Elle consiste également à apprécier les principes et méthodes comptables suivis et les estimations significatives faites par le Conseil d'administration et le Comité de direction pour l'arrêté des comptes annuels, ainsi qu'à effectuer une revue de leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos travaux de révision forment une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, les comptes annuels ci-joints donnent, en conformité avec les prescriptions légales et réglementaires au Luxembourg, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, au 31 décembre 2000 ainsi que des résultats de l'exercice se terminant à cette date.

Le rapport de gestion est en concordance avec les comptes annuels.

DELOITTE & TOUCHE  
Réviseur d'entreprises



Benoît SCHAUS  
Administrateur



Arno SCHLEICH  
Administrateur



Le 2 mars 2001

## BILAN AU 31 DECEMBRE 2000

ACTIF	Notes <sup>(*)</sup>	1999	(en francs) 2000
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices des chèques postaux		8.869.698.149	4.977.542.114
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la Banque centrale:	5.13.	199.257.609.627	167.752.735.888
- <i>effets publics et valeurs assimilées</i>		199.257.609.627	167.752.735.888
Créances sur les établissements de crédit:	5.1., 5.15.	378.514.014.721	456.480.423.784
a. <i>à vue</i>		23.292.934.032	79.448.136.619
b. <i>autres créances</i>		355.221.080.689	377.032.287.165
Créances sur la clientèle	5.1., 5.15.	252.539.392.863	290.047.073.051
Opérations de crédit-bail	5.1.	1.445.961.586	1.578.227.464
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe:	5.2., 5.10., 5.15.	287.606.759.194	323.198.260.115
a. <i>des émetteurs publics</i>		7.418.188.879	5.792.997.349
b. <i>d'autres émetteurs</i>		280.188.570.315	317.405.262.766
Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable	5.3.	10.207.591.171	16.157.215.330
Participations	5.4., 5.9., 5.10.	3.232.480.354	4.417.489.013
Parts dans des entreprises liées	5.5., 5.9., 5.10.	264.885.445	269.930.696
Actifs incorporels	5.6., 5.10.	354.547	0
Actifs corporels	5.7., 5.10.	9.179.604.107	9.585.172.838
Autres actifs	5.8.	6.076.658.452	6.272.493.146
Comptes de régularisation	5.11.	33.003.479.930	31.018.126.055
<b>TOTAL ACTIF</b>	5.16.	<b>1.190.198.490.146</b>	<b>1.311.754.689.494</b>

## HORS-BILAN

Passifs éventuels	7.1.	23.086.280.317	26.194.422.124
dont: - <i>acceptations et engagements par endos d'effets réescomptés</i>		-	-
- <i>cautionnements et actifs donnés en garantie</i>		18.205.923.434	19.394.501.825

(\*) les notes renvoient à l'annexe



**PASSIF**

	<u>Notes</u> <sup>(*)</sup>	1999	(en francs) 2000
Dettes envers les établissements de crédit:	6.1.	253.505.115.484	251.408.445.230
a. à vue		10.052.213.983	26.887.158.134
b. à terme ou à préavis		243.452.901.501	224.521.287.096
Dettes envers la clientèle:	6.1.	486.306.428.913	537.273.434.238
a. dépôts d'épargne		117.988.607.973	116.384.267.331
b. autres dettes			
à vue		77.859.213.930	117.490.455.395
à terme ou à préavis		290.458.607.010	303.398.711.512
Dettes représentées par un titre:	6.1.	346.343.037.373	404.212.428.330
a. bons et obligations en circulation		35.749.519.567	36.903.396.415
b. autres		310.593.517.806	367.309.031.915
Autres passifs	6.2.	18.886.403.023	16.300.907.483
Comptes de régularisation	6.3.	21.293.054.005	32.758.015.851
Provisions pour risques et charges:		5.079.934.860	5.837.518.923
a. provisions pour impôts		1.371.982.765	2.013.496.942
b. autres provisions		3.707.952.095	3.824.021.981
Passifs subordonnés	6.4.	22.753.509.730	23.737.467.546
Postes spéciaux avec une quote-part de réserves	6.5.	743.532.971	813.848.152
Fonds pour risques bancaires généraux		5.900.000.000	6.900.000.000
Capital	6.6.	7.000.000.000	7.000.000.000
Réserves		19.676.104.917	22.387.473.787
Résultat de l'exercice	3	2.711.368.870	3.125.149.954
<b>TOTAL PASSIF</b>	6.8.	<b>1.190.198.490.146</b>	<b>1.311.754.689.494</b>

**HORS-BILAN**

Engagements	7.2.	101.468.891.757	104.863.683.278
dont: - engagements résultant d'opérations de mise en pension		-	-
Opérations fiduciaires		92.556.515.934	96.435.628.332

(\*) les notes renvoient à l'annexe





## COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 2000

		(en francs)	
	<u>Notes</u> <sup>(*)</sup>	1999	2000
Intérêts et produits assimilés		75.923.140.289	109.539.449.167
- sur valeurs mobilières à revenu fixe		24.430.112.367	27.372.781.505
Intérêts et charges assimilées		-66.820.434.663	-100.890.046.383
Revenus de valeurs mobilières		830.544.670	1.645.878.476
- revenus d'actions, de parts et d'autres valeurs mobilières à revenu variable		110.606.811	60.664.804
- revenus de participations		485.107.624	780.688.439
- revenus de parts dans des entreprises liées		234.830.235	804.525.233
Commissions perçues		4.163.653.538	4.813.728.596
Commissions versées		-1.902.180.147	-1.857.675.234
Résultat provenant d'opérations financières		1.065.034.212	1.135.531.453
Autres produits d'exploitation	8.2.	348.034.156	1.431.186.436
Frais généraux administratifs:		-6.565.220.049	-6.960.556.968
- frais de personnel	9.1., 9.2.	-4.459.669.323	-4.796.274.327
dont: salaires et traitements		-3.549.538.464	-3.818.636.882
charges sociales		-796.272.922	-847.494.709
dont: charges sociales couvrant les pensions		-622.674.982	-660.225.687
- autres frais administratifs		-2.105.550.726	-2.164.282.641
Corrections de valeur sur actifs incorporels et corporels		-1.232.861.472	-1.276.229.331
Autres charges d'exploitation	8.3.	-484.977.059	-478.307.435
Corrections de valeur sur créances et provisions pour passifs éventuels et pour engagements (montant net)		-1.557.947.427	-1.438.974.805
Corrections de valeur sur valeurs mobilières ayant le caractère d'immobilisations financières, sur participations et sur parts dans des entreprises liées (montant net)		-	-244.847.393
Reprises de corrections de valeur sur valeurs mobilières ayant le caractère d'immobilisations financières, sur participations et sur parts dans des entreprises liées (montant net)		347.315.949	-
<b>A REPORTER:</b>		<b>4.114.101.997</b>	<b>5.419.136.579</b>

(\*) les notes renvoient à l'annexe



	<u>Notes</u> <sup>(*)</sup>	(en francs) 1999	2000
<b>REPORT:</b>		<b>4.114.101.997</b>	<b>5.419.136.579</b>
Dotations aux "postes spéciaux avec une quote-part de réserves" (montant net)		-320.525.796	-70.315.181
Dotations au fonds pour risques bancaires généraux		-	-1.000.000.000
Impôts sur le résultat provenant des activités ordinaires	8.4.	-968.995.978	-1.088.253.269
<b>Résultat provenant des activités ordinaires après impôts</b>		<b>2.824.580.223</b>	<b>3.260.568.129</b>
<i>Produits exceptionnels</i>	8.5.	25.667.626	0
<i>Charges exceptionnelles</i>	8.6.	-12.504.134	-2.456.646
Résultat exceptionnel		13.163.492	-2.456.646
Autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus		-126.374.845	-132.961.529
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>		<b>2.711.368.870</b>	<b>3.125.149.954</b>
<b>AFFECTATION DU BENEFICE DISPONIBLE (1)</b>	3		
<b>BENEFICE DISPONIBLE</b>			(en francs)
Bénéfice reporté			-
Bénéfice de l'exercice			3.125.149.954
<b>TOTAL</b>			<b>3.125.149.954</b>
<b>AFFECTATION DU BENEFICE</b>			
Transfert aux réserves			3.125.149.954
Solde à reporter à nouveau			-
<b>TOTAL</b>			<b>3.125.149.954</b>



(\*) les notes renvoient à l'annexe

(1) loi du 24 mars 1989, article 39; règlement grand-ducal du 14 juin 1983

**ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2000****NOTE 1****GENERALITES**

La Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg (ci-après "La Banque"), instituée par la loi du 21 février 1856 et régie par la loi du 24 mars 1989, est un établissement public autonome, doté de la personnalité juridique. Elle est placée sous la haute surveillance du membre du Gouvernement ayant le département du Trésor dans ses attributions.

Le siège de la Banque est à Luxembourg.

Dans les limites fixées par les lois et règlements applicables aux établissements de crédit, la Banque a pour objet de faire toutes opérations bancaires et financières ainsi que toutes opérations analogues, connexes ou accessoires à celles-ci.

**NOTE 2****PRINCIPALES METHODES COMPTABLES**

Les méthodes comptables de la Banque sont conformes à la réglementation en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg et notamment à la loi du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des établissements de crédit.

L'exercice social coïncide avec l'année civile.

Par application de l'article 83 de la loi précitée, la Banque n'a pas établi de comptes consolidés au 31 décembre 2000 compte tenu de la faible importance des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation.

**2.1. ACTIFS IMMOBILISES****2.1.1. ACTIFS INCORPORELS**

Les actifs incorporels sont comptabilisés au bilan au prix d'acquisition ou au coût de revient, diminué des corrections de valeur cumulées.

Les corrections de valeur sur actifs incorporels sont calculées de manière linéaire au taux annuel de 20%.



### 2.1.2. ACTIFS CORPORELS

Les actifs corporels sont repris au bilan au prix d'acquisition ou au coût de revient, diminué des corrections de valeur cumulées.

~~Les corrections de valeur sur les constructions sont calculées de manière linéaire au taux de 2% l'an.~~

Les corrections de valeur sur les installations techniques, le matériel et le mobilier sont calculées de manière linéaire à des taux tenant compte de la durée de vie estimée des biens. Les taux d'amortissement pour les postes les plus importants sont les suivants:

logiciels	33,3%
matériel informatique	25,0%
matériel de transport	20,0%
installations de sécurité	12,5%
matériel de bureau	10,0%

Le matériel et le mobilier dont le prix d'acquisition ne dépasse pas 35.000 francs ou dont la durée usuelle d'utilisation est inférieure à une année est directement repris dans les charges de l'exercice.

### 2.1.3. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe ainsi que les participations et les parts dans des entreprises liées ayant le caractère d'immobilisations sont enregistrées au coût d'acquisition.

En ce qui concerne les valeurs mobilières émises sur base escomptée, le coût d'acquisition est majoré des intérêts courus non échus.

En vertu des dispositions de l'article 56 de la loi du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels des établissements de crédit, la Banque a opté pour l'évaluation au prix d'acquisition des effets publics et des valeurs mobilières à revenu fixe faisant partie du portefeuille des immobilisations financières (dont "Asset Swaps"). Lorsque les conditions requises par la législation pour l'évaluation au prix d'acquisition ne sont pas respectées, la méthode du "lower of cost or market" combinée au "Beibehaltungsprinzip" est d'application.

L'agio (différence positive entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement des titres) et le disagio (différence négative entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement) sont respectivement amortis et proratisés sur la durée de détention des titres. L'amortissement de l'agio et la proratisation du disagio se font à travers les postes d'intérêts du compte de profits et pertes et les comptes de régularisation du bilan.

Les participations et les parts dans des entreprises liées ayant le caractère d'immobilisations sont évaluées au plus bas du prix d'acquisition ou du prix du marché. Les dépréciations constatées font l'objet de corrections de valeur.

## 2.2. ACTIFS CIRCULANTS

### 2.2.1. OBLIGATIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU FIXE

Les valeurs mobilières autres que celles destinées à servir de façon durable à l'activité de la Banque sont considérées comme des actifs circulants.

Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe sont enregistrées au coût d'acquisition. En ce qui concerne les valeurs mobilières émises sur base escomptée, le coût d'acquisition est majoré des intérêts courus



non échus. L'évaluation se fait au plus bas du prix d'acquisition ou du prix du marché, c'est-à-dire avec constitution de corrections de valeur lorsque la valeur d'évaluation des titres est inférieure à leur prix d'acquisition. La valeur d'évaluation est définie comme étant le cours boursier du jour de l'établissement des comptes annuels ou, à défaut, la valeur probable de réalisation ou le cours qui reflète le mieux la valeur intrinsèque des titres détenus.

Les plus-values non réalisées sont négligées.

L'agio (différence positive entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement des titres) est amorti sur la durée de détention des titres. L'amortissement de l'agio se fait à travers les postes d'intérêts du compte de profits et pertes et les comptes de régularisation du bilan.

En ce qui concerne les certificats du Trésor belge, la différence entre la valeur d'émission (d'acquisition) et la valeur de remboursement (de cession) constitue le seul revenu sur cette catégorie de titres. Le revenu en question est réparti sur la durée de détention des titres sous forme d'intérêts composés venant augmenter leur valeur comptable. Au 31 décembre 2000, la valeur comptable ainsi réajustée est très proche de la valeur d'évaluation, ce qui rend inutile la constitution de corrections de valeur.

### 2.2.2. ACTIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU VARIABLE

Les actions et autres valeurs mobilières à revenu variable sont reprises au bilan à leur prix d'acquisition, y compris tous les frais accessoires. Ces titres sont évalués suivant le "Beibehaltungsprinzip", c'est-à-dire avec maintien des corrections de valeur antérieurement constituées, lorsque celles-ci s'avèrent supérieures à celles qui auraient dû être constituées par application de la méthode d'évaluation au "lower of cost or market" à la clôture de l'exercice. Dans tous les autres cas de figure, l'évaluation se fait au plus bas du prix d'acquisition ou du prix de marché, c'est-à-dire avec constitution de corrections de valeur, lorsque la valeur d'évaluation des titres est inférieure à leur prix d'acquisition.

Les plus-values non réalisées sont négligées.

### 2.2.3. CREANCES

Les prêts et crédits sont renseignés à leur valeur nominale, les intérêts courus et non échus étant enregistrés au poste "Comptes de régularisation" qui figure à l'actif du bilan. Pour les créances jugées douteuses, la Banque constitue des corrections de valeur spécifiques qui sont déduites des postes d'actif concernés.

### 2.2.4. OPERATIONS DE CREDIT-BAIL

Les créances résultant des opérations de crédit-bail sont renseignées à leur valeur nette, c'est-à-dire à la valeur d'acquisition diminuée des corrections de valeur cumulées des biens faisant l'objet des opérations de crédit-bail. La part des loyers perçus sur ces opérations, représentant la rémunération du capital, est comptabilisée au compte de profits et pertes.

### 2.2.5. CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES DOUTEUSES ET CREANCES IRRECUPERABLES

La Banque a pour politique de constituer des corrections de valeur spécifiques destinées à couvrir les risques de pertes et de non-recouvrement sur les créances en portefeuille.

Les corrections de valeur qui en résultent viennent en déduction des postes de l'actif concernés, tandis que les provisions portant sur les postes du hors-bilan sont renseignées au passif à la rubrique "Provisions pour risques et charges: autres provisions".





### 2.3. PRIX D'ACQUISITION DES ELEMENTS D'ACTIF DE MEME CATEGORIE

Le mode d'évaluation appliqué par la Banque aux éléments de même catégorie est celui des prix moyens pondérés.

### 2.4. FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX

En accord avec l'article 63 de la loi sur les comptes des banques, la Banque a constitué un fonds destiné à la couverture des risques bancaires généraux. Ce fonds est renseigné séparément au passif du bilan. Les dotations au "Fonds pour risques bancaires généraux" ne sont pas déductibles fiscalement.

### 2.5. CONVERSION DES DEVISES

Le capital social de la Banque est exprimé en francs luxembourgeois et la comptabilité est tenue dans cette monnaie.

Les postes de l'actif et du passif libellés en devises faisant partie de la zone euro ont été convertis aux taux de conversion fixes en vigueur à partir du premier janvier 1999.

Les avoirs et les engagements libellés en devises autres que celles faisant partie de la zone euro ont été convertis aux cours au comptant en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les différences de change qui résultent de cette conversion sont enregistrées en compte de profits et pertes pour autant qu'elles ne proviennent pas de postes couverts expressément par une opération de change à terme.

Les revenus et charges en devises sont convertis en francs luxembourgeois aux cours de change applicables à la date de leur comptabilisation.

Les postes au comptant couverts par des opérations à terme, de même que les postes à terme couverts au comptant sont considérés comme neutres par rapport aux fluctuations des cours de change des devises. La différence d'évaluation qui peut en découler est neutralisée sans que le résultat de l'exercice en soit affecté.

Les postes en devises à terme non couverts au comptant et non échus à la date de clôture sont évalués sur base des cours de change valables pour le terme restant à courir à la date du bilan. Les moins-values résultant de ces évaluations sont provisionnées, tandis que les plus-values sont négligées.

### 2.6. INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES

Les engagements éventuels de la Banque qui résultent des instruments financiers dérivés tels que swaps de taux d'intérêt, forward rate agreements, financial futures et options sont enregistrés à la date de transaction dans les comptes du hors-bilan.

A la date du bilan, une provision est constituée pour les moins-values individuelles non réalisées constatées lors de l'évaluation au cours du marché des transactions non encore venues à échéance. Cette provision est enregistrée sous le poste "Provisions pour risques et charges: autres provisions". Les plus-values non réalisées sont négligées.

Dans le cas où l'instrument financier couvre un poste d'actif ou de passif spécifique pour lequel l'unité économique est établie, aucune provision n'est constituée.

### 2.7. PROVISION FORFAITAIRE

Dans le cadre des limites admises par la législation fiscale luxembourgeoise, la Banque a procédé à la constitution d'une provision forfaitaire visant à couvrir les pertes éventuelles sur les actifs à risques. Cette provision a pour

objectif la couverture des risques probables mais non encore identifiés au moment de l'établissement des comptes annuels.

La partie de la provision forfaitaire qui se rapporte au bilan vient en déduction des postes de l'actif, alors que la partie qui se rapporte aux postes de hors-bilan est enregistrée sous forme d'une provision pour risques et charges au passif du bilan à la rubrique "Provisions pour risques et charges: autres provisions".

### **NOTE 3**

#### **AFFECTATION DU BENEFICE DISPONIBLE**

En vertu de l'article 39 de la loi du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, et du règlement grand-ducal du 14 juin 1983 concernant l'affectation du bénéfice disponible de la Banque, le bénéfice net de l'exercice 2000 de 3.125 millions de francs (2.711 millions de francs en 1999) est à affecter aux réserves.

Lors de cette affectation, un compte de réserve spécial est à alimenter pour un montant correspondant au quintuple de l'impôt sur la fortune imputé sur l'impôt sur le revenu des collectivités de l'exercice 2000. Suivant les dispositions de l'article 174bis de la loi concernant l'impôt sur le revenu, ce compte de réserve au bilan restera bloqué pour une période de 5 ans.

### **NOTE 4**

#### **ASSOCIATION POUR LA GARANTIE DES DEPOTS**

En date du 25 septembre 1989, la Banque a adhéré en tant qu'associé à l'"Association pour la garantie des dépôts, Luxembourg" (AGDL) ayant pour objectif exclusif de constituer un système de garantie mutuelle des dépôts des établissements de crédit membres de l'association en faveur des clients personnes physiques et des sociétés d'une dimension telle qu'elles sont autorisées à établir un bilan abrégé conformément à l'article 215 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ainsi que celles de dimension comparable relevant du droit d'un autre Etat membre de l'Union européenne. Au 31 décembre 2000, la Banque a constitué une provision pour les engagements éventuels futurs liés à son adhésion à l'AGDL.

### **NOTE 5**

#### **RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DE L'ACTIF**

##### **5.1. ANALYSE D'UNE PARTIE DES POSTES DE L'ACTIF**

##### ***Créances sur les établissements de crédit***

Les créances, autres que celles à vue, sur les établissements de crédit se répartissent selon les durées résiduelles suivantes:

	31.12.1999	31.12.2000 en millions de francs
Jusqu'à trois mois	225.771	253.972
Plus de trois mois à un an	96.591	90.161
Plus d'un an à cinq ans	24.995	24.925
Plus de cinq ans	7.864	7.974
<b>Total</b>	<b>355.221</b>	<b>377.032</b>



Les créances, à vue et à terme, sur les établissements de crédit incluent:

	31.12.1999	31.12.2000 en millions de francs
Créances sur des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	5.544	-

#### Créances sur la clientèle

Les créances sur la clientèle se répartissent selon leur durée résiduelle de la façon suivante:

	31.12.1999	31.12.2000 en millions de francs
Jusqu'à trois mois	28.872	45.157
Plus de trois mois à un an	13.428	20.163
Plus d'un an à cinq ans	63.441	69.959
Plus de cinq ans	146.798	154.768
<b>Total</b>	<b>252.539</b>	<b>290.047</b>



	31.12.1999	31.12.2000 en millions de francs
Sont incluses sous ce poste		
Créances sur des entreprises liées	389	236
Créances sur des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	10.859	11.203

Les avances et crédits accordés aux membres des organes d'administration et de direction de la Banque se présentent comme suit:

	31.12.1999	31.12.2000 en millions de francs
Organe d'administration	20	20
Organe de direction (5 directeurs)	21	23
<b>Total</b>	<b>41</b>	<b>43</b>

#### Opérations de crédit-bail

Les opérations de crédit-bail se décomposent selon les durées résiduelles suivantes:

	31.12.1999	31.12.2000 en millions de francs
Jusqu'à trois mois	32	31
Plus de trois mois à un an	66	68
Plus d'un an à cinq ans	761	934
Plus de cinq ans	587	545
<b>Total</b>	<b>1.446</b>	<b>1.578</b>

17-02-2011



Ces opérations se répartissent de la façon suivante entre les établissements de crédit et la clientèle:

	31.12.1999	31.12.2000 en millions de francs
Opérations avec des établissements de crédit	2	1
Opérations avec la clientèle	1.444	1.577
<b>Total</b>	<b>1.446</b>	<b>1.578</b>
Celles-ci incluent des opérations sur:		
	31.12.1999	31.12.2000 en millions de francs
Créances sur des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	6	4



## 5.2. OBLIGATIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU FIXE

Ce poste comprend les titres de créance considérés ou non comme des immobilisations financières, cotés en bourse ou susceptibles de l'être, et émis par des établissements de crédit, des entreprises ou des organismes publics, dans la mesure où ils ne sont pas déjà intégrés dans un autre poste du bilan.

a. Les titres ayant une durée de vie résiduelle inférieure à un an représentent un montant net de 138.661 millions de francs au 31 décembre 2000, contre 104.163 millions de francs au 31 décembre 1999.

b. Les valeurs mobilières cotées et non cotées sont ventilées comme suit:

	31.12.1999	31.12.2000 en millions de francs
Valeurs admises à une cote officielle	171.915	202.842
Valeurs non admises à une cote officielle	115.692	120.356
<b>Total</b>	<b>287.607</b>	<b>323.198</b>

c. Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe sont considérées comme des immobilisations financières lorsqu'elles sont destinées à servir de façon durable à l'activité de la Banque. Le caractère durable a été défini par le Comité de direction comme l'intention d'une détention à long terme ou jusqu'à l'échéance des titres. Les autres titres font partie des portefeuilles de négociation et de placement.

La répartition des "Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe" entre les titres présentant le caractère d'immobilisations financières et ceux considérés comme faisant partie des actifs circulants se présente comme suit:

	31.12.1999	31.12.2000 en millions de francs
Titres du portefeuille des immobilisations financières	208.097	228.501
Titres des portefeuilles de négociation et de placement	79.510	94.697
<b>Total</b>	<b>287.607</b>	<b>323.198</b>

d. Les créances détenues sur des entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation, rattachées à ce poste, sont réparties de la façon suivante:

	31.12.1999	31.12.2000 en millions de francs
Créances sur des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	293	295
<b>Total</b>	<b>293</b>	<b>295</b>

### 5.3. ACTIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU VARIABLE

Ce poste comprend des actions, parts sociales, parts d'organismes de placement collectif et d'autres valeurs à revenu variable cotées ou non en bourse.

Les actions et autres valeurs mobilières à revenu variable, cotées et non cotées, sont ventilées comme suit:

	31.12.1999	31.12.2000 en millions de francs
Valeurs admises à une cote officielle	7.143	9.768
Valeurs non admises à une cote officielle	3.065	6.389
<b>Total</b>	<b>10.208</b>	<b>16.157</b>

L'application du "Beibehaltungsprinzip" a permis à la Banque de conserver des corrections de valeur constituées antérieurement pour un montant de 39 millions de francs au 31 décembre 2000 (175 millions de francs au 31 décembre 1999).

### 5.4. PARTICIPATIONS

a. Les participations cotées et non cotées sont ventilées comme suit:

	31.12.1999	31.12.2000 en millions de francs
Valeurs admises à une cote officielle	625	1.863
Valeurs non admises à une cote officielle	2.607	2.554
<b>Total</b>	<b>3.232</b>	<b>4.417</b>

b. Les participations dans des établissements de crédit représentent un montant de 3 millions de francs au 31 décembre 2000, contre 27 millions de francs au 31 décembre 1999.



**5.5. PARTS DANS DES ENTREPRISES LIEES**

a. Les parts dans des entreprises liées cotées et non cotées sont ventilées comme suit:

	31.12.1999	31.12.2000 en millions de francs
Valeurs non admises à une cote officielle	265	270
<b>Total</b>	<b>265</b>	<b>270</b>

b. Aux 31 décembre 2000 et 1999, la Banque ne détient pas de parts dans des entreprises liées qui sont des établissements de crédit.

**5.6. ACTIFS INCORPORELS**

Le poste des actifs incorporels comprend des droits d'entrée et des fonds de commerce acquis à titre onéreux. Au 31 décembre 2000, le poste des actifs incorporels est entièrement amorti.

**5.7. ACTIFS CORPORELS**

Les terrains et constructions utilisés par la Banque dans le cadre de son activité propre sont intégrés dans le poste des actifs corporels pour un montant net (prix d'acquisition moins corrections de valeur cumulées) de 7.515 millions de francs au 31 décembre 2000, contre 7.108 millions de francs au 31 décembre 1999.

**5.8. AUTRES ACTIFS**

Ce poste se décompose de la façon suivante:

	31.12.1999	31.12.2000 en millions de francs
Valeurs à recevoir à court terme	372	275
Investissement du fonds de pension	5.233	5.413
Métaux précieux	5	6
Autres	467	578
<b>Total</b>	<b>6.077</b>	<b>6.272</b>



# 5.9. ENTREPRISES DANS LESQUELLES LA BANQUE DETIENT AU MOINS VINGT POUR CENT DU CAPITAL

Dénomination et siège	Parts détenues en %	Comptes annuels arrêtés au	Unités monét.	Fonds propres (*) millions devise du bilan	Résultat de l'exercice (*)
Bourbon Immobilière S.A., Luxembourg	99,90	31.12.99	LUF	12	5
Luxembourg State and Savings Bank Trust Company S.A., Luxembourg	99,90	31.12.99	LUF	96	103
BCEE Rê S.A., Luxembourg	99,90	31.12.99	LUF	100	-
Luxbond Advisory S.A., Luxembourg	92,80	31.12.99	EUR	0,08	5
Lux-Garantie Advisory S.A., Luxembourg	91,47	30.09.00	EUR	0,08	0,09
Lux-Croissance Advisory S.A., Luxembourg	85,90	30.09.00	EUR	0,08	3
Luxcash Advisory S.A., Luxembourg	82,67	31.12.99	EUR	0,08	0,7
Lux-World Fund Advisory S.A., Luxembourg	79,20	30.09.00	EUR	0,08	0,8
Lux-Small & Mids Caps Advisory, Luxembourg	90,00	**	EUR	0,08	-
Lux Index Advisory	75,00	**	USD	0,08	-
ATAG Asset Management Luxembourg	45,00	31.12.99	LUF	59	48
La Luxembourgeoise-Vie S.A. d'Assurances, Luxembourg	40,00	31.12.99	LUF	1.267	711
La Luxembourgeoise S.A. d'Assurances, Luxembourg	40,00	31.12.99	LUF	1.742	477
Europay Luxembourg S.C., Luxembourg	30,20	31.12.99	EUR	1	0,2
Com 2i S.A., Luxembourg	30,00	31.12.99	EUR	0,08	0,08
Cetrel, Centre de Transferts Electroniques, S.C., Luxembourg	29,39	31.12.99	EUR	5	0,08
Parking du Théâtre S.A., Luxembourg	26,29	31.12.99	LUF	34	8
Société de la Bourse de Luxembourg S.A., Luxembourg	22,86	31.12.99	EUR	22	3
Visalux S.C., P. Nom, Luxembourg	23,38	31.12.99	EUR	0,7	0,2
Société Nationale de Contrôle Technique S.à r.l., Luxembourg	20,00	31.12.99	LUF	156	32

(\*) Données extraites des derniers comptes disponibles

(\*\*) Sociétés constituées en 2000



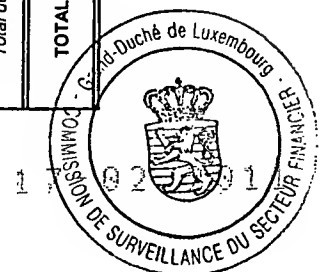
**5.10. MOUVEMENTS DES ACTIFS IMMOBILISES**

Les mouvements enregistrés au cours de l'exercice 2000 sur les postes de l'actif immobilisé se présentent comme suit:

---



IMMOBILISATIONS	Corrections de valeur à la clôture de l'exercice							Valeur nette à la clôture de l'exercice
	Valeur brute au début de l'exercice	Entrées	Sorties	Ecart de change	Valeur brute à la clôture de l'exercice	Corrections cumulées	Reprises cumulées	
<b>POSTES</b>								
<i>Immobilisations financières</i>								
Participations	3.448.877.900	1.222.589.512	-24.203.940	7.912.051	4.654.955.523			
Parts dans des entreprises liées	287.477.031	5.509.827	-195.771		272.791.087			
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	210.760.331.916	103.143.526.736	-87.341.191.986	4.883.557.081	231.426.223.727			
<b>Total des Immobilisations financières</b>	<b>214.476.486.647</b>	<b>104.371.606.075</b>	<b>-87.365.591.697</b>	<b>4.871.469.112</b>	<b>236.353.970.337</b>	<b>-3.165.383.600</b>		<b>233.188.586.737</b>
<i>Actifs incorporels</i>								
Fonds de commerce acquis à titre onéreux	0	-	-	-	0			0
Autres actifs incorporels	1.818.182	-	-	-	1.818.182	-1.818.182		0
<b>Total des Actifs incorporels</b>	<b>1.818.182</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1.818.182</b>	<b>-1.818.182</b>		<b>0</b>
<i>Actifs corporels</i>								
Terrains et constructions	9.185.144.962	650.620.296	-22.470.512	-	9.793.294.746	-2.183.925.327		7.609.369.419
Installations techniques	4.999.683.247	1.055.867.050	-934.542.252	-	5.121.008.045	-4.147.005.274	934.542.252	1.908.545.023
Autres installations, outillage et mobilier	249.370.004	4.007.717	-47.892.244	-	205.485.477	-138.227.081	-	67.258.396
<b>Total des Actifs corporels</b>	<b>14.414.198.213</b>	<b>1.710.495.063</b>	<b>-1.004.905.008</b>	<b>-</b>	<b>15.119.788.268</b>	<b>-6.469.157.682</b>	<b>934.542.252</b>	<b>9.585.172.838</b>
<b>TOTAL DES ACTIFS IMMOBILISES</b>	<b>228.892.503.242</b>	<b>108.082.101.138</b>	<b>-88.370.496.705</b>	<b>4.871.469.112</b>	<b>251.475.576.787</b>	<b>-10.570.901.716</b>		<b>242.773.759.575</b>



**5.11. COMPTES DE REGULARISATION - ACTIF**

Le disagio cumulé comptabilisé aux comptes de régularisation à l'actif du bilan se chiffre à 215 millions de francs au 31 décembre 2000, contre 490 millions de francs au 31 décembre 1999.

-- En ce qui concerne les émissions propres de la Banque du type "Discounted Debentures", la différence positive entre le montant à rembourser à l'échéance finale des titres émis et le montant actualisé au 31 décembre 2000 se chiffre à 2.152 millions de francs, contre 1.937 millions de francs au 31 décembre 1999.

**5.12. OPERATIONS FIDUCIAIRES PORTANT SUR DES POSTES DE L'ACTIF**

Les actifs liés à des opérations fiduciaires non expressément soumises au règlement grand-ducal du 19 juillet 1983 représentent un montant total de 2.457 millions de francs au 31 décembre 2000 (138 millions de francs au 31 décembre 1999) et concernent principalement le poste "Créances sur établissements de crédit" pour un montant de 70 millions de francs (86 millions de francs au 31 décembre 1999) ainsi que le poste "Créances sur la clientèle" pour un montant de 2.387 millions de francs (52 millions de francs au 31 décembre 1999).

**5.13. OPERATIONS DE MISE EN PENSION**

Les actifs ayant fait l'objet de conventions de vente avec rachat ferme se présentent comme suit:

	31.12.1999	31.12.2000 en millions de francs
Effets publics	19.512	6.091

**5.14. ACTIFS DONNES EN GARANTIE**

Les actifs donnés en garantie pour compte propre représentent un montant de 161.434 millions de francs au 31 décembre 2000, contre 116.929 millions de francs au 31 décembre 1999.

**5.15. ACTIFS SUBORDONNES**

Les actifs présentant un caractère subordonné détenus par la Banque se répartissent de la façon suivante

	31.12.1999	31.12.2000 en millions de francs
Créances sur des établissements de crédit	1.894	456
Créances sur la clientèle	4.596	3.481
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	3.045	3.962
<b>Total</b>	<b>9.535</b>	<b>7.899</b>

Au 31 décembre 2000, il n'existe pas de créances subordonnées sur des entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation.



**5.16. ACTIFS LIBELLES EN DEVISES**

Les actifs libellés en devises ne faisant pas partie de la zone euro représentent un montant de 449.957 millions de francs au 31 décembre 2000.

Ce chiffre inclut la partie comptant d'opérations liées pour lesquelles la couverture se trouve dans les opérations de change à terme.

**NOTE 6****RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DU PASSIF****6.1. ANALYSE D'UNE PARTIE DES POSTES DE PASSIF*****Dettes envers des établissements de crédit à terme ou à préavis***

Les dettes à terme ou à préavis se répartissent selon leur durée résiduelle comme suit:

	31.12.1999	31.12.2000 en millions de francs
Jusqu'à trois mois	195.043	179.975
Plus de trois mois à un an	40.407	37.703
Plus d'un an à cinq ans	2.279	4.361
Plus de cinq ans	5.724	2.482
<b>Total</b>	<b>243.453</b>	<b>224.521</b>

Les dettes envers les établissements de crédit, à vue, à terme ou à préavis, incluent:

	31.12.1999	31.12.2000 en millions de francs
Dettes sur des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	25	5

***Dettes envers la clientèle: dépôts d'épargne***

Les dépôts d'épargne se répartissent dans les catégories suivantes:

	31.12.1999	31.12.2000 en millions de francs
A vue	114.361	116.384
A terme	3.628	-
<b>Total</b>	<b>117.989</b>	<b>116.384</b>

Au 31 décembre 2000, la totalité des dépôts d'épargne est classée dans la rubrique à vue.

Aux 31 décembre 2000 et 1999, il n'existe pas de dépôts d'épargne au nom d'entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation.





**Dettes envers la clientèle: autres dettes à terme ou à préavis**

Les autres dettes à terme ou à préavis envers la clientèle se répartissent comme suit:

	31.12.1999	31.12.2000 en millions de francs
Jusqu'à trois mois	235.443	245.090
Plus de trois mois à un an	48.526	50.726
Plus d'un an à cinq ans	4.787	4.794
Plus de cinq ans	1.703	2.789
<b>Total</b>	<b>290.459</b>	<b>303.399</b>

Les dettes envers la clientèle, à vue, à terme ou à préavis, incluent:

	31.12.1999	31.12.2000 en millions de francs
Dettes sur des entreprises liées	828	1.515
Dettes sur des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	7.699	9.983

**Dettes représentées par un titre**

Les dettes représentées par un titre, classées dans la rubrique "Bons et obligations en circulation", ayant une durée de vie résiduelle inférieure à un an se chiffrent à 34.741 millions de francs au 31 décembre 2000 contre 18.405 millions de francs au 31 décembre 1999.

Les dettes représentées par un titre, classées dans la rubrique "Autres", sont ventilées de la façon suivante:

	31.12.1999	31.12.2000 en millions de francs
Jusqu'à trois mois	191.306	210.107
Plus de trois mois à un an	50.113	24.531
Plus d'un an à cinq ans	19.860	57.502
Plus de cinq ans	49.315	75.169
<b>Total</b>	<b>310.594</b>	<b>367.309</b>



**6.2. AUTRES PASSIFS**

Ce poste se décompose de la façon suivante:



	31.12.1999	31.12.2000 en millions de francs
Valeurs à payer à court terme	12.643	9.510
Créanciers privilégiés ou garantis	315	345
Créanciers divers	70	43
Fonds de pension en faveur du personnel	5.232	5.413
Autres	626	990
<b>Total</b>	<b>18.886</b>	<b>16.301</b>

**6.3. COMPTES DE REGULARISATION - PASSIF**

Au 31 décembre 2000 l'agio cumulé comptabilisé aux comptes de régularisation au passif du bilan se chiffre à 1.121 millions de francs (1.146 millions de francs au 31 décembre 1999) pour le portefeuille des immobilisations financières et à 131 millions de francs (751 millions de francs au 31 décembre 1999) pour le portefeuille de placement.

**6.4. PASSIFS SUBORDONNES**

Le détail des emprunts obligataires subordonnés en cours au 31 décembre 2000 se présente comme suit:

	Devise	Montant nominal en millions de francs	Taux	Date d'échéance
Emprunt 1993-2001	LUF	1.000	7,250%	08.06.2001
Emprunt 1993-2003	LUF	1.000	7,000%	26.11.2003
Emprunt 1994-2004	LUF	1.200	7,875%	28.07.2004
Emprunt 1994-2004	LUF	1.500	8,375%	02.12.2004
Emprunt 1995-2005	LUF	2.000	7,000%	07.11.2005
Emprunt 1996-2006	LUF	2.000	Step-up	31.07.2006
Emprunt 1997-2007	LUF	2.000	6,000%	28.11.2007
Emprunt 1998-2008	USD	4.341	Fl. Rate	18.03.2008
Emprunt 1998-2008	LUF	2.000	Step-up	10.09.2008
Emprunt 1999-2009	EUR	3.227	Fl. Rate	06.05.2009
Emprunt 1999-2014	EUR	807	Fl. Rate	06.05.2014
Emprunt 2000-2012	GBP	646	6,720%	17.07.2012
Emprunt 2000-2015	EUR	1.008	Fl. Rate	17.08.2015
Emprunt 2000-2020	EUR	1.008	Fl. Rate	17.08.2020
<b>Total</b>		<b>23.737</b>		

Les caractéristiques de ces emprunts sont les suivantes:

Conformément aux dispositions régissant ces emprunts et sous réserve de l'accord préalable de la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF), un remboursement anticipé est envisageable au cas où une modification des lois fiscales luxembourgeoises ou des traités auxquels le Grand-Duché est partie, ou une modification dans l'application de ces lois ou traités affecterait les paiements du principal et/ou des intérêts des obligations.

Le caractère subordonné de ces emprunts sous-entend que les obligations sont subordonnées à toutes autres dettes actuelles et futures de la Banque envers les tiers. Les obligations sont inférieures en rang à toutes dettes exigibles et même non exigibles de la Banque.

Au 31 décembre 2000, la partie assimilée aux fonds propres, conformément aux conditions et limites prévues par la réglementation bancaire en vigueur et les usances de la place, s'élève à 21.997 millions de francs, contre 20.354 millions de francs au 31 décembre 1999.

Les charges payées au cours de l'exercice au titre des passifs subordonnés se chiffrent à 1.491 millions de francs au 31 décembre 2000, contre 1.203 millions de francs au 31 décembre 1999 et sont comprises dans le poste "Intérêts et charges assimilées" du compte de profits et pertes.

## **6.5. POSTES SPECIAUX AVEC UNE QUOTE-PART DE RESERVES**

Au 31 décembre 2000, le montant des plus-values de réinvestissement s'élève à 814 millions de francs, contre 744 millions de francs au 31 décembre 1999.

Ces plus-values résultent de l'application de l'article 54 de la loi concernant l'impôt sur le revenu.

Elles sont réinvesties majoritairement dans des immeubles en voie de construction et amorties linéairement au taux de 2% par année.

## **6.6. CAPITAL**

Le montant du capital de la Banque est fixé à sept milliards de francs. Le capital appartient entièrement à l'Etat luxembourgeois.

## **6.7. OPERATIONS FIDUCIAIRES PORTANT SUR DES POSTES DU PASSIF**

Les passifs liés à des opérations fiduciaires non expressément soumises au règlement grand-ducal du 19 juillet 1983 représentent un montant total de 2.457 millions de francs au 31 décembre 2000 (138 millions de francs au 31 décembre 1999) et concernent principalement le poste "Autres dettes à vue" pour un montant de 70 millions de francs (86 millions de francs au 31 décembre 1999) ainsi que le poste "Dettes envers les établissements de crédit" pour un montant de 2.387 millions de francs (52 millions de francs au 31 décembre 1999).

## **6.8. PASSIFS LIBELLES EN DEVISES**

Les passifs libellés en devises ne faisant pas partie de la zone euro représentent un montant total de 531.324 millions de francs au 31 décembre 2000.

Ce chiffre inclut la partie comptant d'opérations liées pour lesquelles la couverture se trouve dans les opérations de change à terme.



**NOTE 7****RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DU HORS-BILAN****7.1 PASSIFS EVENTUELS**

Les passifs éventuels se composent des postes suivants:

	31.12.1999	31.12.2000 en millions de francs
Garanties et autres substituts directs de crédit (y compris les obligations de rachat d'actifs)	9.382	7.302
Crédits documentaires	8.823	12.092
Garanties par endossement	-	-
Contre-garanties	4.809	6.762
Autres	72	38
<b>Total</b>	<b>23.086</b>	<b>26.194</b>

Aux 31 décembre 2000 et 1999, il n'existe pas de passifs éventuels à l'égard d'entreprises liées.

**7.2. ENGAGEMENTS**

a. Les engagements de la Banque se composent des postes suivants:

	31.12.1999	31.12.2000 en millions de francs
Achats à terme d'actifs	2.796	-
Ventes à terme d'actifs	2.258	11
Montants à libérer sur titres, participations et parts dans des entreprises liées	97	-
Crédits confirmés, non utilisés	89.394	100.127
Facilités d'émission de titres de créances	-	-
Règlement d'opérations au comptant	5.907	3.544
Autres	1.017	1.182
<b>Total</b>	<b>101.469</b>	<b>104.864</b>



Au 31 décembre 2000, les engagements de la banque à l'égard d'entreprises liées s'élèvent à 66 millions de francs.

b. Parmi les engagements qui ne sont repris ni au bilan ni au hors-bilan, les engagements de la Banque de payer des loyers fixes pour des immeubles loués s'élèvent mensuellement à 6 millions de francs au 31 décembre 2000, contre 7 millions de francs au 31 décembre 1999.

**7.3. OPERATIONS A TERME NON ENCORE DENOUÉES A LA DATE DE CLOTURE DU BILAN**

Le relevé des opérations à terme non encore dénouées à la date de clôture du bilan comprend les opérations suivantes:

Opérations liées aux taux de change:	- Opérations de change à terme (swaps,outrights) - "Cross-currency interest rate swaps"
Opérations liées aux taux d'intérêt:	- "Interest rate swaps" - "Futures" - "Future" ou "Forward rate agreements" - "Options"

Achats et ventes à terme de valeurs mobilières.

Une partie significative des opérations est destinée à couvrir les effets des fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change.

#### 7.4. SERVICES DE GESTION ET DE REPRESENTATION FOURNIS A DES TIERS

La Banque assure au profit de tiers des services de gestion et de représentation, notamment la gestion de fortune, la conservation et l'administration de valeurs mobilières, la location de coffres, la représentation fiduciaire et des fonctions d'agent.

### NOTE 8

#### **RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DU COMPTE DE PROFITS ET PERTES**

##### 8.1. VENTILATION DES PRODUITS PAR MARCHÉ GEOGRAPHIQUE

L'activité de la Banque se concentre avant tout sur les pays faisant partie de l'OCDE.

##### 8.2. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

La rubrique "Autres produits d'exploitation" se décompose comme suit:

	31.12.1999	31.12.2000 en millions de francs
Reprise de la provision de passage à l'euro	90	90
Loyers provenant de la location des immeubles appartenant à la Banque	74	92
Recettes générées par l'ancien portefeuille de la Caisse d'Assurances de la Banque	23	118
Reprise de provisions pour impôts	82	-
Décompte de TVA	-	47
Bénéfice sur vente de participations	1	983
Autres	78	101
<b>Total</b>	<b>348</b>	<b>1.431</b>

##### 8.3. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

La rubrique "Autres charges d'exploitation" se décompose comme suit:

	31.12.1999	31.12.2000 en millions de francs
Dotation de l'exercice à la provision AGDL	457	458
Autres	28	20
<b>Total</b>	<b>485</b>	<b>478</b>



**8.4. IMPOTS SUR LE RESULTAT PROVENANT DES ACTIVITES ORDINAIRES**

Au titre des exercices 2000, 1999 et 1998, la Banque a imputé l'impôt sur la fortune dû pour ces mêmes années d'imposition, sur l'impôt sur le revenu des collectivités. Afin de bénéficier de cet allègement de charge fiscale, la Banque s'engage à inscrire, avant la clôture de l'exercice qui suit l'imputation, à un poste de réserve un montant correspondant au quintuple de l'impôt sur la fortune imputé, et à maintenir cette réserve au bilan pendant les cinq années d'imposition qui suivent l'année de l'imputation.

Si cette réserve n'est pas maintenue jusqu'à la fin de cette période quinquennale (pour une raison autre que l'incorporation au capital), la charge fiscale sera augmentée pour l'année d'imposition en question à raison d'un cinquième du montant de la réserve utilisée.

La charge fiscale relative aux exercices 2000 et 1999 tient compte de cet engagement.

**8.5. PRODUITS EXCEPTIONNELS**

Au 31 décembre 2000, la Banque n'a pas réalisé de produits exceptionnels, contre 26 millions de francs au 31 décembre 1999.

**8.6. CHARGES EXCEPTIONNELLES**

Les charges exceptionnelles au 31 décembre 2000 concernent principalement une perte sur vente d'immeubles pour un montant de 2 millions de francs, contre 12 millions de francs au 31 décembre 1999.

**NOTE 9****AUTRES RENSEIGNEMENTS****9.1. PERSONNEL**

Le nombre des membres du personnel employé en moyenne au cours de l'exercice 2000 s'établit comme suit:

	31.12.1999	31.12.2000 en millions de francs
Direction	5	5
Employés	1.769	1.742
<i>dont: Cadres supérieurs</i>	128	140
<b>Total</b>	<b>1.774</b>	<b>1.747</b>

**9.2. ORGANES**

a. Les rémunérations allouées aux différents organes de la Banque au cours de l'exercice 2000 se ventilent de la façon suivante:

		31.12.1999	31.12.2000 en millions de francs
Organe d'administration	(9 administrateurs)	2	2
Organe de direction	(5 directeurs)	24	25
<b>Total</b>		<b>26</b>	<b>27</b>



b. Le montant des engagements repris dans les charges de l'exercice 2000 en matière de pensions de retraite à l'égard des membres actuels des différents organes de la Banque se présente comme suit:

		31.12.1999	31.12.2000 en millions de francs
Organe de direction	(5 directeurs)	18	17
<b>Total</b>		<b>18</b>	<b>17</b>





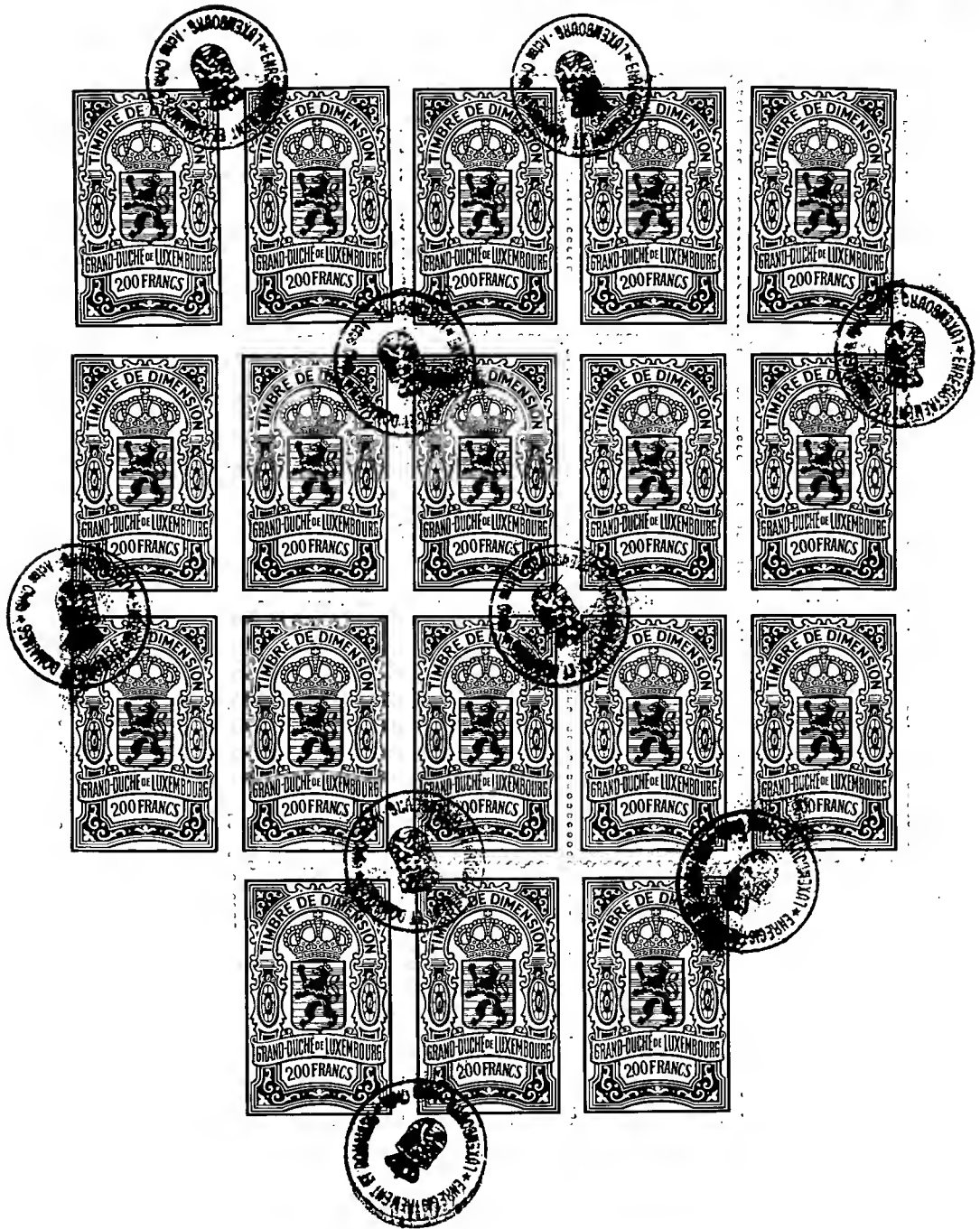
## CHIFFRES CLES ET PRINCIPAUX DEVELOPPEMENTS

### Chiffres clés en LUF

	1998	1999	2000	Variation en % 2000/1999
			en millions de francs	
SOMME DU BILAN	1.088.774	1.190.198	1.311.755	+10,2%
Dettes envers les établissements de crédit	305.559	253.505	251.408	-0,8%
Dettes envers la clientèle	482.769	486.306	537.273	+10,5%
Dettes représentées par un titre	215.512	346.343	404.212	+16,7%
Créances sur les établissements de crédit	397.354	378.514	456.480	+20,6%
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la Banque centrale	172.740	199.258	167.753	-15,8%
Créances sur la clientèle	234.738	252.539	290.047	+14,8%
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	231.492	287.607	323.198	+12,4%
FONDS PROPRES DE BASE (1) (tier 1 capital)	32.575	35.287	39.413	+11,7%
PRODUIT NET BANCAIRE (2)	12.398	13.260	14.387	+8,5%
Frais généraux administratifs	6.349	6.565	6.961	+6,0%
BENEFICE NET	2.386	2.711	3.125	+15,3%
CASH-FLOW (3)	9.489	5.961	6.990	+17,3%
RATIO D'ADEQUATION DES FONDS PROPRES	12,94%	13,16%	13,17%	-
EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL (en nombre de contrats)	1.772	1.773,5	1.772	-0,1%
EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL (en unités de travail)	1.635,5	1.627	1.620,5	-0,4%

- (1) Capital, réserves, fonds pour risques bancaires généraux, bénéfice net de l'exercice à affecter aux réserves moins actifs incorporels.  
 (2) Résultat net sur intérêts et revenus assimilés, produit de valeurs mobilières à revenu variable, résultat net sur commissions, résultat provenant d'opérations financières.  
 (3) Bénéfice net plus corrections de valeur nettes et dotations au fonds pour risques bancaires généraux.





Enregistré à Luxembourg A.C. le

- 4 AVR. 2001

Vol. 551 fol. 54 case 6

Reçu cinq cents francs (500.-)

Le Releveur,  
Joseph MULLER

Déposé au registre de commerce  
et des sociétés de Luxembourg

- 5 AVR. 2001

lo

lo prise

17 MARS 2000



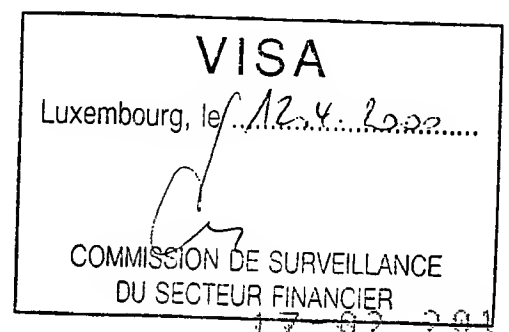
22867 / 00

**BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT  
LUXEMBOURG**

Siège Central:  
Luxembourg, 1, Place de Metz

R.C. Luxembourg No B 30775

Etablissement public autonome, institué par la loi du 21 février 1856 (Mémorial 1, No 6, du 10 mars 1856) et régi par la loi du 24 mars 1989 (Mémorial A, No 16 du 28 mars 1989)



**RAPPORT DE GESTION DE LA BANQUE****Evolution rapide des activités de la banque**

Tout comme lors des années précédentes, la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg (BCEE) a connu une forte progression de ses activités et de ses résultats financiers au cours de l'exercice 1999.

Le total du bilan affiche une croissance rapide pour s'élever à 1.190,2 milliards de francs ou +9,3%, portée à la fois par le développement des activités traditionnelles au service de l'économie luxembourgeoise et par le succès des programmes de refinancement auprès des investisseurs institutionnels internationaux. La somme des fonds confiés à la BCEE par la clientèle tant nationale qu'internationale est passée, entre fin 1998 et fin 1999, de 1.022,0 milliards de francs à 1.108,9 milliards de francs (+86,9 milliards ou +8,5%).

Parmi ces fonds, les dépôts de la clientèle non bancaire sur comptes à vue, comptes à terme et comptes d'épargne ont atteint 486,3 milliards de francs, contre 482,8 milliards de francs à la fin de l'exercice 1998, soit une augmentation de 0,7%. Les dépôts d'épargne affichent une croissance de 5,7 milliards de francs ou de 5,1% par rapport à l'exercice 1998. L'évolution plus modérée des dépôts sur livrets d'épargne, comptes courants et comptes à terme confirme la préférence accrue de la clientèle pour les produits de placement plus rémunérateurs qui se situent, essentiellement, dans les domaines des titres, respectivement des fonds d'investissement. Cette tendance trouve son reflet au niveau des avoirs de tiers conservés auprès de la Banque qui ont augmenté de quelque 380 milliards de francs (+19,7%) au cours de l'exercice sous revue. Plus particulièrement, les sicav "in house" ont progressé d'environ 30% pour atteindre quelque 112 milliards de francs au 31 décembre 1999. De même, il convient de noter la progression remarquable des dettes représentées par un titre (+ 60,7%) portée principalement par les programmes "euromedium term notes" (EMTN), de papier commercial européen (ECP) et de papier commercial US (USCP). Compte tenu de ces sources de financement très intéressantes, la BCEE a délibérément réduit le volume des placements et avances en provenance d'établissements de crédit de 52,1 milliards de francs ou de - 17,0% pour atteindre 253,5 milliards de francs au 31 décembre 1999.

A l'actif, les créances sur la clientèle non bancaire et les opérations de crédit-bail ont marqué une augmentation de 18,3 milliards de francs ou de 7,8%, en évoluant de 235,7 milliards de francs au 31 décembre 1998 à 254,0 milliards de francs au 31 décembre 1999.

**Poursuite d'une activité soutenue dans le domaine des prêts et crédits à l'économie nationale**

Consciente de sa mission traditionnelle dans le recyclage de l'épargne du public, la Banque a été particulièrement active dans le domaine des prêts au logement. En effet, l'encours dans ce secteur a progressé de quelque 4,8 milliards de francs ou de 4,4% pour approcher les 114 milliards de francs au 31 décembre 1999. Dans ce contexte, il y a lieu de noter surtout la baisse continue des taux d'intérêt sur les prêts au logement depuis six ans (1,50% en 1993; 0,50% en 1994, 1,0% en 1995, 0,50% en 1996, 1,25% en 1997, 0,35% en 1998 et 0,40% en 1999 avant de remonter de 0,50% au 4e trimestre 1999).

Tout au long de l'exercice 1999, la Banque a continué à consacrer des efforts particuliers dans le domaine du logement social. Elle a pu maintenir l'encours total des financements au taux social (4,0% fin 1999) au niveau de

30,2 milliards de francs au 31 décembre 1999. A signaler, dans ce contexte, que 14.088 ménages bénéficient actuellement des conditions spéciales en vue du financement de leurs logements, soit environ un tiers de tous les bénéficiaires d'un prêt au logement.

A signaler encore que la BCEE a développé ses activités d'épargne-logement, en coopération avec le groupe BHW, en vue de proposer à la clientèle des prêts bénéficiant de taux débiteurs fixes particulièrement intéressants, ceci pendant la durée intégrale du contrat.

Appuyée par une nette amélioration du climat d'investissement, la Banque a également développé son activité de prêts aux entreprises. Non seulement l'encours des prêts à destination professionnelle est en hausse (+6,8%), mais la BCEE a également pu améliorer la qualité de ses services dans ce secteur grâce à une approche commerciale multi-produits plus systématique.

Dans l'ensemble, l'encours total des prêts et crédits à l'économie nationale a progressé de 9,2 milliards de francs ou de 5,2% en 1999, contre un accroissement de respectivement 5,6 milliards ou 3,4% en 1998.

## **Croissance dynamique des activités de gestion d'avoirs et de private banking**

Il y a lieu de relever également la progression rapide des activités dans le domaine des organismes de placement collectif (opc), dont les avoirs, gérés par la BCEE en tant que banque dépositaire, ont dépassé les 566 milliards de francs (par rapport à 434 milliards de francs en 1998). L'encours des sicav "maison" a atteint quelque 112 milliards de francs à la fin de 1999. Au cours de 1999, la Banque a lancé deux nouvelles sicav de type sectoriel, à savoir LUX-SECTORS et SWISSCA-LUX-FUND.

Dans un souci de diversification de ses activités, la BCEE a constitué, ensemble avec La Luxembourgeoise et la Compagnie Fiduciaire, la société PECOMA INTERNATIONAL S.A., première société luxembourgeoise dans le domaine des régimes de pension complémentaire.

## **Renforcement des activités de marché**

Sur le plan international, il y a lieu de noter que la BCEE a su tirer profit des excellentes notations **AA+/A-1+** et **Aa1/P-1**, qui lui ont été attribuées respectivement par Standard & Poor's et Moody's, pour améliorer et diversifier sa politique de refinancement sur les marchés des capitaux européen et américain.

A l'actif, les créances sur les établissements de crédit ont diminué de 18,9 milliards de francs (-4,7%), en passant de 397,4 milliards de francs fin 1998 à 378,5 milliards de francs fin 1999. En revanche, les actifs titrisés à revenu fixe ont progressé de 24,2% pour s'établir au 31 décembre 1999 à 287,6 milliards de francs contre 231,5 milliards de francs un an plus tôt. Le portefeuille des effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale a progressé pour atteindre 199,3 milliards de francs au 31 décembre 1999, contre 172,7 milliards de francs au 31 décembre 1998.

Il convient de relever la progression des efforts visant à améliorer le rendement des opérations de trésorerie et à réduire, en même temps, les risques de taux d'intérêt ou de change. Le volume global de ces opérations liées aux cours de marché progressent de 112,6% pour s'établir à 1.378,0 milliards de francs au 31 décembre 1999, contre 648,0 milliards de francs un an plus tôt. Les swaps monétaires, dont l'encours s'est élevé à 207,2 milliards au 31



décembre 1999, progressent de 8,4%. Quant aux swaps d'intérêts, ils ont atteint un encours de 674,7 milliards de francs au 31 décembre 1999, contre 240,5 milliards de francs au 31 décembre 1998 (+180,5%).

L'essor appréciable de la rubrique "Dettes représentées par un titre" (+60,7%) témoigne de l'intérêt de la clientèle institutionnelle étrangère pour la BCEE. Les programmes d'ECP, d'USCP et d'EMTN ont contribué sensiblement à la croissance de la somme bilantaire.

Enfin, il y a également lieu de relever que la BCEE a confirmé, en 1999, sa position de teneur de marché en tant que "primary dealer" pour les certificats de trésorerie et les obligations linéaires de l'Etat belge, en se classant parmi les banques les plus actives dans ce domaine.

Dans le secteur euro-obligataire et malgré la disparition du marché des capitaux en francs luxembourgeois, la Banque a joué un rôle actif en coopérant au placement de 186 émissions libellées dans 9 monnaies différentes. Suivant les statistiques de l'IFR, la BCEE occupe, en 1999, la 37ème place des co-managers avec un volume de 18,379 milliards de dollars US. A signaler également l'augmentation des émissions propres par un volume de 4,6 milliards de francs.

En dernier lieu, il convient de relever que l'activité des crédits internationaux et des "asset-backed securities" a progressé à un rythme élevé (+16% des encours) dans un environnement économique favorable.

## **Amélioration permanente du service au client**

La BCEE a poursuivi ses efforts d'intensification des concepts de "relationship management" et de banque de proximité se traduisant notamment par une extension du réseau des conseillers financiers locaux dans les agences. Dans le cadre du projet de modernisation des produits d'épargne, la banque a introduit le nouveau compte PROGRESS pour jeunes combinant les volets épargne et prêt personnel.

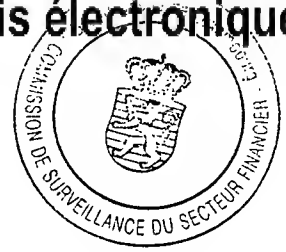
Dans le domaine des crédits, la BCEE a mis en place un modèle "d'excellence opérationnelle" de l'ensemble de la filière, qui a abouti à une amélioration sensible de la qualité et de la rapidité du service au client.

En général, la BCEE a poursuivi sa stratégie multicanaux consistant d'une part, à renforcer et moderniser le réseau traditionnel des agences et d'autre part, à diversifier et à encourager les services électroniques. Dans cette optique, la BCEE a lancé avec succès S-NET, le service Internet Banking transactionnel de la BCEE qui a bénéficié au 31 décembre 1999 de quelque 5000 clients.

Par ailleurs, il convient de souligner les efforts considérables consacrés dans le courant de l'exercice 1999 à la formation. Ainsi, 1.583 membres du personnel ont participé à au moins un programme de formation. Un programme spécifique de promotion de la qualité comprenant un ensemble de mesures organisationnelles et commerciales a été mis en place.

La Banque a également continué à développer, au cours de l'exercice 1999, en commun avec La Luxembourgeoise S.A. d'Assurances, la vente de produits d'assurance.





## Evolution favorable des résultats

Les résultats financiers de la Banque ont progressé, une fois de plus, en 1999, au-delà du niveau élevé atteint en 1998. C'est ainsi que le produit net bancaire, comprenant le résultat net sur intérêts et revenus assimilés, les produits de valeurs mobilières à revenu variable, le résultat net sur commissions, ainsi que le résultat net provenant d'opérations financières, a marqué, d'une année à l'autre, une progression de 862 millions de francs ou de 7,0%.

L'amélioration remarquable de la rentabilité provient d'une part, de la consolidation des activités traditionnelles sur le marché domestique et d'autre part, du développement dynamique des activités internationales de marché, de la gestion d'actifs, du private banking et de l'asset liability management, dont les contributions au produit net bancaire croissent de façon continue.

Au cours de l'année 1999, les revenus sur intérêts et produits assimilés se sont établis à 9.103 millions de francs (+9,1%) et sont restés de loin la source principale de revenus pour la Banque. De même, le résultat net sur commissions a été en forte progression (+11,7%). Le résultat provenant d'opérations financières, comprenant d'une façon générale tous les résultats dégagés des activités de "trading" de la Banque, est resté à un niveau élevé. Ainsi, le manque à gagner lié à l'introduction de l'euro a été compensé par le développement de nouvelles activités.

Les frais généraux administratifs ont marqué en 1999 une hausse de 216 millions de francs ou de 3,4% en passant de 6.349 millions de francs au 31 décembre 1998 à 6.565 millions de francs fin 1999. La croissance des frais de personnel, qui représentent la principale composante des frais généraux, a pu être limitée à 0,3%. Grâce à un programme rigoureux de "cost-control" (comprenant entre autres la réduction de l'effectif moyen de 8,5 unités de travail), la Banque a réussi à limiter la croissance de ses frais généraux nettement en dessous du taux de progression de ses revenus.

D'importants programmes pluriannuels d'investissements en informatique et en formation destinés à l'an 2000 ont été poursuivis dans le courant de l'année 1999. Les efforts se sont soldés par une réussite totale du basculement à l'année 2000.

De même, la BCEE a encore pu améliorer son résultat d'asset liability management dans un environnement de taux favorable.

Le cash-flow a logiquement régressé par rapport à l'exercice précédent qui contenait la réalisation d'une plus-value de l'ordre de 3,4 milliards de francs. Il s'établit à 5.961 millions de francs en 1999, contre 9.489 millions de francs en 1998. Abstraction faite de l'opération SES, le cash-flow est en légère progression (+ 0,8%).

Tout comme par le passé, les risques sur clients débiteurs et les risques-pays ont fait l'objet d'une attention particulière. Dans l'évaluation de ces risques, il a été tenu compte des perspectives économiques générales, des problèmes spécifiques dans certains pays et secteurs ainsi que de l'importance et de la nature des garanties reçues. Tous les risques possibles ont été couverts.

Compte tenu des éléments qui précèdent, la Banque a pu afficher, pour l'exercice 1999, un bénéfice net de 2.711 millions de francs, contre 2.386 millions de francs en 1998, soit une augmentation de 325 millions de francs ou de 13,6%.

Les résultats financiers très satisfaisants enregistrés en 1999 suivent la tendance positive des dernières années. La Banque a su renforcer, en 1999, ses fonds propres, dont le niveau est largement suffisant pour répondre aux

normes communautaires en matière de solvabilité et pour permettre à l'avenir une nouvelle expansion du volume des affaires (Ratio d'adéquation des fonds propres au 31 décembre 1999: 13,16%).

### **Perspectives pour l'an 2000**

La BCEE maintiendra, en 2000, ses efforts pour consolider et développer ses activités de banque universelle. Pour 2000, la Banque s'attend à une évolution positive des affaires. Dans le cadre de l'actualisation de son programme stratégique qui s'intitulera "SPUERKEESS 2003: relever le défi de l'indépendance", le management poursuivra les travaux visant à préparer la Banque aux mutations rapides que connaît l'industrie bancaire à la suite de l'introduction de l'euro.

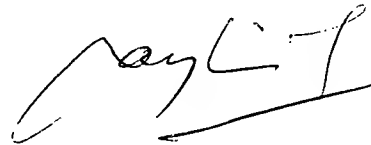
Des événements importants, mettant en cause la marche normale des affaires de la Banque, ne se sont pas produits après la clôture de l'exercice 1999.

Luxembourg, le 6 mars 2000

Pour le Comité de direction



Henri GERMEAUX  
Directeur Général adjoint



Raymond KIRSCH  
Directeur Général



**Deloitte &  
Touche**

**Deloitte & Touche SA**  
 Assurance & Advisory Services  
 Tax Services  
 Corporate Finance Services  
 3, Route d'Arlon  
 L-8009 Strassen  
 BP 1173, L-1011 Luxembourg

Telephone: +352 45145-1  
 Facsimile: +352 45145-2401

## RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES

Conformément au mandat donné par le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, sur proposition du Conseil d'administration de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, nous avons contrôlé les comptes annuels ci-joints de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 1999 et avons pris connaissance du rapport de gestion y relatif. Le Conseil d'administration approuve les comptes annuels ainsi que le rapport annuel du Comité de direction et propose au Gouvernement l'affectation du bénéfice. Le rapport de gestion relève de la compétence du Comité de direction. Notre responsabilité est, sur base de nos travaux de révision, d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels et de vérifier la concordance du rapport de gestion avec ceux-ci.

Nous avons effectué nos travaux de révision selon les normes internationales de révision. Ces normes requièrent que nos travaux de révision soient planifiés et exécutés de façon à obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Une mission de révision consiste à examiner, sur base de sondages, les éléments probants justifiant les montants et informations contenus dans les comptes annuels. Elle consiste également à apprécier les principes et méthodes comptables suivis et les estimations significatives faites par le Conseil d'administration et le Comité de direction pour l'arrêté des comptes annuels, ainsi qu'à effectuer une revue de leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos travaux de révision forment une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, les comptes annuels ci-joints donnent, en conformité avec les prescriptions légales et réglementaires au Luxembourg, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, au 31 décembre 1999 ainsi que des résultats de l'exercice se terminant à cette date.

Le rapport de gestion est en concordance avec les comptes annuels.

**DELOITTE & TOUCHE**  
 Réviseur d'entreprises

Benoît Schaus  
 Administrateur

Arno Schleich  
 Administrateur

Le 6 mars 2000





## BILAN AU 31 DECEMBRE 1999

ACTIF			(en francs)
	<u>Notes</u> <sup>(*)</sup>	1998	1999
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices des chèques postaux		2.918.696.275	8.869.698.149
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la Banque centrale:	5.13.	172.739.999.018	199.257.609.627
- effets publics et valeurs assimilées		172.739.999.018	199.257.609.627
Créances sur les établissements de crédit:	5.1., 5.15.	397.354.118.294	378.514.014.721
a. à vue		43.996.675.393	23.292.934.032
b. autres créances		353.357.442.901	355.221.080.689
Créances sur la clientèle	5.1., 5.15.	234.738.029.150	252.539.392.863
Opérations de crédit-bail	5.1.	964.273.212	1.445.961.586
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe:	5.2., 5.10., 5.15.	231.492.487.537	287.606.759.194
a. des émetteurs publics		20.980.736.311	7.418.188.879
b. d'autres émetteurs		210.511.751.226	280.188.570.315
Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable	5.3.	8.675.701.130	10.207.591.171
Participations	5.4., 5.9., 5.10.	3.240.256.379	3.232.480.354
Parts dans des entreprises liées	5.5., 5.9., 5.10.	263.288.219	264.885.445
Actifs incorporels	5.6., 5.10.	709.091	354.547
Actifs corporels	5.7., 5.10.	9.269.052.059	9.179.604.107
Autres actifs	5.8.	6.415.707.949	6.076.658.452
Comptes de régularisation	5.11.	20.701.960.765	33.003.479.930
<b>TOTAL ACTIF</b>	5.16.	<b>1.088.774.279.078</b>	<b>1.190.198.490.146</b>

## HORS-BILAN

Passifs éventuels	7.1.	17.777.631.917	23.086.280.317
dont: - acceptations et engagements par endos d'effets réescomptés		123.752.780	-
- cautionnements et actifs donnés en garantie		13.174.859.592	18.205.923.434

(\*) les notes renvoient à l'annexe



**PASSIF**

			(en francs)
	<u>Notes (*)</u>	1998	1999
Dettes envers les établissements de crédit:	6.1.	305.559.499.501	253.505.115.484
a. à vue		65.751.336.415	10.052.213.983
b. à terme ou à préavis		239.808.163.086	243.452.901.501
Dettes envers la clientèle:	6.1.	482.769.164.993	486.306.428.913
a. dépôts d'épargne		112.254.197.970	117.988.607.973
b. autres dettes			
à vue		82.273.864.294	77.859.213.930
à terme ou à préavis		288.241.102.729	290.458.607.010
Dettes représentées par un titre:	6.1.	215.512.491.465	346.343.037.373
a. bons et obligations en circulation		50.433.322.448	35.749.519.567
b. autres		165.079.169.017	310.593.517.806
Autres passifs	6.2.	16.697.590.203	18.886.403.023
Comptes de régularisation	6.3.	13.167.924.591	21.293.054.005
Provisions pour risques et charges:		3.910.996.293	5.079.934.860
a. provisions pour impôts		1.044.275.176	1.371.982.765
b. autres provisions		2.866.721.117	3.707.952.095
Passifs subordonnés	6.4.	18.157.499.940	22.753.509.730
Postes spéciaux avec une quote-part de réserves	6.5.	423.007.175	743.532.971
Fonds pour risques bancaires généraux		5.900.000.000	5.900.000.000
Capital	6.6.	7.000.000.000	7.000.000.000
Réserves		17.290.138.887	19.676.104.917
Résultat de l'exercice	3	2.385.966.030	2.711.368.870
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>6.8.</b>	<b>1.088.774.279.078</b>	<b>1.190.198.490.146</b>

**HORS-BILAN**

Engagements	7.2.	84.909.215.177	101.468.891.757
dont: - engagements résultant d'opérations de mise en pension		-	-
Opérations fiduciaires		55.319.854.024	92.556.515.934

(\*) les notes renvoient à l'annexe



## COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1999

	<u>Notes</u> <sup>(*)</sup>	1998	(en francs) 1999
Intérêts et produits assimilés		63.637.832.940	75.923.140.289
- sur valeurs mobilières à revenu fixe		19.761.691.031	24.430.112.367
Intérêts et charges assimilées		-55.296.692.076	-66.820.434.663
Revenus de valeurs mobilières		954.690.004	830.544.670
- revenus d'actions, de parts et d'autres valeurs mobilières à revenu variable		122.191.786	110.606.811
- revenus de participations		669.843.344	485.107.624
- revenus de parts dans des entreprises liées		162.654.874	234.830.235
Commissions perçues	8.2.	3.500.916.228	4.163.653.538
Commissions versées	8.2.	-1.476.465.751	-1.902.180.147
Résultat provenant d'opérations financières		1.077.517.541	1.065.034.212
Autres produits d'exploitation	8.3.	3.693.338.126	348.034.156
Frais généraux administratifs:		-6.348.953.075	-6.565.220.049
- frais de personnel	9.1., 9.2.	-4.448.348.678	-4.459.669.323
dont: salaires et traitements		-3.375.464.573	-3.549.538.464
charges sociales		-961.866.348	-796.272.922
dont: charges sociales couvrant les pensions		-799.056.955	-622.674.982
- autres frais administratifs		-1.900.604.397	-2.105.550.726
Corrections de valeur sur actifs incorporels et corporels		-1.155.399.017	-1.232.861.472
Autres charges d'exploitation	8.4.	-534.097.648	-484.977.059
Corrections de valeur sur créances et provisions pour passifs éventuels et pour engagements (montant net)		-2.066.081.256	-1.557.947.427
Corrections de valeur sur valeurs mobilières ayant le caractère d'immobilisations financières, sur participations et sur parts dans des entreprises liées (montant net)		-	-
Reprises de corrections de valeur sur valeurs mobilières ayant le caractère d'immobilisations financières, sur participations et sur parts dans des entreprises liées (montant net)		639.567.511	347.315.949
<b>A REPORTER:</b>		<b>6.626.173.527</b>	<b>4.114.101.997</b>

(\*) les notes renvoient à l'annexe



	<u>Notes</u> <sup>(*)</sup>	1998	(en francs) 1999
<b>REPORT:</b>		<b>6.626.173.527</b>	<b>4.114.101.997</b>
Dotations aux "postes spéciaux avec une quote-part de réserves" (montant net)		-98.093.342	-320.525.796
Dotations au fonds pour risques bancaires généraux		-3.400.000.000	-
Impôts sur le résultat provenant des activités ordinaires	8.5.	-642.403.963	-968.995.978
<b>Résultat provenant des activités ordinaires après impôts</b>		<b>2.485.676.222</b>	<b>2.824.580.223</b>
<i>Produits exceptionnels</i>	8.6.	8.010.375	25.667.626
<i>Charges exceptionnelles</i>	8.7.	-8.243.185	-12.504.134
Résultat exceptionnel		-232.810	13.163.492
Autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus		-99.477.382	-126.374.845
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>		<b>2.385.966.030</b>	<b>2.711.368.870</b>

**AFFECTATION DU BENEFICE DISPONIBLE (1)**

3

**BENEFICE DISPONIBLE**

(en francs)

Bénéfice reporté	-
Bénéfice de l'exercice	2.711.368.870

**TOTAL** **2.711.368.870**

**AFFECTATION DU BENEFICE**

Transfert aux réserves 2.711.368.870

Solde à reporter à nouveau -

**TOTAL** **2.711.368.870**

(\*) les notes renvoient à l'annexe

(1) loi du 24 mars 1989, article 39; règlement grand-ducal du 14 juin 1983



**ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 1999****NOTE 1****GENERALITES**

La Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg (ci-après "La Banque"), instituée par la loi du 21 février 1856 et régie par la loi du 24 mars 1989, est un établissement public autonome, doté de la personnalité juridique. Elle est placée sous la haute surveillance du membre du Gouvernement ayant le département du Trésor dans ses attributions.

Le siège de la Banque est à Luxembourg.

Dans les limites fixées par les lois et règlements applicables aux établissements de crédit, la Banque a pour objet de faire toutes opérations bancaires et financières ainsi que toutes opérations analogues, connexes ou accessoires à celles-ci.

**NOTE 2****PRINCIPALES METHODES COMPTABLES**

Les méthodes comptables de la Banque sont conformes à la réglementation en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg et notamment à la loi du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des établissements de crédit.

L'exercice social coïncide avec l'année civile.

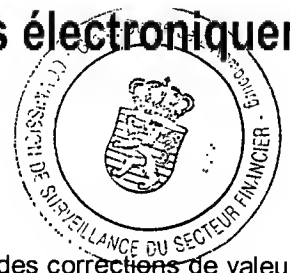
Par application de l'article 83 de la loi précitée, la Banque n'a pas établi de comptes consolidés au 31 décembre 1999 compte tenu de la faible importance des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation.

**2.1. ACTIFS IMMOBILISES****2.1.1. ACTIFS INCORPORELS**

Les actifs incorporels sont comptabilisés au bilan au prix d'acquisition ou au coût de revient, diminué des corrections de valeur cumulées.

Les corrections de valeur sur actifs incorporels sont calculées de manière linéaire au taux annuel de 20%.





### 2.1.2. ACTIFS CORPORELS

Les actifs corporels sont repris au bilan au prix d'acquisition ou au coût de revient, diminué des corrections de valeur cumulées.

Les corrections de valeur sur les constructions sont calculées de manière linéaire au taux de 2% l'an.

Les corrections de valeur sur les installations techniques, le matériel et le mobilier sont calculées de manière linéaire à des taux tenant compte de la durée de vie estimée des biens. Les taux d'amortissement pour les postes les plus importants sont les suivants:

logiciels	33,3%
matériel informatique	25,0%
matériel de transport	20,0%
installations de sécurité	12,5%
matériel de bureau	10,0%

Le matériel et le mobilier dont le prix d'acquisition ne dépasse pas 35.000 francs ou dont la durée usuelle d'utilisation est inférieure à une année est directement repris dans les charges de l'exercice.

### 2.1.3. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe sont enregistrées au coût d'acquisition. Les participations et les parts dans des entreprises liées ayant le caractère d'immobilisations sont évaluées au plus bas du prix d'acquisition ou du prix du marché. Les dépréciations constatées font l'objet de corrections de valeur.

En vertu des dispositions de l'article 56 de la loi du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels des établissements de crédit, la Banque a opté pour l'évaluation au prix d'acquisition des effets publics et des valeurs mobilières à revenu fixe faisant partie du portefeuille des immobilisations financières (dont "Asset Swaps"). Lorsque les conditions requises par la législation pour l'évaluation au prix d'acquisition ne sont pas respectées, les méthodes du "lower of cost or market" ou du "Beibehaltungsprinzip" sont d'application.

L'agio (différence positive entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement des titres) et le disagio (différence négative entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement) sont respectivement amortis et proratisés sur la durée de détention des titres. L'amortissement de l'agio et la proratisation du disagio se font à travers les postes d'intérêts du compte de profits et pertes et les comptes de régularisation du bilan.

En ce qui concerne les valeurs mobilières émises sur base escomptée, le coût d'acquisition est majoré des intérêts courus non échus.

## 2.2. ACTIFS CIRCULANTS

### 2.2.1. OBLIGATIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU FIXE

Les valeurs mobilières autres que celles destinées à servir de façon durable à l'activité de la Banque sont considérées comme des actifs circulants.

Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe sont enregistrées au coût d'acquisition. En ce qui concerne les valeurs mobilières émises sur base escomptée, le coût d'acquisition est majoré des intérêts courus non échus.

L'évaluation se fait au plus bas du prix d'acquisition ou du prix du marché, c'est-à-dire avec constitution de corrections de valeur lorsque la valeur d'évaluation des titres est inférieure à leur prix d'acquisition. La valeur d'évaluation est définie comme étant le cours boursier du jour de l'établissement des comptes annuels ou, à défaut, la valeur probable de réalisation ou le cours qui reflète le mieux la valeur intrinsèque des titres détenus.

Les plus-values non réalisées sont négligées.

L'agio (différence positive entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement des titres) est amorti sur la durée de détention des titres. L'amortissement de l'agio se fait à travers les postes d'intérêts du compte de profits et pertes et les comptes de régularisation du bilan.

En ce qui concerne les certificats du Trésor belge, la différence entre la valeur d'émission (d'acquisition) et la valeur de remboursement (de cession) constitue le seul revenu sur cette catégorie de titres. Le revenu en question est réparti sur la durée de détention des titres sous forme d'intérêts composés venant augmenter leur valeur comptable. Au 31 décembre 1999, la valeur comptable ainsi réajustée est très proche de la valeur d'évaluation, ce qui rend inutile la constitution de corrections de valeur.

Le montant de l'exercice 1998 renseigné à la rubrique "Intérêts et produits assimilés sur valeurs mobilières à revenu fixe" a été ajusté afin d'assurer la comparabilité des chiffres.

#### **2.2.2. ACTIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU VARIABLE**

Les actions et autres valeurs mobilières à revenu variable sont reprises au bilan à leur prix d'acquisition, y compris tous les frais accessoires. Ces titres sont évalués suivant le "Beibehaltungsprinzip", c'est-à-dire avec maintien des corrections de valeur antérieurement constituées, lorsque celles-ci s'avèrent supérieures à celles qui auraient dû être constituées par application de la méthode d'évaluation au "lower of cost or market" à la clôture de l'exercice. Dans tous les autres cas de figure, l'évaluation se fait au plus bas du prix d'acquisition ou du prix de marché, c'est-à-dire avec constitution de corrections de valeur, lorsque la valeur d'évaluation des titres est inférieure à leur prix d'acquisition.

Les plus-values non réalisées sont négligées.

#### **2.2.3. CREANCES**

Les prêts et crédits sont renseignés à leur valeur nominale, les intérêts courus et non échus étant enregistrés au poste "Comptes de régularisation" qui figure à l'actif du bilan. Pour les créances jugées douteuses, la Banque constitue des corrections de valeur spécifiques qui sont déduites des postes d'actif concernés.

#### **2.2.4. OPERATIONS DE CREDIT-BAIL**

Les créances résultant des opérations de crédit-bail sont renseignées à leur valeur nette, c'est-à-dire à la valeur d'acquisition diminuée des corrections de valeur cumulées des biens faisant l'objet des opérations de crédit-bail. La part des loyers perçus sur ces opérations, représentant la rémunération du capital, est comptabilisée au compte de profits et pertes.

#### **2.2.5. CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES DOUTEUSES ET CREANCES IRRECUPERABLES**

La Banque a pour politique de constituer des corrections de valeur spécifiques destinées à couvrir les risques de pertes et de non-recouvrement sur les créances en portefeuille.



Les corrections de valeur qui en résultent viennent en déduction des postes de l'actif concernés, tandis que les provisions portant sur les postes du hors-bilan sont renseignées au passif à la rubrique "Provisions pour risques et charges: autres provisions".

### **2.3. PRIX D'ACQUISITION DES ELEMENTS D'ACTIF DE MEME CATEGORIE**

Le mode d'évaluation appliqué par la Banque aux éléments de même catégorie est celui des prix moyens pondérés.

### **2.4. FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX**

En accord avec l'article 63 de la loi sur les comptes des banques, la Banque a constitué un fonds destiné à la couverture des risques bancaires généraux. Ce fonds est renseigné séparément au passif du bilan. Les dotations au "Fonds pour risques bancaires généraux" ne sont pas déductibles fiscalement.

### **2.5. CONVERSION DES DEVISES**

Le capital social de la Banque est exprimé en francs luxembourgeois et la comptabilité est tenue dans cette monnaie.

Les postes de l'actif et du passif libellés dans une devise autre que le franc luxembourgeois sont convertis en francs aux cours de change au comptant en vigueur à la date du bilan.

Les différences de change qui résultent de cette conversion sont enregistrées en compte de profits et pertes pour autant qu'elles ne proviennent pas de postes couverts expressément par une opération de change à terme.

Les revenus et charges en devises sont convertis en francs luxembourgeois aux cours de change applicables à la date de leur comptabilisation.

Les postes au comptant couverts par des opérations à terme, de même que les postes à terme couverts au comptant sont considérés comme neutres par rapport aux fluctuations des cours de change des devises. La différence d'évaluation qui peut en découler est neutralisée sans que le résultat de l'exercice en soit affecté.

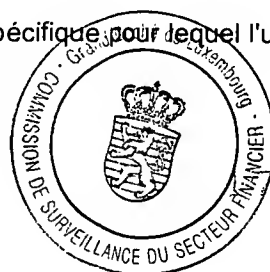
Les postes en devises à terme non couverts au comptant et non échus à la date de clôture sont évalués sur base des cours de change valables pour le terme restant à courir à la date du bilan. Les moins-values résultant de ces évaluations sont provisionnées, tandis que les plus-values sont négligées.

### **2.6. INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES**

Les engagements éventuels de la Banque qui résultent des instruments financiers dérivés tels que swaps de taux d'intérêt, forward rate agreements, financial futures et options sont enregistrés à la date de transaction dans les comptes du hors-bilan.

A la date du bilan, une provision est constituée pour les moins-values individuelles non réalisées constatées lors de l'évaluation au cours du marché des transactions non encore venues à échéance. Cette provision est enregistrée sous le poste "Provisions pour risques et charges: autres provisions". Les plus-values non réalisées sont négligées.

Dans le cas où l'instrument financier couvre un poste d'actif ou de passif spécifique pour lequel l'unité économique est établie, aucune provision n'est constituée.





## **2.7. PROVISION FORFAITAIRE**

Dans le cadre des limites admises par la législation fiscale luxembourgeoise, la Banque a prévu la constitution d'une provision forfaitaire visant à couvrir les pertes éventuelles sur les actifs à risques. Cette provision a pour objectif la couverture des risques probables mais non encore identifiés au moment de l'établissement des comptes annuels.

La partie de la provision forfaitaire qui se rapporte au bilan vient en déduction des postes de l'actif, alors que la partie qui se rapporte aux postes de hors-bilan est enregistrée sous forme d'une provision pour risques et charges au passif du bilan à la rubrique "Provisions pour risques et charges: autres provisions".

## **NOTE 3**

### **AFFECTATION DU BENEFICE DISPONIBLE**

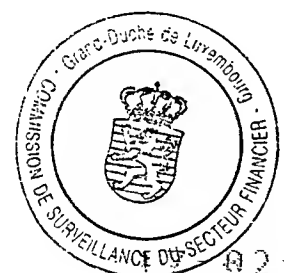
En vertu de l'article 39 de la loi du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, et du règlement grand-ducal du 14 juin 1983 concernant l'affectation du bénéfice disponible de la Banque, le bénéfice net de l'exercice 1999 de 2.711 millions de francs (2.386 millions de francs en 1998) est à affecter à la réserve libre.

Lors de cette affectation, un compte de réserve libre spécial est à alimenter pour un montant correspondant au quintuple de l'impôt sur la fortune imputé sur l'impôt sur le revenu des collectivités de l'exercice 1999. Suivant les dispositions de l'article 174bis de la loi concernant l'impôt sur le revenu, ce compte de réserve au bilan restera bloqué pour une période de 5 ans.

## **NOTE 4**

### **ASSOCIATION POUR LA GARANTIE DES DEPOTS**

En date du 25 septembre 1989, la Banque a adhéré en tant qu'associé à l'"Association pour la garantie des dépôts, Luxembourg" (AGDL) ayant pour objectif exclusif de constituer un système de garantie mutuelle des dépôts en faveur des clients personnes physiques et petites sociétés des établissements de crédit membres de l'association. Au 31 décembre 1999, la Banque a constitué une provision pour les engagements éventuels futurs liés à son adhésion à l'AGDL.



**NOTE 5****RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DE L'ACTIF****5.1. ANALYSE D'UNE PARTIE DES POSTES DE L'ACTIF*****Créances sur les établissements de crédit***

Les créances, autres que celles à vue, sur les établissements de crédit se répartissent selon les durées résiduelles suivantes:

	31.12.1998	31.12.1999
	en millions de francs	
Jusqu'à trois mois	232.111	225.771
Plus de trois mois à un an	89.769	96.591
Plus d'un an à cinq ans	26.523	24.995
Plus de cinq ans	4.954	7.864
<b>Total</b>	<b>353.357</b>	<b>355.221</b>

Les créances, à vue et à terme, sur les établissements de crédit incluent:

	31.12.1998	31.12.1999
	en millions de francs	
Créances sur des entreprises liées	-	-
Créances sur des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	18	5.544

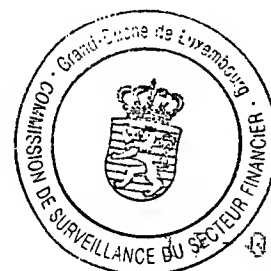
***Créances sur la clientèle***

Les créances sur la clientèle se répartissent selon leur durée résiduelle de la façon suivante:

	31.12.1998	31.12.1999
	en millions de francs	
Jusqu'à trois mois	26.090	28.872
Plus de trois mois à un an	15.684	13.428
Plus d'un an à cinq ans	49.438	63.441
Plus de cinq ans	143.526	146.798
<b>Total</b>	<b>234.738</b>	<b>252.539</b>

Sont incluses sous ce poste

	31.12.1998	31.12.1999
	en millions de francs	
Créances sur des entreprises liées	262	389
Créances sur des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	12.144	10.859



Les avances et crédits accordés aux membres des organes d'administration et de direction de la Banque se présentent comme suit:

	31.12.1998	31.12.1999
	en millions de francs	
Organe d'administration	45	20
Organe de direction (5 directeurs)	18	21
<b>Total</b>	<b>63</b>	<b>41</b>

#### **Opérations de crédit-bail**

Les opérations de crédit-bail se décomposent selon les durées résiduelles suivantes:

	31.12.1998	31.12.1999
	en millions de francs	
Jusqu'à trois mois	35	32
Plus de trois mois à un an	65	66
Plus d'un an à cinq ans	657	761
Plus de cinq ans	207	587
<b>Total</b>	<b>964</b>	<b>1.446</b>

Ces opérations se répartissent de la façon suivante entre les établissements de crédit et la clientèle:

	31.12.1998	31.12.1999
	en millions de francs	
Opérations avec des établissements de crédit	1	2
Opérations avec la clientèle	963	1.444
<b>Total</b>	<b>964</b>	<b>1.446</b>

Celles-ci incluent des opérations sur:

	31.12.1998	31.12.1999
	en millions de francs	
Créances sur des entreprises liées	-	-
Créances sur des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	1	6



**5.2. OBLIGATIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU FIXE**

Ce poste comprend les titres de créance considérés ou non comme des immobilisations financières, cotés en bourse ou susceptibles de l'être, et émis par des établissements de crédit, des entreprises ou des organismes publics, dans la mesure où ils ne sont pas déjà intégrés dans un autre poste du bilan.

a. Les titres ayant une durée de vie résiduelle inférieure à un an représentent un montant net de 104.163 millions de francs au 31 décembre 1999, contre 71.360 millions de francs au 31 décembre 1998.

b. Les valeurs mobilières cotées et non cotées sont ventilées comme suit:

	31.12.1998	31.12.1999
	en millions de francs	
Valeurs admises à une cote officielle	154.874	171.915
Valeurs non admises à une cote officielle	76.618	115.692
<b>Total</b>	<b>231.492</b>	<b>287.607</b>

c. Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe sont considérées comme des immobilisations financières lorsqu'elles sont destinées à servir de façon durable à l'activité de la Banque. Le caractère durable a été défini par le Comité de direction comme l'intention d'une détention à long terme ou jusqu'à l'échéance des titres. Les autres titres font partie des portefeuilles de négociation et de placement.

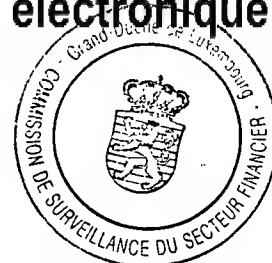
La répartition des "Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe" entre les titres présentant le caractère d'immobilisations financières et ceux considérés comme faisant partie des actifs circulants se présente comme suit:

	31.12.1998	31.12.1999
	en millions de francs	
Titres du portefeuille des immobilisations financières	175.650	208.097
Titres des portefeuilles de négociation et de placement	55.842	79.510
<b>Total</b>	<b>231.492</b>	<b>287.607</b>

d. Les créances détenues sur des entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation, rattachées à ce poste, sont réparties de la façon suivante:

	31.12.1998	31.12.1999
	en millions de francs	
Créances sur des entreprises liées	-	-
Créances sur des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	292	293
<b>Total</b>	<b>292</b>	<b>293</b>





### 5.3. ACTIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU VARIABLE

Ce poste comprend des actions, parts sociales, parts d'organismes de placement collectif et d'autres valeurs à revenu variable cotées ou non en bourse.

Les actions et autres valeurs mobilières à revenu variable, cotées et non cotées, sont ventilées comme suit:

	31.12.1998	31.12.1999
	en millions de francs	
Valeurs admises à une cote officielle	6.461	7.143
Valeurs non admises à une cote officielle	2.215	3.065
<b>Total</b>	<b>8.676</b>	<b>10.208</b>

L'application du "Beibehaltungsprinzip" a permis à la Banque de conserver des corrections de valeur constituées antérieurement pour un montant de 175 millions de francs au 31 décembre 1999 (73 millions de francs au 31 décembre 1998).

### 5.4. PARTICIPATIONS

a. Les participations cotées et non cotées sont ventilées comme suit:

	31.12.1998	31.12.1999
	en millions de francs	
Valeurs admises à une cote officielle	619	625
Valeurs non admises à une cote officielle	2.621	2.607
<b>Total</b>	<b>3.240</b>	<b>3.232</b>

b. Les participations dans des établissements de crédit représentent un montant de 27 millions de francs aux 31 décembre 1999 et 1998.

### 5.5. PARTS DANS DES ENTREPRISES LIEES

a. Les parts dans des entreprises liées cotées et non cotées sont ventilées comme suit:

	31.12.1998	31.12.1999
	en millions de francs	
Valeurs admises à une cote officielle	-	-
Valeurs non admises à une cote officielle	263	265
<b>Total</b>	<b>263</b>	<b>265</b>

b. Aux 31 décembre 1999 et 1998, la Banque ne détient pas de parts dans des entreprises liées qui sont des établissements de crédit.

### 5.6. ACTIFS INCORPORELS

Le poste des actifs incorporels comprend des droits d'entrée et des fonds de commerce acquis à titre onéreux.

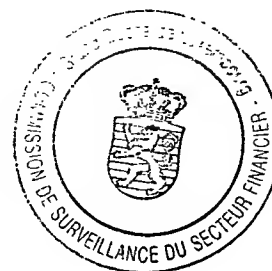
**5.7. ACTIFS CORPORELS**

Les terrains et constructions utilisés par la Banque dans le cadre de son activité propre sont intégrés dans le poste des actifs corporels pour un montant net (prix d'acquisition moins corrections de valeur cumulées) de 7.108 millions de francs au 31 décembre 1999, contre 7.013 millions de francs au 31 décembre 1998.

**5.8. AUTRES ACTIFS**

Ce poste se décompose de la façon suivante:

	31.12.1998	31.12.1999
	en millions de francs	
Valeurs à recevoir à court terme	460	372
Investissement du fonds de pension	5.058	5.233
Métaux précieux	25	5
Autres	873	467
<b>Total</b>	<b>6.416</b>	<b>6.077</b>



# **5.9. ENTREPRISES DANS LESQUELLES LA BANQUE DETIENT AU MOINS VINGT POUR CENT DU CAPITAL**

Dénomination et siège	Parts détenues en %	Comptes annuels arrêtés au	Unités monét.	Fonds propres (*) millions devise du bilan	Résultat de l'exercice (*)
Bourbon Immobilière S.A., Luxembourg	99,90	31.12.98	LUF	12	5
Luxembourg State and Savings Bank Trust Company S.A., Luxembourg	99,90	31.12.98	LUF	70	27
BCEE Ré S.A., Luxembourg	99,90	31.12.98	LUF	100	-
Luxbond Advisory S.A., Luxembourg	93,73	31.12.98	LUF	3	152
Lux-Garantie Advisory S.A., Luxembourg	91,43	30.09.99	LUF	3	1
Lux-Croissance Advisory S.A., Luxembourg	86,23	30.09.99	LUF	3	90
Luxcash Advisory S.A., Luxembourg	84,00	31.12.98	EUR	0,08	0,8
Lux-World Fund Advisory S.A., Luxembourg	82,37	30.09.99	LUF	3	29
La Luxembourgeoise-Vie S.A. d'Assurances, Luxembourg	40,00	31.12.98	LUF	1.178	157
La Luxembourgeoise S.A. d'Assurances, Luxembourg	40,00	31.12.98	LUF	1.537	389
Europay Luxembourg S.C., Luxembourg	30,20	31.12.98	LUF	49	-9
Com 2i S.A., Luxembourg	30,00	31.12.98	LUF	4	-1
Cetrel, Centre de Transferts Electroniques, S.C., Luxembourg	29,39	31.12.98	LUF	193	6
Parking du Théâtre S.A., Luxembourg	26,29	31.12.98	LUF	34	9
Société de la Bourse de Luxembourg S.A., Luxembourg	22,86	31.12.98	LUF	830	106
Visalux S.C., P. Nom, Luxembourg	23,28	31.12.98	LUF	43	-17
Société Nationale de Contrôle Technique S.à r.l., Luxembourg	20,00	31.12.98	LUF	124	33

(\*) Données extraites des derniers comptes disponibles

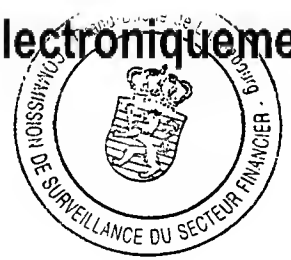


**5.10. MOUVEMENTS DES ACTIFS IMMOBILISES**

Les mouvements enregistrés au cours de l'exercice 1999 sur les postes de l'actif immobilisé se présentent comme suit:







IMMOBILISATIONS	Corrections de valeur à la clôture de l'exercice							
POSTES	Valeur brute au début de l'exercice	Entrées	Sorties	Ecart de change	Valeur brute à la clôture de l'exercice	Corrections cumulées	Reprises cumulées	Valeur nette à la clôture de l'exercice
Immobilisations financières								
Participations	3 458 869 381	-	24 049 356	13 857 895	3 448 877 900			
Parts dans des entreprises liées	265 308 022	2 251 014	82 005	-	267 477 031			
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	177 814 136 781	86 249 713 397	71 203 058 233	17 899 539 971	210 760 331 916	2 882 974 029		
Total des Immobilisations financières	181 538 314 164	86 251 964 411	71 227 189 594	17 913 397 866	214 476 486 847	2 882 974 029		211 593 512 818
Actifs incorporels								
Fonds de commerce acquis à titre onéreux	69 432 534	-	69 432 534	-	-			
Autres actifs incorporels	33 509 987		31 691 785		1 818 182	1 463 636		354 546
Total des Actifs incorporels	102 942 501	-	101 124 319	-	1 818 182	1 463 636		354 546
Actifs corporels								
Terrains et constructions	8 926 837 621	389 448 047	151 140 706		9 165 144 962	1 952 732 892		7 212 412 070
Installations techniques	4 687 601 533	890 585 084	558 503 370		4 999 683 247	3 673 463 589	558 503 370	1 884 723 028
Autres installations, outillage et mobilier	252 473 379		3 103 375		249 370 004	166 900 992		82 469 012
Total des Actifs corporels	13 846 912 533	1 280 033 131	712 747 451		14 414 198 213	5 793 097 473	558 503 370	9 179 604 110
TOTAL DES ACTIFS IMMOBILISES	195 488 169 198	87 531 997 542	72 041 061 364	17 913 397 866	228 892 503 242	8 119 031 768		220 773 471 474

**5.11. COMPTES DE REGULARISATION - ACTIF**

Le disagio cumulé comptabilisé aux comptes de régularisation à l'actif du bilan se chiffre à 490 millions de francs au 31 décembre 1999, contre 431 millions de francs au 31 décembre 1998.

En ce qui concerne les émissions propres de la Banque du type "Discounted Debentures", la différence positive entre le montant à rembourser à l'échéance finale des titres émis et le montant actualisé au 31 décembre 1999 se chiffre à 1.937 millions de francs, contre 1.123 millions de francs au 31 décembre 1998.

**5.12. OPERATIONS FIDUCIAIRES PORTANT SUR DES POSTES DE L'ACTIF**

Les actifs liés à des opérations fiduciaires non expressément soumises au règlement grand-ducal du 19 juillet 1983 représentent un montant total de 138 millions de francs au 31 décembre 1999 (78 millions de francs au 31 décembre 1998) et concernent principalement le poste "Créances sur établissements de crédit" pour un montant de 86 millions de francs (75 millions de francs au 31 décembre 1998) ainsi que le poste "Créances sur la clientèle" pour un montant de 52 millions de francs (3 millions de francs au 31 décembre 1998).

**5.13. OPERATIONS DE MISE EN PENSION**

Les actifs ayant fait l'objet de conventions de vente avec rachat ferme se présentent comme suit:

	31.12.1998	31.12.1999
	en millions de francs	
Effets publics	26.483	19.512

**5.14. ACTIFS DONNES EN GARANTIE**

Les actifs donnés en garantie pour compte propre représentent un montant de 116.929 millions de francs au 31 décembre 1999, contre 8.193 millions de francs au 31 décembre 1998.

**5.15. ACTIFS SUBORDONNES**

Les actifs présentant un caractère subordonné détenus par la Banque se répartissent de la façon suivante

	31.12.1998	31.12.1999
	en millions de francs	
Créances sur des établissements de crédit	2.353	1.894
Créances sur la clientèle	2.613	4.596
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	2.953	3.045
<b>Total</b>	<b>7.919</b>	<b>9.535</b>

Au 31 décembre 1999, il n'existe pas de créances subordonnées sur des entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation.



**5.16. ACTIFS LIBELLES EN DEVISES**

Les actifs libellés en devises autres que le franc luxembourgeois représentent un montant de 940.533 millions de francs au 31 décembre 1999, contre 593.973 millions de francs au 31 décembre 1998.

Ce chiffre inclut la partie comptant d'opérations liées pour lesquelles la couverture se trouve dans les opérations de change à terme.



**NOTE 6****RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DU PASSIF****6.1. ANALYSE D'UNE PARTIE DES POSTES DE PASSIF*****Dettes envers des établissements de crédit à terme ou à préavis***

Les dettes à terme ou à préavis se répartissent selon leur durée résiduelle comme suit:

	31.12.1998	31.12.1999
	en millions de francs	
Jusqu'à trois mois	193.043	195.043
Plus de trois mois à un an	42.393	40.407
Plus d'un an à cinq ans	1.796	2.279
Plus de cinq ans	2.576	5.724
<b>Total</b>	<b>239.808</b>	<b>243.453</b>

Les dettes envers les établissements de crédit, à vue, à terme ou à préavis, incluent:

	31.12.1998	31.12.1999
	en millions de francs	
Dettes sur des entreprises liées	-	-
Dettes sur des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	8.365	25

***Dettes envers la clientèle: dépôts d'épargne***

Les dépôts d'épargne se répartissent dans les catégories suivantes:

	31.12.1998	31.12.1999
	en millions de francs	
A vue	107.626	114.361
A terme	4.628	3.628
<b>Total</b>	<b>112.254</b>	<b>117.989</b>

Les dépôts d'épargne à terme se répartissent selon leur durée résiduelle de la façon suivante:

	31.12.1998	31.12.1999
	en millions de francs	
Jusqu'à trois mois	587	461
Plus de trois mois à un an	926	765
Plus d'un an à cinq ans	1.255	2.030
Plus de cinq ans	1.860	372
<b>Total</b>	<b>4.628</b>	<b>3.628</b>

Aux 31 décembre 1999 et 1998, il n'existe pas de dépôts d'épargne au nom d'entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation.



**Dettes envers la clientèle: autres dettes à terme ou à préavis**

Les autres dettes à terme ou à préavis envers la clientèle se répartissent comme suit:

	31.12.1998	31.12.1999
	en millions de francs	
Jusqu'à trois mois	226.165	235.443
Plus de trois mois à un an	53.671	48.526
Plus d'un an à cinq ans	5.015	4.787
Plus de cinq ans	3.390	1.703
<b>Total</b>	<b>288.241</b>	<b>290.459</b>

Les dettes envers la clientèle, à vue, à terme ou à préavis, incluent:

	31.12.1998	31.12.1999
	en millions de francs	
Dettes sur des entreprises liées	580	828
Dettes sur des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	7.413	7.699

**Dettes représentées par un titre**

Les dettes représentées par un titre, classées dans la rubrique "Bons et obligations en circulation", ayant une durée de vie résiduelle inférieure à un an se chiffrent à 18.405 millions de francs au 31 décembre 1999 contre 27.841 millions de francs au 31 décembre 1998.

Les dettes représentées par un titre, classées dans la rubrique "Autres", sont ventilées de la façon suivante:

	31.12.1998	31.12.1999
	en millions de francs	
Jusqu'à trois mois	100.546	191.306
Plus de trois mois à un an	25.784	50.113
Plus d'un an à cinq ans	9.806	19.860
Plus de cinq ans	28.943	49.315
<b>Total</b>	<b>165.079</b>	<b>310.594</b>



**6.2. AUTRES PASSIFS**

Ce poste se décompose de la façon suivante:

	31.12.1998	31.12.1999
	en millions de francs	
Valeurs à payer à court terme	10.986	12.643
Créanciers privilégiés ou garantis	289	315
Créanciers divers	43	70
Fonds de pension en faveur du personnel	5.058	5.232
Autres	322	626
<b>Total</b>	<b>16.698</b>	<b>18.886</b>

**6.3. COMPTES DE REGULARISATION - PASSIF**

Au 31 décembre 1999, l'agio cumulé comptabilisé aux comptes de régularisation au passif du bilan se chiffre à 1.146 millions de francs (629 millions de francs au 31 décembre 1998) pour le portefeuille des immobilisations financières et à 751 millions de francs (416 millions de francs au 31 décembre 1998) pour le portefeuille de placement.

**6.4. PASSIFS SUBORDONNES**

Le détail des emprunts obligataires subordonnés en cours au 31 décembre 1999 se présente comme suit:

	Devise	Montant nominal en millions de francs	Taux	Date d'échéance
Emprunt 1992-2000	LUF	1.500	9,000%	10.07.2000
Emprunt 1992-2000	LUF	500	8,125%	27.11.2000
Emprunt 1993-2001	LUF	1.000	7,250%	08.06.2001
Emprunt 1993-2003	LUF	1.000	7,000%	26.11.2003
Emprunt 1994-2004	LUF	1.200	7,875%	28.07.2004
Emprunt 1994-2004	LUF	1.500	8,375%	02.12.2004
Emprunt 1995-2005	LUF	2.000	7,000%	07.11.2005
Emprunt 1996-2006	LUF	2.000	Step-up	31.07.2006
Emprunt 1997-2007	LUF	2.000	6,000%	28.11.2007
Emprunt 1998-2008	USD	4.020	Fl. Rate	18.03.2008
Emprunt 1998-2008	LUF	2.000	Step-up	10.09.2008
Emprunt 1999-2009	EUR	3.227	Fl. Rate	06.05.2009
Emprunt 1999-2014	EUR	807	Fl. Rate	06.05.2014
<b>Total</b>		<b>22.754</b>		

Les caractéristiques de ces emprunts sont les suivantes:

Conformément aux dispositions régissant ces emprunts et sous réserve de l'accord préalable de la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF), un remboursement anticipé est envisageable au cas où une modification des lois fiscales luxembourgeoises ou des traités auxquels le Grand-Duché est partie, ou une modification dans l'application de ces lois ou traités affecterait les paiements du principal et/ou des intérêts des obligations.

Le caractère subordonné de ces emprunts sous-entend que les obligations sont subordonnées à toutes autres dettes actuelles et futures de la Banque envers les tiers. Les obligations sont inférieures en rang à toutes dettes exigibles et même non exigibles de la Banque.



Au 31 décembre 1999, la partie assimilée aux fonds propres, conformément aux conditions et limites prévues par la réglementation bancaire en vigueur et les usances de la place, s'élève à 20.354 millions de francs, contre 16.557 millions de francs au 31 décembre 1998.

Les charges payées au cours de l'exercice au titre des passifs subordonnés se chiffrent à 1.203 millions de francs au 31 décembre 1999, contre 1.121 millions de francs au 31 décembre 1998 et sont comprises dans le poste "Intérêts et charges assimilées" du compte de profits et pertes.

#### **6.5. POSTES SPECIAUX AVEC UNE QUOTE-PART DE RESERVES**

Au 31 décembre 1999, le montant des plus-values de réinvestissement s'élève à 744 millions de francs, contre 423 millions de francs au 31 décembre 1998.

Ces plus-values résultent de l'application de l'article 54 de la loi concernant l'impôt sur le revenu.

Elles ont été réinvesties dans des immeubles en voie de construction et sont amorties linéairement au taux de 2% par année.

#### **6.6. CAPITAL**

Le montant du capital de la Banque est fixé à sept milliards de francs. Le capital appartient entièrement à l'Etat luxembourgeois.

#### **6.7. OPERATIONS FIDUCIAIRES PORTANT SUR DES POSTES DU PASSIF**

Les passifs liés à des opérations fiduciaires non expressément soumises au règlement grand-ducal du 19 juillet 1983 représentent un montant total de 138 millions de francs au 31 décembre 1999 (78 millions de francs au 31 décembre 1998) et concernent principalement le poste "Autres dettes à vue" pour un montant de 86 millions de francs (75 millions de francs au 31 décembre 1998) ainsi que le poste "Dettes envers les établissements de crédit" pour un montant de 52 millions de francs (3 millions de francs au 31 décembre 1998).

#### **6.8. PASSIFS LIBELLES EN DEVISES**

Les passifs libellés en devises autres que le francs luxembourgeois représentent un montant total de 751.465 millions de francs au 31 décembre 1999, contre 569.068 millions de francs au 31 décembre 1998.

Ce chiffre inclut la partie comptant d'opérations liées pour lesquelles la couverture se trouve dans les opérations de change à terme.



**NOTE 7****RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DU HORS-BILAN****7.1 PASSIFS EVENTUELS**

Les passifs éventuels se composent des postes suivants:

	31.12.1998	31.12.1999
	en millions de francs	
Garanties et autres substituts directs de crédit (y compris les obligations de rachat d'actifs)	7.227	9.382
Crédits documentaires	5.948	8.823
Garanties par endossement	124	-
Contre-garanties	4.433	4.809
Autres	46	72
<b>Total</b>	<b>17.778</b>	<b>23.086</b>

Aux 31 décembre 1999 et 1998, il n'existe pas de passifs éventuels à l'égard d'entreprises liées.

**7.2. ENGAGEMENTS**

a. Les engagements de la Banque se composent des postes suivants:

	31.12.1998	31.12.1999
	en millions de francs	
Achats à terme d'actifs	359	2.796
Ventes à terme d'actifs	268	2.258
Montants à libérer sur titres, participations et parts dans des entreprises liées	97	97
Crédits confirmés, non utilisés	80.445	89.394
Facilités d'émission de titres de créances	186	-
Règlement d'opérations au comptant	2.549	5.907
Autres	1.005	1.017
<b>Total</b>	<b>84.909</b>	<b>101.469</b>

Aux 31 décembre 1999 et 1998, la Banque n'a pas d'engagements à l'égard d'entreprises liées.

b. Parmi les engagements qui ne sont repris ni au bilan ni au hors-bilan, les engagements de la Banque de payer des loyers fixes pour des immeubles loués s'élèvent mensuellement à 7 millions de francs au 31 décembre 1999, contre 6 millions de francs au 31 décembre 1998.

**7.3. OPERATIONS A TERME NON ENCORE DENOUEES A LA DATE DE CLOTURE DU BILAN**

Le relevé des opérations à terme non encore dénouées à la date de clôture du bilan comprend les opérations suivantes:

Opérations liées aux taux de change:	- Opérations de change à terme (swaps, outright)
	- "Cross-currency interest rate swaps"
Opérations liées aux taux d'intérêt:	- "Interest rate swaps"
	- "Futures"
	- "Future" ou "Forward rate agreements"
	- "Options"



Achats et ventes à terme de valeurs mobilières.

Une partie significative des opérations est destinée à couvrir les effets des fluctuations dans les taux d'intérêt et dans les taux de change.

#### **7.4. SERVICES DE GESTION ET DE REPRESENTATION FOURNIS A DES TIERS**

La Banque assure au profit de tiers des services de gestion et de représentation, notamment la gestion de fortune, la conservation et l'administration de valeurs mobilières, la location de coffres, la représentation fiduciaire et des fonctions d'agent.

### **NOTE 8**

#### **RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DU COMPTE DE PROFITS ET PERTES**

##### **8.1. VENTILATION DES PRODUITS PAR MARCHE GEOGRAPHIQUE**

L'activité de la Banque se concentre avant tout sur les pays faisant partie de l'OCDE.

##### **8.2. COMMISSIONS PERCUES, COMMISSIONS VERSEES**

Le montant des ristournes obtenues pour 1999 s'élève à 2.136 millions de francs (1998: 1.831 millions de francs) et celui des ristournes accordées à 1.398 millions de francs (1998: 1.088 millions de francs).

##### **8.3. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION**

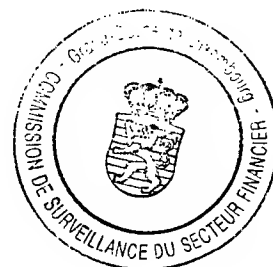
La rubrique "Autres produits d'exploitation" se décompose comme suit:

	31.12.1998	31.12.1999
	en millions de francs	
Reprise de la provision de passage à l'euro	-	90
Loyers provenant de la location des immeubles appartenant à la Banque	82	74
Recettes générées par l'ancien portefeuille de la		
Caisse d'Assurances de la Banque	54	23
Reprise de provisions pour impôts	-	82
Remboursement de TVA	41	-
Bénéfice sur vente de participation	3.391	1
Autres	125	78
<b>Total</b>	<b>3.693</b>	<b>348</b>

##### **8.4. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION**

La rubrique "Autres charges d'exploitation" se décompose comme suit:

	31.12.1998	31.12.1999
	en millions de francs	
Dotation de l'exercice à la provision AGDL	379	457
Provision de passage à l'euro	127	-
Autres	28	28
<b>Total</b>	<b>534</b>	<b>485</b>



**8.5. IMPOTS SUR LE RESULTAT PROVENANT DES ACTIVITES ORDINAIRES**

Au titre des exercices 1999 et 1998, la Banque a imputé l'impôt sur la fortune dû pour ces mêmes années d'imposition, sur l'impôt sur le revenu des collectivités. Afin de bénéficier de cet allègement de charge fiscale, la Banque s'engage à inscrire, avant la clôture de l'exercice qui suit l'imputation, à un poste de réserve un montant correspondant au quintuple de l'impôt sur la fortune imputé, et à maintenir cette réserve au bilan pendant les cinq années d'imposition qui suivent l'année de l'imputation.

Si cette réserve n'est pas maintenue jusqu'à la fin de cette période quinquennale (pour une raison autre que l'incorporation au capital), la charge fiscale sera augmentée pour l'année d'imposition en question à raison d'un cinquième du montant de la réserve utilisée.

La charge fiscale relative aux exercices 1999 et 1998 tient compte de cet engagement.

**8.6. PRODUITS EXCEPTIONNELS**

Les produits exceptionnels se chiffrent à 26 millions de francs au 31 décembre 1999 (8 millions de francs au 31 décembre 1998) et comprennent essentiellement des plus-values réalisées lors de la cession d'immeubles et de matériel.

**8.7. CHARGES EXCEPTIONNELLES**

Les charges exceptionnelles au 31 décembre 1998 concernent principalement une perte sur vente d'immeubles pour un montant de 12 millions de francs, contre 5 millions de francs au 31 décembre 1998.

**NOTE 9****AUTRES RENSEIGNEMENTS****9.1. PERSONNEL**

Le nombre des membres du personnel employé en moyenne au cours de l'exercice 1999 s'établit comme suit:

	31.12.1998	31.12.1999
	en millions de francs	
Direction	5	5
Employés	1.767	1.769
<i>dont: Cadres supérieurs</i>	118	128
<b>Total</b>	<b>1.772</b>	<b>1.774</b>



**9.2. ORGANES**

a. Les rémunérations allouées aux différents organes de la Banque au cours de l'exercice 1999 se ventilent de la façon suivante:

		31.12.1998	31.12.1999
		en millions de francs	
Organe d'administration	(9 administrateurs du 01.01. au 15.08.99; (8 administrateurs du 16.08. au 31.12.99)	2	2
Organe de direction	(5 directeurs)	24	24
<b>Total</b>		<b>26</b>	<b>26</b>

b. Le montant des engagements repris dans les charges de l'exercice 1999 en matière de pensions de retraite à l'égard des membres actuels des différents organes de la Banque se présente comme suit:

		31.12.1998	31.12.1999
		en millions de francs	
Organe de direction	(5 directeurs)	11	18
<b>Total</b>		<b>11</b>	<b>18</b>



**CHIFFRES CLES ET PRINCIPAUX DEVELOPPEMENTS****1. Chiffres clés en LUF**

	1997	1998	1999	Variation en %
		en millions de francs		1999/1998
SOMME DU BILAN	1.016.051	1.088.774	1.190.198	+9,3%
Dettes envers les établissements de crédit	251.350	305.559	253.505	-17,0%
Dettes envers la clientèle	545.428	482.769	486.306	+0,7%
Dettes représentées par un titre	144.979	215.512	346.343	+60,7%
Créances sur les établissements de crédit	386.767	397.354	378.514	-4,7%
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la Banque centrale	172.319	172.740	199.258	+15,4%
Créances sur la clientèle	225.501	234.738	252.539	+7,6%
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	188.338	231.492	287.607	+24,2%
FONDS PROPRES DE BASE (1) (tier 1 capital)	26.779	32.575	35.287	+8,3%
PRODUIT NET BANCAIRE (2)	10.951	12.398	13.260	+7,0%
Frais généraux administratifs	6.033	6.349	6.565	+3,4%
BENEFICE NET	2.152	2.386	2.711	+13,6%
CASH-FLOW (3)	5.324	9.489	5.961	-37,2%
CASH-FLOW HORS OPERATION SES 1998 (4)	5.324	5.912	5.961	+0,8%
RATIO D'ADEQUATION DES FONDS PROPRES	11,33%	12,94%	13,16%	-
EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL (en nombre de contrats)	1.770	1.772	1.773,5	+0,1%
EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL (en unités de travail)	1.652	1.635,5	1.627	-0,5%

- (1) Capital, réserves, fonds pour risques bancaires généraux, bénéfice net de l'exercice à affecter aux réserves moins actifs incorporels.
- (2) Résultat net sur intérêts et revenus assimilés, produit de valeurs mobilières à revenu variable, résultat net sur commissions, résultat provenant d'opérations financières.
- (3) Bénéfice net plus corrections de valeur nettes et dotations au fonds pour risques bancaires généraux.
- (4) Cash-flow moins plus-value sur vente d'un sixième des titres SES et dividende spécial SES en 1998.

## Organes de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat

L'organisation de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, premier institut financier du pays fondé en 1856, a été modernisée par la loi du 24 mars 1989 qui a défini les pouvoirs respectifs du Conseil d'Administration et du Comité de Direction. Suivant l'article 8 de cette loi organique "le Conseil d'Administration définit la politique générale de l'établissement et contrôle la gestion du Comité de Direction. Tous les actes tant d'administration que de disposition nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet de la Banque sont de la compétence du Comité de Direction, sous réserve des approbations requises en vertu de la présente loi".

### Conseil d'Administration

#### Président

M. Victor ROD , Directeur du Commissariat aux Assurances, Howald

#### Vice-Président

M. Armand BERCHEM , Administrateur Délégué de la Mutualité d'Aide aux Artisans  
et de la Fiduciaire des Petites et Moyennes Entreprises, Niederanven

#### Administrateurs

M. Georges DENNEWALD , Représentant du Personnel, Kehlen  
M. Jean HAMES , Représentant du Personnel, Luxembourg  
M. Marc ORIGER , Conseiller Economique 1re classe au Service Central de la  
Statistique et des Etudes Economiques, Luxembourg  
M. Gaston REINESCH , Administrateur Général, Ministère des Finances, Schiffflange  
M. Georges SCHMIT , Secrétaire Général au Ministère de l'Economie, Heffingen  
M. Fernand SPELTZ , Conseiller à la Chambre de Travail, Howald





## Commissaire de Surveillance

M. Jean GUILL , Directeur du Trésor, Luxembourg

## Comité de Direction

### Président

M. Raymond KIRSCH , Directeur Général, Steinsel

### Membres

M. Henri GERMEAUX , Directeur Général Adjoint, Luxembourg  
M. Jean-Paul KRAUS , Directeur, Bertrange  
M. Gilbert ERNST , Directeur, Luxembourg  
M. Jean-Claude FINCK , Directeur, Foetz

## Réviseur externe

Deloitte & Touche, Réviseurs d'Entreprises, Luxembourg.

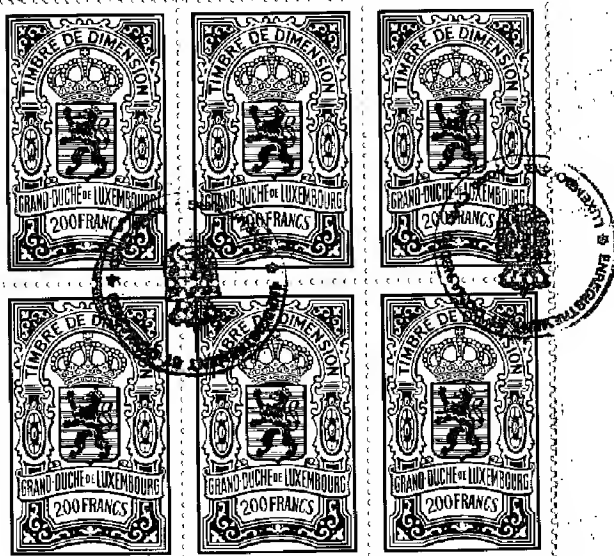
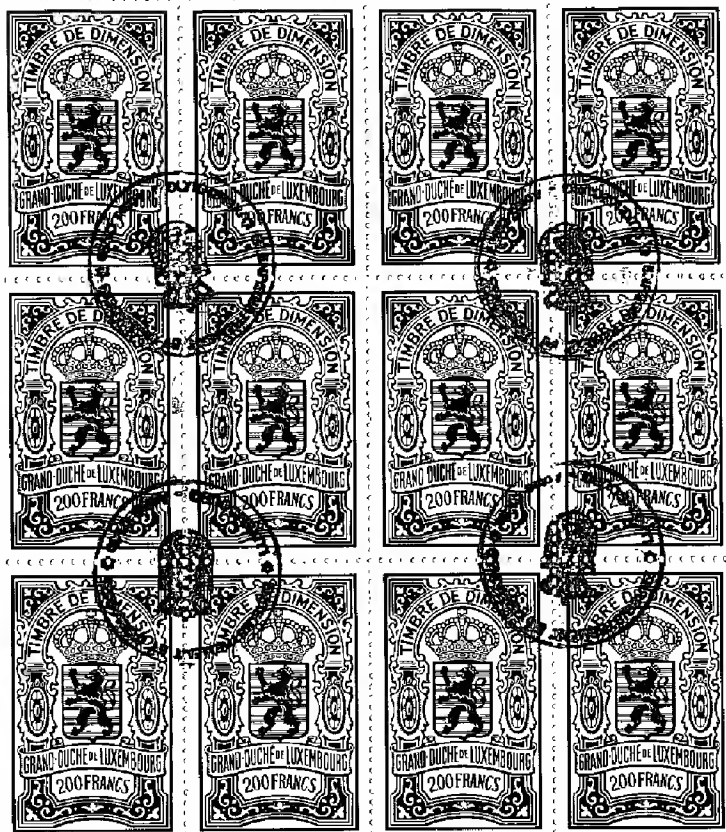
Approuvé par le Conseil d'Administration dans sa réunion du 15 mars 2000

Luxembourg, le 15 mars 2000

Pour le Conseil d'Administration

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'V' and 'R' intertwined, with a horizontal line extending from the bottom of the 'R'.

Victor ROD



Enregistré à Luxembourg A.C. le

17 AVR. 2000

Vol. 535 fol. 86 case 3

Reçu cinq cents francs (500.-)

Lé. Receveur,

Joseph MULLER

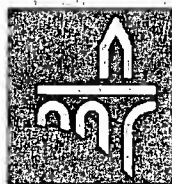
Déposé au registre de commerce  
et des sociétés de Luxembourg

le 28 AVR. 2000

le préposé,

B.30775

3700



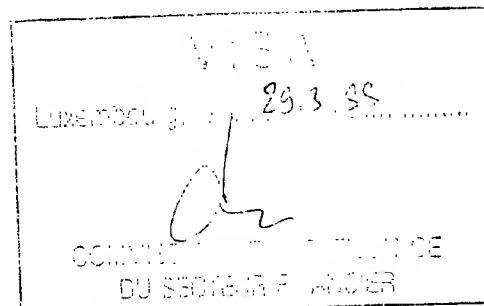
15634/99

# BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT LUXEMBOURG

**Siège Central:**  
**Luxembourg, 1, Place de Metz**

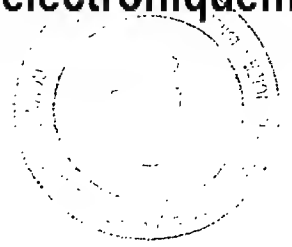
**R.C. Luxembourg No B 30775**

Etablissement public autonome, institué par la loi du 21 février 1856 (Mémorial 1, No 6, du 10 mars 1856) et régi par la loi du 24 mars 1989 (Mémorial A, No 16 du 28 mars 1989)



17-02-2011





## RAPPORT DE GESTION DE LA BANQUE

Tout comme lors des années précédentes, la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg (BCEE) a connu une progression significative de ses activités et de ses résultats financiers au cours de l'exercice 1998.

Le total du bilan s'est affiché à 1.088,8 milliards de francs au 31 décembre 1998, contre 1.016,1 milliards de francs un an plus tôt, soit une progression de 72,8 milliards de francs ou de 7,2%. La somme des fonds confiés à la BCEE par la clientèle tant nationale qu'internationale est passée, entre fin 1997 et fin 1998, de 955,5 milliards de francs à 1.022,0 milliards de francs (+66,5 milliards ou +7,0%).

Parmi ces fonds, les dépôts de la clientèle non bancaire sur comptes à vue, comptes à terme et comptes d'épargne ont atteint 482,8 milliards de francs, contre 545,4 milliards de francs à la fin de l'exercice 1997, soit une diminution de 11,5% qui s'explique avant tout par le gonflement exceptionnel et temporaire des dépôts à court terme de clients institutionnels à la fin de 1997. Les dépôts d'épargne affichent une régression de 2,2 milliards de francs ou de 1,9% par rapport à l'exercice 1997. La régression sur les produits de placement traditionnels traduit la préférence de la clientèle pour les titres et les sicav dans un contexte de baisse des taux d'intérêt. A cet égard, il convient de noter le succès remarquable des dettes représentées par un titre (bons de caisse, certificats de dépôt et titres du marché interbancaire) qui affichent une progression de 70,5 milliards de francs ou de 48,7%. Cette croissance exceptionnelle provient, en partie, de la réussite auprès des investisseurs institutionnels des programmes de "euromedium term notes", de "papier commercial européen" et de "papier commercial US".

Les placements et avances en provenance d'établissements de crédit luxembourgeois et étrangers ont augmenté de 54,2 milliards de francs ou de +21,6% pour atteindre 305,6 milliards de francs au 31 décembre 1998.

A l'actif, les créances sur la clientèle non bancaire ont marqué une augmentation de 9,3 milliards de francs ou de 4,1%, en évoluant de 226,4 milliards de francs au 31 décembre 1997 à 235,7 milliards de francs au 31 décembre 1998.

Consciente de sa mission traditionnelle dans le recyclage de l'épargne du public, la Banque a été particulièrement active dans le domaine des prêts au logement. En effet, l'encours dans ce secteur a progressé de plus de 4 milliards de francs ou de 4,2% pour dépasser les 109 milliards de francs au 31 décembre 1998. Dans ce contexte, il y a lieu de noter surtout la baisse continue des taux d'intérêts sur les prêts au logement depuis six ans (0,75% en 1993, 0,5% en 1994, 1,0% en 1995, 0,75% en 1996, 0,25% en 1997 et 0,35% en 1998).

Tout au long de l'exercice 1998, la Banque a continué à consacrer des efforts particuliers dans le domaine du logement social. La Banque a pu maintenir l'encours total des financements au taux social (4,0%) au niveau de 31,3 milliards de francs au 31 décembre 1998. A signaler, dans ce contexte, que 14.646 ménages bénéficient actuellement des conditions spéciales en vue du financement de leurs logements, soit environ un tiers de tous les bénéficiaires d'un prêt au logement.

Appuyée par une nette amélioration du climat d'investissement, la Banque a également développé son activité de prêts aux entreprises. Non seulement l'encours des prêts à destination professionnelle est en hausse (+2,5%); mais la BCEE a également pu améliorer la qualité de ses services dans ce secteur grâce à une approche commerciale multi-produits plus systématique.

Dans l'ensemble, l'encours total des prêts et crédits à l'économie nationale a progressé de 5,6 milliards de francs ou de 3,4% en 1998, contre un accroissement de respectivement 5,1 milliards ou 3,6% en 1997.

En passant de 387 milliards de francs fin 1997 à 398 milliards de francs fin 1998, les créances sur les établissements de crédit ont augmenté de 11 milliards de francs ou de 2,6%. En revanche, les actifs titrisés à revenu fixe ont progressé de 22,9,% pour s'établir au 31 décembre 1998 à 231 milliards contre 188 milliards un an plus tôt. Parallèlement, le portefeuille des effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale sont resté stable à 173 milliards au 31 décembre 1998 contre 172 milliards au 31 décembre 1997. (Ces chiffres s'entendent avant déduction des corrections de valeur).

Il convient de relever la progression des efforts visant à améliorer le rendement des opérations de trésorerie et à réduire en même temps les risques de taux d'intérêt ou de change. Le volume global de ces opérations liées aux cours du marché progressent de +36,0% pour s'établir à 648,0 milliards au 31.12.1998 contre 476,5 milliards un an plus tôt. Les swaps monétaires dont l'encours s'est élevé à 191,1 milliards au 31.12.1998 progressent de 66,9%. Quant aux swaps d'intérêts, ils restent stables pour un encours de 240,5 milliards au 31 décembre 1998 contre 237,1 milliards au 31.12.1997, progressant de 1,4%.

A noter également la progression rapide des activités dans le domaine des organismes de placement collectif (opc), dont les avoirs, gérés par la BCEE en tant que banque dépositaire, ont approché les 434 milliards de francs (par rapport à 323 milliards de francs en 1997). L'encours des sicav "maison" a atteint quelque 86,3 milliards de francs à la fin de 1998. Au cours de 1998, la Banque a lancé deux nouvelles sicav à savoir, LUX-EURO-STOCKS, première sicav quasi-indicielle axée sur des valeurs de la zone euro, et LUX-PORTFOLIO, sicav mixte structurée en fonction des profils de risque et des attentes des clients.

La BCEE a également poursuivi ses efforts de développement du conseil en placements aussi bien au siège que dans quelque 65 agences où le personnel a été spécialement formé pour offrir un service de qualité et de proximité au client.

Dans le domaine des crédits, la BCEE a mis en place un modèle "d'excellence opérationnelle" de l'ensemble de la filière qui a abouti à une amélioration sensible de la qualité et de la rapidité du service au client.

En général, la BCEE a poursuivi ses efforts visant à consolider le meilleur réseau bancaire du pays en combinant la proximité des agences et des conseillers financiers locaux avec les canaux alternatifs de la banque électronique.

Par ailleurs, il convient de souligner les efforts considérables consacrés dans le courant de l'exercice 1998 à la formation - 1.428 membres du personnel ont participé à au moins un programme de formation en particulier. Un programme de promotion de la qualité spécifique comprenant un ensemble de mesures organisationnelles et commerciales a été mis en place.

A signaler encore que la BCEE a développé ses activités d'épargne-logement, en coopération avec le groupe BHW, en vue de proposer à la clientèle des prêts bénéficiant de taux débiteurs fixes particulièrement intéressants, ceci pendant la durée intégrale du contrat.

Enfin, la Banque a continué à développer, au cours de l'exercice 1998, en commun avec la compagnie d'assurances La Luxembourgeoise S.A., la vente des produits d'assurances.

Sur le plan international, il y a lieu de noter que la BCEE a su tirer profit des excellentes notations AA+/A-1+ et Aa1/P-1 qui lui ont été confirmées respectivement par Standard & Poor's et Moody's, pour améliorer et diversifier sa politique de refinancement sur les marchés des capitaux européen et américain.



La progression importante de la rubrique "Dettes représentées par un titre" (+48,6%) témoigne de l'intérêt de la clientèle institutionnelle étrangère pour la BCEE. Les programmes de papier commercial européen (ECP), de papier commercial US (USCP), et de "euromedium term notes" (EMTN) ont contribué sensiblement à la croissance de la somme bilantaire.

Enfin, il y a également lieu de relever que la BCEE a confirmé, en 1998, avec succès sa position de teneur de marché en tant que "primary dealer" pour les certificats de trésorerie et les obligations linéaires de l'Etat belge, en se classant parmi les banques les plus actives dans ce domaine.

Sur le marché des capitaux en francs luxembourgeois, la BCEE a atteint une part de marché de 17,1% en 1998. La BCEE a émis deux emprunts subordonnés pour son propre compte, du type de "step-up" de 2 milliards de francs, respectivement de 100 millions de dollars US. Dans le secteur euro-obligataire, la Banque a joué un rôle actif en coopérant au placement de 139 émissions libellées dans 13 monnaies différentes.

Les résultats financiers de la Banque ont progressé, une fois de plus, en 1998, au-delà du niveau élevé atteint en 1997. C'est ainsi que le produit net bancaire, comprenant le résultat net sur intérêts et revenus assimilés, les produits de valeurs mobilières à revenu variable, le résultat net sur commission, ainsi que le résultat net provenant d'opérations financières, a marqué, d'une année à l'autre, une progression de 1.446,4 millions de francs ou de 13,2%.

Au cours de l'année 1998, les revenus sur intérêts et produits assimilés se sont établis à 8.341,1 millions de francs (+3,50%) et restent de loin la source principale de revenus pour la Banque. De même, le résultat net sur commissions est en forte progression (+15,9%). Le résultat provenant d'opérations financières, comprenant d'une façon générale tous les résultats dégagés des activités de "trading" de la Banque, a progressé de 84,2% par rapport à 1997.

Les frais généraux administratifs ont marqué en 1998 une hausse de 315,9 millions de francs ou de 5,2% en passant de 6.033,0 millions de francs au 31 décembre 1997 à 6.348,9 millions de francs fin 1998. Les frais de personnel, qui représentent la principale composante des frais généraux, ont augmenté de 307,0 millions de francs ou de 7,4%. Grâce à un programme rigoureux de "cost-control" (comprenant entre autres la réduction de l'effectif moyen de 1%), la Banque a réussi à limiter la croissance de ses frais généraux nettement en dessous du taux de progression de ses revenus.

D'importants programmes pluriannuels d'investissements en informatique et en formation destinés à la préparation à la monnaie unique et à l'an 2000 ont été poursuivis dans le courant de l'année 1998. Les efforts se sont soldés par une réussite totale de la première phase de basculement en euro. Ainsi, la Banque a pu offrir une gamme complète de services et produits en euro dès le 4.1.1999.

En 1998, la Banque a également pu profiter de la réalisation d'une plus-value de l'ordre de LUF 3,4 milliards dans le cadre du placement en bourse d'une partie des actions de la Société Européenne des Satellites. Le réemploi de la plus-value s'est fait par une dotation au fond pour risques bancaires généraux et renforce ainsi les fonds propres de manière significative.

De même, la BCEE a encore pu améliorer son résultat d'asset liability management dans un environnement de taux favorable.

Ensuite, l'évolution favorable des revenus sur participation (+70,2%), et en particulier de SES, a également joué en faveur des résultats de la Banque.

Le cash-flow a progressé de 78,2% pour s'établir à 9.489 millions de francs en 1998, contre 5.324 millions de francs en 1997.

Grâce à l'augmentation sensible de la capacité bénéficiaire, la Banque a pu renforcer, en 1998, sa politique traditionnelle de dotations élevées aux provisions et aux corrections de valeur. Par rapport aux exercices antérieurs, les risques sur clients débiteurs et les risques-pays ont fait l'objet d'une attention particulière. Une couverture appropriée a été effectuée sur tous les risques identifiés. De même, la Banque a profité de la nouvelle législation fiscale relative à la détermination de la provision forfaitaire pour augmenter cette dernière de façon conséquente.

Compte tenu des éléments qui précèdent la Banque a pu afficher, pour l'exercice 1998, un bénéfice net de 2.386 millions de francs, contre 2.152 millions de francs en 1997, soit une augmentation de 234 millions de francs ou de 10,9%.

Les résultats financiers très satisfaisants enregistrés en 1998 suivent la tendance positive des dernières années. La Banque a su renforcer, en 1998, ses fonds propres dont le niveau est largement suffisant pour répondre aux normes communautaires en matière de solvabilité et pour permettre à l'avenir une nouvelle expansion du volume des affaires (Ratio d'adéquation des fonds propres au 31 décembre 1998: 12,94%).

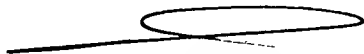
Compte tenu de l'avènement de la monnaie unique à partir du 1er janvier 1999, la Banque a procédé en fin d'exercice à la conversion des postes de l'actif et du passif libellés dans les devises concernées aux cours de conversion irrévocables arrêtés par la Commission européenne le 31 décembre 1998.

La BCEE maintiendra, en 1999, ses efforts pour consolider et développer ses activités de banque universelle. Pour 1999, la Banque s'attend à une évolution positive des affaires. Dans le cadre de son programme stratégique SPURKEESS 2002, le management poursuivra les travaux visant à préparer la Banque aux mutations rapides que connaîtra l'industrie bancaire à la suite de l'introduction de l'euro.

Des événements importants, mettant en cause la marche normale des affaires de la Banque, ne se sont pas produits après la clôture de l'exercice 1998.

Luxembourg, le 1er mars 1999

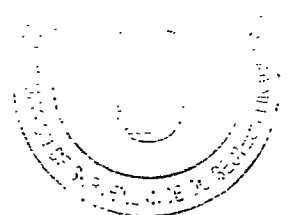
Pour le Comité de direction



Henri GERMEAUX  
Directeur Général adjoint



Raymond KIRSCH  
Directeur Général



**RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES**

Conformément au mandat donné par le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, sur proposition du Conseil d'administration de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, nous avons contrôlé les comptes annuels ci-joints de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg pour l'exercice se terminant le 31 décembre 1998 et avons pris connaissance du rapport de gestion y relatif. Le Conseil d'administration approuve les comptes annuels ainsi que le rapport annuel du Comité de direction et propose au Gouvernement l'affectation du bénéfice. Le rapport de gestion relève de la compétence du Comité de direction. Notre responsabilité est, sur base de nos travaux de révision, d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels et de vérifier la concordance du rapport de gestion avec ceux-ci.

Nous avons effectué nos travaux de révision selon les normes internationales de révision. Ces normes requièrent que nos travaux de révision soient planifiés et exécutés de façon à obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Une mission de révision consiste à examiner, sur base de sondages, les éléments probants justifiant les montants et informations contenus dans les comptes annuels. Elle consiste également à apprécier les principes et méthodes comptables suivis et les estimations significatives faites par le Conseil d'administration et le Comité de direction pour l'arrêté des comptes annuels, ainsi qu'à effectuer une revue de leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos travaux de révision forment une base raisonnable à l'expression de notre opinion.


A notre avis, les comptes annuels ci-joints donnent, en conformité avec les prescriptions légales, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, au 31 décembre 1998 ainsi que des résultats de l'exercice se terminant à cette date.

Le rapport de gestion est en concordance avec les comptes annuels.

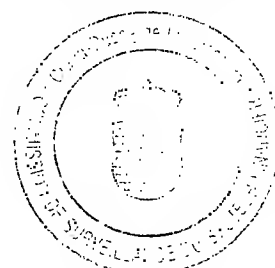
DELOITTE & TOUCHE  
Réviseur d'entreprises



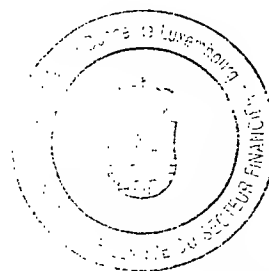
Benoit SCHAUS  
Associé



Arno SCHLEICH  
Associé

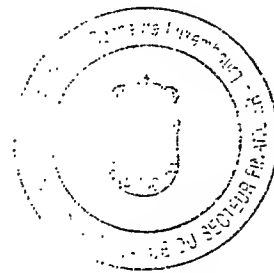


Le 1er mars 1999

**BILAN ET COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1998 EN LUF****BILAN AU 31 DECEMBRE 1998**

<b>ACTIF</b>	<b>Notes<sup>(*)</sup></b>	<b>1997</b>	<b>(en francs) 1998</b>
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices des chèques postaux		2.723.808.307	2.918.696.275
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale:	5.1.	172.318.603.407	172.739.999.018
- <i>effets publics et valeurs assimilées</i>		172.318.603.407	172.739.999.018
Créances sur les établissements de crédit:	5.1.	386.766.945.035	397.354.118.294
a. <i>à vue</i>		115.521.691.203	43.996.675.393
b. <i>autres créances</i>		271.245.253.832	353.357.442.901
Créances sur la clientèle	5.1.	225.501.208.313	234.738.029.150
Opérations de crédit-bail	5.1.	905.686.706	964.273.212
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe:	5.2.,5.10	188.338.181.196	231.492.487.537
a. <i>des émetteurs publics</i>		32.338.720.034	20.980.736.311
b. <i>d'autres émetteurs</i>		155.999.461.162	210.511.751.226
Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable	5.3.	4.883.721.812	8.675.701.130
Participations	5.4.,5.9.,5.10.	3.465.018.129	3.240.256.379
Parts dans des entreprises liées	5.5.,5.9.,5.10.	264.099.849	263.288.219
Actifs incorporels	5.6.,5.10.	10.873.620	709.091
Actifs corporels	5.7.,5.10.	9.242.432.833	9.269.052.059
Autres actifs	5.8.	5.859.304.630	6.415.707.949
Comptes de régularisation	5.11.	15.771.149.341	20.701.960.765
<b>TOTAL ACTIF</b>	5.15.	<b>1.016.051.033.178</b>	<b>1.088.774.279.078</b>
<b>HORS-BILAN</b>			
Passifs éventuels	7.1.	19.620.411.829	17.777.631.917
dont: - <i>acceptations et engagements par endos d'effets réescomptés</i>		2.795.094.000	123.752.780
- <i>cautionnements et actifs donnés en garantie</i>		10.607.893.860	13.174.859.592

(\*) les notes renvoient à l'annexe

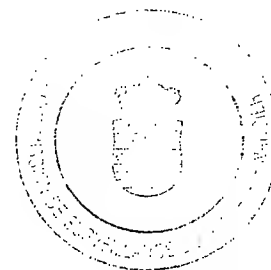


<b>PASSIF</b>	<b>Notes<sup>(*)</sup></b>	<b>1997</b>	<b>(en francs) 1998</b>
Dettes envers les établissements de crédit:	6.1.	251.349.726.937	305.559.499.501
a. à vue		45.252.796.863	65.751.336.415
b. à terme ou à préavis		206.096.930.074	239.808.163.086
Dettes envers la clientèle:	6.1.	545.427.940.966	482.769.164.993
a. dépôts d'épargne		114.532.158.851	112.254.197.970
b. autres dettes			
à vue		135.629.892.230	82.273.864.294
à terme ou à préavis		295.265.889.885	288.241.102.729
Dettes représentées par un titre:	6.1.	144.979.322.121	215.512.491.465
a. bons et obligations en circulation		34.156.850.279	50.433.322.448
b. autres		110.822.471.842	165.079.169.017
Autres passifs	6.2.	19.015.100.479	16.697.590.203
Comptes de régularisation	6.3.	11.012.017.295	13.167.924.591
Provisions pour risques et charges:		3.451.872.660	3.910.996.293
a. provisions pour impôts		878.055.996	1.044.275.176
b. autres provisions		2.573.816.664	2.866.721.117
Passifs subordonnés	6.4.	13.700.000.000	18.157.499.940
Postes spéciaux avec une quote-part de réserves	6.5.	324.913.833	423.007.175
Fonds pour risques bancaires généraux		2.500.000.000	5.900.000.000
Capital	6.6.	7.000.000.000	7.000.000.000
Réserves		15.137.984.337	17.290.138.887
Résultat de l'exercice		2.152.154.550	2.385.966.030
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>6.8.</b>	<b>1.016.051.033.178</b>	<b>1.088.774.279.078</b>

**HORS-BILAN**

Engagements	7.2.	92.357.361.617	84.909.215.177
dont: - engagements résultant d'opérations de mise en pension		-	-
Opérations fiduciaires		36.600.772.400	55.319.854.024

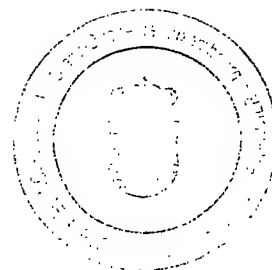
(\*) les notes renvoient à l'annexe

**COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1998**

	<u>Notes<sup>(*)</sup></u>	1997	(en francs) 1998
Intérêts et produits assimilés		55 481 332 950	63 637 832 940
- sur valeurs mobilières à revenu fixe		13 102 940 572	13 690 418 814
Intérêts et charges assimilées		-47 423 347 950	-55 296 692 076
Revenus de valeurs mobilières		560 748 094	954 690 004
- revenus d'actions, de parts et d'autres valeurs			
- mobilières à revenu variable		91 874 913	122 191 786
- revenus de participations		348 620 880	669 843 344
- revenus de parts dans des entreprises liées		120 252 301	162 654 874
Commissions perçues	8.2.	3 175 104 765	3 500 916 228
Commissions versées	8.2.	-1 427 647 702	-1 476 465 751
Résultat provenant d'opérations financières		585 060 111	1 077 517 541
Autres produits d'exploitation	8.3.	823 395 174	3 693 338 126
Frais généraux administratifs:		-6 033 047 622	-6 348 953 075
- frais de personnel	9.1., 9.2.	-4 141 298 329	-4 448 348 678
dont: salaires et traitements		-3 198 694 448	-3 375 464 573
charges sociales		-828 995 344	-961 866 348
dont: charges sociales couvrant les pensions		-676 872 859	-799 056 955
- autres frais administratifs		-1 891 749 293	-1 900 604 397
Corrections de valeur sur actifs incorporels et corporels		-1 040 494 563	-1 155 399 017
Autres charges d'exploitation	8.4.	-646 845 334	-534 097 648
Corrections de valeur sur créances et provisions pour passifs éventuels et pour engagements (montant net)		-1 009 984 522	-2 066 081 256
Corrections de valeur sur valeurs mobilières ayant le caractère d'immobilisations financières, sur participations et sur parts dans des entreprises liées (montant net)		-316 523 400	-
Reprises de corrections de valeur sur valeurs mobilières ayant le caractère d'immobilisations financières, sur participations et sur parts dans des entreprises liées (montant net)		-	639 567 511
<b>A REPORTER:</b>		<b>2 727 750 001</b>	<b>6 626 173 527</b>

(\*) les notes renvoient à l'annexe

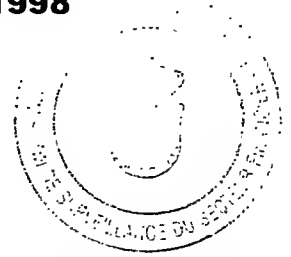




	<u>Notes</u> <sup>(*)</sup>	1997	(en francs) 1998
<b>REPORT:</b>		<b>2 727 750 001</b>	<b>6 626 173 527</b>
Dotations aux "postes spéciaux avec une quote-part de réserves" (montant net)		-83 492	-98 093 342
Dotations au fonds pour risques bancaires généraux		-	-3 400 000 000
Impôts sur le résultat provenant des activités ordinaires		-458 958 237	-642 403 963
Résultat provenant des activités ordinaires après impôts		2 268 708 272	2 485 676 222
<i>Produits exceptionnels</i>	8.5.	10 977 089	8 010 375
<i>Charges exceptionnelles</i>	8.6.	-39 035 309	-8 243 185
Résultat exceptionnel		-28 058 220	-232 810
Autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus		-88 495 502	-99 477 382
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>		<b>2 152 154 550</b>	<b>2 385 966 030</b>
<b>AFFECTATION DU BENEFICE DISPONIBLE (1)</b>			
BENEFICE DISPONIBLE			(en francs)
Bénéfice reporté			-
Bénéfice de l'exercice			2 385 966 030
<b>TOTAL</b>			<b>2 385 966 030</b>
<b>AFFECTATION DU BENEFICE</b>			
Transfert aux réserves			2 385 966 030
Solde à reporter à nouveau			-
<b>TOTAL</b>			<b>2 385 966 030</b>

(\*) les notes renvoient à l'annexe

(1) loi du 24 mars 1989, article 39; règlement grand-ducal du 14 juin 1983

**ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 1998****NOTE 1****GENERALITES**

La Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, instituée par la loi du 21 février 1856 et régie par la loi du 24 mars 1989, est un établissement public autonome, doté de la personnalité juridique. Elle est placée sous la haute surveillance du membre du Gouvernement ayant le département du Trésor dans ses attributions.

Le siège de la Banque est à Luxembourg.

Dans les limites fixées par les lois et règlements applicables aux établissements de crédit, la Banque a pour objet de faire toutes opérations bancaires et financières ainsi que toutes opérations analogues, connexes ou accessoires à celles-ci.

**NOTE 2****PRINCIPALES METHODES COMPTABLES**

Les méthodes comptables de la Banque sont conformes à la réglementation en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg et, notamment, à la loi du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des établissements de crédit.

Par application de l'article 83 de la loi précitée, la Banque n'a pas établi de comptes consolidés au 31 décembre 1998 compte tenu de la faible importance des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation.

**2.1. ACTIFS IMMOBILISES****2.1.1. ACTIFS INCORPORELS**

Les actifs incorporels sont comptabilisés au bilan au prix d'acquisition ou au coût de revient, diminué de la valeur des amortissements cumulés.

Les amortissements des actifs incorporels se font sur base linéaire au taux annuel de 20%.

	Taux d'amortissement	Mode d'amortissement
Fonds de commerce acquis à titre onéreux	20%	linéaire
Autres actifs incorporels - droits et valeurs similaires acquis à titre onéreux	20%	linéaire

**2.1.2. ACTIFS CORPORELS**

Les actifs corporels sont repris au bilan au prix d'acquisition ou au coût de revient, diminué de la valeur des amortissements cumulés.

Les amortissements des constructions se font sur base linéaire au taux de 2% l'an.

Les amortissements des installations techniques, du matériel et du mobilier se font sur base linéaire à des taux tenant compte de la durée de vie estimée des biens. Les taux d'amortissement pour les postes les plus importants sont les suivants:

logiciels	33,3%
matériel informatique	25,0%
matériel de transport	20,0%
installations de sécurité	12,5%
matériel de bureau	10,0%

Le matériel et le mobilier dont le prix d'acquisition ne dépasse pas 35.000 francs ou dont la durée usuelle d'utilisation est inférieure à une année est directement repris dans les charges de l'exercice.

**2.1.3. IMMOBILISATIONS FINANCIERES**

Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe sont enregistrées au coût d'acquisition. Les participations et les parts dans des entreprises liées ayant le caractère d'immobilisé sont évaluées au plus bas du prix d'acquisition ou du prix du marché. Les dépréciations constatées font l'objet de corrections de valeur.

En vertu des dispositions de l'article 56 de la loi du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels des établissements de crédit, la Banque a opté pour l'évaluation au prix d'acquisition des effets publics et des valeurs mobilières à revenu fixe faisant partie du portefeuille des immobilisations financières (dont "Asset Swaps"). Lorsque les conditions requises par la législation pour l'évaluation au prix d'acquisition ne sont pas respectées, les méthodes du "lower of cost or market" ou du "Beibehaltungsprinzip" sont d'application.

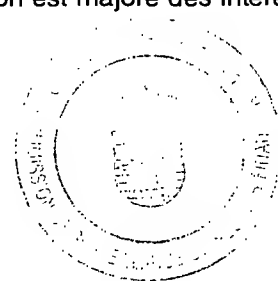
L'agio (différence positive entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement des titres) et le disagio (différence négative entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement) sont amortis, respectivement proratisés, sur la durée de détention des titres. L'amortissement de l'agio et la proratisation du disagio se font à travers les postes d'intérêts du compte de profits et pertes et les comptes de régularisation du bilan.

En ce qui concerne les valeurs mobilières émises sur base escomptée, le coût d'acquisition est majoré des intérêts courus non échus.

**2.2. ACTIFS CIRCULANTS****2.2.1. OBLIGATIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU FIXE**

Les valeurs mobilières autres que celles destinées à servir de façon durable à l'activité de la Banque sont considérées comme des actifs circulants.

Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe sont enregistrées au coût d'acquisition. En ce qui concerne les valeurs mobilières émises sur base escomptée, le coût d'acquisition est majoré des intérêts courus non échus. L'évaluation est faite suivant le "Beibehaltungsprinzip", c'est-à-dire avec maintien des corrections de valeur



antérieurement constituées, lorsque celles-ci s'avèrent supérieures à celles qui auraient dû être constituées par application de la méthode d'évaluation au "lower of cost or market" à la clôture de l'exercice. Dans tous les autres cas de figure, l'évaluation se fait au plus bas du prix d'acquisition ou du prix du marché, c'est-à-dire avec constitution de corrections de valeur lorsque la valeur d'évaluation des titres est inférieure à leur prix d'acquisition. La valeur d'évaluation est définie comme étant le cours boursier du jour de l'établissement des comptes annuels ou, à défaut, la valeur probable de réalisation ou le cours qui reflète le mieux la valeur intrinsèque des titres détenus.

Les plus-values non réalisées sont négligées.

L'agio (différence positive entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement des titres) est amorti sur la durée de détention des titres. L'amortissement de l'agio se fait à travers les postes d'intérêts du compte de profits et pertes et les comptes de régularisation du bilan.

En ce qui concerne les certificats du Trésor belge, la différence entre la valeur d'émission (d'acquisition) et la valeur de remboursement (de cession) constitue le seul revenu sur cette catégorie de titres. Le revenu en question est réparti sur la durée de détention des titres sous forme d'intérêts composés venant augmenter leur valeur comptable. Au 31 décembre 1998, la valeur comptable ainsi réajustée est très proche de la valeur d'évaluation, ce qui rend inutile la constitution de corrections de valeur.

#### **2.2.2. ACTIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU VARIABLE**

Les actions, autres valeurs mobilières à revenu variable sont reprises au bilan à leur prix d'acquisition, y compris tous les frais accessoires. Ces titres sont évalués suivant le "Beibehaltungsprinzip", c'est-à-dire avec maintien des corrections de valeur antérieurement constituées, lorsque celles-ci s'avèrent supérieures à celles qui auraient dû être constituées par application de la méthode d'évaluation au "lower of cost or market" à la clôture de l'exercice. Dans tous les autres cas de figure, l'évaluation se fait au plus bas du prix d'acquisition ou du prix de marché, c'est-à-dire avec constitution de corrections de valeur, lorsque la valeur d'évaluation des titres est inférieure à leur prix d'acquisition.

Les plus-values non réalisées sont négligées.

#### **2.2.3. CREANCES**

Les prêts et crédits sont renseignés à leur valeur nominale, les intérêts courus et non échus étant enregistrés au poste "Comptes de régularisation" qui figure à l'actif du bilan. Pour les créances jugées douteuses, la Banque constitue des provisions spécifiques qui sont déduites des postes d'actif concernés.

#### **2.2.4. OPERATIONS DE CREDIT-BAIL**

Les créances résultant des opérations de crédit-bail sont renseignées à leur valeur nette, c'est-à-dire à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés des biens faisant l'objet des opérations de crédit-bail. La part des loyers perçus sur ces opérations, représentant la rémunération du capital, est comptabilisée au compte de profits et pertes.

#### **2.2.5. CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES DOUTEUSES ET CREANCES IRRECUPERABLES**

La Banque a pour politique de constituer des corrections de valeur spécifiques destinées à couvrir les risques de pertes et de non-recouvrement sur les créances en portefeuille.

Les corrections de valeur qui en résultent viennent en déduction des postes de l'actif concernés, tandis que les provisions portant sur les postes du hors-bilan sont renseignées au passif à la rubrique "Provisions pour risques et charges: autres provisions".

### **2.3. PRIX D'ACQUISITION DES ELEMENTS D'ACTIF DE MEME CATEGORIE**

Le mode d'évaluation appliqué par la Banque aux éléments de même catégorie est celui des prix moyens pondérés.

### **2.4. FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX**

En accord avec l'article 63 de la loi sur les comptes des banques, la Banque peut constituer un fonds destiné à la couverture des risques bancaires généraux. Ce fonds est renseigné séparément au passif du bilan. Les dotations au "Fonds pour risques bancaires généraux" ne sont pas fiscalement déductibles.

### **2.5. CONVERSION DES DEVISES**

Le capital social de la Banque est exprimé en francs luxembourgeois et la comptabilité est tenue dans cette monnaie.

Les postes de l'actif et du passif libellés dans une devise autre que le franc luxembourgeois sont convertis en francs aux cours de change au comptant en vigueur à la date du bilan.

Les différences de change qui résultent de cette conversion sont enregistrées en compte de profits et pertes pour autant qu'elles ne proviennent pas de postes couverts expressément par une opération de change à terme.

La conversion des postes de l'actif et du passif libellés dans les devises des pays participant à la monnaie unique à partir du 1er janvier 1999 a été réalisée aux cours de conversion irrévocables arrêtés par la Commission européenne le 31 décembre 1998. Cette conversion n'a eu qu'un impact négligeable sur le résultat par rapport à une conversion réalisée par application des derniers cours de marché des monnaies concernées.

Les revenus et charges en devises sont convertis en francs luxembourgeois aux cours de change applicables à la date de leur comptabilisation.

Les postes au comptant couverts par des opérations à terme, de même que les postes à terme couverts au comptant sont considérés comme neutres par rapport aux fluctuations des cours de change des devises. La différence d'évaluation qui peut en découler est neutralisée sans que le résultat de l'exercice en soit affecté.

Les postes en devises à terme non couverts au comptant et non échus à la date de clôture sont évalués sur base des cours de change valables pour le terme restant à courir à la date du bilan. Les moins-values résultant de ces évaluations sont provisionnées, tandis que les plus-values sont négligées.

### **2.6. INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES**

Les engagements éventuels de la Banque qui résultent des instruments financiers dérivés tels que swaps de taux d'intérêt, forward rate agreements, financial futures et options sont enregistrés à la date de transaction dans les comptes du hors-bilan.

A la date du bilan, une provision est constituée pour les moins-values individuelles non réalisées constatées lors de l'évaluation au cours du marché des transactions non encore venues à échéance. Cette provision est enregistrée sous le poste "Provisions pour risques et charges: autres provisions". Les plus-values non réalisées sont négligées.

Dans le cas où l'instrument financier couvre un poste d'actif ou de passif spécifique pour lequel l'unité économique est établie, aucune provision n'est constituée.

## **2.7. PROVISION FORFAITAIRE**

Dans le cadre des limites admises par la législation fiscale luxembourgeoise, la Banque a prévu la constitution d'une provision forfaitaire visant à couvrir les pertes éventuelles sur les actifs à risque. Cette provision a pour objectif la couverture des risques probables mais non encore identifiés au moment de l'établissement des comptes annuels.

Les corrections de valeur qui en résultent viennent en déduction des postes de l'actif, alors que la partie de la provision forfaitaire qui se rapporte aux postes de hors-bilan est enregistrée sous forme d'une provision pour risques et charges au passif du bilan à la rubrique "Provisions pour risques et charges: autres provisions".

## **NOTE 3**

### **AFFECTATION DU BENEFICE DISPONIBLE**

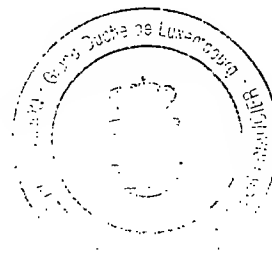
En vertu de l'article 39 de la loi du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, et du règlement grand-ducal du 14 juin 1983 concernant l'affectation du bénéfice disponible de la Banque, le bénéfice net de l'exercice 1998 de 2.386 millions de francs (2.152 millions de francs en 1997) est à affecter à la réserve libre.

Lors de cette affectation, un compte de réserve libre spécial est à alimenter pour un montant correspondant au quintuple de l'impôt sur la fortune imputé de l'impôt sur le revenu des collectivités de l'exercice 1998. Suivant les dispositions du nouvel article 174bis de la loi concernant l'impôt sur le revenu, ce compte de réserve au bilan restera bloqué pour une période de 5 ans.

## **NOTE 4**

### **ASSOCIATION POUR LA GARANTIE DES DEPOTS**

En date du 25 septembre 1989, la Banque a adhéré en tant qu'associé à l'"Association pour la garantie des dépôts, Luxembourg" (AGDL) ayant pour objectif exclusif de constituer un système de garantie mutuelle des dépôts en faveur des clients personnes physiques et petites sociétés des établissements de crédit membres de l'association. Au 31 décembre 1998, la Banque a constitué une provision pour les engagements éventuels futurs liés à son adhésion à l'AGDL.



**NOTE 5****RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DE L'ACTIF****5.1. ANALYSE D'UNE PARTIE DES POSTES DE L'ACTIF****Créances sur les établissements de crédit**

Les créances, autres que celles à vue, sur les établissements de crédit se répartissent selon les durées résiduelles suivantes:

	31.12.1997	31.12.1998
	en millions de francs	
Jusqu'à trois mois	170.221	232.111
Plus de trois mois à un an	68.772	89.769
Plus d'un an à cinq ans	8.860	26.523
Plus de cinq ans	23.392	4.954
<b>Total</b>	<b>271.245</b>	<b>353.357</b>

Les créances, à vue et à terme, sur les établissements de crédit incluent:

	31.12.1997	31.12.1998
	en millions de francs	
Créances sur des entreprises liées	-	-
Créances sur des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	11	18

**Créances sur la clientèle**

Les créances sur la clientèle se répartissent selon leur durée résiduelle de la façon suivante:

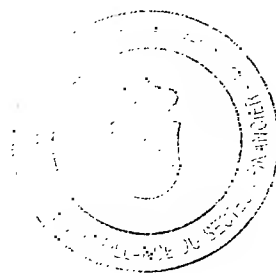
	31.12.1997	31.12.1998
	en millions de francs	
Jusqu'à trois mois	22.386	26.090
Plus de trois mois à un an	11.717	15.684
Plus d'un an à cinq ans	57.226	49.438
Plus de cinq ans	134.172	143.526
<b>Total</b>	<b>225.501</b>	<b>234.738</b>

Sont incluses sous ce poste

	31.12.1997	31.12.1998
	en millions de francs	
Créances sur des entreprises liées	107	262
Créances sur des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	11.101	12.144

Les avances et crédits accordés aux membres des organes d'administration et de direction de la Banque se présentent comme suit:

	31.12.1997	31.12.1998
	en millions de francs	
Organe d'administration (9 administrateurs)	46	45
Organe de direction (5 directeurs)	21	18
<b>Total</b>	<b>67</b>	<b>63</b>



### Opérations de crédit-bail

Les opérations de crédit-bail se décomposent selon les durées résiduelles suivantes:

	31.12.1997	31.12.1998
	en millions de francs	
Jusqu'à trois mois	50	35
Plus de trois mois à un an	56	65
Plus d'un an à cinq ans	555	657
Plus de cinq ans	245	207
<b>Total</b>	<b>906</b>	<b>964</b>

Ces opérations se répartissent de la façon suivante entre la clientèle:

	31.12.1997	31.12.1998
	en millions de francs	
Opérations avec des établissements de crédit	10	1
Opérations avec la clientèle	896	963
<b>Total</b>	<b>906</b>	<b>964</b>

Celles-ci incluent des opérations sur:

	31.12.1997	31.12.1998
	en millions de francs	
Créances sur des entreprises liées	-	-
Créances sur des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	3	1

### **Créances subordonnées**

Les actifs présentant un caractère subordonné détenus par la Banque se répartissent de la façon suivante:

	31.12.1997	31.12.1998
	en millions de francs	
Créances sur des établissements de crédit	2.500	2.353
Créances sur la clientèle	2.099	2.613
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	2.978	2.953
<b>Total</b>	<b>7.577</b>	<b>7.919</b>



Au 31 décembre 1998, les créances subordonnées détenues sur des entreprises liées se chiffrent à 262 millions de francs, il n'existe pas de créances subordonnées sur des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation.

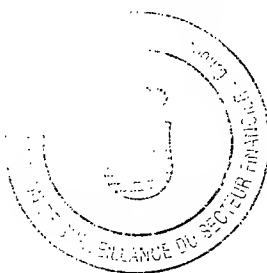
## 5.2. OBLIGATIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU FIXE

Ce poste comprend les titres de créance considérés ou non comme des immobilisations financières, cotés en bourse ou susceptibles de l'être, et émis par des établissements de crédit, des entreprises ou des organismes publics, dans la mesure où ils ne sont pas déjà intégrés dans un autre poste du bilan.

a. Les titres ayant une durée de vie résiduelle inférieure à un an représentent un montant net de 71.360 millions de francs au 31 décembre 1998, contre 53.786 millions de francs au 31 décembre 1997.

b. Les valeurs mobilières cotées et non cotées sont ventilées comme suit:

	31.12.1997	31.12.1998
	en millions de francs	
Valeurs admises à une cote officielle	130.073	154.874
Valeurs non admises à une cote officielle	58.265	76.618
<b>Total</b>	<b>188.338</b>	<b>231.492</b>



c. Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe sont considérées comme des immobilisations financières lorsqu'elles sont destinées à servir de façon durable à l'activité de la Banque. Le caractère durable a été défini par le Comité de direction comme l'intention d'une détention à long terme ou jusqu'à l'échéance des titres. Les autres titres font partie des portefeuilles de négociation et de placement.

La répartition des "Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe" entre les titres présentant le caractère d'immobilisations financières et ceux considérés comme faisant partie des actifs circulants se présente comme suit:

	31.12.1997	31.12.1998
	en millions de francs	
Titres du portefeuille des immobilisations financières	155.394	175.650
Titres des portefeuilles de négociation et de placement	32.944	55.842
<b>Total</b>	<b>188.338</b>	<b>231.492</b>

d. Les créances détenues sur des entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation, rattachées à ce poste, sont réparties de la façon suivante:

	31.12.1997	31.12.1998
	en millions de francs	
Créances sur des entreprises liées	-	-
Créances sur des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	209	292
<b>Total</b>	<b>209</b>	<b>292</b>

**5.3. ACTIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU VARIABLE**

Ce poste comprend les actions, parts sociales, parts d'organismes de placement collectif et les autres valeurs à revenu variable cotées ou non en bourse.

Les actions et autres valeurs mobilières à revenu variable, cotées et non cotées, sont ventilées comme suit:

	31.12.1997	31.12.1998
	en millions de francs	
Valeurs admises à une cote officielle	2.839	6.461
Valeurs non admises à une cote officielle	2.045	2.215
<b>Total</b>	<b>4.884</b>	<b>8.676</b>



L'application du "Beibehaltungsprinzip" a permis à la Banque de conserver des corrections de valeur constituées antérieurement pour un montant de 73 millions de francs au 31 décembre 1998 (35 millions de francs au 31 décembre 1997).

**5.4. PARTICIPATIONS**

a. Les participations cotées et non cotées sont ventilées comme suit:

	31.12.1997	31.12.1998
	en millions de francs	
Valeurs admises à une cote officielle	632	619
Valeurs non admises à une cote officielle	2.833	2.621
<b>Total</b>	<b>3.465</b>	<b>3.240</b>

b. Les participations dans des établissements de crédit représentent un montant de 27 millions de francs aux 31 décembre 1998 et 1997.

**5.5. PARTS DANS DES ENTREPRISES LIEES**

a. Les parts dans des entreprises liées cotées et non cotées sont ventilées comme suit:

	31.12.1997	31.12.1998
	en millions de francs	
Valeurs admises à une cote officielle	-	-
Valeurs non admises à une cote officielle	264	263
<b>Total</b>	<b>264</b>	<b>263</b>

b. Au 31 décembre 1998, la Banque ne détient pas de parts dans des entreprises liées qui sont des établissements de crédit.

**5.6. ACTIFS INCORPORELS**

Le poste des actifs incorporels comprend l'acquisition, à titre onéreux, d'un droit d'entrée.

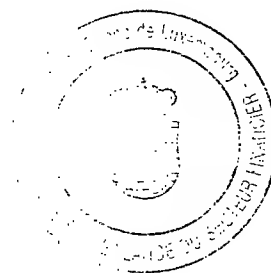
**5.7. ACTIFS CORPORELS**

Les terrains et constructions utilisés par la Banque dans le cadre de son activité propre sont intégrés dans le poste des actifs corporels pour un montant net (prix d'acquisition moins amortissements cumulés) de 7.013 millions de francs au 31 décembre 1998, contre 6.915 millions de francs au 31 décembre 1997.

**5.8. AUTRES ACTIFS**

Ce poste se décompose de la façon suivante:

	31.12.1997	31.12.1998
	en millions de francs	
Valeurs à recevoir à court terme	507	460
Investissement du fonds de pension	4.725	5.058
Métaux précieux	5	25
Autres	622	873
<b>Total</b>	<b>5.859</b>	<b>6.416</b>



# 5.9. ENTREPRISES DANS LESQUELLES LA BANQUE DETIENT AU MOINS VINGT POUR CENT DU CAPITAL

Dénomination et siège	Parts détenues en %	Comptes annuels arrêtés au	Unités monét.	Fonds propres (*) millions de francs	Résultat de l'exercice (*)
Bourbon Immobilière S.A., Luxembourg	99,90	31.12.97	LUF	12	5
Luxembourg State and Savings Bank Trust Company S.A., Luxembourg	99,90	31.12.97	LUF	61	9
BCEE Ré S.A., Luxembourg	99,90	31.12.97	LUF	100	46
Lux-World Fund Advisory S.A., Luxembourg	91,50	30.09.98	LUF	3	29
Luxbond Advisory S.A., Luxembourg	90,43	31.12.97	LUF	3	101
Lux-Garantie Advisory S.A., Luxembourg	88,77	30.09.98	LUF	3	1
Luxcash Advisory S.A., Luxembourg	83,33	31.12.97	LUF	3	42
Lux-Croissance Advisory S.A., Luxembourg	79,56	30.09.98	LUF	3	45
La Luxembourgeoise-Vie S.A. d'Assurances, Luxembourg	40,00	31.12.97	LUF	1.099	142
La Luxembourgeoise S.A. d'Assurances, Luxembourg	40,00	31.12.97	LUF	1.353	368
Ubalux S.à r.l., Luxembourg	33,33	31.12.97	LUF	10	4
Europay Luxembourg S.C., Luxembourg	30,20	31.12.97	LUF	49	-0,4
Com 2i S.A., Luxembourg	30,00	31.12.97	LUF	4	0,4
Cetrel, Centre de Transferts Electroniques, S.C., Luxembourg	29,69	31.12.97	LUF	189	4
Parking du Théâtre S.A., Luxembourg	26,28	31.12.97	LUF	32	9
Société de la Bourse de Luxembourg S.A., Luxembourg	22,86	31.12.97	LUF	721	106
Visalux S.C., P. Nom, Luxembourg	21,28	31.12.97	LUF	39	4
Société Nationale de Contrôle Technique S.à r.l., Luxembourg	20,00	31.12.97	LUF	106	17

(\*) Données extraites des derniers comptes disponibles

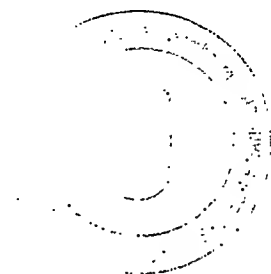


5.10. MOUVEMENTS DES ACTIFS IMMOBILISES

Les mouvements enregistrés au cours de l'exercice 1998 sur les postes de l'actif immobilisé se présentent comme suit:

Montants en millions de francs

IMMOBILISATIONS						Corrections de valeur à la clôture de l'exercice		
POSTES	Valeur brute au début de l'exercice	Entrées	Sorties	Ecart de change	Valeur brute à la clôture de l'exercice	Corrections cumulées	Reprises cumulées	Valeur nette à la clôture de l'exercice
<b>Immobilisations financières</b>								
Participations	3 645	11	-191	-7	3 458			
Parts des entreprises liées	265	-	-	-	265			
Obligations et autres val. mob. à revenu fixe	157 106	90 200	-67 082	-2 410	177 814			
<b>Total des Immobilisations financières</b>	<b>161 016</b>	<b>90 211</b>	<b>-67 273</b>	<b>-2 417</b>	<b>181 537</b>	<b>-2 384</b>		<b>179 153</b>
<b>Actifs incorporels</b>								
Fonds de commerce acquis à titre onéreux	69	-	-	-	69	-69	-	-
Autres actifs incorporels	34	-	-	-	34	-33	-	1
<b>Total des Actifs incorporels</b>	<b>103</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>103</b>	<b>-102</b>	<b>-</b>	<b>1</b>
<b>Actifs corporels</b>								
Terrains et constructions	8 593	366	-32	-	8 927	-1 763	-	7 164
Installations techniques	4 219	863	-415	-	4 667	-3 084	415	1 998
Autres installations, outillage et mobilier	259	1	-7	-	253	-146	-	107
<b>Total des Actifs corporels</b>	<b>13 071</b>	<b>1 230</b>	<b>-454</b>	<b>-</b>	<b>13 847</b>	<b>-4 993</b>	<b>415</b>	<b>9 269</b>
<b>TOTAL DES ACTIFS IMMOBILISES</b>	<b>174 190</b>	<b>91 441</b>	<b>-67 727</b>	<b>-2 417</b>	<b>195 487</b>	<b>-7 064</b>		<b>188 423</b>



**5.11. COMPTES DE REGULARISATION - ACTIF**

Le disagio cumulé comptabilisé aux comptes de régularisation à l'actif du bilan se chiffre à 431 millions de francs au 31 décembre 1998, contre 270 millions de francs au 31 décembre 1997.

En ce qui concerne les émissions propres de la Banque du type "Discounted Debentures", la différence positive entre le montant à rembourser à l'échéance finale des titres émis et le montant actualisé au 31 décembre 1998 se chiffre à 1.123 millions de francs, contre 794 millions de francs au 31 décembre 1997.

**5.12. OPERATIONS FIDUCIAIRES PORTANT SUR DES POSTES DE L'ACTIF**

Les actifs liés à des opérations fiduciaires non expressément soumises au règlement grand-ducal du 19 juillet 1983 représentent un montant total de 78 millions de francs au 31 décembre 1998 (315,4 millions de francs au 31 décembre 1997) et concernent principalement le poste "Créances sur établissements de crédit" pour un montant de 75 millions de francs (315,1 millions de francs au 31 décembre 1997) ainsi que le poste "Créances sur la clientèle" pour un montant de 3 millions de francs (0,3 million de francs au 31 décembre 1997) .

**5.13. OPERATIONS DE MISE EN PENSION**

Les actifs ayant fait l'objet de conventions de vente avec rachat ferme se présentent comme suit:

	31.12.1997	31.12.1998
	en millions de francs	
Effets publics	9.189	26.483
Créances	-	-
Titres	-	-
<b>Total</b>	<b>9.189</b>	<b>26.483</b>

**5.14. ACTIFS DONNES EN GARANTIE**

Les actifs donnés en garantie pour compte propre et pour compte de tiers représentent un montant de 8.193 millions de francs au 31 décembre 1998, contre 4.859 millions de francs au 31 décembre 1997.

**5.15. ACTIFS LIBELLES EN DEVISES**

Les actifs libellés en devises autres que le franc luxembourgeois représentent un montant de 593.973 millions de francs au 31 décembre 1998, contre 548.117 millions de francs au 31 décembre 1997.

Ce chiffre inclut la partie comptant d'opérations liées pour lesquelles la couverture se trouve dans les opérations de change à terme.



**NOTE 6.****RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DU PASSIF****6.1. ANALYSE D'UNE PARTIE DES POSTES DE PASSIF*****Dettes envers des établissements de crédit à terme ou à préavis***

Les dettes à terme ou à préavis se répartissent selon leur durée résiduelle comme suit:

	31.12.1997	31.12.1998
	en millions de francs	
Jusqu'à trois mois	153.849	193.043
Plus de trois mois à un an	49.154	42.393
Plus d'un an à cinq ans	1.469	1.796
Plus de cinq ans	1.625	2.576
<b>Total</b>	<b>206.097</b>	<b>239.808</b>

Les dettes envers les établissements de crédit, à vue, à terme ou à préavis, incluent:

	31.12.1997	31.12.1998
	en millions de francs	
Dettes sur des entreprises liées	-	-
Dettes sur des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	961	8.365

***Dettes envers la clientèle: dépôts d'épargne***

Les dépôts d'épargne se répartissent dans les catégories suivantes:

	31.12.1997	31.12.1998
	en millions de francs	
A vue	106.476	107.626
A terme	8.056	4.628
<b>Total</b>	<b>114.532</b>	<b>112.254</b>

Les dépôts d'épargne se répartissent selon leur durée résiduelle de la façon suivante:

	31.12.1997	31.12.1998
	en millions de francs	
Jusqu'à trois mois	2.373	587
Plus de trois mois à un an	1.780	926
Plus d'un an à cinq ans	1.789	1.255
Plus de cinq ans	2.114	1.860
<b>Total</b>	<b>8.056</b>	<b>4.628</b>

Sont incluses sous ce poste



Dettes sur des entreprises liées  
Dettes sur des entreprises avec lesquelles  
existe un lien de participation

31.12.1997 31.12.1998  
en millions de francs

- -  
- -

**Dettes envers la clientèle: autres dettes à terme ou à préavis**

Les autres dettes à terme ou à préavis envers la clientèle se répartissent comme suit:

31.12.1997 31.12.1998  
en millions de francs

Jusqu'à trois mois	260.467	226.165
Plus de trois mois à un an	27.719	53.671
Plus d'un an à cinq ans	1.695	5.015
Plus de cinq ans	5.385	3.390
<b>Total</b>	<b>295.266</b>	<b>288.241</b>

Les dettes envers la clientèle, à vue, à terme ou à préavis, incluent:

31.12.1997 31.12.1998  
en millions de francs

Dettes sur des entreprises liées	481	580
Dettes sur des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	8.985	7.413

**Dettes représentées par un titre**

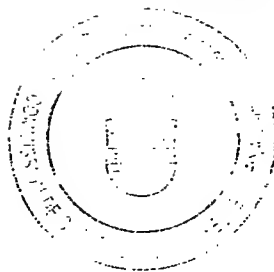
Les dettes représentées par un titre, classées dans la rubrique "Bons et obligations en circulation", ayant une durée de vie résiduelle inférieure à un an se chiffrent à 27.841 millions de francs au 31 décembre 1998 contre 12.288 millions de francs au 31 décembre 1997.

Les dettes représentées par un titre, classées dans la rubrique "Autres", sont ventilées de la façon suivante:

31.12.1997 31.12.1998  
en millions de francs

Jusqu'à trois mois	48.556	100.546
Plus de trois mois à un an	17.776	25.784
Plus d'un an à cinq ans	18.753	9.806
Plus de cinq ans	25.738	28.943
<b>Total</b>	<b>110.823</b>	<b>165.079</b>



**6.2. AUTRES PASSIFS**

Ce poste se décompose de la façon suivante:

	31.12.1997	31.12.1998
	en millions de francs	
Valeurs à payer à court terme	13.479	10.986
Créanciers privilégiés ou garantis	270	289
Créanciers divers	34	43
Fonds de pension en faveur du personnel	4.725	5.058
Autres	507	322
<b>Total</b>	<b>19.015</b>	<b>16.698</b>

**6.3. COMPTES DE REGULARISATION - PASSIF**

Au 31 décembre 1998, l'agio cumulé comptabilisé au compte de régularisation au passif du bilan se chiffre à 629 millions de francs (486 millions de francs au 31 décembre 1997) pour le portefeuille des immobilisations financières et à 416 millions de francs (306 millions de francs au 31 décembre 1997) pour le portefeuille de placement.

**6.4. PASSIFS SUBORDONNES**

Le détail des emprunts obligataires subordonnés en cours au 31 décembre 1998 se présente comme suit:

	Devise	Montant nominal en millions de francs	Taux	Date d'échéance
Emprunt 1992-2000	LUF	1.500	9,000%	10.07.2000
Emprunt 1992-2000	LUF	500	8,125%	27.11.2000
Emprunt 1993-2001	LUF	1.000	7,250%	08.06.2001
Emprunt 1993-2003	LUF	1.000	7,000%	26.11.2003
Emprunt 1994-2004	LUF	1.200	7,875%	28.07.2004
Emprunt 1994-2004	LUF	1.500	8,375%	02.12.2004
Emprunt 1995-2005	LUF	2.000	7,000%	07.11.2005
Emprunt 1996-2006	LUF	2.000	Step-up	31.07.2006
Emprunt 1997-2007	LUF	2.000	6,00%	28.11.2007
Emprunt 1998-2008	USD	3.457	Fl. Rate	18.03.2008
Emprunt 1998-2008	LUF	2.000	Step-up	10.09.2008
<b>Total</b>		<b>18.157</b>		

Les caractéristiques de ces emprunts sont les suivantes:

Conformément aux dispositions régissant ces emprunts et sous réserve de l'accord préalable de la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF), un remboursement anticipé est envisageable au cas où une modification des lois fiscales luxembourgeoises ou des traités auxquels le Grand-Duché est partie, ou une modification dans l'application de ces lois ou traités affecterait les paiements du principal et/ou des intérêts des obligations.

Le caractère subordonné de ces emprunts sous-entend que les obligations sont subordonnées à toutes autres dettes actuelles et futures de la Banque envers les tiers. Les obligations sont inférieures en rang à toutes dettes exigibles et même non-exigibles de la Banque.

Au 31 décembre 1998, la partie assimilée aux fonds propres, conformément aux conditions et limites prévues par la réglementation bancaire en vigueur et les usances de la place, s'élève à 16.557 millions de francs, contre 11.900 millions de francs au 31 décembre 1997.

Les charges payées au cours de l'exercice au titre des passifs subordonnés se chiffrent à 1.121 millions de francs au 31 décembre 1998, contre 970 millions de francs au 31 décembre 1997 et sont comprises dans le poste "Intérêts et charges assimilées" du compte de profits et pertes.

#### **6.5. POSTES SPECIAUX AVEC UNE QUOTE-PART DE RESERVES**

Au 31 décembre 1998, le montant des plus-values de réinvestissement s'élève à 423 millions de francs, contre 325 millions de francs au 31 décembre 1997.

Ces plus-values résultent de l'application de l'article 54 de la loi concernant l'impôt sur le revenu.

Elles ont été réinvesties dans des immeubles en voie de construction et sont amorties linéairement au taux de 2% par année.

#### **6.6. CAPITAL**

Le montant du capital de la Banque est fixé à sept milliards de francs. Le capital appartient entièrement à l'Etat luxembourgeois.

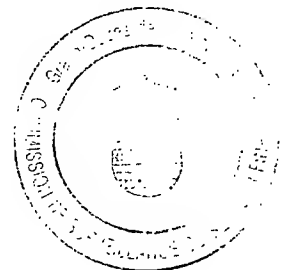
#### **6.7. OPERATIONS FIDUCIAIRES PORTANT SUR DES POSTES DU PASSIF**

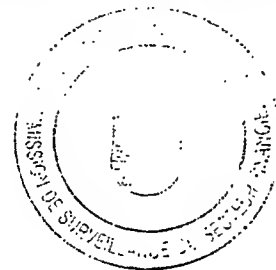
Les passifs liés à des opérations fiduciaires non expressément soumises au règlement grand-ducal du 19 juillet 1983 représentent un montant total de 78 millions de francs au 31 décembre 1998 (315 millions de francs au 31 décembre 1997) et concernent principalement le poste "Autres dettes à vue" pour un montant de 75 millions de francs (177 millions de francs au 31 décembre 1997) ainsi que le poste "Dettes envers les établissements de crédit" pour un montant de 3 millions de francs (138 millions de francs au 31 décembre 1997).

#### **6.8. PASSIFS LIBELLES EN DEVISES**

Les passifs libellés en devises autres que le francs luxembourgeois représentent un montant total de 569.068 millions de francs au 31 décembre 1998, contre 531.710 millions de francs au 31 décembre 1997.

Ce chiffre inclut la partie comptant d'opérations liées pour lesquelles la couverture se trouve dans les opérations de change à terme.



**NOTE 7.****RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DU HORS-BILAN****7.1 PASSIFS EVENTUELS**

Les passifs éventuels se composent des postes suivants:

	31.12.1997	31.12.1998
	en millions de francs	
Garanties et autres substituts directs de crédit (y compris les obligations de rachat d'actifs)	4.942	7.227
Acceptations	1.898	-
Crédits documentaires	5.666	5.948
Garanties par endossement	897	124
Contre-garanties	6.173	4.433
Autres	44	46
<b>Total</b>	<b>19.620</b>	<b>17.778</b>

Aux 31 décembre 1998 et 1997, il n'existe pas de passifs éventuels à l'égard d'entreprises liées.

**7.2. ENGAGEMENTS**

a. Les engagements de la Banque se composent des postes suivants:

	31.12.1997	31.12.1998
	en millions de francs	
Achats à terme d'actifs	398	359
Ventes à terme d'actifs	6.477	268
Montants à libérer sur titres, participations et parts dans des entreprises liées	98	97
Crédits confirmés, non utilisés	83.206	80.445
Facilités d'émission de titres de créances	186	186
Règlement d'opérations au comptant	1.347	2.549
Autres	645	1.005
<b>Total</b>	<b>92.357</b>	<b>84.909</b>

Aux 31 décembre 1998 et 1997, la Banque n'a pas d'engagements à l'égard d'entreprises liées.

b. Parmi les engagements qui ne sont ni repris au bilan ni au hors-bilan, les engagements de la Banque de payer des loyers fixes pour des immeubles loués s'élèvent mensuellement à 6 millions de francs.

**7.3. OPERATIONS A TERME NON ENCORE DENOUEES A LA DATE DE CLOTURE DU BILAN**

Le relevé des opérations à terme non encore dénouées à la date de clôture du bilan comprend les opérations suivantes:

Opérations liées aux taux de change:	- Opérations de change à terme (swaps, outright)
	- "Cross-currency interest rate swaps"
Opérations liées aux taux d'intérêt:	- "Interest rate swaps"
	- "Futures"
	- "Future" ou "Forward rate agreements"
	- "Options"

Achats et ventes à terme de valeurs mobilières.

Une partie significative des opérations est destinée à couvrir les effets des fluctuations dans les taux d'intérêt et dans les taux de change.

#### **7.4. SERVICES DE GESTION ET DE REPRESENTATION FOURNIS A DES TIERS**

La Banque assure au profit de tiers des services de gestion et de représentation, notamment la gestion de fortune, la conservation et l'administration de valeurs mobilières, la location de coffres, la représentation fiduciaire et des fonctions d'agent.

### **NOTE 8**

#### **RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DU COMPTE DE PROFITS ET PERTES**

##### **8.1. VENTILATION DES PRODUITS PAR MARCHE GEOGRAPHIQUE**

L'activité de la Banque se concentre avant tout sur les pays faisant partie de l'OCDE.

##### **8.2. COMMISSIONS PERCUES, COMMISSIONS VERSEES**

Le montant des ristournes obtenues pour 1998 s'élève à 1.831 millions de francs (1997: 1.629 millions de francs) et celui des ristournes accordées à 1.088 millions de francs (1997: 1.133 millions de francs).

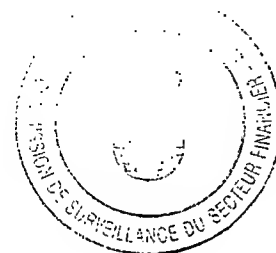
##### **8.3. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION**

Les autres produits d'exploitation comprennent essentiellement:

- ♦ les bénéfices de vente sur participations pour un montant de 3.391 millions de francs,
- ♦ les loyers provenant de la location des immeubles appartenant à la Banque pour un montant de 82 millions de francs (76 millions de francs au 31 décembre 1997),
- ♦ les recettes générées par l'ancien portefeuille de la Caisse d'Assurances de la Banque d'un montant de 54 millions de francs (80 millions de francs au 31 décembre 1997),
- ♦ le remboursement de TVA pour un montant de 41 millions de francs (100 millions de francs au 31 décembre 1997),
- ♦ ainsi que divers revenus concernant les exercices antérieurs.

##### **8.4. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION**

Les autres charges d'exploitation se composent principalement de la dotation de l'exercice à la provision AGDL pour un montant de 379 millions de francs (381 millions de francs au 31 décembre 1997), de la constitution pour l'exercice 1998 d'une provision de passage à l'euro pour un montant de 127 millions de francs (233 millions de francs au 31 décembre 1997), ainsi que de diverses charges concernant les exercices antérieurs.



**8.5. PRODUITS EXCEPTIONNELS**

Les produits exceptionnels se chiffrent à 8 millions de francs au 31 décembre 1998 (11 millions de francs au 31 décembre 1997) et comprennent essentiellement des plus-values réalisées lors de la cession d'immeubles et de matériel.

**8.6. CHARGES EXCEPTIONNELLES**

Les charges exceptionnelles au 31 décembre 1998 concernent principalement une perte sur vente d'immeubles pour un montant de 5 millions de francs.

Les charges exceptionnelles au 31 décembre 1997 comprennent une charge résultant d'un changement de méthode comptable pour un montant de 21 millions de francs.

**NOTE 9****AUTRES RENSEIGNEMENTS****9.1. PERSONNEL**

Le nombre des membres du personnel employé en moyenne au cours de l'exercice 1998 s'établit comme suit:

	31.12.1997	31.12.1998
Direction	5	5
Employés	1.765	1.767
<i>dont: Cadres supérieurs</i>	103	118
<b>Total</b>	<b>1.770</b>	<b>1.772</b>

**9.2. ORGANES**

a. Les rémunérations allouées aux différents organes de la Banque au cours de l'exercice 1998 se ventilent de la façon suivante:

	31.12.1997	31.12.1998
	en millions de francs	
Organe d'administration (9 administrateurs)	2	2
Organe de direction (5 directeurs)	23	24
<b>Total</b>	<b>25</b>	<b>26</b>

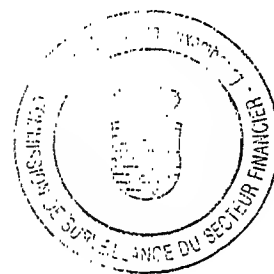
b. Le montant des engagements repris dans les charges de l'exercice 1998 en matière de pensions de retraite à l'égard des membres actuels des différents organes de la Banque se présente comme suit:

	31.12.1997	31.12.1998
	en millions de francs	
Organe d'administration (9 administrateurs)	-	-
Organe de direction (5 directeurs)	12	11
<b>Total</b>	<b>12</b>	<b>11</b>

## Organes de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat

L'organisation de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, premier institut financier du pays fondé en 1856, a été modernisée par la loi du 24 mars 1989 qui a défini les pouvoirs respectifs du Conseil d'Administration et du Comité de Direction. Suivant l'article 8 de cette loi organique "le Conseil d'Administration définit la politique générale de l'établissement et contrôle la gestion du Comité de Direction. Tous les actes tant d'administration que de disposition nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet de la Banque sont de la compétence du Comité de Direction, sous réserve des approbations requises en vertu de la présente loi".

### Conseil d'Administration



#### Président

M. Victor ROD , Directeur du Commissariat aux Assurances, Howald

#### Vice-Président

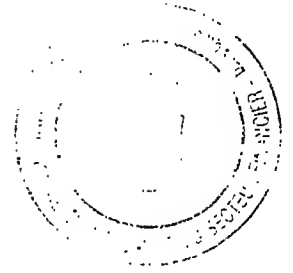
M. Armand BERCHEM , Administrateur Délégué de la Mutualité d'Aide aux Artisans  
et de la Fiduciaire des Petites et Moyennes Entreprises, Niederanven

#### Administrateurs

M. Jean HAMES , Représentant du Personnel, Luxembourg  
M. Norbert HAUPERT , Administrateur Général, Ministère des Classes Moyennes et du  
Tourisme, Mondercange  
M. Marc ORIGER , Conseiller Economique 1re classe au Service Central de la Statistique  
et des Etudes Economiques, Luxembourg  
M. Armand RAUSCH , Représentant du Personnel, Luxembourg  
M. Gaston REINESCH , Administrateur Général, Ministère des Finances, Schiffange  
M. Georges SCHMIT , Secrétaire Général au Ministère de l'Economie, Heffingen  
M. Fernand SPELTZ , Conseiller à la Chambre de Travail, Howald

**Commissaire de Surveillance**

M. Jean GUILL , Directeur du Trésor, Luxembourg



**Comité de Direction**

**Président**

M. Raymond KIRSCH , Directeur Général, Steinsel

**Membres**

M. Henri GERMEAUX , Directeur Général Adjoint, Luxembourg  
M. Jean-Paul KRAUS , Directeur, Bertrange  
M. Gilbert ERNST , Directeur, Luxembourg  
M. Jean-Claude FINCK , Directeur, Foetz

**Réviseur externe**

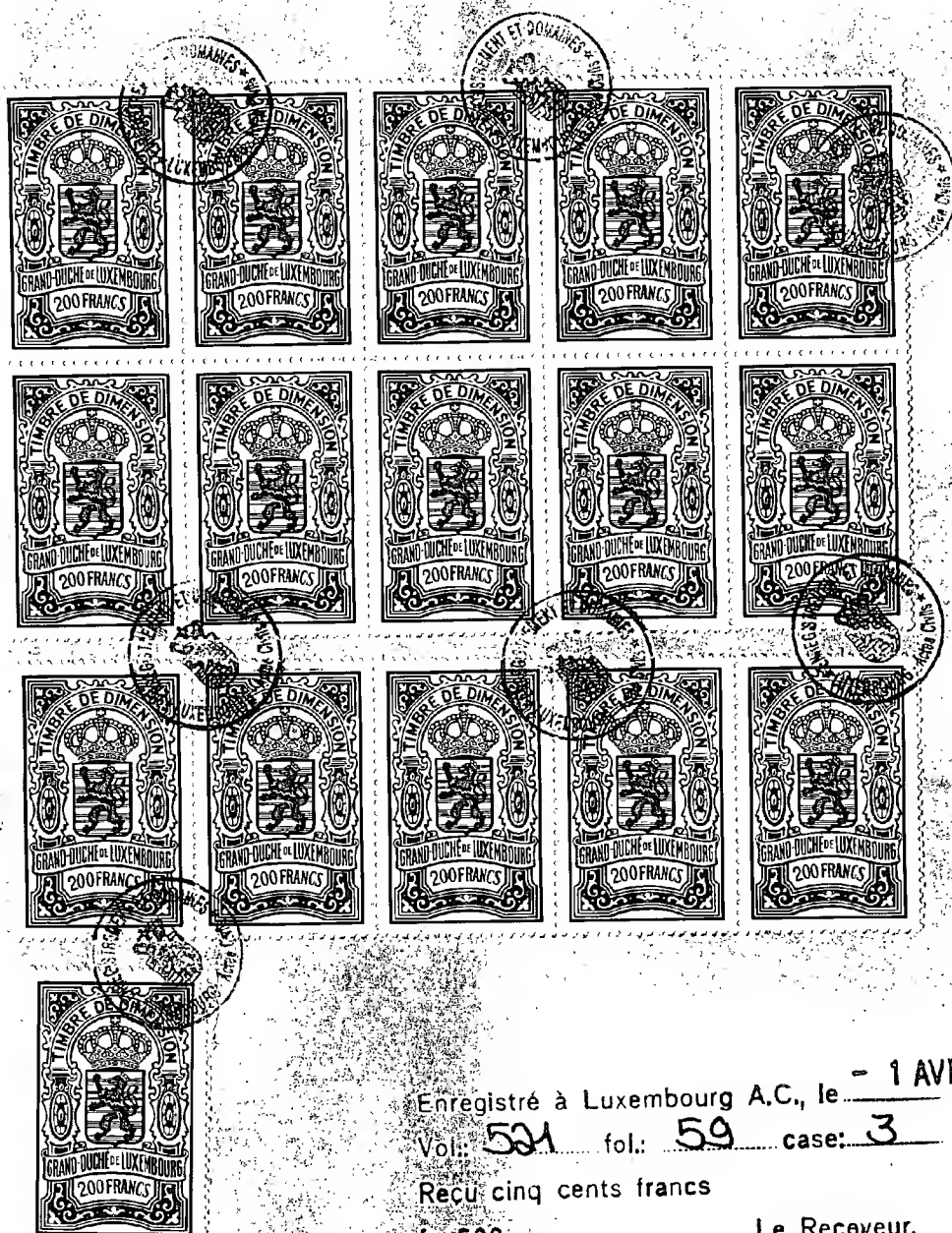
Deloitte & Touche, Réviseurs d'Entreprises, Luxembourg.

Approuvé par le Conseil d'Administration dans sa réunion du 10 mars 1999

Luxembourg, le 10 mars 1999

Pour le Conseil d'Administration

Victor ROD  
Président



Enregistré à Luxembourg A.C., le - 1 AVR. 1999  
Vol.: 521 fol.: 59 case: 3  
Recu cinq cents francs  
fr. 500.-

Le Reçoyeur,  
~~Joseph MULLER~~

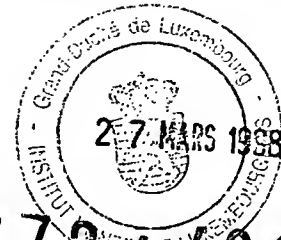
Déposé au registre de commerce  
et des sociétés de Luxembourg

le - 2 AVR. 1999

le préposé  
p.d.



B 30775



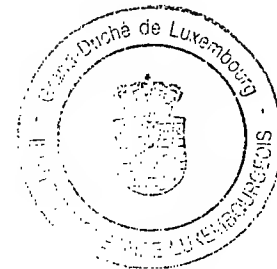
17721/98

## **BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT LUXEMBOURG**

**Siège Central:**  
**Luxembourg, 1, Place de Metz**

**R.C. Luxembourg No B 30775**

Etablissement public autonome, institué par la loi du 21 février 1856 (Mémorial 1, No 6, du 10 mars 1856  
et régi par la loi du 24 mars 1989 (Mémorial A, No 16 du 28 mars 1989)



## Organes de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat

L'organisation de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, premier institut financier du pays fondé en 1856, a été modernisée par la loi du 24 mars 1989 qui a défini les pouvoirs respectifs du Conseil d'Administration et du Comité de Direction. Suivant l'article 8 de cette loi organique "le Conseil d'Administration définit la politique générale de l'établissement et contrôle la gestion du Comité de Direction. Tous les actes tant d'administration que de disposition nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet de la Banque sont de la compétence du Comité de Direction, sous réserve des approbations requises en vertu de la présente loi".

### Conseil d'Administration

#### Président

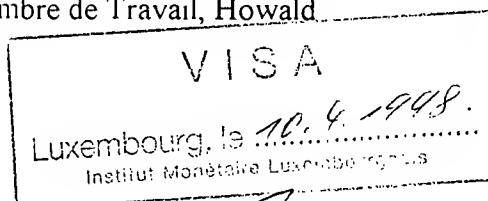
M. Victor ROD , Directeur du Commissariat aux Assurances, Howald

#### Vice-Président

M. Armand BERCHEM , Administrateur Délégué de la Mutualité d'Aide aux Artisans  
et de la Fiduciaire des Petites et Moyennes Entreprises, Niederanven

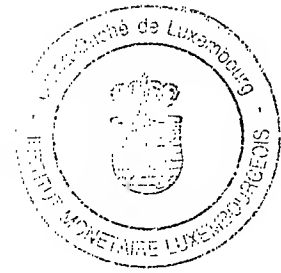
#### Administrateurs

M. Jean HAMES , Représentant du Personnel, Luxembourg  
M. Albert HANSEN , Secrétaire Général du Conseil de Gouvernement, Administrateur  
Général, Ministère d'Etat, Bertrange  
M. Norbert HAUPERT , Administrateur Général, Ministère des Classes Moyennes et du  
Tourisme, Mondercange  
M. Marc ORIGER , Conseiller Economique 1re classe au Service Central de la Statistique  
et des Etudes Economiques, Luxembourg  
M. Armand RAUSCH , Représentant du Personnel, Luxembourg  
M. Georges SCHMIT , Secrétaire Général au Ministère de l'Economie, Heffingen  
M. Fernand SPELTZ , Conseiller à la Chambre de Travail, Howald



17-02-2011

## Commissaire de Surveillance



M. Yves MERSCH , Directeur du Trésor, Luxembourg

## Comité de Direction

### Président

M. Raymond KIRSCH , Directeur Général, Steinsel

### Membres

M. Henri GERMEAUX , Directeur Général Adjoint, Luxembourg

M. Jean-Paul KRAUS , Directeur, Bertrange

M. Gilbert ERNST , Directeur, Luxembourg

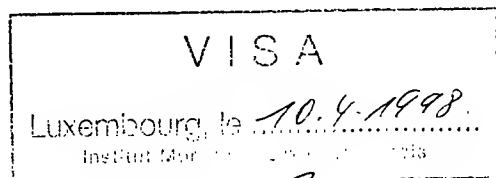
M. Jean-Claude FINCK , Directeur, Foetz

## Réviseur externe

KPMG Peat Marwick Inter-Revision, Réviseurs d'Entreprises, Luxembourg.

Approuvé par le Conseil d'Administration dans sa réunion du 25 mars 1998

Luxembourg, le 25 mars 1998



Pour le Conseil d'Administration

Victor ROD  
Président

INSTITUT MONÉTAIRE LUXEMBOURGEOIS

15 07:51

Réf.: B.98/841-JPST/MD

Luxembourg, le 9 avril 1998

A la Direction de la  
Banque et Caisse d'Epargne de  
l'Etat

L-2954 LUXEMBOURG

Messieurs,

Nous avons l'honneur de nous référer à votre lettre du 25.03.1988, par laquelle vous nous avez soumis les documents relatifs aux comptes annuels de l'exercice 1997 de votre établissement destinés à la publication.

Par la présente nous pouvons vous informer que nous n'avons pas d'objection à ce que vous procédiez à la publication de vos comptes annuels au 31.12.1997 dans la forme proposée.

Nous attirons votre attention sur le fait que la publication doit intervenir suivant les dispositions de l'article 71 de la loi du 17 juin 1992 relative aux comptes des banques.


Ainsi, les comptes régulièrement approuvés doivent être déposés au greffe du tribunal dans le mois de l'approbation. La publication des comptes sera faite par une mention au Mémorial du dépôt au greffe de ces comptes.

Nous vous signalons encore que conformément à l'article 52 de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier vous ne pouvez faire état à des fins commerciales de la soumission de votre établissement à la surveillance de l'IML.

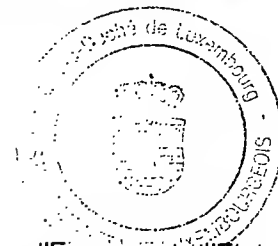
Veuillez recevoir, Messieurs, l'assurance de nos sentiments très distingués.

INSTITUT MONÉTAIRE LUXEMBOURGEOIS

  
Jean-Paul STEFFEN  
Conseiller

  
Jean-Nicolas SCHAUS  
Directeur

## RAPPORT DE GESTION DE LA BANQUE



Après la forte croissance des exercices 1994, 1995 et 1996, la Banque et Caisse d'Épargne de l'État (BCEE) a connu de nouveau une progression significative de ses activités et de ses résultats financiers au cours de l'exercice 1997.

Le total du bilan s'est affiché à 1.016,1 milliards de francs au 31.12.1997, contre 878,2 milliards de francs au 31.12.1996, soit une progression de 137,9 milliards de francs ou de 15,7%. La somme des fonds confiés à la BCEE par la clientèle tant nationale qu'internationale est passée, entre fin 1996 et fin 1997, de 821,4 milliards de francs à 955,5 milliards de francs (+134,1 milliards ou + 16,8%).

Parmi ces fonds, les dépôts de la clientèle non bancaire sur comptes à vue, comptes à terme et comptes d'épargne ont atteint 545,4 milliards de francs, contre 466,8 milliards de francs à la fin de l'exercice 1996, soit une augmentation de 16,9%. Les dépôts d'épargne continuent à afficher une progression de 0,7 milliard de francs ou de 0,6% par rapport à l'exercice 1996. A noter également le succès remarquable des dettes représentées par un titre (bons de caisse, certificats de dépôt et titres du marché interbancaire) qui affichent une progression de 58,4 milliards de francs ou de 67,5%. Cette croissance exceptionnelle provient, en partie, de la réussite auprès des investisseurs institutionnels des programmes de "Euro Medium Term Notes, de "European Commercial Paper" et de "US Commercial Paper".

Les placements et avances en provenance d'établissements de crédit luxembourgeois et étrangers ont diminué de 5,1 milliards de francs ou de -2,0% pour atteindre 251,4 milliards de francs au 31.12.1997.

A la fin de 1997, la partie en devises du passif du bilan s'est établie à quelque 52% (43% en 1996), ce qui traduit le degré d'internationalisation des opérations de la Banque.

A l'actif, les créances sur la clientèle non bancaire ont marqué une augmentation de 19,9 milliards de francs ou de 9,7%, en évoluant de 205,6 milliards de francs au 31.12.1996 à 225,5 milliards de francs au 31.12.1997.

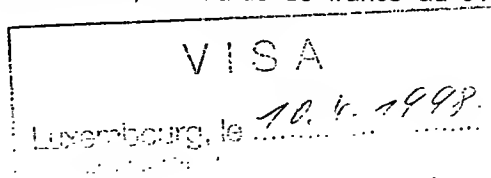
Consciente de sa mission traditionnelle dans le recyclage de l'épargne du public, la Banque a été particulièrement active dans le domaine des prêts au logement. En effet, l'encours dans ce secteur a progressé d'environ 4 milliards de francs ou de 4,1% pour approcher les 105 milliards de francs au 31.12.1997. Dans ce contexte, il y a lieu de noter surtout la baisse continue des taux d'intérêts sur les prêts au logement depuis cinq ans (-0,75% en 1993, -0,5% en 1994, -1,0% en 1995, -0,75% en 1996 et -0,25% en 1997).

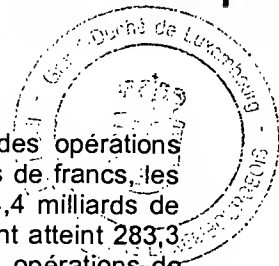
Tout au long de l'exercice 1997, la Banque a continué à consacrer des efforts particuliers dans le domaine du logement social. En progressant de 0,4 milliard de francs en une année, l'encours total des financements au taux social (4,25%) a atteint les 31,6 milliards de francs au 31.12.1997, ceci malgré un environnement conjoncturel plus difficile. A signaler, dans ce contexte, que 14.897 ménages bénéficient actuellement des conditions spéciales en vue du financement de leurs logements.

Appuyée par une nette amélioration du climat d'investissement, la Banque a également développé son activité de prêts aux entreprises. L'encours des prêts à destination professionnelle est en hausse (+3,9%); la BCEE a encore pu améliorer sa part de marché dans ce secteur.

Dans l'ensemble, l'encours total des prêts et crédits à l'économie nationale a progressé de 5,4 milliards de francs ou de 3,6% en 1997, contre un accroissement de 6,1 milliards ou de 4,3% en 1996.

En passant de 383,4 milliards de francs fin 1996 à 386,8 milliards de francs fin 1997, les créances sur les établissements de crédit ont augmenté de 3,4 milliards de francs ou de 0,9%. En revanche, le portefeuille des effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale affiche une progression importante de 31,9% en évoluant de 130,6 milliards de francs au 31.12.1996 à 172,3 milliards de francs au 31.12.1997.





Il convient de relever également l'importance des activités de la Banque au niveau des opérations hors-bilan, notamment les swaps monétaires, dont l'encours s'est élevé à 122,5 milliards de francs, les "interest rate futures" et les "forward rate agreements" (FRA) qui se sont chiffrés à 24,4 milliards de francs, ainsi que les opérations de swaps d'intérêts (IRS) et "cross currency IRS" qui ont atteint 283,3 milliards de francs. Le but de ces opérations a consisté à améliorer le rendement des opérations de trésorerie et à réduire en même temps les risques de taux d'intérêt ou de change.

A noter également la progression rapide des activités dans le domaine des organismes de placement collectif (opc), dont les avoirs, gérés par la BCEE en tant que banque dépositaire, ont approché les 323 milliards de francs (par rapport à 248 milliards de francs en 1996). Le volume des sicav "maison" a atteint 57,1 milliards de francs. Au cours de 1997, la Banque a lancé une nouvelle sicav, LUX-TOP 50 qui investit dans les plus importantes sociétés mondiales figurant parmi les leaders de leur secteur d'activité respectif.

Appuyée par l'évolution des marchés financiers, la BCEE a poursuivi ses efforts de développement du conseil en placements aussi bien au siège que dans les 65 agences où le personnel a été spécialement formé pour offrir un service de qualité et de proximité au client.

Dans le cadre du développement de ses activités au service du secteur des PME, la Banque a poursuivi la mise en place d'une approche commerciale multi-produits. Ainsi, une trentaine d'agences ont été sélectionnées pour offrir un service personnalisé et professionnel aux entreprises.

En général, la BCEE a poursuivi ses efforts visant à consolider le meilleur réseau bancaire du pays en combinant la proximité des agences et des conseillers financiers locaux avec les canaux de banque électronique.

Par ailleurs, il convient de souligner les efforts considérables consacrés dans le courant de l'exercice 1997 à la formation - 1.409 membres du personnel ont participé à au moins une action de formation; le temps d'heures de formation par employé a atteint en moyenne plus de 5 jours par agent -, ainsi qu'à l'amélioration de la qualité des services et produits. Un programme de promotion de la qualité spécifique comprenant un ensemble de mesures informatiques, organisationnelles et commerciales a été mis en place.

A signaler encore que la BCEE a développé ses activités d'épargne-logement, en coopération avec le groupe BHW, en vue de proposer à la clientèle des prêts bénéficiant de taux débiteurs fixes particulièrement intéressants, ceci pendant la durée intégrale du contrat.

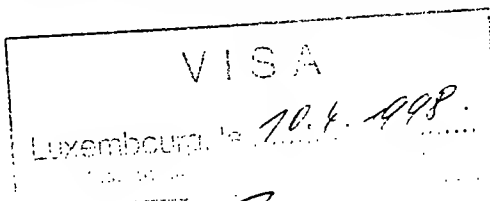
Enfin, la Banque a continué à développer, au cours de l'exercice 1997, en commun avec la compagnie d'assurances La Luxembourgeoise S.A., la vente des produits d'assurances.

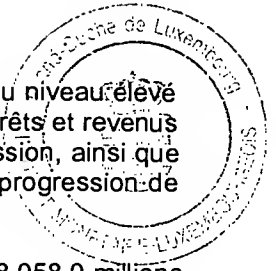
Sur le plan international, il y a lieu de noter que la BCEE a su tirer profit des excellentes notations AA+/A-1+ et Aa1/P-1 qui lui ont été attribuées respectivement par Standard & Poor's et Moody's, pour améliorer et diversifier sa politique de refinancement sur les marchés des capitaux européen et américain.

Après les succès rencontrés par les programmes de refinancement en Europe "Euro-Commercial Paper" et "Euro Medium Term Notes", le montant de ce dernier a été porté de 1.000 à 2.000 millions de dollars, la BCEE a démarré, en 1997, un programme de "US Commercial Paper" aux Etats-Unis d'un montant de 1.000 millions de dollars US.

Enfin, il y a également lieu de relever que la BCEE a confirmé, en 1997, avec succès sa position de teneur de marché en tant que "primary dealer" pour les certificats de trésorerie et les obligations linéaires de l'Etat belge, en se classant parmi les banques les plus actives dans ce domaine.

Sur un marché des capitaux en francs luxembourgeois en régression, la BCEE a pu améliorer sa part de marché à 19,8% en 1997 par rapport à 12,0% en 1996. La BCEE a émis pour son propre compte un emprunt public subordonné d'un montant de 2,0 milliards de francs. Dans le secteur euro-obligataire, la Banque a joué un rôle actif en coopérant au placement de 226 émissions libellées dans 15 monnaies différentes.





Les résultats financiers de la Banque ont progressé, une fois de plus, en 1997, au-delà du niveau élevé atteint en 1996. C'est ainsi que le produit net bancaire, comprenant le résultat net sur intérêts et revenus assimilés, les produits de valeurs mobilières à revenu variable, le résultat net sur commission, ainsi que le résultat net provenant d'opérations financières, a marqué, d'une année à l'autre, une progression de 443 millions de francs ou de 4,2%.

Au cours de l'année 1997, les revenus sur intérêts et produits assimilés se sont établis à 8.058,0 millions de francs (+0,50%) et restent de loin la source principale de revenus pour la Banque. De même, le résultat net sur commissions est en forte progression (+24,4%). En revanche, le résultat provenant d'opérations financières, comprenant d'une façon générale tous les résultats dégagés des activités de "trading" de la Banque, se maintient à peu près au même niveau qu'en 1996.

Les frais généraux administratifs ont marqué, en 1997, une hausse de 431,9 millions de francs ou de 7,7% en passant de 5.601,1 millions de francs au 31.12.1996 à 6.033,0 millions de francs au 31.12.1997. Cette progression s'explique, en grande partie, par les charges exceptionnelles liées à la préparation à l'euro. Les frais de personnel, qui représentent la principale composante des frais généraux, ont augmenté de 148,6 millions de francs ou de 3,7%.

D'importants programmes pluriannuels d'investissements en informatique et en formation destinés à la préparation à la monnaie unique et à l'an 2000 ont été poursuivis dans le courant de l'année 1997. Les coûts d'exploitation ont ainsi augmenté. De même, la politique commerciale de la Banque a été redéfinie et tous les efforts sont entrepris pour rendre disponible, en euro, la gamme complète des produits et services bancaires pour le 1er janvier 1999. En même temps, les organes dirigeants ont effectué, au cours de 1997, un réexamen en profondeur de la stratégie de la banque en vue de l'euro, ceci dans le cadre du programme Spuerkeess 2002.

En 1997, la Banque a également pu profiter de plusieurs facteurs exceptionnels qui ont influencé positivement son résultat. Il s'agit principalement d'une excellente performance réalisée dans le domaine de la gestion Actif-Passif ainsi que d'une plus-value exceptionnelle en relation avec l'opération d'échange AUDIOLUX/AUDIOFINA. En dernier lieu, l'évolution favorable des revenus des participations et en particulier de la S.E.S mérite d'être relevée.

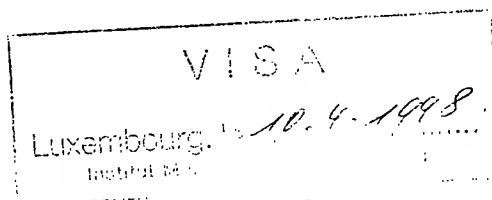
Le cash-flow a progressé de 22,7% pour s'établir à 5.324 millions de francs en 1997 contre 4.339 millions de francs en 1996.

Grâce à l'augmentation sensible de la capacité bénéficiaire, la Banque a pu renforcer, en 1997, sa politique traditionnelle de dotations élevées aux provisions et aux corrections de valeur. Par rapport aux exercices antérieurs, les risques sur clients débiteurs et les risques-pays ont fait l'objet d'une attention particulière. Une couverture appropriée a été effectuée sur tous les risques identifiés. De même, la Banque a profité de la nouvelle législation fiscale relative à la détermination de la provision forfaitaire pour augmenter cette dernière de façon conséquente.

Compte tenu des éléments qui précèdent et grâce à l'évolution rapide des affaires, la Banque a su afficher, pour l'exercice 1997, un bénéfice net de 2.152 millions de francs, contre 1.979 millions de francs en 1996, soit une augmentation de 173 millions de francs ou de 8,7%.

Les résultats financiers très satisfaisants enregistrés en 1997 suivent la tendance positive des dernières années. La Banque a su renforcer, en 1997, ses fonds propres dont le niveau est largement suffisant pour répondre aux normes communautaires en matière de solvabilité et pour permettre dans le futur une nouvelle expansion du volume des affaires (ratio de solvabilité au 31.12.1997: 11,56%).

La BCEE maintiendra, en 1998, ses efforts pour consolider et développer ses activités de banque universelle. Pour 1998, la Banque s'attend à une évolution positive des affaires. Dans le cadre de son programme stratégique SPUERKEESS 2002, le management a entamé dès à présent les travaux visant à préparer la Banque aux défis de l'euro et aux mutations rapides de l'industrie bancaire.



Des événements importants, mettant en cause la marche normale des affaires de la Banque, ne se sont pas produits après la clôture de l'exercice 1997.

Luxembourg, le 27 février 1998.

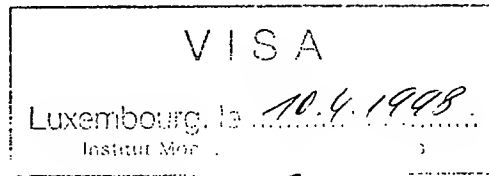
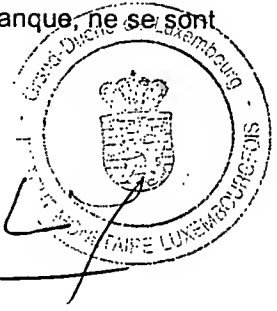
Pour le comité de direction



Henri GERMEAUX  
Directeur Général adjoint



Raymond KIRSCH  
Directeur Général







Audit

31, Allée Scheffer  
L-2520 Luxembourg

Téléphone (352) 22 51 51 -1  
Téléfax (352) 22 51 71

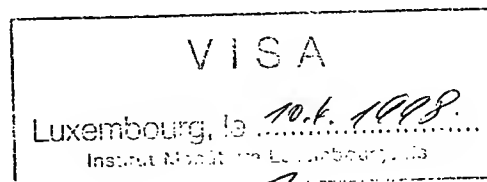


Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat  
1, Place de Metz  
L - 2954 Luxembourg

## RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES

Conformément au mandat donné par le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, sur proposition du Conseil d'administration de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, nous avons contrôlé les comptes annuels ci-joints de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 1997 et avons pris connaissance du rapport de gestion y relatif. Le Conseil d'administration approuve les comptes annuels ainsi que le rapport annuel du Comité de direction et propose au Gouvernement l'affectation du bénéfice. Le rapport de gestion relève de la compétence du Comité de direction. Notre responsabilité est, sur base de nos travaux de révision, d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels et de vérifier la concordance du rapport de gestion avec ceux-ci.

Nous avons effectué nos travaux de révision selon les normes internationales de révision. Ces normes requièrent que nos travaux de révision soient planifiés et exécutés de façon à obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Une mission de révision consiste à examiner, sur base de sondages, les éléments probants justifiant les montants et informations contenus dans les comptes annuels. Elle consiste également à apprécier les principes et méthodes comptables suivis et les estimations significatives faites par le Conseil d'administration et le Comité de direction pour l'arrêté des comptes annuels, ainsi qu'à effectuer une revue de leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos travaux de révision forment une base raisonnable à l'expression de notre opinion.



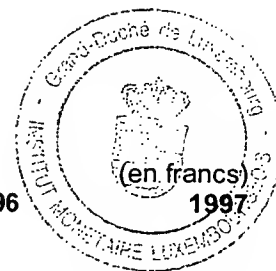
17-02-2011



Member Firm of  
KPMG International

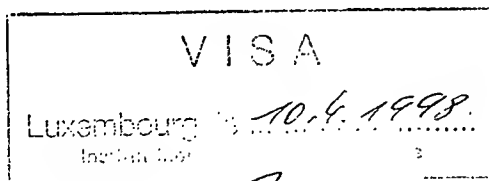
KPMG Audit  
Société Civile  
31, Allée Scheffer  
L-2520 Luxembourg

TVA 1988 7000 363  
N° d'identification TVA LU 13772441

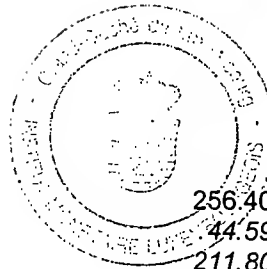
**BILAN AU 31 DECEMBRE 1997****ACTIF**

1996

Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices des chèques postaux	2.385.930.372	2.723.808.307
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale:	130.623.660.879	172.318.603.407
a. <i>effets publics et valeurs assimilées</i>	130.475.331.379	172.318.603.407
b. <i>autres effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale</i>	148.329.500	0
Créances sur les établissements de crédit:	383.402.287.337	386.766.945.035
a. <i>à vue</i>	55.834.307.924	115.521.691.203
b. <i>autres créances</i>	327.567.979.413	271.245.253.832
Créances sur la clientèle	205.593.225.714	225.501.208.313
Opérations de crédit-bail	672.991.968	905.686.706
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe:	123.238.400.959	188.338.181.196
a. <i>des émetteurs publics</i>	17.507.113.393	32.338.720.034
b. <i>d'autres émetteurs</i>	105.731.287.566	155.999.461.162
Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable	3.870.623.092	4.883.721.812
Participations	3.062.727.169	3.465.018.129
Parts dans des entreprises liées	264.858.525	264.099.849
Actifs incorporels	31.634.847	10.873.620
Actifs corporels	9.113.668.766	9.242.432.833
Autres actifs	4.822.814.500	5.859.304.630
Comptes de régularisation	11.146.575.858	15.771.149.341

**TOTAL ACTIF****878.229.399.986 1.016.051.033.178****HORS-BILAN****Passifs éventuels**

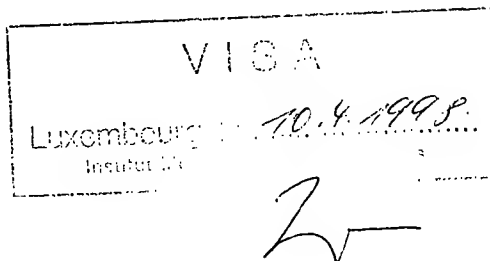
dont: - <i>acceptations et engagements par endos d'effets réescomptés</i>	15.855.377.387	19.620.411.829
- <i>cautionnements et actifs donnés en garantie</i>	2.103.464.200	2.795.094.000
	8.067.210.269	10.607.893.860



PASSIF	(en francs)	
	1996	1997
Dettes envers les établissements de crédit:	256.404.829.960	251.349.726.937
a. à vue	44.597.224.643	45.252.796.863
b. à terme ou à préavis	211.807.605.317	206.096.930.074
Dettes envers la clientèle:	466.763.464.882	545.427.940.966
a. dépôts d'épargne	113.817.012.476	114.532.158.851
b. autres dettes	à vue à terme ou à préavis	135.629.892.230 295.265.889.885
Dettes représentées par un titre:	86.548.737.048	144.979.322.121
a. bons et obligations en circulation	32.421.890.766	34.156.850.279
b. autres	54.126.846.282	110.822.471.842
Autres passifs	19.347.629.622	19.015.100.479
Comptes de régularisation	10.132.449.315	11.012.017.295
Provisions pour risques et charges:	2.369.474.481	3.451.872.660
a. provisions pour impôts	847.407.608	878.055.996
b. autres provisions	1.522.066.873	2.573.816.664
Passifs subordonnés	11.700.000.000	13.700.000.000
Postes spéciaux avec une quote-part de réserves	324.830.341	324.913.833
Fonds pour risques bancaires généraux	2.500.000.000	2.500.000.000
Capital	7.000.000.000	7.000.000.000
Réserves	13.159.155.862	15.137.984.337
Résultat de l'exercice	1.978.828.475	2.152.154.550
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>878.229.399.986</b>	<b>1.016.051.033.178</b>

**HORS-BILAN**

Engagements	78.458.429.218	92.357.361.617
dont: engagements résultant d'opérations de mise en pension	-	-
Opérations fiduciaires	36.793.959.140	36.600.772.400

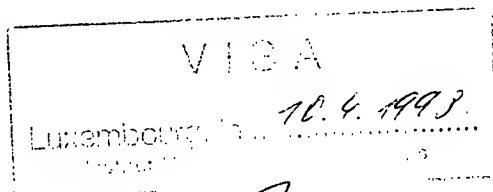


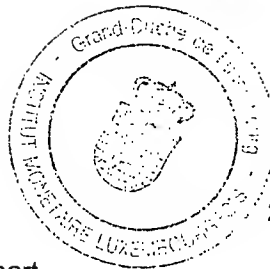
**COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1997**

1996

1997

Intérêts et produits assimilés	50.133.733.689	55.481.332.950
- sur valeurs mobilières à revenu fixe	8.548.126.843	13.102.940.572
Intérêts et charges assimilées	- 42.119.526.082	- 47.423.347.950
Revenus de valeurs mobilières	499.812.925	560.748.094
- revenus d'actions, de parts et d'autres valeurs mobilières à revenu variable	99.227.754	91.874.913
- revenus de participations	314.459.921	348.620.880
- revenus de parts dans des entreprises liées	86.125.250	120.252.301
Commissions perçues	2.793.269.686	3.175.104.765
Commissions versées	- 1.388.695.194	- 1.427.647.702
Résultat provenant d'opérations financières	589.048.938	585.060.111
Autres produits d'exploitation	480.792.308	823.395.174
Frais généraux administratifs:	- 5.601.104.829	- 6.033.047.622
- frais de personnel	- 3.992.677.734	- 4.141.298.329
dont: salaires et traitements	- 2.969.206.167	- 3.198.694.448
charges sociales	- 912.259.816	- 828.995.344
dont: charges sociales couvrant les pensions	- 767.575.382	- 676.872.859
- autres frais administratifs	- 1.608.427.095	- 1.891.749.293
Corrections de valeur sur actifs incorporels et corporels	- 967.137.597	- 1.040.494.563
Autres charges d'exploitation	- 422.204.453	- 646.845.334
Corrections de valeur sur créances et provisions pour passifs éventuels et pour engagements (montant net)	- 1.241.240.546	- 1.009.984.522
Corrections de valeur sur valeurs mobilières ayant le caractère d'immobilisations financières, sur participations et sur parts dans des entreprises liées (montant net)	-	- 316.523.400
Reprises de corrections de valeur sur valeurs mobilières ayant le caractère d'immobilisations financières, sur participations et sur parts dans des entreprises liées (montant net)	106.873.323	-
<b>A REPORTER:</b>	<b>2.863.622.168</b>	<b>2.727.750.001</b>





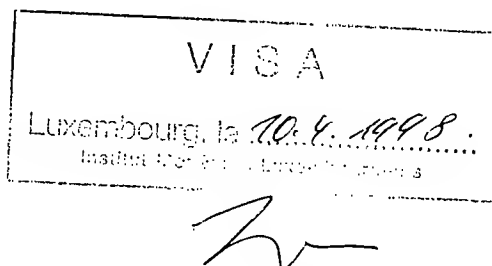
	1996	(en francs) 1997
<b>REPORT:</b>	<b>2.863.622.168</b>	<b>2.727.750.001</b>
Dotations aux "postes spéciaux avec une quote-part de réserves"	- 4.196.483	- 7.398.379
Produits provenant de la dissolution de "postes spéciaux avec une quote-part de réserves"	6.629.191	7.314.887
Impôts sur le résultat provenant des activités ordinaires	- 714.367.143	- 458.958.237
<b>Résultat provenant des activités ordinaires après impôts</b>	<b>2.151.687.733</b>	<b>2.268.708.272</b>
<i>Produits exceptionnels</i>	8.612.639	10.977.089
<i>Charges exceptionnelles</i>	- 5.852.856	- 39.035.309
Résultat exceptionnel	2.759.783	- 28.058.220
Autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus	- 175.619.041	- 88.495.502
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>1.978.828.475</b>	<b>2.152.154.550</b>

**AFFECTATION DU BENEFICE DISPONIBLE (1)**

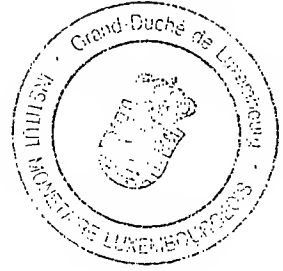
<b>BENEFICE DISPONIBLE</b>	(en francs)
Bénéfice reporté	-
Bénéfice de l'exercice	2.152.154.550
<b>TOTAL</b>	<b>2.152.154.550</b>

**AFFECTATION DU BENEFICE**

Transfert aux réserves	2.152.154.550
Solde à reporter à nouveau	-
<b>TOTAL</b>	<b>2.152.154.550</b>



(1) Loi du 24 mars 1989, article 39; règlement grand-ducal du 14 juin 1983

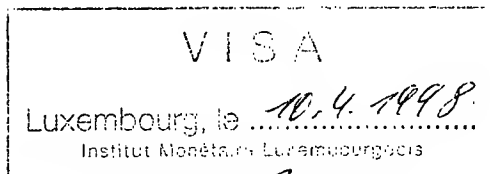



A notre avis, les comptes annuels ci-joints donnent, en conformité avec les prescriptions légales, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, au 31 décembre 1997 ainsi que des résultats de l'exercice se terminant à cette date.

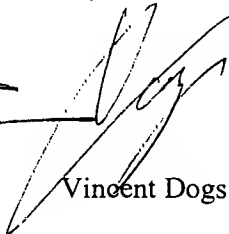
Le rapport de gestion est en concordance avec les comptes annuels.

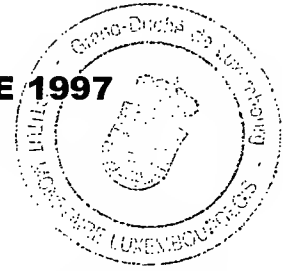
Luxembourg, le 2 mars 1998

KPMG Audit  
Réviseurs d'Entreprises



  
Eric Damotte

  
Vincent Dogs

**ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 1997****1. GENERALITES**

La Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, instituée par la loi du 21 février 1856 et régie par la loi du 24 mars 1989, est un établissement public autonome, doté de la personnalité juridique. Elle est placée sous la haute surveillance du membre du Gouvernement ayant le département du Trésor dans ses attributions.

Le siège de la Banque est à Luxembourg.

Dans les limites fixées par les lois et règlements applicables aux établissements de crédit, la Banque a pour objet de faire toutes opérations bancaires et financières ainsi que toutes opérations analogues, connexes ou accessoires à celles-ci.

**2. PRINCIPALES METHODES COMPTABLES**

Les méthodes comptables de la Banque sont conformes à la réglementation en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg et, notamment, à la loi du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des établissements de crédit.

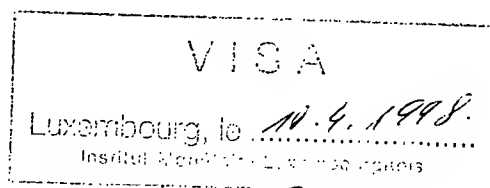
Par application de l'article 83 de la loi précitée, la Banque n'a pas établi de comptes consolidés au 31 décembre 1997 compte tenu de la faible importance des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation.

**A. ACTIFS IMMOBILISES****A.1. ACTIFS INCORPORELS**

Les actifs incorporels sont comptabilisés au bilan au prix d'acquisition ou au coût de revient, diminué de la valeur des amortissements cumulés.

Les amortissements des actifs incorporels se font sur base linéaire au taux annuel de 20%.

	Taux d'amortissement	Mode d'amortissement
Fonds de commerce acquis à titre onéreux	20%	linéaire
Autres actifs incorporels		
- droits et valeurs similaires acquis à titre onéreux	20%	linéaire



**A.2. ACTIFS CORPORELS**

Les actifs corporels sont repris au bilan au prix d'acquisition ou au coût de revient, diminué de la valeur des amortissements cumulés.

Les amortissements des constructions se font sur base linéaire au taux de 2% l'an.

Les amortissements des installations techniques, du matériel et du mobilier se font sur base linéaire à des taux tenant compte de la durée de vie estimée des biens. Les taux d'amortissement pour les postes les plus importants sont les suivants:

logiciel	33,3%
matériel informatique	25,0%
matériel de transport	20,0%
installations de sécurité	12,5%
matériel de bureau	10,0%

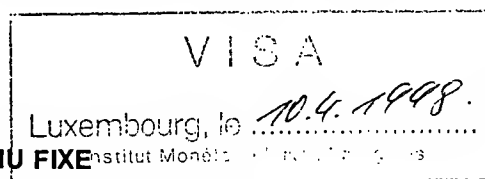
Le matériel et le mobilier dont le prix d'acquisition ne dépasse pas 35.000 francs ou dont la durée usuelle d'utilisation est inférieure à une année est directement repris dans les charges de l'exercice.

**A.3. IMMOBILISATIONS FINANCIERES**

Les participations et les parts dans des entreprises liées ayant le caractère d'immobilisé sont évaluées au plus bas du prix d'acquisition ou du prix du marché. Les dépréciations constatées font l'objet de corrections de valeur.

En vertu des dispositions de l'article 56 de la loi du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels des établissements de crédit, la Banque a opté pour l'évaluation au prix d'acquisition des effets publics et des valeurs mobilières à revenu fixe faisant partie du portefeuille des immobilisations financières (dont "Asset Swaps"). Lorsque les conditions requises par la législation pour l'évaluation au prix d'acquisition ne sont pas respectées, les méthodes du "lower of cost or market" ou du "Beibehaltungsprinzip" sont d'application. L'application du "Beibehaltungsprinzip" a permis à la Banque de conserver des corrections de valeur constituées antérieurement pour un montant de 4.138.966 francs.

L'agio (différence positive entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement des titres) et le disagio (différence négative entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement) sont amortis, respectivement proratisés, sur la durée de détention des titres. L'amortissement de l'agio et la proratisation du disagio se font à travers les postes d'intérêts du compte de profits et pertes et les comptes de régularisation du bilan.

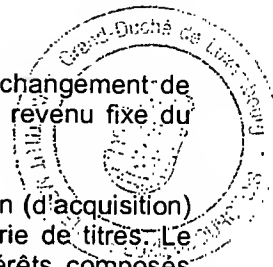
**B. ACTIFS CIRCULANTS****B.1. OBLIGATIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU FIXE**

Les valeurs mobilières autres que celles destinées à servir de façon durable à l'activité de la Banque sont considérées comme des actifs circulants.

Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe sont évaluées suivant le "Beibehaltungsprinzip", c'est-à-dire avec maintien des corrections de valeur antérieurement constituées, lorsque celles-ci s'avèrent supérieures à celles qui auraient dû être constituées par application de la méthode d'évaluation au "lower of cost or market" à la clôture de l'exercice. Dans tous les autres cas de figure, l'évaluation se fait au plus bas du prix d'acquisition ou du prix du marché, c'est-à-dire avec constitution de corrections de valeur lorsque la valeur d'évaluation des titres est inférieure à leur prix d'acquisition. La valeur d'évaluation est définie comme étant le cours boursier du jour de l'établissement des comptes annuels ou, à défaut, la valeur probable de réalisation ou le cours qui reflète le mieux la valeur intrinsèque des titres détenus.

Les plus-values non réalisées sont négligées.





Au cours de l'exercice 1997, la Banque a décidé, avec l'accord de l'IML, d'opérer un changement de méthode comptable consistant à calculer dorénavant un agio proratisé sur les titres à revenu fixe du portefeuille de placement.

En ce qui concerne les certificats du Trésor belge, la différence entre la valeur d'émission (d'acquisition) et la valeur de remboursement (de cession) constitue le seul revenu sur cette catégorie de titres. Le revenu en question est réparti sur la durée de détention des titres sous forme d'intérêts composés venant augmenter leur valeur comptable. Au 31 décembre 1997, la valeur comptable ainsi réajustée est très proche de la valeur d'évaluation, ce qui rend inutile la constitution de corrections de valeur.

## **B.2. ACTIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU VARIABLE, PARTS DANS DES ENTREPRISES LIEES N'AYANT PAS LE CARACTERE D'IMMOBILISE**

Les actions, autres valeurs mobilières à revenu variable et parts dans des entreprises liées n'ayant pas le caractère d'immobilisé sont reprises au bilan à leur prix d'acquisition, y compris tous les frais accessoires. Ces titres sont évalués suivant le "Beibehaltungsprinzip", c'est-à-dire avec maintien des corrections de valeur antérieurement constituées, lorsque celles-ci s'avèrent supérieures à celles qui auraient dû être constituées par application de la méthode d'évaluation au "lower of cost or market" à la clôture de l'exercice. Dans tous les autres cas de figure, l'évaluation se fait au plus bas du prix d'acquisition ou du prix de marché, c'est-à-dire avec constitution de corrections de valeur, lorsque la valeur d'évaluation des titres est inférieure à leur prix d'acquisition.

L'application du "Beibehaltungsprinzip" a permis à la Banque de conserver des corrections de valeur constituées antérieurement pour un montant de 35.081.428 francs.

Les plus-values non réalisées sont négligées.

## **B.3. CREANCES**

Les prêts et crédits sont renseignés à leur valeur nominale, les intérêts courus et non échus étant enregistrés au poste "Comptes de régularisation" qui figure à l'actif du bilan. Pour les créances jugées douteuses, la Banque constitue des provisions spécifiques qui sont déduites des postes d'actif concernés.

## **B.4. OPERATIONS DE CREDIT-BAIL**

Les créances résultant des opérations de crédit-bail sont renseignées à leur valeur nette, c'est-à-dire à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés des biens faisant l'objet des opérations de crédit-bail. La part des loyers perçus sur ces opérations, représentant la rémunération du capital, est comptabilisée au compte de profits et pertes.

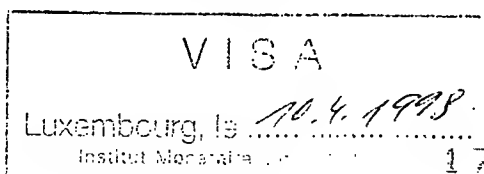
## **B.5. CORRECTIONS DE VALEUR SUR ACTIFS CIRCULANTS**

La Banque a pour politique de constituer des provisions spécifiques destinées à couvrir les risques de pertes et de non-recouvrement sur les créances en portefeuille.

Les corrections de valeur qui en résultent viennent en déduction des postes de l'actif circulant concernés.

## **B.6. ACTIFS DONNES EN GARANTIE**

Les actifs donnés en garantie pour compte propre et pour compte de tiers représentent un montant de 4.859.226.073 francs.



17-02-2011



### C. PRIX D'ACQUISITION DES ELEMENTS D'ACTIF DE MEME CATEGORIE

Le mode d'évaluation appliqué par la Banque aux éléments de même catégorie est celui des prix moyens pondérés.

### D. FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX

L'exercice 1997 n'a pas donné lieu à une dotation au fonds pour risques bancaires généraux.

### E. CONVERSION DES DEVISES

Le capital social de la Banque est exprimé en francs luxembourgeois et la comptabilité est tenue dans cette monnaie.

Les postes de l'actif et du passif libellés dans une devise autre que le franc luxembourgeois sont convertis en francs aux cours de change au comptant en vigueur à la date du bilan.

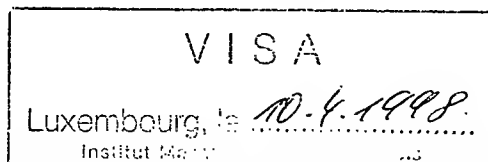
Les différences de change qui résultent de cette conversion sont enregistrées en compte de profits et pertes pour autant qu'elles ne proviennent pas de postes couverts expressément par une opération de change à terme.

Les revenus et charges en devises sont convertis en francs luxembourgeois aux cours de change applicables à la date de leur comptabilisation.

Les postes au comptant couverts par des opérations à terme, de même que les postes à terme couverts au comptant sont considérés comme neutres par rapport aux fluctuations des cours de change des devises. La différence d'évaluation qui peut en découler est neutralisée sans que le résultat de l'exercice en soit affecté.

Les postes en devises à terme non couverts au comptant et non échus à la date de clôture sont évalués sur base des cours de change valables pour le terme restant à courir à la date du bilan. Les moins-values résultant de ces évaluations sont provisionnées, tandis que les plus-values sont négligées.

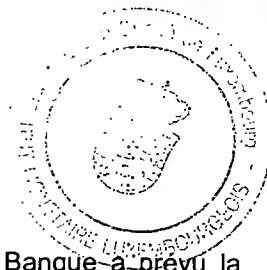
### F. INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES



Les engagements éventuels de la Banque qui résultent des instruments financiers dérivés tels que swaps de taux d'intérêt, forward rate agreements, financial futures et options sont enregistrés à la date de transaction dans les comptes hors-bilan.

A la date du bilan, une provision est constituée pour les moins-values individuelles non réalisées constatées lors de l'évaluation au cours du marché des transactions non encore venues à échéance. Cette provision est enregistrée sous le poste "Provisions pour risques et charges". Les plus-values non réalisées sont négligées.

Dans le cas où l'instrument financier couvre un poste d'actif ou de passif spécifique pour lequel l'unité économique est établie, aucune provision n'est constituée.



## G. PROVISION FORFAITAIRE

Dans le cadre des limites admises par la législation fiscale luxembourgeoise, la Banque a prévu la constitution d'une provision forfaitaire visant à couvrir les pertes éventuelles sur les actifs à risque. La Banque a ainsi profité du nouveau régime de détermination de la provision forfaitaire pour renforcer celle-ci.

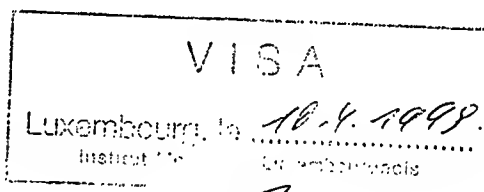
Les corrections de valeur qui en résultent viennent en déduction des postes de l'actif, alors que la partie de la provision forfaitaire qui se rapporte aux postes de hors-bilan est enregistrée sous forme d'une provision pour risques et charges au passif du bilan.

## 3. AFFECTATION DU BENEFICE DISPONIBLE

En vertu de l'article 39 de la loi du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, et du règlement grand-ducal du 14 juin 1983 concernant l'affectation du bénéfice disponible de la Banque, le bénéfice net de l'exercice 1997 (2.152.154.550 francs) est à affecter à la réserve libre.

## 4. ASSOCIATION POUR LA GARANTIE DES DEPOTS

En date du 25 septembre 1989, la Banque a adhéré en tant qu'associé à l'"Association pour la garantie des dépôts, Luxembourg" (AGDL) ayant pour objectif exclusif de constituer un système de garantie mutuelle des dépôts en faveur des clients personnes physiques et petites sociétés des établissements de crédit membres de l'association. Au 31 décembre 1997, la Banque a constitué une provision pour les engagements éventuels futurs liés à son adhésion à l'AGDL.





## 5. RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DE L'ACTIF

### 5.1. ANALYSE D'UNE PARTIE DES POSTES DE L'ACTIF

#### *Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale*

Au 31 décembre 1997, ce poste comprend des effets pour un montant de 172.318.603.407 francs.

#### *Créances sur les établissements de crédit*

Les créances, autres que celles à vue, sur les établissements de crédit se répartissent selon les durées résiduelles suivantes:

en francs au 31 décembre 1997

Jusqu'à trois mois	170.221.046.546
Plus de trois mois à un an	68.772.309.188
Plus d'un an à cinq ans	8.859.518.362
Plus de cinq ans	23.392.379.736

<b>Total</b>	<b>271.245.253.832</b>
--------------	------------------------

Les créances, à vue et à terme, sur les établissements de crédit incluent:

en francs au 31 décembre 1997

Créances sur des entreprises liées	/
Créances sur des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	10.710.781

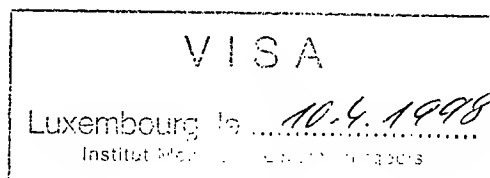
#### *Créances sur la clientèle*

Les créances sur la clientèle se répartissent selon leur durée résiduelle de la façon suivante:

en francs au 31 décembre 1997

Jusqu'à trois mois	22.385.980.143
Plus de trois mois à un an	11.716.716.018
Plus d'un an à cinq ans	57.225.804.187
Plus de cinq ans	134.172.707.965

<b>Total</b>	<b>225.501.208.313</b>
--------------	------------------------



Sont incluses sous ce poste en francs au 31 décembre 1997

Créances sur des entreprises liées	106.806.516
Créances sur des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	11.100.578.088

Les avances et crédits accordés aux membres des organes d'administration et de direction de la Banque se présentent comme suit:

en francs au 31 décembre 1997

Organe d'administration (9 administrateurs)	45.791.997
Organe de direction (5 directeurs)	20.888.694
<b>Total</b>	<b>66.680.691</b>

### Opérations de crédit-bail

Les opérations de crédit-bail se décomposent selon les durées résiduelles suivantes:

en francs au 31 décembre 1997

Jusqu'à trois mois	50.420.480
Plus de trois mois à un an	55.842.679
Plus d'un an à cinq ans	554.728.817
Plus de cinq ans	244.694.730
<b>Total</b>	<b>905.686.706</b>

Ces opérations se répartissent de la façon suivante entre la clientèle:

en francs au 31 décembre 1997

Opérations avec des établissements de crédit	10.103.484
Opérations avec la clientèle	895.583.222
<b>Total</b>	<b>905.686.706</b>

Celles-ci incluent des opérations sur:

en francs au 31 décembre 1997

Créances sur des entreprises liées	/
Créances sur des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	2.639.848

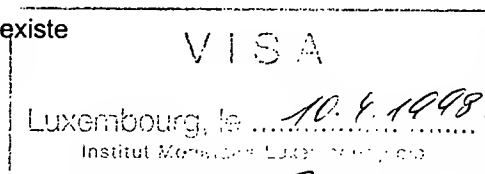
### Créances subordonnées

Les actifs présentant un caractère subordonné détenus par la Banque se répartissent de la façon suivante:

en francs au 31 décembre 1997

Créances sur des établissements de crédit	2.500.000.000
Créances sur la clientèle	2.099.031.989
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	2.977.706.309

La Banque ne possède pas de créances subordonnées sur des entreprises liées ou des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation.





## 5.2. OBLIGATIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU FIXE

Ce poste comprend les titres de créance considérés ou non comme des immobilisations financières, cotés en bourse ou susceptibles de l'être, et émis par des établissements de crédit, des entreprises ou des organismes publics, dans la mesure où ils ne sont pas déjà intégrés dans un autre poste du bilan.

a. Les titres ayant une durée de vie résiduelle inférieure à un an représentent un montant net de 53.786.025.439 francs au 31 décembre 1997.

b. Les valeurs mobilières cotées et non cotées sont ventilées comme suit au 31 décembre 1997:

en francs

Valeurs admises à une cote officielle	130.073.274.617
Valeurs non admises à une cote officielle	58.264.906.579
<b>Total</b>	<b>188.338.181.196</b>

c. Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe sont considérées comme des immobilisations financières lorsqu'elles sont destinées à servir de façon durable à l'activité de la Banque. Le caractère durable a été défini par le Comité de direction comme l'intention d'une détention à long terme ou jusqu'à l'échéance des titres. Les autres titres font partie des portefeuilles de négociation et de placement.

Au 31 décembre 1997, la répartition des "Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe" entre les titres présentant le caractère d'immobilisations financières et ceux considérés comme faisant partie des actifs circulants se présente comme suit:

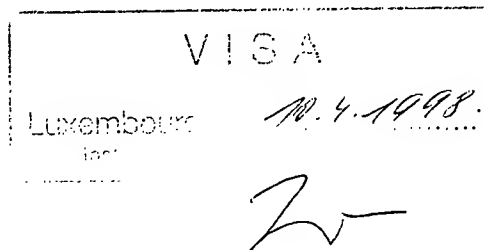
en francs

Titres du portefeuille des immobilisations financières	155.394.021.646
Titres des portefeuilles de négociation et de placement	32.944.159.550
<b>Total</b>	<b>188.338.181.196</b>

d. Les créances détenues sur des entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation, rattachées à ce poste, sont réparties de la façon suivante au 31 décembre 1997:

en francs

Créances sur des entreprises liées	/
Créances sur des entreprises ayant un lien de participation	209.470.475
<b>Total</b>	<b>209.470.475</b>



**5.3. ACTIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU VARIABLE**

Ce poste comprend les actions, parts sociales, parts d'organismes de placement collectif et les autres valeurs à revenu variable cotées ou non en bourse.

Les actions et autres valeurs mobilières à revenu variable, cotées et non cotées, sont ventilées comme suit au 31 décembre 1997:

	en francs
Valeurs admises à une cote officielle	2.838.819.164
Valeurs non admises à une cote officielle	2.044.902.648
<b>Total</b>	<b>4.883.721.812</b>

**5.4. PARTICIPATIONS**

a. Les participations cotées et non cotées sont ventilées comme suit au 31 décembre 1997:

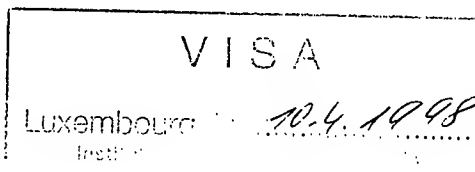
	en francs
Valeurs admises à une cote officielle	631.853.167
Valeurs non admises à une cote officielle	2.833.164.962
<b>Total</b>	<b>3.465.018.129</b>

b. Les participations dans des établissements de crédit représentent un montant de 27.700.407 francs au 31 décembre 1997.

**5.5. PARTS DANS DES ENTREPRISES LIEES**

a. Les parts dans des entreprises liées cotées et non cotées sont ventilées comme suit au 31 décembre 1997:

	en francs
Valeurs admises à une cote officielle	/
Valeurs non admises à une cote officielle	264.099.849
<b>Total</b>	<b>264.099.849</b>



b. Au 31 décembre 1997, la Banque ne détient pas de parts dans des entreprises liées qui sont des établissements de crédit.

**5.6. ACTIFS INCORPORELS**

Le poste des actifs incorporels comprend l'acquisition, à titre onéreux, d'un fonds de commerce et de certains droits d'entrée.

**5.7. ACTIFS CORPORELS**

Les terrains et constructions utilisés par la Banque dans le cadre de son activité propre sont intégrés dans ce poste pour un montant net (prix d'acquisition moins amortissements cumulés) de 6.914.986.338 francs au 31 décembre 1997.

**5.8. AUTRES ACTIFS**

Au 31 décembre 1997, ce poste se décompose de la façon suivante:

	en francs
Valeurs à recevoir à court terme	506.506.508
Investissement du fonds de pension	4.724.951.767
Métaux précieux	4.652.009
Autres	623.194.346
<b>Total</b>	<b>5.859.304.630</b>

**5.9. ACTIFS LIBELLES EN DEVISES**

Les actifs libellés en devises autres que des francs représentent un montant de 548.117.291.295 francs au 31 décembre 1997.

Ce chiffre inclut la partie comptant d'opérations liées pour lesquelles la couverture se trouve dans les opérations de change à terme.

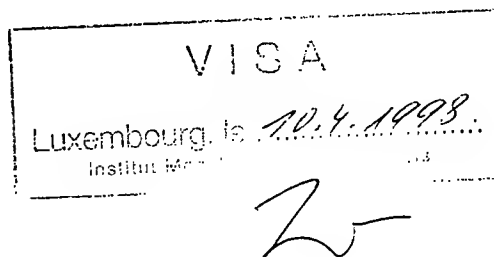
**5.10. OPERATIONS FIDUCIAIRES TOUCHANT DES POSTES DE L'ACTIF**

Les actifs liés à des opérations fiduciaires non expressément soumises au règlement grand-ducal du 19 juillet 1983 représentent un montant total de 315.405.523 francs au 31 décembre 1997 et concernent principalement le poste "Créances sur établissements de crédit" pour un montant de 315.100.451 francs ainsi que le poste "Créances sur la clientèle" pour un montant de 305.072 francs.

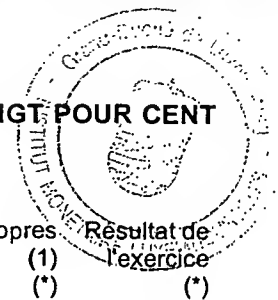
**5.11. OPERATIONS DE MISE EN PENSION**

Les actifs ayant fait l'objet de conventions de vente avec rachat ferme se présentent comme suit au 31 décembre 1997:

	en francs
Effets publics	9.188.627.232
Créances	/
Titres	/
<b>Total</b>	<b>9.188.627.232</b>



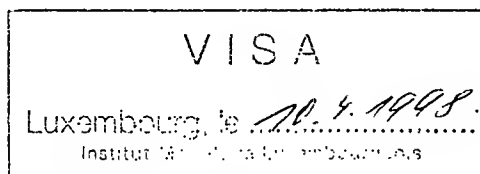




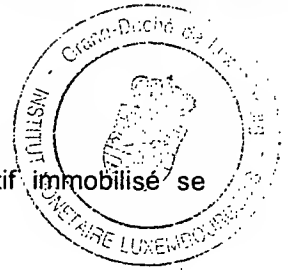
## 5.12. ENTREPRISES DANS LESQUELLES LA BANQUE DETIENT AU MOINS VINGT POUR CENT DU CAPITAL

Dénomination et siège	Parts détenues en %	Comptes annuels arrêtés au	Unités monét.	Fonds propres (1) (*)	Résultat de l'exercice (*)
Bourbon Immobilière S.A., Luxembourg	99,9	31.12.96	LUF	11.504.993	4.610.428
Luxembourg State and Savings Bank Trust Company S.A., Luxembourg	99,9	31.12.96	LUF	57.283.176	3.572.745
BCEE Rê S.A., Luxembourg	99,9	31.12.96	LUF	100.000.000	/
Lux-World Fund Advisory S.A., Luxembourg	91,5	30.09.97	LUF	3.300.120	18.029.745
Lux-Garantie Advisory S.A., Luxembourg	90,0	30.09.97	LUF	3.002.000	924.285
Luxbond Advisory S.A., Luxembourg	88,23	31.12.96	LUF	73.088.435	69.788.390
Luxcash Advisory S.A., Luxembourg	85,0	31.12.96	LUF	51.096.695	47.796.451
Lux-Croissance Advisory S.A., Luxembourg	73,8	30.09.97	LUF	3.302.393	19.336.906
La Luxembourgeoise-Vie S.A. d'Assurances, Luxembourg	40,0	31.12.96	LUF	1.051.686.944	125.422.190
La Luxembourgeoise S.A. d'Assurances, Luxembourg	40,0	31.12.96	LUF	1.268.831.382	191.554.478
Ubalux S.à r.l., Luxembourg	33,3	31.12.96	LUF	19.199.607	3.320.203
Société d'Etude d'Investissement Audiovisuel S.A.	31,24	31.12.96	XEU	40.481	1.046
Europay Luxembourg S.C., Luxembourg	30,2	31.12.96	LUF	51.006.870	-1.543.900
Com 2i S.A., Luxembourg	30,0	31.12.96	LUF	3.725.085	301.206
Cetrel, Centre de Transferts Electroniques, S.C., Luxembourg	28,8	31.12.96	LUF	182.522.892	6.313.589
Parking du Théâtre S.A., Luxembourg	26,3	31.12.96	LUF	28.155.320	9.350.943
Société de la Bourse de Luxembourg S.A., Luxembourg	23,7	31.12.96	LUF	663.584.439	99.386.119
Société Nationale de Contrôle Technique S.à r.l., Luxembourg	20,0	31.12.96	LUF	85.682.111	21.064.044

(\*) Données extraites des derniers comptes disponibles

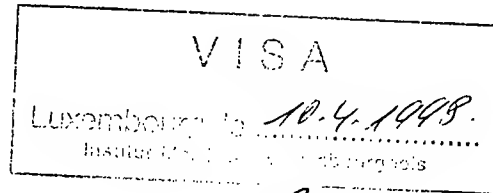


*Zw*



### 5.13. MOUVEMENTS DES ACTIFS IMMOBILISÉS

Les mouvements enregistrés au cours de l'exercice 1997 sur les postes de l'actif immobilisé se présentent comme suit:



*Lv*

## 5.13. MOUVEMENTS DES ACTIFS IMMOBILISES

Les mouvements enregistrés au cours de l'exercice 1997 sur les postes de l'actif immobilisé se présentent comme suit:

IMMOBILISATIONS	Montants en francs									
	Corrections de valeur à la clôture de l'exercice					Valeur nette à la clôture de l'exercice				
POSTES	Valeur brute au début de l'exercice	Entrées	Sorties	Ecart de change	Valeur brute à la clôture de l'exercice	Corrections cumulées	Reprises cumulées			
<i>Immobilisations financières</i>										
Participations	3.291.254.069	406.905.996	67.525.120	14.700.507	3.645.335.452					
Parts des entreprises liées	264.858.525	443.300	37.000	-	265.264.825					
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	107.255.424.326	76.869.970.223	32.923.694.417	5.904.352.573	157.106.052.705					
<b>Total des Immobilisations financières</b>	<b>110.811.536.920</b>	<b>77.277.319.519</b>	<b>32.991.256.537</b>	<b>5.919.053.080</b>	<b>161.016.652.982</b>	<b>2.021.398.277</b>				<b>158.995.254.705</b>
<i>Actifs incorporels</i>										
Fonds de commerce acquis à titre onéreux	69.432.534	-	-	-	69.432.534	65.960.907	-			3.471.627
Autres actifs incorporels	33.691.785	-	181.818	-	33.509.967	26.107.974	-			7.401.993
<b>Total des Actifs incorporels</b>	<b>103.124.319</b>	<b>-</b>	<b>181.818</b>	<b>-</b>	<b>102.942.501</b>	<b>92.068.881</b>	<b>-</b>			<b>10.873.620</b>
<i>Actifs corporels</i>										
Terrains et constructions	8.280.729.229	321.716.010	9.087.664	-	8.593.357.575	1.552.239.210	-			7.041.118.365
Installations techniques	3.895.290.600	859.078.422	535.804.858	-	4.218.564.164	2.686.167.510	535.804.858			2.068.201.512
Autres installations, outillage et mobilier	243.998.556	15.166.751	-	-	259.165.307	126.052.351	-			133.112.956
Matériel donné en location	29.187.344	-	29.187.344	-	-	-	-			-
Autres actifs	-	-	-	-	-	-	-			-
<b>Total des Actifs corporels</b>	<b>12.449.205.729</b>	<b>1.195.961.183</b>	<b>574.079.866</b>	<b>-</b>	<b>13.071.087.046</b>	<b>4.364.459.071</b>	<b>535.804.858</b>			<b>9.242.432.833</b>
<b>TOTAL DES ACTIFS IMMOBILISES</b>	<b>123.363.866.968</b>	<b>78.473.280.702</b>	<b>33.565.518.221</b>	<b>5.919.053.080</b>	<b>174.190.682.529</b>	<b>5.942.121.371</b>				<b>168.248.561.158</b>

VISA

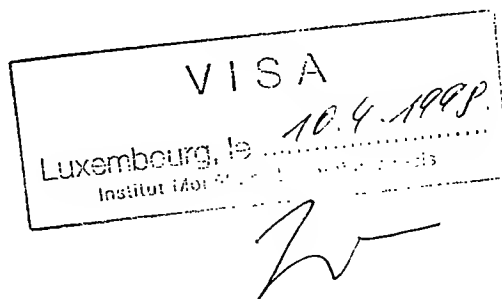
Luxembourg, le 10.4.1998  
Institut National de la Statistique

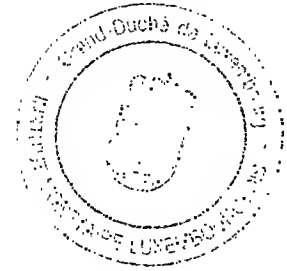


#### 5.14. COMPTES DE REGULARISATION - ACTIF

Le disagio cumulé comptabilisé au compte de régularisation à l'actif du bilan se chiffre à 270.136.210 francs au 31 décembre 1997.

En ce qui concerne les émissions propres de la Banque du type "Discounted Debentures", la différence positive entre le montant à rembourser à l'échéance finale des titres émis et le montant actualisé au 31 décembre 1997 se chiffre à 794.426.714 francs.





## 6. RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DU PASSIF

### 6.1. ANALYSE D'UNE PARTIE DES POSTES DE PASSIF

#### *Dettes envers des établissements de crédit à terme ou à préavis*

Les dettes à terme ou à préavis se répartissent selon leur durée résiduelle comme suit:

en francs au 31 décembre 1997

Jusqu'à trois mois	153.848.904.597
Plus de trois mois à un an	49.154.243.602
Plus d'un an à cinq ans	1.468.711.375
Plus de cinq ans	1.625.070.500
<b>Total</b>	<b>206.096.930.074</b>

Les dettes envers les établissements de crédit, à vue, à terme ou à préavis, incluent:

en francs au 31 décembre 1997

Dettes sur des entreprises liées	/
Dettes sur des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	961.296.547

#### *Dettes envers la clientèle: Dépôts d'épargne*

Les dépôts d'épargne se répartissent dans les catégories suivantes:

en francs au 31 décembre 1997

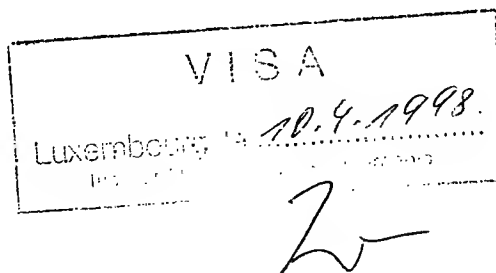
A vue	106.475.900.303
A terme	8.056.258.548

Les dépôts d'épargne se répartissent selon leur durée résiduelle de la façon suivante:

en francs au 31 décembre 1997

Jusqu'à trois mois	2.372.702.481
Plus de trois mois à un an	1.779.737.643
Plus d'un an à cinq ans	1.789.450.024
Plus de cinq ans	2.114.368.400
<b>Total</b>	<b>8.056.258.548</b>

Sont incluses sous ce poste



en francs au 31 décembre 1997

Dettes sur des entreprises liées	/
Dettes sur des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	/

**Dettes envers la clientèle: autres dettes à terme ou à préavis**

Les autres dettes à terme ou à préavis envers la clientèle se répartissent comme suit:

en francs au 31 décembre 1997

Jusqu'à trois mois	260.466.898.900
Plus de trois mois à un an	27.719.123.919
Plus d'un an à cinq ans	1.694.674.145
Plus de cinq ans	5.385.192.921
<b>Total</b>	<b>295.265.889.885</b>

Les dettes envers la clientèle, à vue, à terme ou à préavis, incluent:

en francs au 31 décembre 1997

Dettes sur des entreprises liées	481.394.400
Dettes sur des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	8.984.669.728

**Dettes représentées par un titre**

Les dettes représentées par un titre, classées dans la rubrique "bons et obligations en circulation", ayant une durée de vie résiduelle inférieure à un an se chiffrent à 12.287.821.623 francs.

Les dettes représentées par un titre, classées dans la rubrique "autres", sont ventilées de la façon suivante:

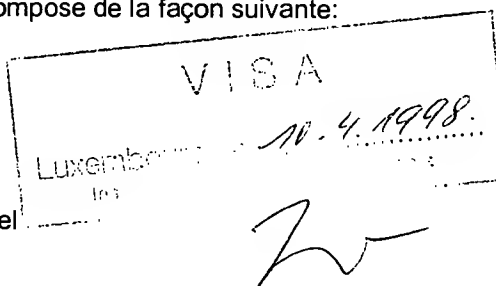
en francs au 31 décembre 1997

Jusqu'à trois mois	48.556.171.198
Plus de trois mois à un an	17.775.699.462
Plus d'un an à cinq ans	18.753.046.236
Plus de cinq ans	25.737.554.946
<b>Total</b>	<b>110.822.471.842</b>

**6.2. AUTRES PASSIFS**

Au 31 décembre 1997, ce poste se décompose de la façon suivante:

	en francs
Valeurs à payer à court terme	13.479.127.111
Créanciers privilégiés ou garantis	270.086.083
Créanciers divers	33.874.552
Fonds de pension en faveur du personnel	4.725.347.423
Autres	506.665.310
<b>Total</b>	<b>19.015.100.479</b>

**6.3. COMPTES DE REGULARISATION - PASSIF**

Au 31 décembre 1997, l'agio cumulé comptabilisé au compte de régularisation au passif du bilan se chiffre à 486.352.169 francs pour le portefeuille des immobilisations financières et à 305.784.196 francs pour le portefeuille de placement.

**6.4. PASSIFS SUBORDONNES**



Le détail des emprunts obligataires subordonnés en cours au 31 décembre 1997 se présente comme suit:

d'échéance	Montant nominal en francs	Taux	Date
Emprunt 1991-1998	1.000.000.000	9,000%	17.07.1998
Emprunt 1992-2000	1.500.000.000	9,000%	10.07.2000
Emprunt 1992-2000	500.000.000	8,125%	27.11.2000
Emprunt 1993-2001	1.000.000.000	7,250%	08.06.2001
Emprunt 1993-2003	1.000.000.000	7,000%	26.11.2003
Emprunt 1994-2004	1.200.000.000	7,875%	28.07.2004
Emprunt 1994-2004	1.500.000.000	8,375%	02.12.2004
Emprunt 1995-2005	2.000.000.000	7,000%	07.11.2005
Emprunt 1996-2006	2.000.000.000	5,750% - 7,000%	31.07.2006
Emprunt 1997-2007	2.000.000.000	6,00%	28.11.2007
Total	13.700.000.000		

Les caractéristiques de ces emprunts sont les suivantes:

Conformément aux dispositions régissant ces emprunts et sous réserve de l'accord préalable de l'Institut Monétaire Luxembourgeois, un remboursement anticipé est envisageable au cas où une modification des lois fiscales luxembourgeoises ou des traités auxquels le Grand-Duché est partie, ou une modification dans l'application de ces lois ou traités affecterait les paiements du principal et/ou des intérêts des obligations.

Le caractère subordonné de ces emprunts sous-entend que les obligations sont subordonnées à toutes autres dettes actuelles et futures de la Banque envers les tiers. Les obligations sont inférieures en rang à toutes dettes exigibles et même non-exigibles de la Banque.

Au 31 décembre 1997, la partie assimilée aux fonds propres, conformément aux conditions et limites prévues par la réglementation bancaire en vigueur et les usances de la place, s'élève à 11.900.000.000 francs.

Les charges payées au cours de l'exercice au titre des passifs subordonnés se chiffrent à 970.455.734 francs et sont comprises dans le poste "Intérêts et charges assimilées" du compte de profits et pertes.

## 6.5. CAPITAL

Le montant du capital de la Banque est fixé à sept milliards de francs (7.000.000.000). Le capital appartient entièrement à l'Etat luxembourgeois.

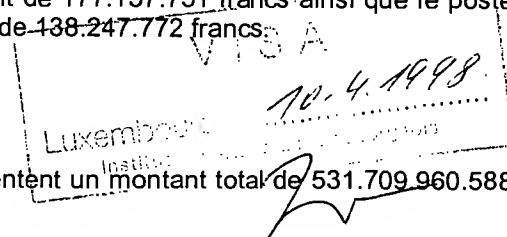
## 6.6. OPERATIONS FIDUCIAIRES TOUCHANT LES POSTES DU PASSIF

Les passifs liés à des opérations fiduciaires non expressément soumises au règlement grand-ducal du 19 juillet 1983 représentent un montant total de 315.405.523 francs au 31 décembre 1997 et concernent principalement le poste "Autres dettes à vue" pour un montant de 177.157.751 francs ainsi que le poste "Dettes envers les établissements de crédit" pour un montant de 138.247.772 francs.

## 6.7. PASSIFS LIBELLES EN DEVISES

Les passifs libellés en devises autres que des francs représentent un montant total de 531.709.960.588 francs au 31 décembre 1997.

Ce chiffre inclut la partie comptant d'opérations liées pour lesquelles la couverture se trouve dans les opérations de change à terme.





## 6.8. POSTES SPECIAUX AVEC UNE QUOTE-PART DE RESERVES

Au 31 décembre 1997, le montant des plus-values de réinvestissement s'élève à 324.913.833 francs.

Ces plus-values résultent de l'application de l'article 54 de la loi concernant l'impôt sur le revenu.

Elles ont été réinvesties dans des immeubles en voie de construction et sont amorties linéairement au taux de 2% par année.

## 7. RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DU HORS-BILAN

### 7.1 PASSIFS EVENTUELS

Les passifs éventuels se composent des postes suivants:

en francs au 31 décembre 1997

Garanties et autres substituts directs de crédit (y compris les obligations de rachat d'actifs)	4.941.938.543
Acceptations	1.897.776.000
Crédits documentaires	5.665.955.317
Garanties par endossement	897.318.000
Contre-garanties	6.173.591.598
Autres	43.832.371
<b>Total</b>	<b>19.620.411.829</b>

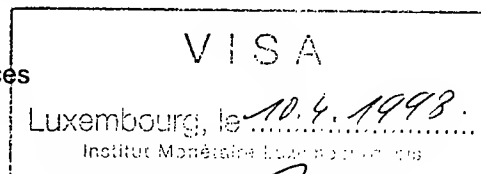
Au 31 décembre 1997, il n'existe pas de passifs éventuels à l'égard d'entreprises liées.

### 7.2. ENGAGEMENTS

a. Les engagements de la Banque se composent des postes suivants:

en francs au 31 décembre 1997

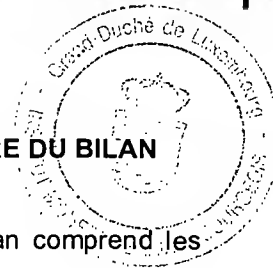
Achats à terme d'actifs	397.473.606
Ventes à terme d'actifs	6.477.434.866
Montants à libérer sur titres, participations et parts dans des entreprises liées	98.325.219
Crédits confirmés, non utilisés	83.206.052.577
Facilités d'émission de titres de créances	185.652.000
Règlement d'opérations au comptant	1.347.240.645
Autres	645.182.704
<b>Total</b>	<b>92.357.361.617</b>



Au 31 décembre 1997, la Banque n'a pas d'engagements envers des entreprises liées.

b. Parmi les engagements qui ne sont ni repris au bilan ni au hors-bilan, les engagements de la Banque au 31 décembre 1997 de payer des loyers fixes pour des immeubles loués s'élèvent mensuellement à 5.796.250 francs.





### 7.3. OPERATIONS A TERME NON ENCORE DENOUEES A LA DATE DE CLOTURE DU BILAN

Le relevé des opérations à terme non encore dénouées à la date de clôture du bilan comprend les opérations suivantes:

- |                                      |  |
|--------------------------------------|--|
| Opérations liées aux taux de change: | - Opérations de change à terme (swaps, outright) |
|                                      | - Cross-currency "Interest rate swaps"           |
| Opérations liées aux taux d'intérêt: | - "Interest rate swaps"                          |
|                                      | - "Futures"                                      |
|                                      | - "Future" ou "forward rate agreements"          |
|                                      | - "Options"                                      |

Achats et ventes à terme de valeurs mobilières.

Une partie significative des opérations est destinée à couvrir les effets des fluctuations dans les taux d'intérêt et dans les taux de change.

### 7.4. SERVICES DE GESTION ET DE REPRESENTATION FOURNIS A DES TIERS

La Banque assure au profit de tiers des services de gestion et de représentation, notamment la gestion de fortune, la conservation et l'administration de valeurs mobilières, la location de coffres, la représentation fiduciaire et des fonctions d'agent.

## 8. RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DU COMPTE DE PROFITS ET PERTES

### 8.1. VENTILATION DES PRODUITS PAR MARCHE GEOGRAPHIQUE

L'activité de la Banque se concentre avant tout sur les pays faisant partie de l'OCDE.

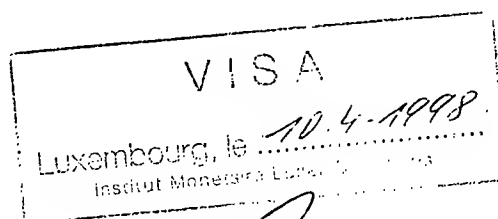
### 8.2. COMMISSIONS PERCUES, COMMISSIONS VERSEES

Le montant des ristournes obtenues pour 1997 s'élève à 1.628.891.361 francs (1996: 1.206.285.104 francs) et celui des ristournes accordées à 1.133.014.693 francs (1996: 1.150.158.061 francs).

### 8.3. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

Les autres produits d'exploitation comprennent essentiellement:

- les recettes générées par l'ancien portefeuille de la Caisse d'Assurances de la Banque d'un montant de 80.040.486 francs,
- les loyers provenant de la location des immeubles appartenant à la Banque pour un montant de 75.687.382 francs,
- le remboursement de TVA pour un montant de 99.908.416 francs,
- l'échange de parts Audiolum contre Audiofina pour un montant de 489.681.600 francs,
- ainsi que divers revenus concernant les exercices antérieurs.





#### 8.4. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Les autres charges d'exploitation se composent principalement de la dotation de l'exercice à la provision AGDL pour un montant de 380.881.640 francs, de la constitution pour les exercices 1996 et 1997 d'une provision de passage à l'euro pour un montant de 232.683.049 francs, ainsi que de diverses charges concernant les exercices antérieurs.

#### 8.5. PRODUITS EXCEPTIONNELS

Les produits exceptionnels au 31 décembre 1997 comprennent des plus-values pour un montant de 10.977.089 francs réalisées lors de la cession d'immeubles et de matériel.

Les plus-values en question ont été neutralisées au niveau du compte de profits et pertes à travers le poste "Dotations aux postes spéciaux avec une quote-part de réserves" pour un montant de 7.398.379 francs.

#### 8.6. CHARGES EXCEPTIONNELLES

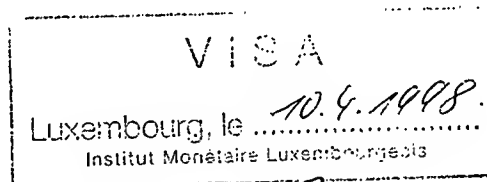
Les charges exceptionnelles au 31 décembre 1997 comprennent une charge résultant d'un changement de méthode comptable d'un montant de 20.616.336 francs.

### 9. AUTRES RENSEIGNEMENTS

#### 9.1. PERSONNEL

Le nombre des membres du personnel employé en moyenne au cours de l'exercice 1997 s'établit comme suit:

Direction  
Employés  
dont: Cadres supérieurs



5  
1.665  
103

**Total**

**1.670**

## 9.2. ORGANES

a. Les rémunérations allouées aux différents organes de la Banque au cours de l'exercice 1997 se ventilent de la façon suivante:

	en francs
Organe d'administration (9 administrateurs)	1.800.000
Organe de direction (5 directeurs)	22.913.807
<b>Total</b>	<b>24.713.807</b>

b. Le montant des engagements repris dans les charges de l'exercice 1997 en matière de pensions de retraite à l'égard des membres actuels des différents organes de la Banque se présentent comme suit:

	en francs
Organe d'administration (9 administrateurs)	/
Organe de direction (5 directeurs)	12.207.218
<b>Total</b>	<b>12.207.218</b>



*[Handwritten signature]*

30 AVR. 1998

Enregistré à Luxembourg A.C., le  
Vol.: 506 fol.: 74 case: 9

Reçu cinq cents francs

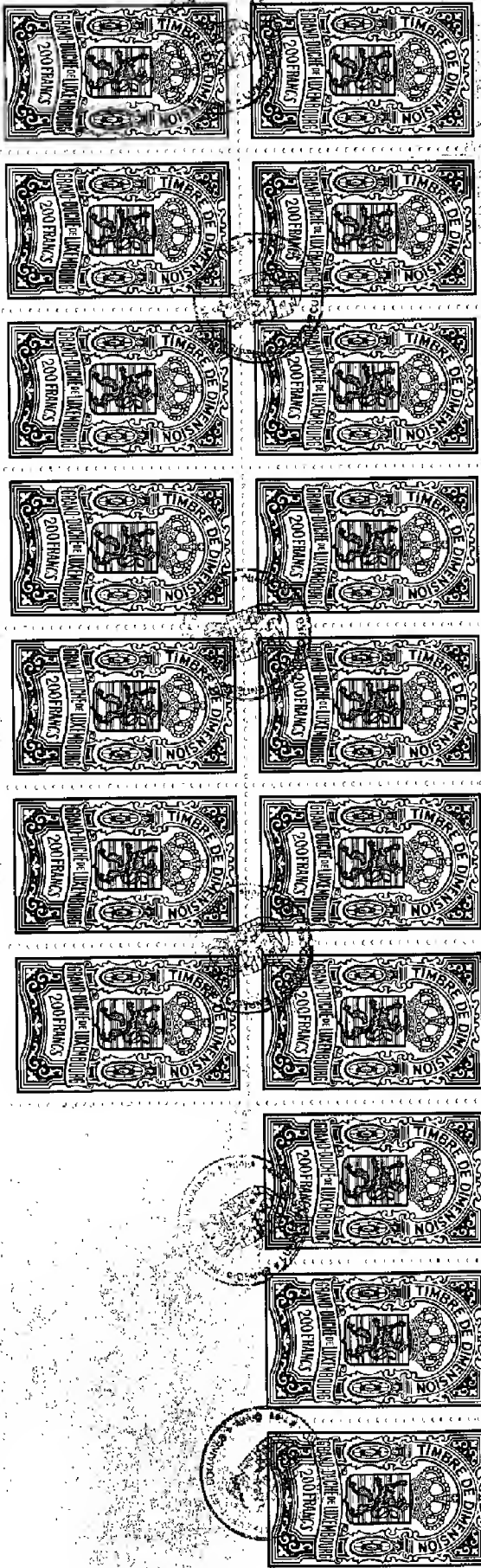
fr. 500.-

Le Receveur,  
Joseph MULLER

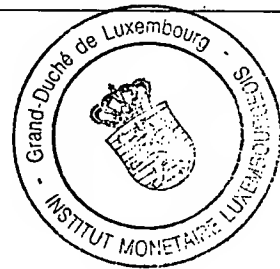
Déposé au registre de commerce  
et des sociétés de Luxembourg

le - 5 MAI 1998

le préposé.



15227/97  
MARS 1987



# BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT LUXEMBOURG

**Siège Central: Luxembourg, 1, Place de Metz**

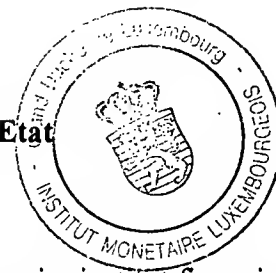
**R.C. Luxembourg No B 30775**

Etablissement public autonome, institué par la loi du 21 février 1856 (Mémorial 1, No 6, du 10 mars 1856) et régi par la loi du 24 mars 1989 (Mémorial A, No 16, du 28 mars 1989).



*[Signature]*

## Organes de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat



L'organisation de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, premier institut financier du pays fondé en 1856, a été modernisée par la loi du 24 mars 1989 qui a défini les pouvoirs respectifs du Conseil d'Administration et du Comité de Direction. Suivant l'article 8 de cette loi organique "le Conseil d'Administration définit la politique générale de l'établissement et contrôle la gestion du Comité de Direction. Tous les actes tant d'administration que de disposition nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet de la Banque sont de la compétence du Comité de Direction, sous réserve des approbations requises en vertu de la présente loi".

### Conseil d'Administration

#### Président

M. Victor ROD , Directeur du Commissariat aux Assurances, Howald

#### Vice-Président

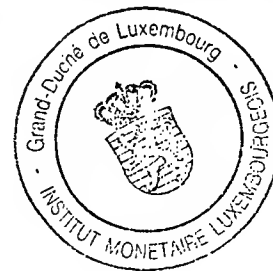
M. Armand BERCHEM , Administrateur Délégué de la Mutualité d'Aide aux Artisans et de la Fiduciaire des Petites et Moyennes Entreprises, Niederanven

#### Administrateurs

M. Jean HAMES , Représentant du Personnel, Luxembourg  
M. Albert HANSEN , Secrétaire Général du Conseil de Gouvernement, Administrateur Général, Ministère d'Etat, Bertrange  
M. Norbert HAUPERT , Administrateur Général, Ministère des Classes Moyennes et du Tourisme, Mondercange  
M. Marc ORIGER , Conseiller Economique 1re classe au Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques, Luxembourg  
M. Armand RAUSCH , Représentant du Personnel, Luxembourg  
M. Georges SCHMIT , Secrétaire Général au Ministère de l'Economie, Bridel  
M. Fernand SPELTZ , Conseiller à la Chambre de Travail, Howald



## Commissaire de Surveillance



M. Yves MERSCH , Directeur du Trésor, Luxembourg

## Comité de Direction

### Président

M. Raymond KIRSCH , Directeur Général, Steinsel

### Membres

M. Henri GERMEAUX , Directeur Général Adjoint, Luxembourg

M. Jean-Paul KRAUS , Directeur, Bertrange

M. Gilbert ERNST , Directeur, Luxembourg

M. Jean-Claude FINCK , Directeur, Foetz

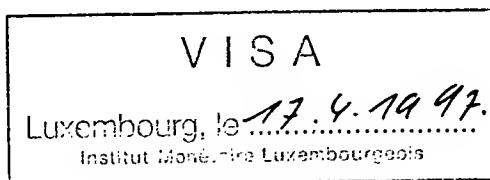
## Réviseur externe

KPMG Peat Marwick Inter-Revision, Réviseurs d'Entreprises, Luxembourg.

Approuvé par le Conseil d'Administration dans sa réunion du 26 mars 1997

Luxembourg, le 26 mars 1997

Pour le Conseil d'Administration



Armand BERCHEM  
Vice-Président

## RAPPORT DE GESTION DE LA BANQUE



Après la forte croissance des exercices 1994 et 1995, la Banque et Caisse d'Épargne de l'État (BCEE) a connu une croissance exceptionnelle de ses activités et de ses résultats financiers au cours de l'exercice 1996.

Le total du bilan s'est chiffré à 878,2 milliards de francs au 31.12.1996, contre 790,7 milliards de francs au 31.12.1995, soit une progression de 87,5 milliards de francs ou de 11,1%.

La somme des fonds confiés à la BCEE par la clientèle tant nationale qu'internationale est passée, entre fin 1995 et fin 1996, de 747,2 milliards de francs à 821,4 milliards de francs (+74,2 milliards ou +9,9%).

Parmi ces fonds, les dépôts de la clientèle non bancaire sur comptes à vue, comptes à terme et comptes d'épargne ont atteint 466,8 milliards de francs, contre 426,1 milliards de francs à la fin de l'exercice 1995, soit une augmentation de 9,5%. Les dépôts d'épargne continuent à afficher une progression élevée de 16,7 milliards de francs ou de 17,2% par rapport à l'exercice 1995. A noter également le succès remarquable des dettes représentées par un titre (bons de caisse, certificats de dépôt et titres du marché interbancaire) qui affichent une progression de 33,1 milliards de francs ou de 61,8%.

Les placements et avances en provenance d'établissements de crédit luxembourgeois et étrangers ont diminué de 1,5 milliard de francs ou de -1,0%, pour atteindre 256,4 milliards de francs au 31.12.1996.

A la fin de 1996, la partie en devises du passif du bilan s'est établie à quelque 43% (40% en 1995), ce qui traduit le degré d'internationalisation des opérations de la Banque.

A l'actif, les créances sur la clientèle non bancaire ont marqué une baisse de 3,5 milliards de francs ou de 1,7%, en évoluant de 209,1 milliards de francs au 31.12.1995 à 205,6 milliards de francs au 31.12.1996.

Consciente de sa mission traditionnelle dans le recyclage de l'épargne du public, la Banque a été particulièrement active dans le domaine des prêts au logement. En effet, l'encours dans ce secteur a progressé d'environ 6 milliards de francs ou de 6,4% pour atteindre plus de 100 milliards de francs au 31.12.1996. Le nombre de nouveaux prêts aux particuliers (acquisitions et constructions), ainsi que leur montant ont progressé de respectivement 4,1% et de 5,2% en 1996. Dans ce contexte, il y a lieu de noter surtout la baisse continue des conditions débitrices depuis quatre ans (-0,75% en 1993, -0,5% en 1994 et -1,0% en 1995 et de -0,75% en 1996).

Tout au long de l'exercice 1996, la Banque a continué à consacrer des efforts particuliers dans le domaine du logement social. En progressant de quelque 1,6 milliard de francs en une année, l'encours total des financements au taux spécial (4,50%) a atteint les 31,2 milliards de francs au 31.12.1996, ceci malgré un environnement conjoncturel plus difficile. A signaler, dans ce contexte, que 14.752 ménages bénéficient actuellement des conditions spéciales en vue du financement de leurs logements.

Appuyée par une certaine amélioration du climat d'investissement, la Banque a également développé son activité de prêts aux entreprises. L'encours des prêts à destination professionnelle est en hausse (+13,7%); la BCEE a encore pu améliorer sa part de marché dans ce secteur.

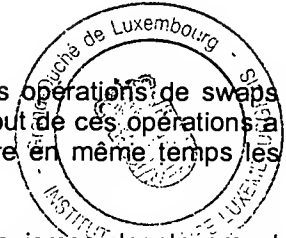
Dans l'ensemble, l'encours total des prêts et crédits à l'économie nationale a progressé de 6,1 milliards de francs ou de 4,3% en 1996, contre un accroissement de respectivement 6,6 milliards ou 4,8% en 1995.

En passant de 392,8 milliards de francs fin 1995 à 383,4 milliards de francs fin 1996, les créances sur les établissements de crédit ont régressé de 9,4 milliards de francs ou de 2,4%. En revanche, le portefeuille des effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale affiche une progression importante de 43,3% en évoluant de 91,2 milliards de francs au 31.12.1995 à 130,6 milliards de francs au 31.12.1996.

Il convient de relever également l'importance des activités de la Banque au niveau des opérations hors-bilan, notamment dans le domaine des opérations de change à terme, principalement sous forme de swaps monétaires, dont l'encours s'est élevé à 126,9 milliards de francs, les "interest rate futures" et les "forward

Luxembourg, le 17.4.1997  
Institut  
2011





rate agreements" (FRA) qui se sont chiffrés à 2,6 milliards de francs, ainsi que les opérations de swaps d'intérêts (IRS) et "cross currency IRS" qui ont atteint 193,0 milliards de francs. Le but de ces opérations a consisté surtout à améliorer le rendement des opérations de trésorerie et à réduire en même temps les risques de taux d'intérêt ou de change.

A noter également la progression rapide des activités dans le domaine des organismes de placement collectif (opc), dont les avoirs, gérés par la BCEE en tant que banque dépositaire, ont approché les 218 milliards de francs (par rapport à 100 milliards de francs en 1995). Le volume des sicav "maison" a atteint quelque 37 milliards de francs.

Pendant l'exercice 1996, la Banque a continué ses efforts visant l'élargissement de la gamme de services offerts, notamment en matière de gestion de patrimoine personnalisée.

Dans une optique d'amélioration de la qualité du service rendu au client, une centaine de conseillers en placements ont été spécifiquement formés et affectés à quelque 65 agences sélectionnées suivant des critères de segmentation de la clientèle. Une autre mesure qui s'inscrit également dans le cadre du programme qualité de la Banque, a été la mise en place d'une nouvelle approche commerciale multi-produits pour les clients PME.

Parmi les autres nouveautés commerciales introduites en 1996, il y a lieu de relever surtout l'extension et le développement du concept de banque électronique à disposition des particuliers et des entreprises (S-BANK, S-PHONE, S-FAX, S-MultiLine, S-NEWS, S-LINE, INTERNET), ainsi que le lancement des concepts d'épargne alternative et de rente complémentaire.

D'une manière générale, il convient de souligner les efforts considérables consacrés dans le courant de l'exercice 1996 à la formation - le temps d'heures de formation par employé a augmenté de 24% pour atteindre en moyenne 5 jours par agent -, ainsi qu'à l'amélioration de la qualité des services et produits. Un programme spécifique comprenant un ensemble de mesures informatiques, organisationnelles et commerciales a été mis en place.

D'autre part, la BCEE a développé ses activités d'épargne-logement, en coopération avec le groupe BHW, en vue de proposer à la clientèle des prêts bénéficiant de taux débiteurs fixes particulièrement intéressants, ceci pendant la durée intégrale du contrat.

Enfin, la Banque a continué à développer, au cours de l'exercice 1996, en commun avec la compagnie d'assurances La Luxembourgeoise S.A., la vente des produits d'assurances.

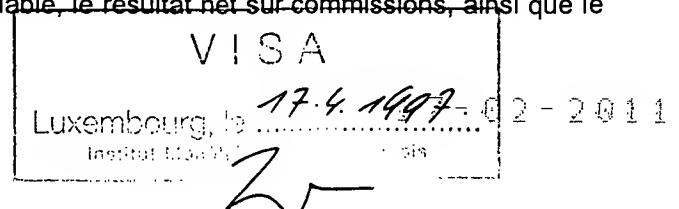
Sur le plan international, il y a lieu de noter que la BCEE a su tirer profit des excellentes notations AA+/A-1+ et Aa1/P-1 qui lui ont été attribuées respectivement par Standard & Poor's et Moody's, pour améliorer et diversifier sa politique de refinancement.

Après le succès rencontré par son programme de papier commercial - le montant total a été augmenté de 500 millions de dollars US à 1.000 millions de dollars US - la BCEE a aussi été la première banque domestique à mettre en place un programme en "euromedium term notes". Dans ce cadre, la BCEE a fait appel notamment à plusieurs reprises aux marchés des capitaux en euroyen à taux fixe à moyen terme; ces opérations présentaient un coût de refinancement particulièrement intéressant.

Enfin, il y a également lieu de relever que la BCEE a confirmé, en 1996, avec succès sa position de teneur de marché en tant que "primary dealer" pour les certificats de trésorerie et les obligations linéaires de l'Etat belge, en se classant parmi les banques les plus actives dans ce domaine.

Sur un marché des capitaux en francs luxembourgeois en régression, la BCEE a dirigé ou co-dirigé quelque 30 émissions obligataires pour un total d'un peu plus de 33 milliards de francs. La BCEE a émis pour son propre compte un emprunt public subordonné d'un montant de 2,0 milliards de francs. Dans le secteur euro-obligataire, la Banque a joué un rôle actif en coopérant au placement de 170 émissions libellées dans quelque 15 monnaies différentes.

Les résultats financiers de la Banque ont progressé, une fois de plus, en 1996, au-delà du niveau élevé atteint en 1995. C'est ainsi que le produit net bancaire, comprenant le résultat net sur intérêts et revenus assimilés, les produits de valeurs mobilières à revenu variable, le résultat net sur commissions, ainsi que le





résultat net provenant d'opérations financières, a marqué, d'une année à l'autre, une progression de 754 millions de francs ou de 7,7%.

Au cours de l'année 1996, les revenus sur intérêts et produits assimilés ont encore augmenté et restent de loin la source principale de revenus pour la Banque. De même, le résultat net sur commissions a continué à progresser rapidement. En revanche, le résultat provenant d'opérations financières, comprenant d'une façon générale tous les résultats dégagés des activités de "trading" de la Banque, affiche une régression de quelque 7,6% suite à une régression du résultat de change.

Les frais généraux administratifs ont marqué en 1996 une légère hausse de 308,3 millions de francs ou de 5,8% en passant de 5.292,8 millions de francs au 31.12.1995 à 5.601,1 millions de francs au 31.12.1996.

Les frais de personnel ont augmenté de 221,4 millions de francs ou de 5,9%. D'importants programmes pluriannuels d'investissements en informatique et en formation destinés à la préparation à la monnaie unique ont été engagés dans le courant de l'année 1996. De même, la politique commerciale de la Banque a été redéfinie et tous les efforts sont entrepris pour rendre disponible, en euro, la gamme complète des produits et services bancaires pour le 1er janvier 1999. En même temps, les organes dirigeants ont entamé des réflexions stratégiques en vue de l'euro dans le cadre du programme Spuerkeess 2002.

La Banque a maintenu, en 1996, sa politique traditionnelle de dotations élevées aux provisions et aux corrections de valeur. Tout comme par le passé, les risques sur clients débiteurs et les risques-pays ont fait l'objet d'une attention particulière. Une couverture appropriée a été effectuée pour tous les risques identifiés.

Compte tenu des éléments qui précèdent et grâce à l'évolution rapide des affaires, la Banque a su afficher, pour l'exercice 1996, un bénéfice net de 1.979 millions de francs, contre 1.774 millions de francs en 1995, soit une augmentation de 205 millions de francs ou de 11,6%.

Le cash-flow a progressé de 16,3% pour s'établir à 4.339 millions de francs en 1996, contre 3.731 millions de francs en 1995.

Les résultats financiers très satisfaisants enregistrés en 1996 suivent la tendance positive des dernières années. La Banque a su renforcer, en 1996, ses fonds propres dont le niveau est largement suffisant pour répondre aux normes communautaires en matière de solvabilité et pour permettre dans le futur une nouvelle expansion du volume des affaires (Ratio de solvabilité au 31.12.1996: 12,0%).

La BCEE maintiendra, en 1997, ses efforts pour consolider et développer ses activités de banque universelle. Pour 1997, la Banque s'attend à une évolution positive des affaires.

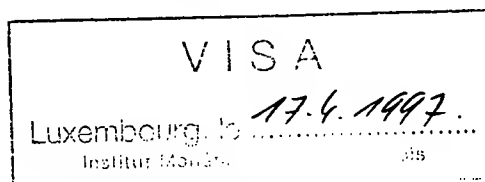
Des événements importants, mettant en cause la marche normale des affaires de la Banque, ne se sont pas produits après la clôture de l'exercice 1996.

Luxembourg, le 1er mars 1997

Pour le Comité de direction

  
Henri GERMEAUX  
Directeur Général adjoint

  
Raymond KIRSCH  
Directeur Général



17-02-2011



## 7.2 Rapport du réviseur d'entreprises

Conformément au mandat donné par le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, sur proposition du Conseil d'administration de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, nous avons contrôlé les comptes annuels ci-joints de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 1996 et avons pris connaissance du rapport de gestion y relatif. Le Conseil d'administration approuve les comptes annuels ainsi que le rapport annuel du Comité de direction et propose au Gouvernement l'affectation du bénéfice. Le rapport de gestion relève de la compétence du Comité de direction. Notre responsabilité est, sur base de nos travaux de révision, d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels et de vérifier la concordance du rapport de gestion avec ceux-ci.

Nous avons effectué nos travaux de révision selon les normes internationales de révision. Ces normes requièrent que nos travaux de révision soient planifiés et exécutés de façon à obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Une mission de révision consiste à examiner, sur base de sondages, les éléments probants justifiant les montants et informations contenus dans les comptes annuels. Elle consiste également à apprécier les principes et méthodes comptables suivis et les estimations significatives faites par le Conseil d'administration et le Comité de direction pour l'arrêté des comptes annuels, ainsi qu'à effectuer une revue de leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos travaux de révision forment une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, les comptes annuels ci-joints donnent, en conformité avec les prescriptions légales, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, au 31 décembre 1996 ainsi que des résultats de l'exercice se terminant à cette date.

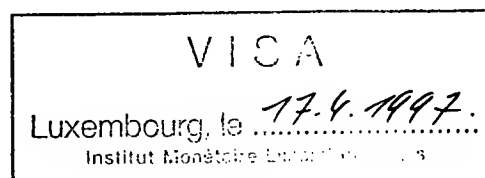
Le rapport de gestion est en concordance avec les comptes annuels.

Luxembourg, le 14 mars 1997

KPMG Audit  
Réviseurs d'Entreprises

Eric Damotte

Vincent Dogs



**BILAN AU 31 DECEMBRE 1996****ACTIF**

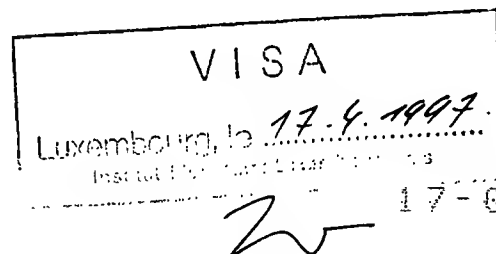
1995

1996

Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices des chèques postaux	2.948.936.726	2.385.930.372
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale:	91.159.138.181	130.623.660.879
a. effets publics et valeurs assimilées	91.022.983.014	130.475.331.379
b. autres effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale	136.155.167	148.329.500
Créances sur les établissements de crédit:	392.769.575.855	383.402.287.337
a. à vue	25.323.238.066	55.834.307.924
b. autres créances	367.446.337.789	327.567.979.413
Créances sur la clientèle	209.138.723.010	205.593.225.714
Opérations de crédit-bail	740.842.889	672.991.968
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe:	63.659.181.439	123.238.400.959
a. des émetteurs publics	12.081.530.308	17.507.113.393
b. d'autres émetteurs	51.577.651.131	105.731.287.566
Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable	4.127.691.379	3.870.623.092
Participations	3.412.391.851	3.062.727.169
Parts dans des entreprises liées	162.192.045	264.858.525
Actifs incorporels	50.259.711	31.634.847
Actifs corporels	8.592.631.572	9.113.668.766
Autres actifs	4.742.671.686	4.822.814.500
Comptes de régularisation	9.212.550.225	11.146.575.858
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>790.716.786.569</b>	<b>878.229.399.986</b>

**HORS-BILAN**

Passifs éventuels	12.794.032.436	15.855.377.387
dont: - acceptations et engagements par endos d'effets réescomptés	2.276.053.600	2.103.464.200
- cautionnements et actifs donnés en garantie	5.529.610.528	8.067.210.269

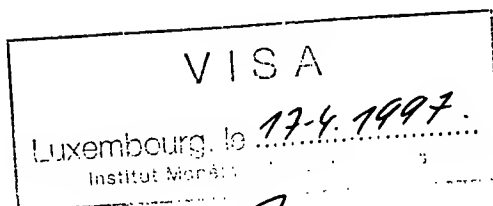


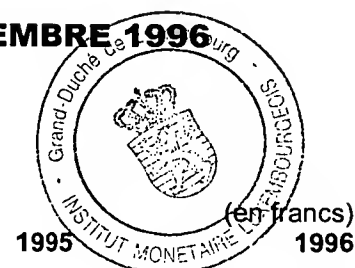
**PASSIF**

		1995	1996
Dettes envers les établissements de crédit:			
a. à vue	257.946.658.418	256.404.829.960	
b. à terme ou à préavis	39.934.154.324	44.597.224.643	
	218.012.504.094	211.807.605.317	
Dettes envers la clientèle:			
a. dépôts d'épargne	426.078.512.374	466.763.464.882	
b. autres dettes	97.109.255.865	113.817.012.476	
	54.403.959.534	63.740.136.294	
	274.565.296.975	289.206.316.112	
Dettes représentées par un titre:			
a. bons et obligations en circulation	53.496.525.822	86.548.737.048	
b. autres	35.827.182.863	32.421.890.766	
	17.669.342.959	54.126.846.282	
Autres passifs	11.146.183.672	19.347.629.622	
Comptes de régularisation	7.629.257.306	10.132.449.315	
Provisions pour risques et charges:			
a. provisions pour impôts	1.733.230.066	2.369.474.481	
b. autres provisions	436.509.393	847.407.608	
	1.296.720.673	1.522.066.873	
Passifs subordonnés	9.700.000.000	11.700.000.000	
Postes spéciaux avec une quote-part de réserves	327.263.049	324.830.341	
Fonds pour risques bancaires généraux	2.500.000.000	2.500.000.000	
Capital	7.000.000.000	7.000.000.000	
Réserves	11.385.236.417	13.159.155.862	
Résultat de l'exercice	1.773.919.445	1.978.828.475	
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>790.716.786.569</b>	<b>878.229.399.986</b>	

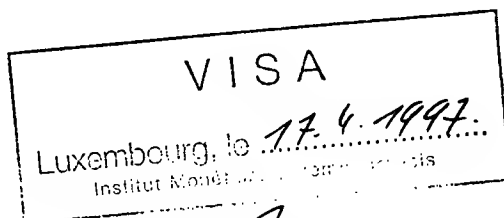
**HORS-BILAN**

Engagements	70.245.152.971	78.458.429.218
dont: engagements résultant d'opérations de mise en pension	-	-
Opérations fiduciaires	1.601.166.000	36.793.959.140

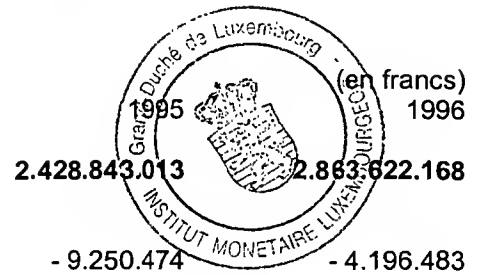


**COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1996**

Intérêts et produits assimilés	51.972.024.132	50.133.733.689
dont: <i>sur valeurs mobilières à revenu fixe</i>		
1995: 4.249.604.229		
1996: 8.548.126.843		
Intérêts et charges assimilées	- 44.632.733.740	- 42.119.526.082
Revenus de valeurs mobilières	532.019.547	499.812.925
- <i>revenus d'actions, de parts et d'autres valeurs mobilières à revenu variable</i>	78.514.317	99.227.754
- <i>revenus de participations</i>	373.769.041	314.459.921
- <i>revenus de parts dans des entreprises liées</i>	79.736.189	86.125.250
Commissions perçues	1.479.547.835	2.793.269.686
Commissions versées	- 235.081.735	- 1.388.695.194
Résultat provenant d'opérations financières	637.496.844	589.048.938
Autres produits d'exploitation	221.804.545	480.792.308
Frais généraux administratifs:	- 5.292.768.361	- 5.601.104.829
<i>frais de personnel</i>	- 3.771.331.885	- 3.992.677.734
dont: <i>salaires et traitements</i>	1995: 2.793.015.857	
1996: 2.969.206.167		
<i>charges sociales</i>	1995: 871.677.357	
1996: 912.259.816		
dont: <i>charges sociales couvrant les pensions</i>	1995: 737.037.794	
1996: 767.575.382		
<i>autres frais administratifs</i>	- 1.521.436.476	- 1.608.427.095
Corrections de valeur sur actifs incorporels et corporels	- 816.663.611	- 967.137.597
Autres charges d'exploitation	- 375.116.055	- 422.204.453
Corrections de valeur sur créances et provisions pour passifs éventuels et pour engagements (montant net)	- 1.024.868.580	- 1.241.240.546
Corrections de valeur sur valeurs mobilières ayant le caractère d'immobilisations financières, sur participations et sur parts dans des entreprises liées (montant net)	- 36.817.808	-
Reprises de corrections de valeur sur valeurs mobilières ayant le caractère d'immobilisations financières, sur participations et sur parts dans des entreprises liées (montant net)	-	106.873.323
<b>A REPORTER:</b>	<b>2.428.843.013</b>	<b>2.863.622.168</b>



17-02-2011

**REPORT:**

Dotations aux "postes spéciaux avec une quote-part de réserves"

Produits provenant de la dissolution de "postes spéciaux avec une quote-part de réserves"

Dotations au fonds pour risques bancaires généraux

Impôts sur le résultat provenant des activités ordinaires

**Résultat provenant des activités ordinaires après impôts**

Produits exceptionnels

Charges exceptionnelles

Résultat exceptionnel

Autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus

**RESULTAT DE L'EXERCICE**

**AFFECTATION DU BENEFICE DISPONIBLE (1)**

BENEFICE DISPONIBLE

(en francs)

Bénéfice reporté

Bénéfice de l'exercice

**TOTAL**

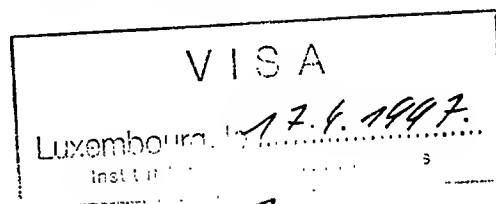
**AFFECTATION DU BENEFICE**

Transfert aux réserves

Solde à reporter à nouveau

**TOTAL**

(1) Loi du 24 mars 1989, article 39; règlement grand-ducal du 14 juin 1983



17-02-2011

**ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 1996****1. GENERALITES**

La Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, instituée par la loi du 21 février 1856 et régie par la loi du 24 mars 1989, est un établissement public autonome, doté de la personnalité juridique. Elle est placée sous la haute surveillance du membre du Gouvernement ayant le département du Trésor dans ses attributions.

Le siège de la Banque est à Luxembourg.

Dans les limites fixées par les lois et règlements applicables aux établissements de crédit, la Banque a pour objet de faire toutes opérations bancaires et financières ainsi que toutes opérations analogues, connexes ou accessoires à celles-ci.

**2. PRINCIPALES METHODES COMPTABLES**

Les méthodes comptables de la Banque sont conformes à la réglementation en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg et, notamment, à la loi du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des établissements de crédit.

Par application de l'article 83 de la loi précitée, la Banque n'a pas établi de comptes consolidés au 31.12.1996 compte tenu de la faible importance des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation.

En référence aux articles 56 par. 2f et 58 par. 2e de la loi sur les comptes des banques, la Banque a décidé d'appliquer le "Beibehaltungsprinzip" aux valeurs mobilières évaluées au "lower of cost or market". Ce principe permet de maintenir une correction de valeur constituée antérieurement sur une valeur mobilière ne répondant plus à cette moins-value à la suite d'une augmentation de la valeur sur titre.

**A. ACTIFS IMMOBILISES****A.1. ACTIFS INCORPORELS**

Les actifs incorporels sont comptabilisés au bilan au prix d'acquisition ou au coût de revient, diminué de la valeur des amortissements cumulés.

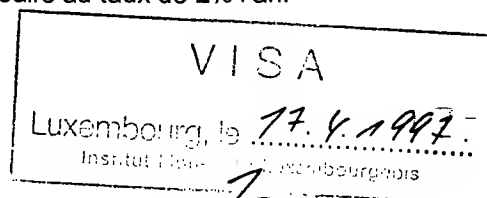
Les amortissements des actifs incorporels se font sur base linéaire au taux annuel de 20%.

	Taux d'amortissement	Mode d'amortissement
Fonds de commerce acquis à titre onéreux	20%	linéaire
Autres actifs incorporels		
- droits et valeurs similaires acquis à titre onéreux	20%	linéaire

**A.2. ACTIFS CORPORELS**

Les actifs corporels sont repris au bilan au prix d'acquisition ou au coût de revient, diminué de la valeur des amortissements cumulés.

Les amortissements des constructions se font sur base linéaire au taux de 2% l'an.



02 - 2011



Les amortissements des installations techniques, du matériel et du mobilier se font sur base linéaire à des taux tenant compte de la durée de vie estimée des biens. Les taux d'amortissement pour les postes les plus importants sont les suivants:

- logiciel	33,3%
- matériel informatique	25,0%
- matériel de transport	20,0%
- installations de sécurité	12,5%
- matériel de bureau	10,0%

Le matériel et le mobilier dont le prix d'acquisition ne dépasse pas 35.000 francs ou dont la durée usuelle d'utilisation est inférieure à une année est directement repris dans les charges de l'exercice.

### A.3. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les participations et les parts dans des entreprises liées ayant le caractère d'immobilisé sont évaluées au plus bas du prix d'acquisition ou du prix du marché. Les dépréciations constatées font l'objet de corrections de valeur.

En vertu des dispositions de l'article 56 de la loi du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels des établissements de crédit, la Banque a opté pour l'évaluation au prix d'acquisition des valeurs mobilières à revenu fixe faisant partie du portefeuille des immobilisations financières (dont "Asset Swaps"). Lorsque les conditions requises par la législation pour l'évaluation au prix d'acquisition ne sont pas respectées, les méthodes du "lower of cost or market" ou du "Beibehaltungsprinzip" sont d'application. L'application du "Beibehaltungsprinzip" a permis à la Banque de conserver des corrections de valeur constituées antérieurement pour un montant de 9.120.411 francs.

L'agio (différence positive entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement des titres) et le disagio (différence négative entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement) sont amortis, respectivement proratisés, sur la durée de détention des titres. L'amortissement de l'agio et la proratisation du disagio se font à travers les postes d'intérêts du compte de profits et pertes et les comptes de régularisation du bilan.

## B. ACTIFS CIRCULANTS

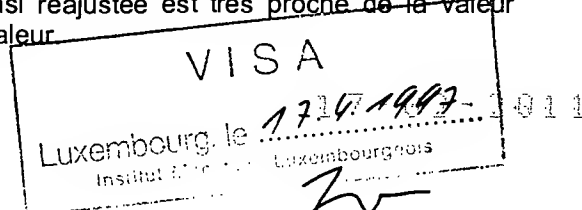
### B.1. OBLIGATIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU FIXE

Les valeurs mobilières autres que celles destinées à servir de façon durable à l'activité de la Banque sont considérées comme des actifs circulants.

Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe sont évaluées suivant le "Beibehaltungsprinzip", c'est-à-dire avec maintien des corrections de valeur antérieurement constituées, lorsque celles-ci s'avèrent supérieures à celles qui auraient dû être constituées par application de la méthode d'évaluation au "lower of cost or market" à la clôture de l'exercice. Dans tous les autres cas de figure, l'évaluation se fait au plus bas du prix d'acquisition ou du prix du marché, c'est-à-dire avec constitution de corrections de valeur lorsque la valeur d'évaluation des titres est inférieure à leur prix d'acquisition. La valeur d'évaluation est définie comme étant le cours boursier du jour de l'établissement des comptes annuels ou, à défaut, la valeur probable de réalisation ou le cours qui reflète le mieux la valeur intrinsèque des titres détenus. L'application du "Beibehaltungsprinzip" a permis à la Banque de conserver des corrections de valeur constituées antérieurement pour un montant de 1.130.390 francs.

Les plus-values non réalisées sont négligées.

En ce qui concerne les certificats du Trésor belge, la différence entre la valeur d'émission (d'acquisition) et la valeur de remboursement (de cession) constitue le seul revenu sur cette catégorie de titres. Le revenu en question est réparti sur la durée de détention des titres sous forme d'intérêts composés venant augmenter leur valeur comptable. Au 31.12.1996, la valeur comptable ainsi réajustée est très proche de la valeur d'évaluation, ce qui rend inutile la constitution de corrections de valeur.





## **B.2. ACTIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU VARIABLE, PARTS DANS DES ENTREPRISES LIEES N'AYANT PAS LE CARACTERE D'IMMOBILISE**

Les actions, autres valeurs mobilières à revenu variable et parts dans des entreprises liées n'ayant pas le caractère d'immobilisé sont reprises au bilan à leur prix d'acquisition, y compris tous les frais accessoires. Ces titres sont évalués suivant le "Beibehaltungsprinzip", c'est-à-dire avec maintien des corrections de valeur antérieurement constituées, lorsque celles-ci s'avèrent supérieures à celles qui auraient dû être constituées par application de la méthode d'évaluation au "lower of cost or market" à la clôture de l'exercice. Dans tous les autres cas de figure, l'évaluation se fait au plus bas du prix d'acquisition ou du prix de marché, c'est-à-dire avec constitution de corrections de valeur, lorsque la valeur d'évaluation des titres est inférieure à leur prix d'acquisition.

L'application du "Beibehaltungsprinzip" a permis à la Banque de conserver des corrections de valeur constituées antérieurement pour un montant de 36.586.769 francs.

Les plus-values non réalisées sont négligées.

## **B.3. CREANCES**

Les prêts et crédits sont renseignés à leur valeur nominale, les intérêts courus et non échus étant enregistrés au poste "Comptes de régularisation" qui figure à l'actif du bilan. Pour les créances jugées douteuses, la Banque constitue des provisions spécifiques qui sont déduites des postes d'actif concernés.

## **B.4. OPERATIONS DE CREDIT-BAIL**

Les créances résultant des opérations de crédit-bail sont renseignées à leur valeur nette, c'est-à-dire à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés des biens faisant l'objet des opérations de crédit-bail. La part des loyers perçus sur ces opérations, représentant la rémunération du capital, est comptabilisée au compte de profits et pertes.

## **B.5. CORRECTIONS DE VALEUR SUR ACTIFS CIRCULANTS**

La Banque a pour politique de constituer des provisions spécifiques destinées à couvrir les risques de pertes et de non-recouvrement sur les créances en portefeuille.

Dans le cadre des limites admises par la législation fiscale luxembourgeoise, la Banque a également prévu la constitution d'une provision forfaitaire visant à couvrir les pertes éventuelles sur les créances. La provision forfaitaire a été calculée aux taux maxima admis par la loi fiscale.

Les corrections de valeur viennent en déduction des postes de l'actif circulant concernés.

## **B.6. ACTIFS DONNES EN GARANTIE**

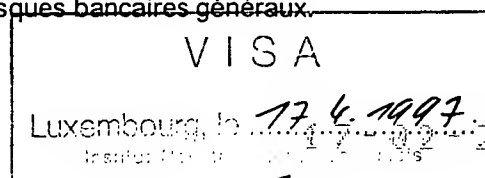
Les actifs donnés en garantie pour compte propre et pour compte de tiers représentent un montant de 3.124.614.646 francs.

## **C. PRIX D'ACQUISITION DES ELEMENTS D'ACTIF DE MEME CATEGORIE**

Le mode d'évaluation appliqué par la Banque aux éléments de même catégorie est celui des prix moyens pondérés.

## **D. FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX**

L'exercice 1996 n'a pas donné lieu à une dotation au fonds pour risques bancaires généraux.





## E. CONVERSION DES DEVISES

Le capital social de la Banque est exprimé en francs luxembourgeois et la comptabilité est tenue dans cette monnaie.

Les postes de l'actif et du passif libellés dans une devise autre que le franc luxembourgeois sont convertis en francs aux cours de change au comptant en vigueur à la date du bilan.

Les différences de change qui résultent de cette conversion sont enregistrées en compte de profits et pertes pour autant qu'elles ne proviennent pas de postes couverts expressément par une opération de change à terme.

Les revenus et charges en devises sont convertis en francs luxembourgeois aux cours de change applicables à la date de leur comptabilisation.

Les postes au comptant couverts par des opérations à terme, de même que les postes à terme couverts au comptant sont considérés comme neutres par rapport aux fluctuations des cours de change des devises. La différence d'évaluation qui peut en découler est neutralisée sans que le résultat de l'exercice en soit affecté.

Les postes en devises à terme non couverts au comptant et non échus à la date de clôture sont évalués sur base des cours de change valables pour le terme restant à courir à la date du bilan. Les moins-values résultant de ces évaluations sont provisionnées, tandis que les plus-values sont négligées.

## F. INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES

Les engagements éventuels de la Banque qui résultent des instruments financiers dérivés tels que swaps de taux d'intérêt, forward rate agreements, financial futures et options sont enregistrés à la date de transaction dans les comptes hors-bilan.

A la date du bilan, une provision est constituée pour les moins-values individuelles non réalisées constatées lors de l'évaluation au cours du marché des transactions non encore venues à échéance. Cette provision est enregistrée sous le poste "Provisions pour risques et charges". Les plus-values non réalisées sont négligées.

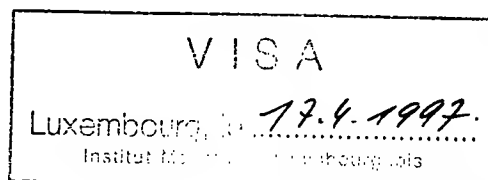
Dans le cas où l'instrument financier couvre un poste d'actif ou de passif spécifique pour lequel l'unité économique est établie, aucune provision n'est constituée.

## 3. AFFECTATION DU BENEFICE DISPONIBLE

En vertu de l'article 39 de la loi du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, et du règlement grand-ducal du 14 juin 1983 concernant l'affectation du bénéfice disponible de la Banque, le bénéfice net de l'exercice 1996 (1.978.828.475 francs) est à affecter à la réserve libre.

## 4. ASSOCIATION POUR LA GARANTIE DES DEPOTS

En date du 25 septembre 1989, la Banque a adhéré en tant qu'associé à l'"Association pour la garantie des dépôts, Luxembourg" (AGDL) ayant pour objectif exclusif de constituer un système de garantie mutuelle des dépôts en faveur des clients personnes physiques des établissements de crédit membres de l'association. Au 31 décembre 1996, la Banque a constitué une provision pour les engagements éventuels futurs liés à son adhésion à l'AGDL.



2017-02-2011

**5. RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DE L'ACTIF****5.1. ANALYSE D'UNE PARTIE DES POSTES DE L'ACTIF**

*Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale*

Au 31.12.1996, ce poste comprend des effets pour un montant de 130.623.660.879 francs.

**Créances sur les établissements de crédit**

Les créances, autres que celles à vue, sur les établissements de crédit se répartissent selon les durées résiduelles suivantes:

en francs au 31.12.1996

Jusqu'à trois mois	228.582.950.526
Plus de trois mois à un an	73.362.317.048
Plus d'un an à cinq ans	9.930.058.532
Plus de cinq ans	15.692.653.307
<b>Total</b>	<b>327.567.979.413</b>

Les créances, à vue et à terme, sur les établissements de crédit incluent:

en francs au 31.12.1996

Créances sur des entreprises liées	/
Créances sur des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	/

**Créances sur la clientèle**

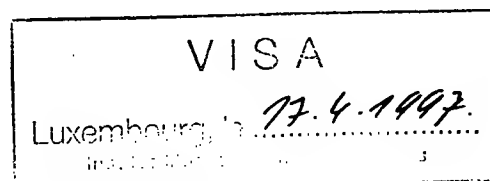
Les créances sur la clientèle se répartissent selon leur durée résiduelle de la façon suivante:

en francs au 31.12.1996

Jusqu'à trois mois	18.821.499.584
Plus de trois mois à un an	11.725.432.624
Plus d'un an à cinq ans	47.778.708.423
Plus de cinq ans	127.267.585.083
<b>Total</b>	<b>205.593.225.714</b>

Sont incluses sous ce poste en francs au 31.12.1996

Créances sur des entreprises liées	236.550.591
Créances sur des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	4.135.765.322





Les avances et crédits accordés aux membres des organes d'administration et de direction de la Banque se présentent comme suit:

en francs au 31.12.1996

Organe d'administration (9 administrateurs)	49.752.299
Organe de direction (5 directeurs)	34.770.670
<b>Total</b>	<b>84.522.969</b>

### **Opérations de crédit-bail**

en francs au 31.12.1996

Jusqu'à trois mois	36.814.204
Plus de trois mois à un an	79.004.585
Plus d'un an à cinq ans	540.881.335
Plus de cinq ans	16.291.844
<b>Total</b>	<b>672.991.968</b>

Ces opérations se répartissent de la façon suivante entre la clientèle:

en francs au 31.12.1996

Opérations avec des établissements de crédit	16.422.491
Opérations avec la clientèle	656.569.477
<b>Total</b>	<b>672.991.968</b>

Celles-ci incluent des opérations sur:

en francs au 31.12.1996

Créances sur des entreprises liées	/
Créances sur des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	2.063.774

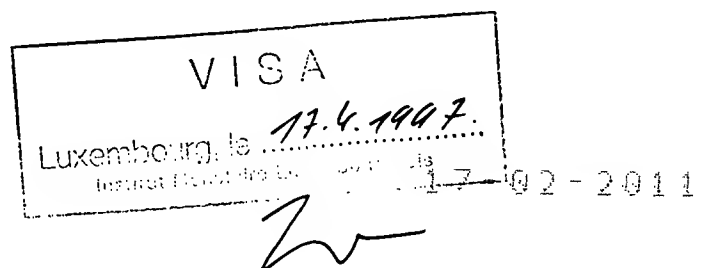
### **Créances subordonnées**

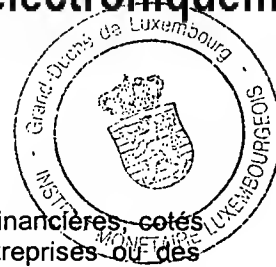
Les actifs présentant un caractère subordonné détenus par la Banque se répartissent de la façon suivante:

en francs au 31.12.1996

Créances sur des établissements de crédit	250.000.000
Créances sur la clientèle	297.180.488
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	1.346.654.855

La Banque ne possède pas de créances subordonnées sur des entreprises liées ou des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation.





## 5.2. OBLIGATIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU FIXE

Ce poste comprend les titres de créance considérés ou non comme des immobilisations financières, cotés en bourse ou susceptibles de l'être, et émis par des établissements de crédit, des entreprises ou des organismes publics, dans la mesure où ils ne sont pas déjà intégrés dans un autre poste du bilan.

a. Les titres ayant une durée de vie résiduelle inférieure à un an représentent un montant net de 25.447.683.737 francs au 31.12.1996.

b. Les valeurs mobilières cotées et non cotées sont ventilées comme suit au 31.12.1996:

	en francs
- Valeurs admises à une cote officielle	96.584.121.061
- Valeurs non admises à une cote officielle	26.654.279.898
<b>Total</b>	<b>123.238.400.959</b>

c. Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe sont considérées comme des immobilisations financières lorsqu'elles sont destinées à servir de façon durable à l'activité de la Banque. Le caractère durable a été défini par le Comité de direction comme l'intention d'une détention à long terme ou jusqu'à l'échéance des titres. Les autres titres font partie des portefeuilles de négociation et de placement.

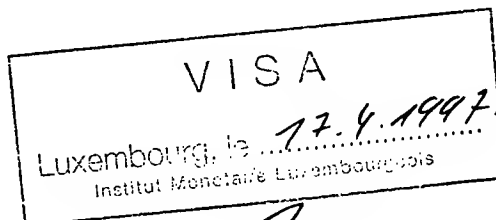
Au 31.12.1996, la répartition des "Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe" entre les titres présentant le caractère d'immobilisations financières et ceux considérés comme faisant partie des actifs circulants se présente comme suit:

	en francs
- Titres du portefeuille des immobilisations financières	106.869.430.578
- Titres des portefeuilles de négociation et de placement	16.368.970.381
<b>Total</b>	<b>123.238.400.959</b>

d. Les créances détenues sur des entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation, rattachées à ce poste, sont réparties de la façon suivante au 31.12.1996:

en francs

- Créances sur des entreprises liées	/
- Créances sur des entreprises ayant un lien de participation	112.450.000
<b>Total</b>	<b>112.450.000</b>





### 5.3. ACTIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU VARIABLE

Ce poste comprend les actions, parts sociales, parts d'organismes de placement collectif et les autres valeurs à revenu variable cotées ou non en bourse.

Les actions et autres valeurs mobilières à revenu variable, cotées et non cotées, sont ventilées comme suit au 31.12.1996:

en francs

- Valeurs admises à une cote officielle	2.797.409.658
- Valeurs non admises à une cote officielle	1.073.213.434
<b>Total</b>	<b>3.870.623.092</b>

### 5.4. PARTICIPATIONS

a. Les participations cotées et non cotées sont ventilées comme suit au 31.12.1996:

en francs

- Valeurs admises à une cote officielle	258.329.167
- Valeurs non admises à une cote officielle	2.804.398.002
<b>Total</b>	<b>3.062.727.169</b>

b. Les participations dans des établissements de crédit représentent un montant de 21.124.032 francs au 31.12.1996.

### 5.5. PARTS DANS DES ENTREPRISES LIEES

a. Les parts dans des entreprises liées cotées et non cotées sont ventilées comme suit au 31.12.1996:

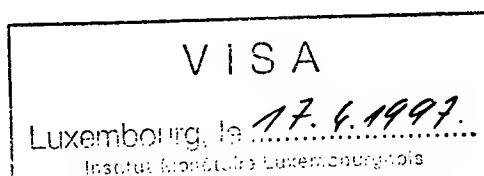
en francs

- Valeurs admises à une cote officielle	/
- Valeurs non admises à une cote officielle	264.858.525
<b>Total</b>	<b>264.858.525</b>

b. Au 31.12.1996, la Banque ne détient pas de parts dans des entreprises liées qui sont des établissements de crédit.

### 5.6. ACTIFS INCORPORELS

Le poste des actifs incorporels comprend l'acquisition d'un fonds de commerce acquis à titre onéreux pour un montant net (prix d'acquisition moins amortissements cumulés) de 17.358.133 francs au 31.12.1996.



*2* 17-02-2011

**5.7. ACTIFS CORPORELS**

Les terrains et constructions utilisés par la Banque dans le cadre de son activité propre sont intégrés dans ce poste pour un montant net (prix d'acquisition moins amortissements cumulés) de 6.863.601.479 francs au 31.12.1996.

**5.8. AUTRES ACTIFS**

Au 31.12.1996, ce poste se décompose de la façon suivante:

	en francs
- Valeurs à recevoir à court terme	238.337.275
- Investissement du fonds de pension	4.522.138.577
- Métaux précieux	11.818.660
- Autres	50.519.988
<b>Total</b>	<b>4.822.814.500</b>

**5.9. ACTIFS LIBELLES EN DEVISES**

Les actifs libellés en devises autres que des francs représentent un montant de 431.191.134.716 francs au 31.12.1996.

Ce chiffre inclut la partie comptant d'opérations liées pour lesquelles la couverture se trouve dans les opérations de change à terme.

**5.10. OPERATIONS FIDUCIAIRES TOUCHANT DES POSTES DE L'ACTIF**

Les actifs liés à des opérations fiduciaires non expressément soumises au règlement grand-ducal du 19 juillet 1983 représentent un montant total de 76.204.147 francs au 31.12.1996 et concernent principalement le poste "Créances sur établissements de crédit" pour un montant de 75.674.768 francs ainsi que le poste "Créances sur la clientèle" pour un montant de 529.379 francs.

**5.11. OPERATIONS DE MISE EN PENSION**

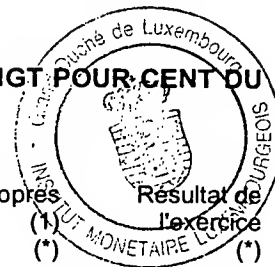
Les actifs ayant fait l'objet de conventions de vente avec rachat ferme se présentent comme suit au 31.12.1996:

	en francs
- Effets publics	19.624.111.292
- Créances	/
- Titres	/
<b>Total</b>	<b>19.624.111.292</b>



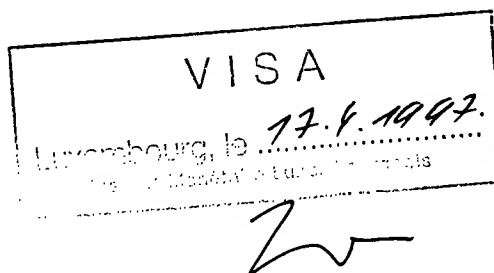


# 5.12. ENTREPRISES DANS LESQUELLES LA BANQUE DETIENT AU MOINS VINGT POUR-CENT DU CAPITAL



Dénomination et siège	Parts détenues en %	Comptes annuels arrêtés au	Unités monét.	Fonds propres (1)	Résultat de l'exercice (*)
Bourbon Immobilière S.A., Luxembourg	99,9	31.12.95	LUF	11.771.574	4.733.419
Luxembourg State and Savings Bank Trust Company S.A., Luxembourg	99,9	31.12.95	LUF	54.625.213	2.657.963
BCEE Ré S.A., Luxembourg	99,9	(2)	LUF	/	/
Lux-World Fund S.A., SICAV, Luxembourg	91,4	30.09.95	LUF	2.980.865	3.830.146
Lux-Garantie Advisory S.A., Luxembourg	90,0	(2)	LUF	/	/
Luxbond Advisory S.A., Luxembourg	85,9	31.12.95	LUF	3.302.586	55.569.459
Luxcash Advisory S.A., Luxembourg	79,7	31.12.95	LUF	3.300.177	29.950.267
Lux-Croissance Advisory S.A., Luxembourg	79,2	31.12.95	LUF	3.300.206	9.166.255
La Luxembourgeoise-Vie S.A. d'Assurances, Luxembourg	40,0	31.12.95	LUF	957.403.894	106.313.402
La Luxembourgeoise S.A. d'Assurances, Luxembourg	40,0	31.12.95	LUF	1.260.025.382	125.521.391
Ubalux S.à r.l., Luxembourg	33,3	31.12.95	LUF	19.790.997	3.908.610
Harmony Gold Finance S.A., Luxembourg	33,3	31.12.95	USD	214.569	-1.535.520
Société d'Etude d'Investissement Audiovisuel S.A.	31,3	31.12.95	XEU	34.345	6.137
Europay Luxembourg S.C., Luxembourg	30,2	31.12.95	LUF	40.001.503	11.005.367
Com 2i S.A., Luxembourg	30,0	31.12.95	LUF	3.220.766	504.319
Cetrel, Centre de Transferts Electroniques, S.C., Luxembourg	28,8	31.12.95	LUF	174.500.351	8.022.541
Parking du Théâtre S.A., Luxembourg	26,3	31.12.95	LUF	24.437.920	8.841.400
Société de la Bourse de Luxembourg S.A., Luxembourg	23,7	31.12.95	LUF	606.581.624	95.916.982
Société Nationale de Contrôle Technique S.à r.l., Luxembourg	20,0	31.12.95	LUF	85.682.111	26.045.078

- (\*) Données extraites des derniers comptes disponibles  
(1) Fonds propres après affectation du résultat  
(2) Sociétés constituées au cours de l'exercice 1996



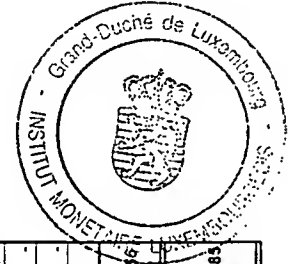


**5.13. MOUVEMENTS DES ACTIFS IMMOBILISÉS**

Les mouvements enregistrés au cours de l'exercice 1996 sur les postes de l'actif immobilisé se présentent comme suit:



*[Handwritten signature]*



Montants en francs

IMMOBILISATIONS	Corrections de valeur à la clôture de l'exercice							Valeur nette à la clôture de l'exercice
	Valeur brute au début de l'exercice	Entrées	Sorties	Ecart de change	Valeur brute à la clôture de l'exercice	Corrections cumulées	Reprises cumulées	
<b>POSTES</b>								
<i>Immobilisations financières</i>								
Participations	3.617.356.454	40.922.173	381.080.000	14.055.442	3.291.254.069			
Parts des entreprises liées	162.192.045	102.833.500	167.020	-	264.858.525			
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	59.288.232.045	62.873.383.887	16.553.208.172	1.647.016.751	107.255.424.311			
<b>Total des Immobilisations financières</b>	<b>63.067.780.544</b>	<b>63.017.139.360</b>	<b>16.934.455.192</b>	<b>1.661.072.193</b>	<b>110.811.536.905</b>	<b>614.520.633</b>		<b>110.197.016.272</b>
<i>Actifs incorporels</i>								
Fonds de commerce acquis à titre onéreux	69.432.534	-	-	-	69.432.534	52.074.401	-	17.358.133
Autres actifs incorporels	31.691.785	2.000.000	-	-	33.691.785	19.415.071	-	14.276.714
<b>Total des Actifs incorporels</b>	<b>101.124.319</b>	<b>2.000.000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>103.124.319</b>	<b>71.489.472</b>	<b>-</b>	<b>31.634.847</b>
<i>Actifs corporels</i>								
Terrains et constructions	7.873.875.012	416.130.596	9.276.379	-	8.280.729.229	1.330.587.957	-	6.950.141.272
Installations techniques	3.267.353.341	1.027.635.401	399.698.142	-	3.895.290.600	2.274.669.420	399.698.142	2.020.319.322
Autres installations, outillage et mobilier	213.975.311	32.310.783	2.287.538	-	243.998.556	100.790.384	-	143.208.172
Matériel donné en location	-	-	23.060	-	29.187.344	29.187.344	-	-
Autres actifs	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total des Actifs corporels</b>	<b>11.355.203.664</b>	<b>1.476.076.780</b>	<b>411.285.119</b>	<b>-</b>	<b>12.449.205.729</b>	<b>3.735.235.105</b>	<b>399.698.142</b>	<b>9.113.668.767</b>
<b>TOTAL DES ACTIFS IMMOBILISES</b>	<b>74.524.108.527</b>	<b>64.495.216.140</b>	<b>17.345.740.311</b>	<b>1.661.072.193</b>	<b>123.363.866.953</b>	<b>4.021.547.068</b>		<b>119.342.319.683</b>

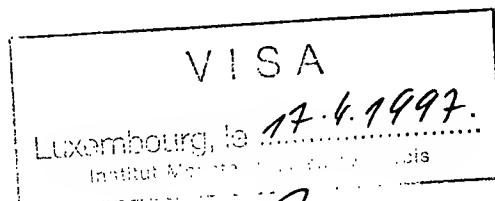
VISA

TOTAL DES ACTIFS IMMOBILISES

**5.14. COMPTES DE REGULARISATION - ACTIF**

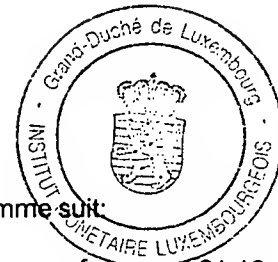
Le disagio cumulé comptabilisé au compte de régularisation à l'actif du bilan se chiffre à 158.380.532 francs au 31.12.1996.

En ce qui concerne les émissions propres de la Banque du type "Discounted Debentures" la différence positive entre le montant à rembourser à l'échéance finale des titres émis et le montant actualisé au 31.12.1996 se chiffre à 754.077.654 francs.



**6. RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DU PASSIF****6.1. ANALYSE D'UNE PARTIE DES POSTES DE PASSIF*****Dettes envers des établissements de crédit à terme ou à préavis***

Les dettes à terme ou à préavis se répartissent selon leur durée résiduelle comme suit:



en francs au 31.12.1996

Jusqu'à trois mois	152.332.748.928
Plus de trois mois à un an	57.231.081.571
Plus d'un an à cinq ans	519.559.500
Plus de cinq ans	1.724.215.318
<b>Total</b>	<b>211.807.605.317</b>

Les dettes envers les établissements de crédit, à vue, à terme ou à préavis, incluent:

en francs au 31.12.1996

Dettes sur des entreprises liées	/
Dettes sur des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	26.758.735

***Dettes envers la clientèle: Dépôts d'épargne***

Les dépôts d'épargne se répartissent dans les catégories suivantes:

en francs au 31.12.1996

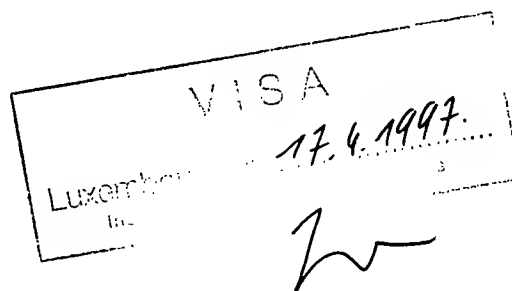
A vue	105.268.575.411
A terme	8.548.437.065

Les dépôts d'épargne se répartissent selon leur durée résiduelle de la façon suivante

en francs au 31.12.1996

Jusqu'à trois mois	2.067.330.255
Plus de trois mois à un an	1.578.728.180
Plus d'un an à cinq ans	2.566.996.451
Plus de cinq ans	2.335.382.179
<b>Total</b>	<b>8.548.437.065</b>

Sont incluses sous ce poste

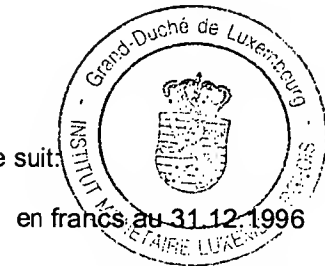


en francs au 31.12.1996

Dettes sur des entreprises liées	/
Dettes sur des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	/

**Dettes envers la clientèle: autres dettes à terme ou à préavis**

Les autres dettes à terme ou à préavis envers la clientèle se répartissent comme suit:



	en francs au 31.12.1996
Jusqu'à trois mois	257.933.767.676
Plus de trois mois à un an	26.643.814.416
Plus d'un an à cinq ans	70.729.504
Plus de cinq ans	4.558.004.516
<b>Total</b>	<b>289.206.316.112</b>

Les dettes envers la clientèle, à vue, à terme ou à préavis, incluent:

en francs au 31.12.1996

Dettes sur des entreprises liées	232.942.742
Dettes sur des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	7.591.931.032

**Dettes représentées par un titre**

Les dettes représentées par un titre, classées dans la rubrique "bons et obligations en circulation", ayant une durée de vie résiduelle inférieure à un an se chiffrent à 11.514.500.992 francs.

Les dettes représentées par un titre, classées dans la rubrique "autres", sont ventilées de la façon suivante:

en francs au 31.12.1996

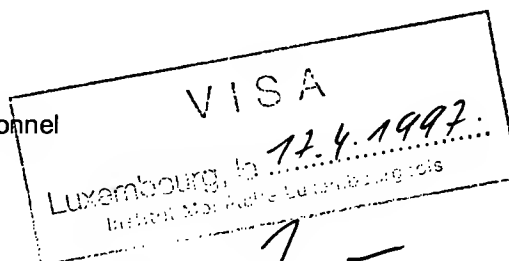
Jusqu'à trois mois	25.372.902.932
Plus de trois mois à un an	11.851.370.340
Plus d'un an à cinq ans	10.270.014.326
Plus de cinq ans	6.632.558.684
<b>Total</b>	<b>54.126.846.282</b>

**6.2. AUTRES PASSIFS**

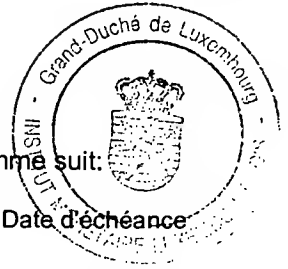
Au 31.12.1996, ce poste se décompose de la façon suivante:

en francs

- Valeurs à payer à court terme	13.434.593.409
- Créanciers privilégiés ou garantis	241.460.341
- Créanciers divers	/
- Fonds de pension en faveur du personnel	4.522.138.577
- Autres	1.149.437.295
<b>Total</b>	<b>19.347.629.622</b>

**6.3. COMPTES DE REGULARISATION - PASSIF**

L'agio cumulé comptabilisé au compte de régularisation au passif du bilan se chiffre à 292.179.159 francs au 31.12.1996.



#### 6.4. PASSIFS SUBORDONNES

Le détail des emprunts obligataires subordonnés en cours au 31.12.1996 se présente comme suit:

	Montant nominal en francs	Taux	Date d'échéance
Emprunt 1991-1998	1.000.000.000	9,000%	17.07.1998
Emprunt 1992-2000	1.500.000.000	9,000%	10.07.2000
Emprunt 1992-2000	500.000.000	8,125%	27.11.2000
Emprunt 1993-2001	1.000.000.000	7,250%	08.06.2001
Emprunt 1993-2003	1.000.000.000	7,000%	26.11.2003
Emprunt 1994-2004	1.200.000.000	7,875%	28.07.2004
Emprunt 1994-2004	1.500.000.000	8,375%	02.12.2004
Emprunt 1995-2005	2.000.000.000	7,000%	07.11.2005
Emprunt 1996-2006	2.000.000.000	5,750% - 7,000% - 9,000%	31.07.2006
<b>Total</b>	<b>11.700.000.000</b>		

Les caractéristiques de ces emprunts sont les suivantes:

Conformément aux dispositions régissant ces emprunts et sous réserve de l'accord préalable de l'Institut Monétaire Luxembourgeois, un remboursement anticipé est envisageable au cas où une modification des lois fiscales luxembourgeoises ou des traités auxquels le Grand-Duché est partie, ou une modification dans l'application de ces lois ou traités affecterait les paiements du principal et/ou des intérêts des obligations.

Le caractère subordonné de ces emprunts sous-entend que les obligations sont subordonnées à toutes autres dettes actuelles et futures de la Banque envers les tiers. Les obligations sont inférieures en rang à toutes dettes exigibles et même non-exigibles de la Banque.

Au 31.12.1996, la partie assimilée aux fonds propres, conformément aux conditions et limites prévues par la réglementation bancaire en vigueur et les usances de la place, s'élève à 10.700.000.000 francs.

Les charges payées au cours de l'exercice au titre des passifs subordonnés se chiffrent à 817.859.397 francs et sont comprises dans le poste "Intérêts et charges assimilées" du compte de profits et pertes.

#### 6.5. CAPITAL

Le montant du capital de la Banque est fixé à sept milliards de francs (7.000.000.000). Le capital appartient entièrement à l'Etat luxembourgeois.

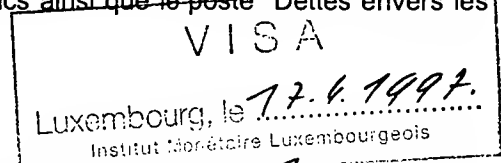
#### 6.6. OPERATIONS FIDUCIAIRES TOUCHANT LES POSTES DU PASSIF

Les passifs liés à des opérations fiduciaires non expressément soumises au règlement grand-ducal du 19 juillet 1983 représentent un montant total de 76.204.147 francs au 31.12.1996 et concernent principalement le poste "Autres dettes à vue" pour un montant de 75.674.768 francs ainsi que le poste "Dettes envers les établissements de crédit" pour un montant de 529.379 francs.

#### 6.7. PASSIFS LIBELLES EN DEVISES

Les passifs libellés en devises autres que des francs représentent un montant total de 380.121.887.389 francs au 31.12.1996.

Ce chiffre inclut la partie comptant d'opérations liées pour lesquelles la couverture se trouve dans les opérations de change à terme.

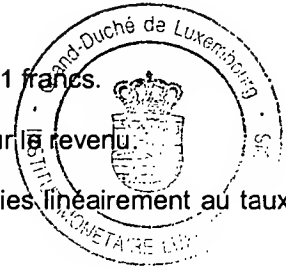


**6.8. POSTES SPECIAUX AVEC UNE QUOTE-PART DE RESERVES**

Au 31.12.1996, le montant des plus-values de réinvestissement s'élève à 324.830.341 francs.

Ces plus-values résultent de l'application de l'article 54 de la loi concernant l'impôt sur le revenu.

Elles ont été réinvesties dans des immeubles en voie de construction et sont amorties linéairement au taux de 2% par année.

**7. RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DU HORS-BILAN****7.1 PASSIFS EVENTUELS**

Les passifs éventuels se composent des postes suivants:

en francs au 31.12.1996

- Garanties et autres substituts directs de crédit (y compris les obligations de rachat d'actifs)	3.985.092.015
- Acceptations	1.194.916.000
- Crédits documentaires	4.082.118.254
- Garanties par endossement	908.548.200
- Contre-garanties	5.427.636.337
- Autres	257.066.581
<b>Total</b>	<b>15.855.377.387</b>

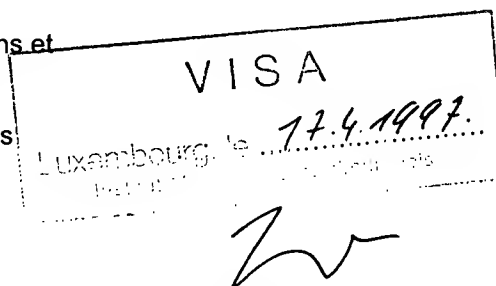
Au 31.12.1996, il n'existe pas de passifs éventuels à l'égard d'entreprises liées.

**7.2. ENGAGEMENTS**

a. Les engagements de la Banque se composent des postes suivants:

en francs au 31.12.1996

- Achats à terme d'actifs	334.449.129
- Ventes à terme d'actifs	132.749.049
- Montants à libérer sur titres, participations et parts dans des entreprises liées	128.084.094
- Crédits confirmés, non utilisés	76.198.123.424
- Facilités d'émission de titres de créances	185.418.000
- Règlement d'opérations au comptant	1.060.402.998
- Autres	419.202.524
<b>Total</b>	<b>78.458.429.218</b>



Au 31.12.1996, la Banque n'a pas d'engagements envers des entreprises liées.

b. Parmi les engagements qui ne sont ni repris au bilan ni au hors-bilan, les engagements de la Banque au 31.12.1996 de payer des loyers fixes pour des immeubles loués s'élèvent mensuellement à 4.588.403 francs.





**7.3. OPERATIONS A TERME NON ENCORE DENOUEES A LA DATE DE CLOTURE DU BILAN**

Le relevé des opérations à terme non encore dénouées à la date de clôture du bilan comprend les opérations suivantes:

Opérations liées aux taux de change:

- Opérations de change à terme (swaps, outrights)
- Cross-currency "Interest rate swaps"
- Autres

Opérations liées aux taux d'intérêt:

- "Interest rate swaps"
- "Futures"
- "Future" ou "forward rate agreements"
- "Options"

Achats et ventes à terme de valeurs mobilières.

Une partie significative des opérations est destinée à couvrir les effets des fluctuations dans les taux d'intérêt et dans les taux de change.

**7.4. SERVICES DE GESTION ET DE REPRESENTATION FOURNIS A DES TIERS**

La Banque assure au profit de tiers des services de gestion et de représentation, notamment la gestion de fortune, la conservation et l'administration de valeurs mobilières, la location de coffres, la représentation fiduciaire et des fonctions d'agent.

**8. RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DU COMPTE DE PROFITS ET PERTES**

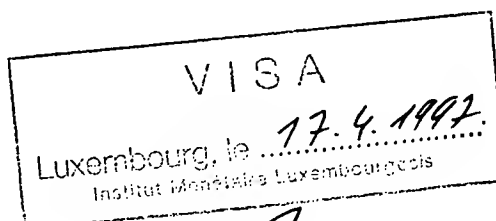
**8.1. VENTILATION DES PRODUITS PAR MARCHE GEOGRAPHIQUE**

L'activité de la Banque se concentre avant tout sur les pays faisant partie de l'OCDE.

**8.2. COMMISSIONS PERCUES, COMMISSIONS VERSEES**

L'augmentation des postes commissions perçues et commissions versées pour l'exercice 1996 s'explique par le fait que les ristournes obtenues et accordées sur opérations effectuées avec la clientèle ont été renseignées en termes bruts, alors qu'en 1995 seul le montant net apparaissait dans les comptes annuels.

Le montant des ristournes obtenues pour 1996 s'élève à 1.206.285.104 francs (1995: 1.402.925.109 francs) et celui des ristournes accordées à 1.150.158.061 francs (1995: 1.248.686.379 francs).





### 8.3. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

Les autres produits d'exploitation comprennent essentiellement:

- les recettes générées par l'ancien portefeuille de la Caisse d'Assurances de la Banque d'un montant de 107.313.901 francs;
- les loyers provenant de la location des immeubles appartenant à la Banque pour un montant de 68.870.959 francs;
- des rentrées sur créances amorties d'une valeur de 155.438.017 francs;
- la liquidation de la provision excédentaire BCCI représentant 64.732.510 francs;
- ainsi que divers revenus concernant les exercices antérieurs.

### 8.4. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Les autres charges d'exploitation se composent principalement de la dotation de l'exercice à la provision AGDL pour un montant de 318.492.500 francs, du prix d'acquisition de certificats audiovisuels ou en capital-risque pour un montant de 58.300.000 francs ainsi que de diverses charges concernant les exercices antérieurs.

### 8.5. PRODUITS EXCEPTIONNELS

Les produits exceptionnels au 31.12.1996 comprennent des plus-values pour un montant de 8.612.639 francs réalisées lors de la cession d'immeubles et de matériel.

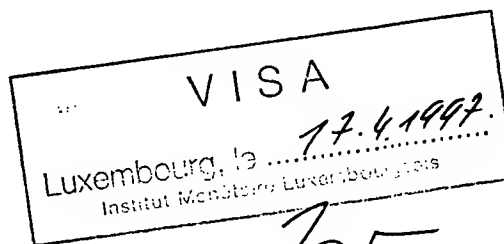
Les plus-values en question ont été neutralisées au niveau du compte de profits et pertes à travers le poste "Dotations aux postes spéciaux avec une quote-part de réserves" pour un montant de 4.196.483 francs.

## 9. AUTRES RENSEIGNEMENTS

### 9.1. PERSONNEL

Le nombre des membres du personnel employé en moyenne au cours de l'exercice 1996 s'établit comme suit:

Direction	5
Employés	1.751
<i>dont: Cadres supérieurs</i>	85
<b>Total</b>	<b>1.756</b>



### 9.2. ORGANES

a. Les rémunérations allouées aux différents organes de la Banque au cours de l'exercice 1996 se ventilent de la façon suivante:

	en francs
Organe d'administration (9 administrateurs)	1.905.000
Organe de direction (5 directeurs)	22.985.490
<b>Total</b>	<b>24.890.490</b>

b. Le montant des engagements repris dans les charges de l'exercice 1996 en matière de pensions de retraite à l'égard des membres actuels des différents organes de la Banque se présentent comme suit:

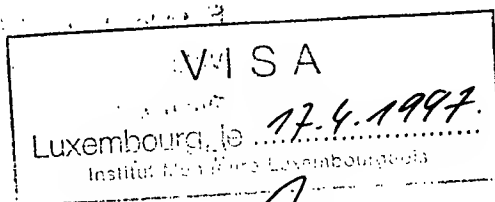
Organe d'administration (9 administrateurs)

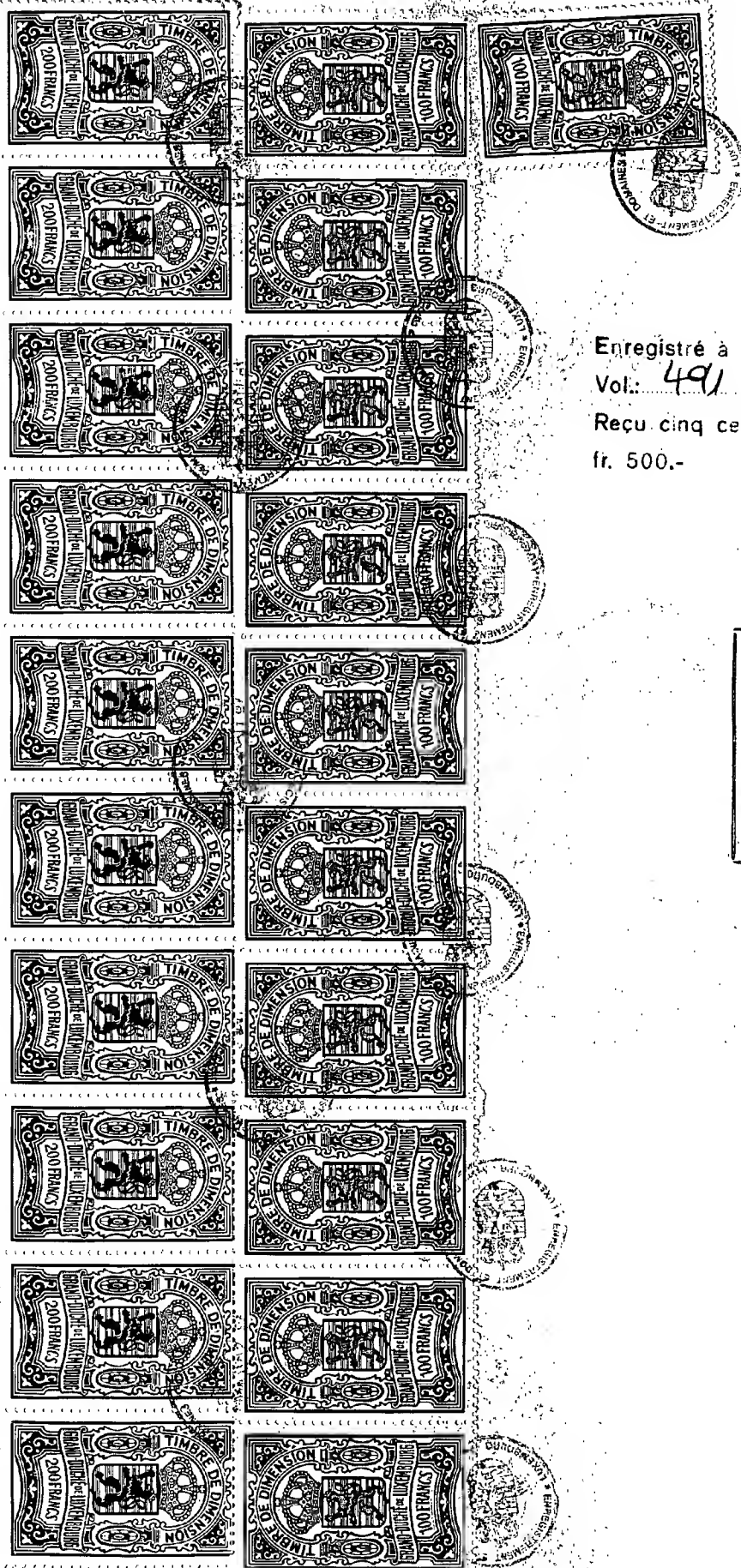
Organe de direction (5 directeurs)

**Total**



**9.707.784**





25 AVR. 1997

Enregistré à Luxembourg A.C., le

Vol.: 491 fol: 81 case: 3

Reçu cinq cents francs

fr. 500.-

Le Receveur,  
Joseph MULLER

Déposé au registre de commerce  
et des sociétés de Luxembourg

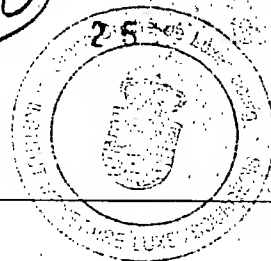
le 29 AVR. 1997

le préposé,

B 30775



(14100)



15843/96

# BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT LUXEMBOURG

**Siège Central: Luxembourg, 1, Place de Metz**

**R.C. Luxembourg No B 30775**

Etablissement public autonome, institué par la loi du 21 février 1856 (Mémorial 1, No 6, du 10 mars 1856) et régi par la loi du 24 mars 1989 (Mémorial A, No 16, du 28 mars 1989).



## RAPPORT DE GESTION DE LA BANQUE

Après la forte croissance des exercices 1993 et 1994, la Banque et Caisse d'Épargne de l'État (BCEE) a connu une nouvelle fois une croissance rapide de ses activités et de ses résultats financiers au cours de l'exercice 1995.

Le total du bilan s'est chiffré à 790,7 milliards de francs au 31.12.1995, contre 711,9 milliards de francs au 31.12.1994, soit une progression de 78,8 milliards de francs ou 11,1%.

La somme des fonds confiés à la BCEE par la clientèle tant nationale qu'internationale est passée, entre fin 1994 et fin 1995, de 675,4 milliards de francs à 747,2 milliards de francs (+ 71,8 milliards ou + 10,6%).

Parmi ces fonds, les dépôts de la clientèle non bancaire sur comptes à vue, comptes à terme et comptes épargne ont atteint 426,1 milliards de francs, contre 433,4 milliards de francs à la fin de l'exercice 1994, soit une diminution de 1,7% attribuable à la volatilité des dépôts en comptes courants et à vue de la part de la clientèle institutionnelle. En revanche, les dépôts d'épargne continuent à afficher une progression élevée de 12,9 milliards de francs ou 15,3% par rapport à l'exercice 1994. A noter également, le succès remarquable des dettes représentées par un titre (bons de caisse, certificats de dépôt et titres du marché interbancaire) qui affichent une progression de 29,6 milliards de francs ou de 123,6%.

Les placements et avances en provenance d'établissements de crédit luxembourgeois et étrangers ont progressé de 47,6 milliards de francs ou de 22,6%, pour atteindre 257,9 milliards de francs au 31.12.1995.

A la fin de 1995, la partie en devises du passif du bilan s'est établie à quelque 40% (38% en 1994), ce qui traduit le degré d'internationalisation des opérations de la Banque.

A l'actif, les créances sur la clientèle non bancaire ont marqué une hausse de 18,3 milliards de francs ou de 9,6%, en évoluant de 190,8 milliards de francs au 31.12.1994 à 209,1 milliards de francs au 31.12.1995.

Consciente de sa mission traditionnelle dans le recyclage de l'épargne du public, la Banque a été particulièrement active dans le domaine des prêts au logement. En effet, l'encours dans ce secteur a progressé d'environ 7 milliards de francs ou de 7,7% pour atteindre plus de 94 milliards de francs au 31.12.1995. Le nombre de nouveaux prêts aux particuliers (acquisitions, constructions, terrains et transformations) ainsi que leur montant ont progressé de respectivement 3,2% et de 2,6% en 1995. Dans ce contexte, il y a lieu de noter surtout la baisse continue des conditions débitrices depuis trois ans (0,75% en 1993, 0,5% en 1994 et 1,0% en 1995).





Tout au long de l'exercice 1995, la Banque a continué à consacrer des efforts particuliers dans le domaine du logement social. En progressant de quelque 780 millions de francs en une année, l'encours total des financements au taux spécial (5,25% à partir du 1.7.1995) a atteint les 29,5 milliards de francs au 31.12.1995, ceci malgré un environnement conjoncturel plus difficile. A signaler dans ce contexte que 14.258 ménages bénéficient actuellement des conditions spéciales en vue du financement de leurs logements.

Appuyée par une certaine amélioration du climat d'investissement, surtout à partir de la fin de 1994, la Banque a également développé son activité de prêts aux entreprises. L'encours des prêts à destination professionnelle est cependant en légère baisse (de 1,2%) en raison de remboursements exceptionnels de plus d'un milliard de francs. Néanmoins, la BCEE a encore pu améliorer sa part de marché dans ce secteur.

Dans l'ensemble, l'encours total des prêts et crédits à l'économie nationale a progressé de 6,6 milliards de francs ou de 4,8% en 1995, contre un accroissement de respectivement 10,8 milliards ou 7,9% en 1994.

En passant de 398,4 milliards de francs fin 1994 à 392,8 milliards de francs fin 1995, les créances sur les établissements de crédit ont régressé de 5,6 milliards de francs ou 1,4%. En revanche, le portefeuille des effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale affiche une progression notable de 61,5%, en évoluant de 56,4 milliards de francs au 31.12.1994 à 91,2 milliards de francs au 31.12.1995.

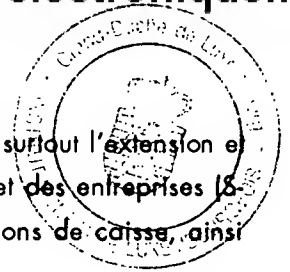
Il convient de relever également les développements de la Banque au niveau des opérations de hors-bilan, notamment dans le domaine des opérations de change à terme, principalement sous forme de swaps monétaires, dont l'encours s'est élevé à 224,7 milliards de francs, les "futures" et les "forward rate agreements" (FRA) qui se sont chiffrés à 8,9 milliards de francs, ainsi que les opérations de swaps d'intérêts qui ont atteint 143,5 milliards de francs. Le but de ces opérations a consisté surtout à améliorer le rendement des opérations de trésorerie et à réduire en même temps les risques de taux d'intérêt ou de change.

A noter également, la progression rapide des activités dans le domaine des organismes de placement collectif (opc), dont les avoirs, gérés par la BCEE en tant que banque dépositaire, ont approché les 100 milliards de francs. Le volume des sicav "maison" a été de quelque 26 milliards de francs. Pendant l'exercice 1995, la Banque a continué ses efforts visant l'élargissement de la gamme de services offerts, notamment en matière de gestion de patrimoine personnalisée.

Dans une optique d'amélioration de la qualité du service rendu au client, une soixantaine de conseillers en placements ont été spécifiquement formés et affectés à quelque 40 agences sélectionnées suivant des critères de segmentation de la clientèle. Compte tenu des résultats très prometteurs de ce nouveau concept, la Banque a prévu d'étendre progressivement la décentralisation à une majorité des quelque 100 agences du pays.



17-02-2011



Parmi les autres nouveautés commerciales introduites en 1995, il y a lieu de relever surtout l'extension et le développement du concept de banque électronique à disposition des particuliers et des entreprises (S-BANK, S-PHONE, S-FAX, S-MultiLine, S-NEWS), l'élargissement de la gamme des bons de caisse, ainsi que l'extension du produit compte d'épargne en devises.

D'une manière générale, il convient de souligner les efforts considérables consacrés dans le courant de l'exercice 1995 à la formation - le temps d'heures de formation par employé a augmenté de 20% pour atteindre en moyenne 4,5 jours par agent -, ainsi qu'à l'amélioration de la qualité des services et produits. Un programme spécifique comprenant un ensemble de mesures informatiques, organisationnelles et commerciales a été mis en place.

D'autre part, la BCEE a développé ses activités d'épargne-logement, en coopération avec le groupe BHW, en vue de proposer à la clientèle des prêts bénéficiant de taux débiteurs fixes particulièrement intéressants, ceci pendant la durée intégrale du contrat.

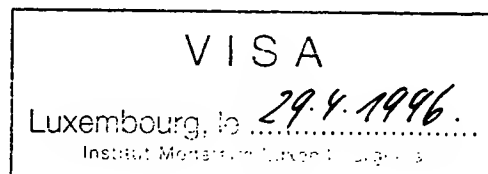
Enfin, la Banque a continué à développer, au cours de l'exercice 1995, en commun avec la compagnie d'assurances La Luxembourgeoise S.A., la vente des produits d'assurances.

Sur le plan international, il y a lieu de noter que la BCEE a su tirer profit des excellentes notations AA+/A-1+ et Aa1/P-1 qui lui ont été attribuées respectivement par Standard & Poor's et Moody's, pour améliorer et diversifier sa politique de refinancement.

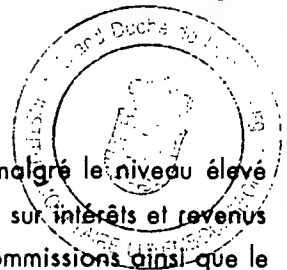
Après le succès rencontré par son programme de papier commercial - le montant total a été augmenté de 500 millions de dollars US à 1.000 millions de dollars US - la BCEE a aussi été la première banque domestique à mettre en place un programme en "euro-medium term notes". Dans ce cadre, la BCEE a fait appel à plusieurs reprises aux marchés des capitaux en euro-yen à taux fixe à moyen terme; ces opérations présentaient un coût de refinancement particulièrement intéressant.

Enfin, il y a également lieu de relever que la BCEE a confirmé, en 1995, avec succès sa position de teneur de marché en tant que "primary dealer" pour les certificats de trésorerie et les obligations linéaires de l'Etat belge, en se classant parmi les banques les plus actives dans ce domaine.

Sur le marché des capitaux en francs luxembourgeois, la BCEE a su préserver sa part de marché parmi les chefs de file en dirigeant 30 émissions pour un montant total de 45,3 milliards de francs par rapport à 40,8 milliards en 1994. La BCEE a émis pour son propre compte un emprunt public subordonné d'un montant de 2,0 milliards de francs. Dans le secteur euro-obligataire, la Banque a obtenu une 51<sup>e</sup> place sur le plan international avec un taux de participation global de 3% de l'ensemble de l'euromarché obligataire.







Les résultats financiers de la Banque ont progressé, une fois de plus, en 1995, malgré le niveau élevé atteint en 1994. C'est ainsi que le produit net bancaire, comprenant le résultat net sur intérêts et revenus assimilés, les produits de valeurs mobilières à revenu variable, le résultat net sur commissions ainsi que le résultat net provenant d'opérations financières, a marqué, d'une année à l'autre, une progression de 683 millions de francs ou de 7,5%.

Au cours de l'année 1995, les revenus sur intérêts et produits assimilés ont encore augmenté et restent de loin la source principale de revenus pour la Banque. De même, le résultat net sur commissions a continué à progresser rapidement. Le résultat provenant d'opérations financières, comprenant d'une façon générale tous les résultats dégagés des activités de "trading" de la Banque, affiche une progression de quelque 38% suite à la reprise des cours des obligations durant l'année sous revue.

Les frais généraux administratifs ont marqué en 1995 une légère baisse de 18,5 millions de francs ou 0,4% en passant de 5.311,3 millions de francs au 31.12.1994 à 5.292,8 millions de francs au 31.12.1995.

En ce qui concerne les dépenses de personnel, il convient de relever que la diminution de 79,8 millions de francs ou 2,1% est surtout due à la fluctuation de la dotation ou fonds de pension qui, en 1994, avait connu une progression exceptionnelle. En faisant abstraction du coût relatif au fonds de pension, les frais de personnel ont augmenté, en 1995, de 7,8%. Cette évolution découle essentiellement de l'augmentation de l'effectif du personnel, de l'échéance d'une tranche indiciaire en mai 1995, ainsi que de l'entrée en vigueur de la loi relative aux rémunérations dans le secteur public.

La Banque a maintenu, en 1995, sa politique traditionnelle de dotations élevées aux provisions et aux corrections de valeur. Tout comme par le passé, les risques sur clients débiteurs et les risques-pays ont fait l'objet d'une attention particulière. Tous les risques identifiés ont été couverts.

Compte tenu des éléments qui précèdent et grâce à l'évolution rapide des affaires, la Banque a su afficher pour l'exercice 1995, un bénéfice net de 1.774 millions de francs, contre 1.605 millions de francs en 1994, soit une augmentation de 169 millions de francs ou 10,5%.

Le cash-flow a progressé de 18,4% pour s'établir à 3.731 millions de francs en 1995, contre 3.152 millions de francs en 1994.

Les résultats financiers satisfaisants enregistrés en 1995 s'inscrivent dans la tendance positive des dernières années. La Banque a su renforcer, en 1995, ses fonds propres dont le niveau est largement suffisant pour répondre aux normes communautaires en matière de solvabilité et pour permettre dans le futur une nouvelle expansion du volume des affaires (Ratio européen de solvabilité au 31.12.1995: 12,34%).



*[Signature]*

17-02-2011



Le BCEE maintiendra, en 1996, ses efforts pour consolider et développer ses activités de banque universelle. Pour 1996, la Banque s'attend à une évolution positive des affaires.

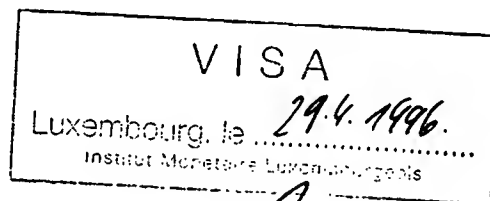
Des événements importants mettant en cause la marche normale des affaires de la Banque ne se sont pas produits après la clôture de l'exercice 1995.

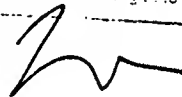
Luxembourg, le 1er mars 1996

Pour le Comité de direction

  
Henri GERMEAUX  
Directeur Général adjoint

  
Roymond KIRSCH  
Directeur Général





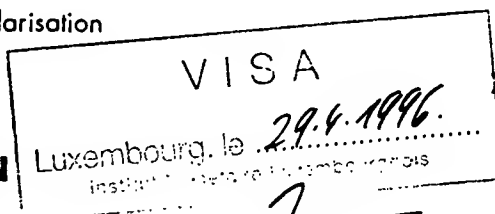


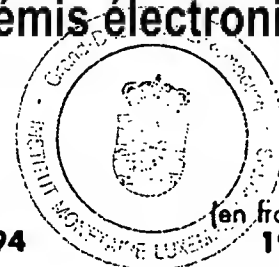
# BILAN ET COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1995

## BILAN AU 31 DECEMBRE 1995

### ACTIF

	1994	(en francs) 1995
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices des chèques postaux	1.728.240.860	2.948.936.726
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale:	56.433.516.274	91.159.138.181
a. effets publics et valeurs assimilées	56.272.946.555	91.022.983.014
b. autres effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale	160.569.719	136.155.167
Créances sur les établissements de crédit:	398.393.127.223	392.769.575.855
a. à vue	63.853.133.505	25.323.238.066
b. autres créances	334.539.993.718	367.446.337.789
Créances sur la clientèle	190.789.084.055	209.138.723.010
Opérations de crédit-bail	852.610.899	740.842.889
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe:	36.280.375.488	63.659.181.439
a. des émetteurs publics	5.125.841.841	12.081.530.308
b. d'autres émetteurs	31.154.533.647	51.577.651.131
Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable	3.293.695.456	4.127.691.379
Participations	3.414.041.319	3.412.391.851
Parts dans des entreprises liées	160.850.041	162.192.045
Actifs incorporels	62.416.115	50.259.711
Actifs corporels	7.941.169.787	8.592.631.572
Autres actifs	4.337.592.278	4.742.671.686
Comptes de régularisation	8.252.915.482	9.212.550.225
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>711.939.635.277</b>	<b>790.716.786.569</b>
<b>HORS-BILAN</b>		
Passifs éventuels	11.773.963.798	12.794.032.436
dont: - acceptations et engagements par endos d'effets réescomptés	2.015.353.272	2.276.053.600
- cautionnements et actifs donnés en garantie	5.234.346.016	5.529.610.528

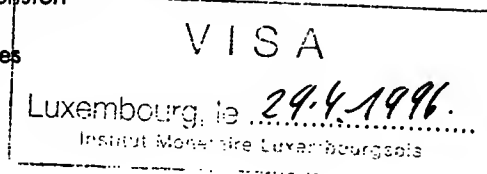


**PASSIF**

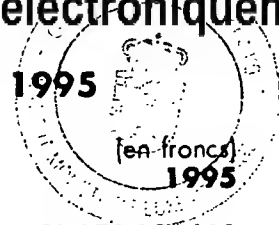
	1994	(en francs) 1995
Dettes envers les établissements de crédit:	210.372.313.928	257.946.658.418
a. à vue	20.957.819.949	39.934.154.324
b. à terme ou à préavis	189.414.493.979	218.012.504.094
Dettes envers la clientèle:	433.378.700.100	426.078.512.374
a. dépôts d'épargne	84.246.735.625	97.109.255.865
b. autres dettes		
à vue	76.247.570.899	54.403.959.534
à terme ou à préavis	272.884.393.576	274.565.296.975
Dettes représentées par un titre: bons et obligations en circulation	23.929.944.135	53.496.525.822
Autres passifs	7.965.399.735	11.146.183.672
Comptes de régularisation	6.240.226.998	7.629.257.306
Provisions pour risques et charges:	1.142.987.264	1.733.230.066
a. provisions pour impôts	188.039.438	436.509.393
b. autres provisions	954.947.826	1.296.720.673
Possifs subordonnés	7.700.000.000	9.700.000.000
Postes spéciaux avec une quote-part de réserves	324.826.700	327.263.049
Fonds pour risques bancaires généraux	2.500.000.000	2.500.000.000
Capital	7.000.000.000	7.000.000.000
Réserves	9.780.658.647	11.385.236.417
Résultat de l'exercice	1.604.577.770	1.773.919.445
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>711.939.635.277</b>	<b>790.716.786.569</b>

**HORS-BILAN**

Engagements	68.873.858.583	70.245.152.971
dont: engagements résultant d'opérations de mise en pension	-	-
Opérations fiduciaires	10.103.528.000	1.601.166.000



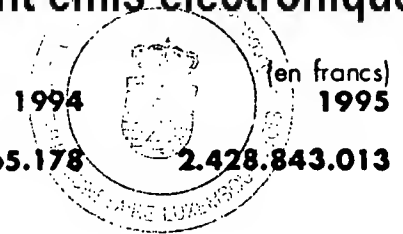
## COMPTÉ DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1995



	1994	1995
Intérêts et produits assimilés	46.400.623.242	51.972.024.132
dont:		
sur valeurs mobilières à revenu fixe		
1994: 2.163.410.977		
1995: 4.249.604.229		
Intérêts et charges assimilées	-39.341.783.755	- 44.632.733.740
Revenus de valeurs mobilières	449.673.914	532.019.547
- revenus d'actions, de parts et d'autres valeurs mobilières à revenu variable	124.077.595	78.514.317
- revenus de participations	252.239.058	373.769.041
- revenus de parts dans des entreprises liées	73.357.261	79.736.189
Commissions perçues	2.585.935.596	1.479.547.835
Commissions versées	- 1.486.360.322	- 235.081.735
Résultat provenant d'opérations financières	461.588.151	637.496.844
Autres produits d'exploitation	344.945.144	221.804.545
Frais généraux administratifs:	-5.311.385.231	- 5.292.768.361
frais de personnel	3.851.143.513	3.771.331.885
dont:		
salaires et traitements	1994: 2.599.472.573	
	1995: 2.793.015.857	
charges sociales	1994: 1.159.402.632	
	1995: 871.677.357	
dont:		
charges sociales couvrant les pensions	1994: 1.035.865.507	
	1995: 737.037.794	
autres frais administratifs	1.460.241.718	1.521.436.476
Corrections de valeur sur actifs incorporels et corporels	- 788.278.267	- 816.663.611
Autres charges d'exploitation	- 364.463.934	- 375.116.055
Corrections de valeur sur créances et provisions pour passifs éventuels et pour engagements (montant net)	- 464.433.565	- 1.024.868.580
Corrections de valeur sur valeurs mobilières ayant le caractère d'immobilisations financières, sur participations et sur parts dans des entreprises liées (montant net)	- 226.895.795	- 36.817.808
<b>A REPORTER:</b>	<b>2.259.165.178</b>	<b>2.428.843.013</b>

VISA  
Luxembourg, le 29.4.1996  
Institut Monétaire Luxembourgeois

*Handwritten signature*

**REPORT:**

**2.259.165.178** **2.428.843.013**

Dotations aux "postes spéciaux avec une quote-part de réserves"

-95.177.059 - 9.250.474

Produits provenant de la dissolution de "postes spéciaux avec une quote-part de réserves"

6.629.116 6.814.125

Datations au fonds pour risques bancaires généraux

- -

Impôts sur le résultat provenant des activités ordinaires

- 483.803.618 - 523.621.742

**Résultat provenant des activités ordinaires après impôts**

**1.686.813.617 1.902.784.922**

Produits exceptionnels

83.352.116 19.382.229

Charges exceptionnelles

-20.669.928 - 4.765.516

Résultat exceptionnel

62.682.188 14.616.713

Autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus

- 144.918.035 - 143.482.190

**RESULTAT DE L'EXERCICE**

**1.604.577.770 1.773.919.445**

**AFFECTATION DU BENEFICE DISPONIBLE (1)**

BENEFICE DISPONIBLE

(en francs)

Bénéfice reporté  
Bénéfice de l'exercice

-  
1.773.919.445

**TOTAL**

**1.773.919.445**

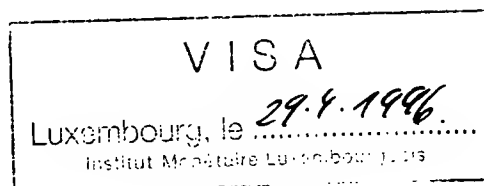
AFFECTATION DU BENEFICE

Transfert aux réserves  
Solde à reporter à nouveau

1.773.919.445  
-

**TOTAL**

**1.773.919.445**



(1) Loi du 24 mars 1989, article 39; règlement grand-ducal du 14 juin 1983

**ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 1995****1. GENERALITES**

La Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg, instituée par la loi du 21 février 1856 et régie par la loi du 24 mars 1989, est un établissement public autonome, doté de la personnalité juridique. Elle est placée sous la haute surveillance du membre du Gouvernement ayant le département du Trésor dans ses attributions.

Le siège de la Banque est à Luxembourg.

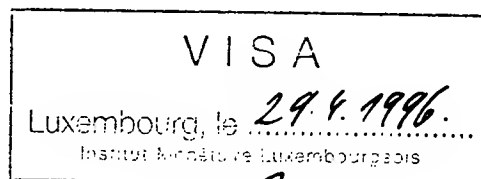
Dans les limites fixées par les lois et règlements applicables aux établissements de crédit, la Banque a pour objet de faire toutes opérations bancaires et financières ainsi que toutes opérations analogues, connexes ou accessoires à celles-ci.

**2. PRINCIPALES METHODES COMPTABLES**

Les méthodes comptables de la Banque sont conformes à la réglementation en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg et, notamment, à la loi du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des établissements de crédit.

Par application de l'article 83 de la loi précitée, la Banque n'a pas établi de comptes consolidés au 31.12.1995 compte tenu de la faible importance des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation.

Pour la première fois au cours de l'exercice 1995 et en référence aux articles 56 par. 2<sup>e</sup> et 58 par. 2<sup>e</sup> de la loi sur les comptes des banques, la Banque a décidé d'appliquer le "Beibehaltungsprinzip" aux valeurs mobilières évaluées au "lower of cost or market". Ce principe permet de maintenir une correction de valeur constituée antérieurement sur une valeur mobilière ne répondant plus à cette moins-value à la suite d'une augmentation de la valeur sur titre.

**A. ACTIFS IMMOBILISES****A.1. ACTIFS INCORPORELS**

Les actifs incorporels sont comptabilisés au bilan au prix d'acquisition ou au coût de revient, diminué de la valeur des amortissements cumulés.

Les amortissements des actifs incorporels se font sur base linéaire au taux annuel de 20%.

	Taux d'amortissement	Mode d'amortissement
Fonds de commerce acquis à titre onéreux	20%	linéaire
Autres actifs incorporels		
- droits et valeurs similaires acquis à titre onéreux	20%	linéaire

## A.2. ACTIFS CORPORELS

Les actifs corporels sont repris au bilan au prix d'acquisition ou au coût de revient, diminué de la valeur des amortissements cumulés.

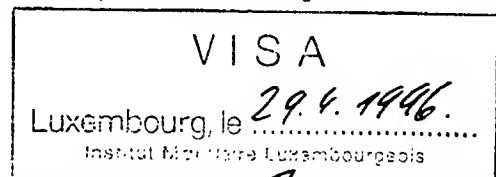
Les amortissements des constructions se font sur base linéaire au taux de 2% l'an.

Les amortissements des installations techniques, du matériel et du mobilier se font sur base linéaire à des taux tenant compte de la durée de vie estimée des biens. Les taux d'amortissement pour les postes les plus importants sont les suivants:

- logiciels	33,3%
- matériel informatique	25,0%
- matériel de transport	20,0%
- installations de sécurité	12,5%
- matériel de bureau	10,0%

Le matériel et le mobilier dont le prix d'acquisition ne dépasse pas 35.000 francs ou dont la durée usuelle d'utilisation est inférieure à une année est directement repris dans les charges de l'exercice.

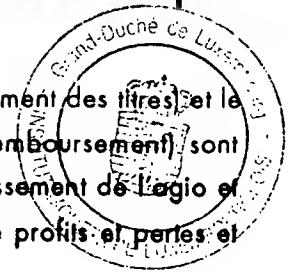
## A.3. IMMOBILISATIONS FINANCIERES



Les participations et les parts dans des entreprises liées ayant le caractère d'immobilisé sont évaluées au plus bas du prix d'acquisition ou du prix du marché. Les dépréciations constatées font l'objet de corrections de valeur.

En vertu des dispositions de l'article 56 de la loi du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels des établissements de crédit, la Banque a opté, à partir de l'exercice 1994, pour l'évaluation au prix d'acquisition des valeurs mobilières à revenu fixe faisant partie du portefeuille des immobilisations financières (dont "Asset Swaps"). Lorsque les conditions requises par la législation pour l'évaluation au prix d'acquisition ne sont pas respectées, les méthodes du "lower of cost or market" ou du "Beibehaltungsprinzip" sont d'application. L'application du "Beibehaltungsprinzip" a permis à la Banque de conserver des corrections de valeur constituées antérieurement pour un montant de 5.929.632 francs.





L'agio (différence positive entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement des titres) et le disagio (différence négative entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement) sont amortis, respectivement proratisés, sur la durée de détention des titres. L'amortissement de l'agio et la proratisation du disagio se font à travers les postes d'intérêts du compte de profits et pertes et les comptes de régularisation du bilan.

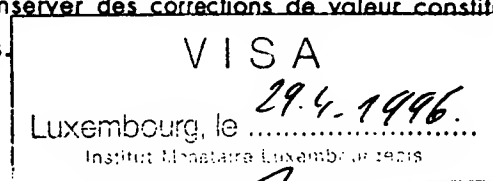
## B. ACTIFS CIRCULANTS

### B.1. OBLIGATIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU FIXE

Les valeurs mobilières autres que celles destinées à servir de façon durable à l'activité de la Banque sont considérées comme des actifs circulants.

Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe sont évaluées suivant le "Beibehaltungsprinzip", c'est-à-dire avec maintien des corrections de valeur antérieurement constituées, lorsque celles-ci s'avèrent supérieures à celles qui auraient dû être constituées par application de la méthode d'évaluation au "lower of cost or market" à la clôture de l'exercice. Dans tous les autres cas de figure, l'évaluation se fait au plus bas du prix d'acquisition ou du prix du marché, c'est-à-dire avec constitution de corrections de valeur lorsque la valeur d'évaluation des titres est inférieure à leur prix d'acquisition. La valeur d'évaluation est définie comme étant le cours boursier du jour de l'établissement des comptes annuels ou, à défaut, la valeur probable de réalisation ou le cours qui reflète le mieux la valeur intrinsèque des titres détenus. L'application du "Beibehaltungsprinzip" a permis à la Banque de conserver des corrections de valeur constituées antérieurement pour un montant de 17.745.848 francs.

Les plus-values non réalisées sont négligées.



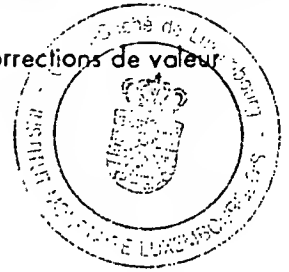
En ce qui concerne les certificats du Trésor belge, la différence entre la valeur d'émission (d'acquisition) et la valeur de remboursement (de cession) constitue le seul revenu sur cette catégorie de titres. Le revenu en question est réparti sur la durée de détention des titres sous forme d'intérêts composés venant augmenter leur valeur comptable. Au 31.12.1995, la valeur comptable ainsi réajustée est très proche de la valeur d'évaluation, ce qui rend inutile la constitution de corrections de valeur.

### B.2. ACTIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU VARIABLE, PARTS DANS DES ENTREPRISES LIEES N'AYANT PAS LE CARACTERE D'IMMOBILISE

Les actions, autres valeurs mobilières à revenu variable et parts dans des entreprises liées n'ayant pas le caractère d'immobilisé sont reprises au bilan à leur prix d'acquisition, y compris tous les frais accessoires. Ces titres sont évalués suivant le "Beibehaltungsprinzip", c'est-à-dire avec maintien des corrections de valeur antérieurement constituées, lorsque celles-ci s'avèrent supérieures à celles qui auraient dû être constituées par application de la méthode d'évaluation au "lower of cost or market" à la clôture de l'exercice. Dans tous les autres cas de figure, l'évaluation se fait au plus bas du prix d'acquisition ou du prix de marché, c'est-à-dire avec constitution de corrections de valeur.

lorsque la valeur d'évaluation des titres est inférieure à leur prix d'acquisition.

L'application du "Beibehaltungsprinzip" a permis à la Banque de conserver des corrections de valeur constituées antérieurement pour un montant de 33.400.964 francs.



Les plus-values non réalisées sont négligées.

### B.3. CREANCES

Les prêts et crédits sont renseignés à leur valeur nominale, les intérêts courus et non échus étant enregistrés au poste "Comptes de régularisation" qui figure à l'actif du bilan. Pour les créances jugées douteuses, la Banque constitue des provisions spécifiques qui sont déduites des postes d'actif concernés.

### B.4. OPERATIONS DE CREDIT-BAIL

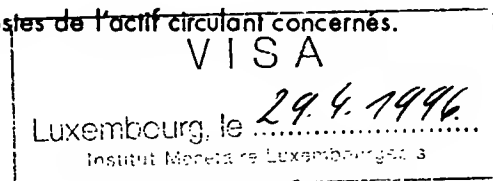
Les créances résultant des opérations de crédit-bail sont renseignées à leur valeur nette, c'est-à-dire à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés des biens faisant l'objet des opérations de crédit-bail. La part des loyers perçus sur ces opérations, représentant la rémunération du capital, est comptabilisée au compte de profits et pertes.

### B.5. CORRECTIONS DE VALEUR SUR ACTIFS CIRCULANTS

La Banque a pour politique de constituer des provisions spécifiques destinées à couvrir les risques de pertes et de non-recouvrement sur les créances en portefeuille.

Dans le cadre des limites admises par la législation fiscale luxembourgeoise, la Banque a également prévu la constitution d'une provision forfaitaire visant à couvrir les pertes éventuelles sur les créances. La provision forfaitaire a été calculée aux taux maxima admis par la loi fiscale.

Les corrections de valeur viennent en déduction des postes de l'actif circulant concernés.



### B.6. ACTIFS DONNES EN GARANTIE

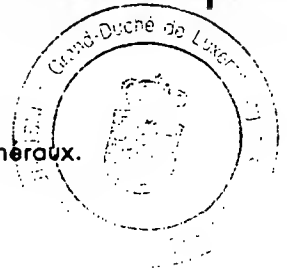
Les actifs donnés en garantie pour compte propre et pour compte de tiers représentent un montant de 3.860.778.266 francs.

## C. PRIX D'ACQUISITION DES ELEMENTS D'ACTIF DE MEME CATEGORIE

Le mode d'évaluation appliqué par la Banque aux éléments de même catégorie est celui des prix moyens pondérés.

**D. FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX**

L'exercice 1995 n'a pas donné lieu à une dotation au fonds pour risques bancaires généraux.

**E. CONVERSION DES DEVISES**

Le capital social de la Banque est exprimé en francs luxembourgeois et la comptabilité est tenue dans cette monnaie.

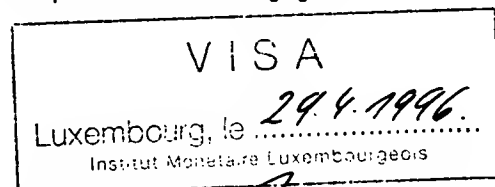
Les postes de l'actif et du passif libellés dans une devise autre que le franc luxembourgeois sont convertis en francs aux cours de change au comptant en vigueur à la date du bilan.

Les différences de change qui résultent de cette conversion sont enregistrées en compte de profits et pertes pour autant qu'elles ne proviennent pas de postes couverts expressément par une opération de change à terme.

Les revenus et charges en devises sont convertis en francs luxembourgeois aux cours de change applicables à la date de leur comptabilisation.

Les postes au comptant couverts par des opérations à terme, de même que les postes à terme couverts au comptant sont considérés comme neutres par rapport aux fluctuations des cours de change des devises. La différence d'évaluation qui peut en découler est neutralisée sans que le résultat de l'exercice en soit affecté.

Les postes en devises à terme non couverts au comptant et non échus à la date de clôture sont évalués sur base des cours de change valables pour le terme restant à courir à la date du bilan. Les moins-values résultant de ces évaluations sont provisionnées, tandis que les plus-values sont négligées.

**F. INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES**

Les engagements éventuels de la Banque qui résultent des instruments financiers dérivés tels que swaps de taux d'intérêt, forward rate agreements, financial futures et options sont enregistrés à la date de transaction dans les comptes hors-bilan.

A la date du bilan, une provision est constituée pour les moins-values individuelles non réalisées constatées lors de l'évaluation au cours du marché des transactions non encore venues à échéance. Cette provision est enregistrée sous le poste "Provisions pour risques et charges". Les plus-values non réalisées sont négligées.

Dans le cas où l'instrument financier couvre un poste d'actif ou de passif spécifique pour lequel l'unité économique est établie, aucune provision n'est constituée.



### 3. AFFECTATION DU BENEFICE DISPONIBLE

En vertu de l'article 39 de la loi du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg, et du règlement grand-ducal du 14 juin 1983 concernant l'affectation du bénéfice disponible de la Banque, le bénéfice net de l'exercice 1995 (1.773.919.445 francs) est à affecter à la réserve libre.

### 4. ASSOCIATION POUR LA GARANTIE DES DEPOTS

En date du 25 septembre 1989, la Banque a adhéré en tant qu'associé à l'"Association pour la garantie des dépôts, Luxembourg" (AGDL) ayant pour objectif exclusif de constituer un système de garantie mutuelle des dépôts en faveur des clients personnes physiques des établissements de crédit membres de l'association. Au 31 décembre 1995, la Banque a constitué une provision pour les sinistres en cours et les engagements éventuels futurs liés à son adhésion à l'AGDL.

### 5. RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DE L'ACTIF

#### 5.1. ANALYSE D'UNE PARTIE DES POSTES DE L'ACTIF

#### Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale

Au 31.12.1995, ce poste comprend des effets pour un montant de 91.159.138.181 francs.

#### Créances sur les établissements de crédit

Les créances - sur les établissements de crédit - autres que celles à vue se répartissent selon les durées résiduelles suivantes:

	en francs au 31.12.1995
Jusqu'à trois mois	246.428.127.377
Plus de trois mois à un an	98.395.067.606
Plus d'un an à cinq ans	5.918.961.684
Plus de cinq ans	16.704.181.122
<b>Total</b>	<b>367.446.337.789</b>

Les créances sur les établissements de crédit (dont celles à vue) incluent:

Créances sur des entreprises liées  
Créances sur des entreprises avec lesquelles  
existe un lien de participation



en francs au 31.12.1995

1.190.995.213

17-02-2011

## Créances sur la clientèle

Le créances sur la clientèle se répartissent selon leur durée résiduelle de la façon suivante:

en francs au 31.12.1995

Jusqu'à trois mois	29.006.054.236
Plus de trois mois à un an	9.993.823.832
Plus d'un an à cinq ans	45.122.500.863
Plus de cinq ans (1)	125.016.344.079
<b>Total</b>	<b>209.138.723.010</b>

Sont incluses sous ce poste

en francs au 31.12.1995

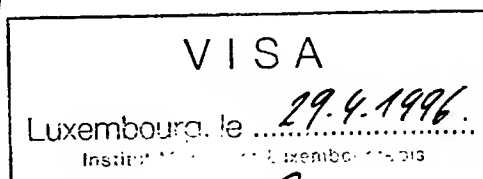
Créances sur des entreprises liées	198.174.412
Créances sur des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	3.033.235.869

(1) Les créances à durée indéterminée sur la clientèle sont intégrées dans la période "Plus de cinq ans" pour un montant de 935.972.300 francs.

Les avances et crédits accordés aux membres des organes d'administration et de direction de la Banque se présentent comme suit:

en francs au 31.12.1995

Organe d'administration (9 administrateurs)	35.423.233
Organe de direction (4 directeurs)	19.478.747
<b>Total</b>	<b>54.901.980</b>



**Opérations de crédit-bail**

Jusqu'à trois mois	30.002.246
Plus de trois mois à un an	131.464.537
Plus d'un an à cinq ans	560.511.037
Plus de cinq ans	18.865.069
<b>Total</b>	<b>740.842.889</b>

Ces opérations se répartissent de la façon suivante entre la clientèle:

en francs au 31.12.1995

Opérations avec des établissements de crédit	17.482.767
Opérations avec la clientèle	723.360.122

Celles-ci incluent des opérations sur:

en francs au 31.12.1995

Créances sur des entreprises liées	-
Créances sur des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	3.424.550

**Créances subordonnées**

Les actifs présentant un caractère subordonné qui sont détenus par la Banque

en francs au 31.12.1995

Créances sur des établissements de crédit	250.000.000
Créances sur la clientèle	298.925.000
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	1.746.717.861



La Banque ne possède pas de créances subordonnées sur des entreprises liées ou des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation.

## 5.2. OBLIGATIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU FIXE

Ce poste comprend les titres de créance considérés ou non comme des immobilisations financières, cotés en bourse ou susceptibles de l'être, et émis par des établissements de crédit, des entreprises ou des organismes publics, dans la mesure où ils ne sont pas déjà intégrés dans un autre poste du bilan.

a. Les titres ayant une durée de vie résiduelle inférieure à un an représentent un montant net de 6.742.519.601 francs au 31.12.1995.

b. Les valeurs mobilières cotées et non cotées sont ventilées comme suit au 31.12.1995:

	en francs
- Valeurs admises à une cote officielle	52.000.073.716
- Valeurs non admises à une cote officielle	11.659.107.723
<b>Total</b>	<b>63.659.181.439</b>

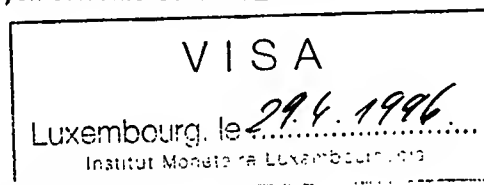
c. Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe sont considérées comme des immobilisations financières lorsqu'elles sont destinées à servir de façon durable à l'activité de la Banque. Le caractère durable a été défini par le Comité de direction comme l'intention d'une détention à long terme ou jusqu'à l'échéance des titres. Les autres titres font partie des portefeuilles de négociation et de placement.

Au 31.12.1995, la répartition des "Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe" entre les titres présentant le caractère d'immobilisations financières et ceux considérés comme faisant partie des actifs circulants se présente comme suit:

	en francs
- Titres du portefeuille des immobilisations financières	58.972.848.056
- Titres des portefeuilles de négociation et de placement	4.686.333.383
<b>Total</b>	<b>63.659.181.439</b>

d. Les créances détenues sur des entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation, rattachées à ce poste, sont réparties de la façon suivante au 31.12.1995:

	en francs
- Créances sur des entreprises liées	-
- Créances sur des entreprises ayant un lien de participation	100.947.164
<b>Total</b>	<b>100.947.164</b>





## 5.3. ACTIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU VARIABLE

Ce poste comprend les actions, parts sociales, parts d'organismes de placement collectif et les autres valeurs à revenu variable cotées ou non en bourse.

Les actions et autres valeurs mobilières à revenu variable, cotées et non cotées, sont ventilées comme suit au 31.12.1995:

	en francs
- Valeurs admises à une cote officielle	3.585.761.607
- Valeurs non admises à une cote officielle	541.929.772
Total	<u>4.127.691.379</u>

## 5.4. PARTICIPATIONS

a. Les participations cotées et non cotées sont ventilées comme suit au 31.12.1995:

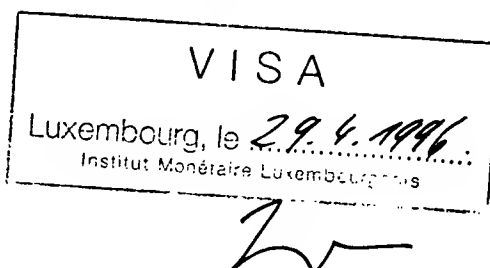
	en francs
- Valeurs admises à une cote officielle	258.329.167
- Valeurs non admises à une cote officielle	3.154.062.684
Total	<u>3.412.391.851</u>

b. Les participations dans des établissements de crédit représentent un montant de 3.235.407 francs au 31.12.1995.

## 5.5. PARTS DANS DES ENTREPRISES LIEES

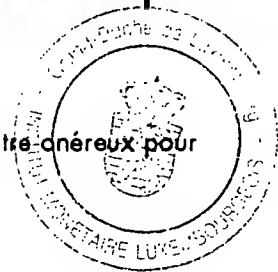
a. Les parts dans des entreprises liées cotées et non cotées sont ventilées comme suit au 31.12.1995:

	en francs
- Valeurs admises à une cote officielle	-
- Valeurs non admises à une cote officielle	162.192.045
Total	<u>162.192.045</u>



b. Au 31.12.1995, la Banque ne détient pas de parts dans des entreprises liées qui sont des établissements de crédit.





## 5.6. ACTIFS INCORPORELS

Le poste des actifs incorporels comprend l'acquisition d'un fonds de commerce acquis à titre onéreux pour un montant 31.244.640 francs.

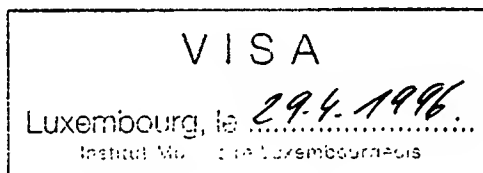
## 5.7. ACTIFS CORPORELS

Les terrains et constructions utilisés par la Banque dans le cadre de son activité propre sont intégrés dans ce poste pour un montant net (prix d'acquisition moins amortissements cumulés) de 6.673.553.364 francs au 31.12.1995.

## 5.8. AUTRES ACTIFS

Au 31.12.1995, ce poste se décompose de la façon suivante:

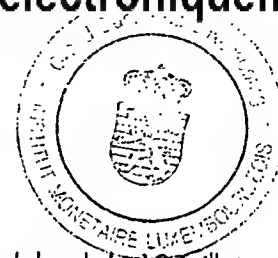
	en francs
- Valeurs à recevoir à court terme	327.871.671
- Investissement du fonds de pension	4.224.672.817
- Métaux précieux	8.878.540
- Autres	181.248.658
Total	<u>4.742.671.686</u>



## 5.9. ACTIFS LIBELLÉS EN DEVISES

Les actifs libellés en devises autres que des francs représentent un montant de 407.310.186.094 francs au 31.12.1995.

Ce chiffre inclut la partie comptant d'opérations liées pour lesquelles la couverture se trouve dans les opérations de change à terme.



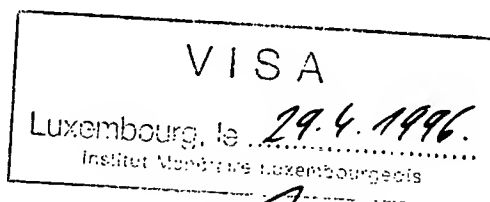
## 5.10. OPERATIONS FIDUCIAIRES TOUCHANT DES POSTES DE L'ACTIF

Les actifs liés à des opérations fiduciaires non expressément soumises au règlement grand-ducal du 19 juillet 1983 représentent un montant total de 59.682.743 francs au 31.12.1995 et concernent exclusivement le poste "Créances sur établissements de crédit".

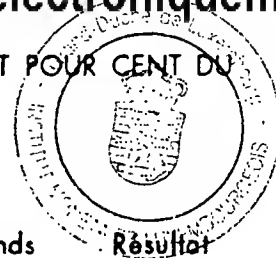
## 5.11. OPERATIONS DE MISE EN PENSION

Les actifs ayant fait l'objet de conventions de vente avec rachat ferme se présentent comme suit au 31.12.1995:

	en francs
- Effets publics (CTB + OLO)	29.820.577.793
- Créances	-
- Titres	-
Total	<u>29.820.577.793</u>



## 5.12. ENTREPRISES DANS LESQUELLES LA BANQUE DETIENT AU MOINS VINGT POUR CENT DU CAPITAL



Dénomination et siège	Parts détenues en %	Comptes annuels arrêtés ou	Unités monét.	Fonds propres (1) (*)	Résultat de l'exercice (*)
Bourbon Immobilière S.A., Luxembourg	99,9	31.12.94	LUF	11.931.737	4.839.837
Luxembourg State and Savings Bank Trust Company S.A., Luxembourg	98,0	31.12.94	LUF	42.759.851	11.865.362
Lux-World Fund S.A., SICAV, Luxembourg	91,4	30.09.95	LUF	2.980.865	3.830.146
Luxbond Advisory S.A., Luxembourg	84,3	31.12.94	LUF	3.300.446	63.974.140
Lux-Croissance Advisory S.A., Luxembourg	79,2	31.12.94	LUF	3.306.181	11.187.025
Luxcosh Advisory S.A., Luxembourg	74,3	31.12.94	LUF	3.302.376	28.599.501
Lo Luxembourggoise-Vie S.A. d'Assurances, Luxembourg	40,0	31.12.94	LUF	810.649.291	84.951.839
Lo Luxembourggoise S.A. d'Assurances; Luxembourg	40,0	31.12.94	LUF	1.168.721.489	94.845.694
Dorros Ltd., Dublin, Irlande	33,3	31.12.94	AUD	52.200.000	-
Ubalux S.à r.l., Luxembourg	33,3	31.12.94	LUF	19.717.793	2.773.204
Hormony Gold Finance S.A., Luxembourg	33,3	31.12.94	USD	2.283.910	- 2.069.342
Société d'Etude d'Investissement Audiovisuel S.A.	31,2	31.12.94	XEU	32.371	1.973
Europoy Luxembourg S.C., Luxembourg	30,2	31.12.94	LUF	24.021.630	15.979.873
Com 2i S.A., Luxembourg	30,0	30.09.94	LUF	- 3.241.763	4.735.181
Cetrel, Centre de Transferts Electroniques, S.C., Luxembourg	28,8	31.12.94	LUF	173.269.190	1.231.161
Porking du Théâtre S.A., Luxembourg	26,3	31.12.94	LUF	23.426.064	4.427.856
Société de la Bourse de Luxembourg S.A., Luxembourg	23,7	31.12.94	LUF	546.556.969	98.557.155

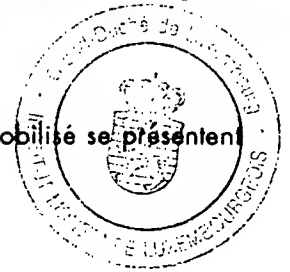
(\*) Données extraites des derniers comptes disponibles

(1) Fonds propres après affectation du résultat

VISA  
Luxembourg, le 29.4.1996  
Institut Moratoire Luxembourgeois

## 5.13. MOUVEMENTS DES ACTIFS IMMOBILISES

Les mouvements enregistrés au cours de l'exercice 1995 sur les postes de l'actif immobilisé se présentent comme suit:



Montants en francs

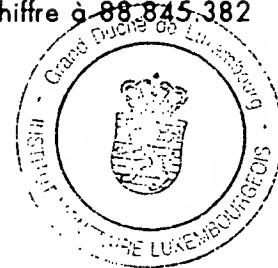
IMMOBILISATIONS	Corrections de valeur à la clôture de l'exercice						Valeur nette à la clôture de l'exercice
	Valeur brute au début de l'exercice	Entrées	Sorties	Ecart de change	Valeur brute à la clôture de l'exercice	Corrections cumulées	Reprises cumulées
<b>POSTES</b>							
<b>Immobilisations financières</b>							
Participations	3'576'894'097	105'653'239	4'870'000	-40'320'882	3'617'356'454		
Parts des entreprises liées	160'850'041	1'342'004			162'192'045		
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	36'005'624'855	49'916'138'603	6'807'453'573	-1'176'637'965	77'937'671'920		
Total des Immobilisations financières	39'743'368'993	50'023'133'846	6'812'323'573	-1'236'958'847	81'717'220'419	520'348'585	81'196'871'834
<b>Actifs incorporels</b>							
Fonds de commerce acquis à fins onéreux	57'019'519	12'413'015			69'432'534	38'187'894	31'244'640
Autres actifs incorporels	31'691'785				31'691'785	12'676'714	19'015'071
Total des Actifs incorporels	88'711'304	12'413'015			101'124'319	50'864'608	50'259'711
<b>Actifs corporels</b>							
Terrains et constructions	7'329'140'888	560'988'100	16'253'976		7'873'875'012	1'147'909'619	6'725'965'393
Installations techniques	3'088'958'142	882'068'399	703'673'200		3'267'353'341	2'244'154'584	1'725'561'658
Autres installations, outillage et mobilier	202'802'873	12'670'411	1'497'973		213'975'311	79'582'641	134'392'670
Matériel donné en location	29'193'876	16'528			29'210'404	22'498'553	6'711'851
Autres actifs							
Total des Actifs corporels	10'650'095'779	1'455'743'438	721'425'149		11'384'414'068	3'494'145'397	8'592'631'572
<b>TOTAL DES ACTIFS IMMOBILISES</b>	<b>50'482'176'076</b>	<b>51'491'290'299</b>	<b>7'533'748'722</b>	<b>-1'236'958'847</b>	<b>93'202'758'806</b>	<b>3'362'993'689</b>	<b>89'839'763'117</b>

VISA

Luxembourg, le 29.6.1996  
Institut Monétaire Luxembourg - IML

## 5.14. COMPTES DE REGULARISATION - ACTIF

Le disagio cumulé comptabilisé au compte de régularisation à l'actif du bilan se chiffre à ~~88.845.382~~ francs au 31.12.1995.



## 6. RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DU PASSIF

## 6.1. TABLEAU D'ANALYSE D'UNE PARTIE DES POSTES DE PASSIF

**Dettes envers des établissements de crédit à terme ou à préavis**

Les dettes à terme ou à préavis se répartissent selon leur durée résiduelle comme suit:

en francs au 31.12.1995

Jusqu'à trois mois	159.752.096.578
Plus de trois mois à un an	57.403.007.516
Plus d'un an à cinq ans	-
Plus de cinq ans	857.400.000
Total	<u>218.012.504.094</u>

Sont incluses sous ce poste

en francs au 31.12.1995

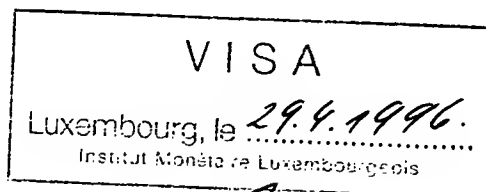
Dettes sur des entreprises liées	-
Dettes sur des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	14.676.768.138

**Dettes envers la clientèle: Dépôts d'épargne**

Les dépôts d'épargne se répartissent dans les catégories suivantes:

en francs au 31.12.1995

A vue  
A terme



88.117.123.441  
8.992.132.424

Les dépôts d'épargne se répartissent selon leur durée résiduelle de la façon suivante

en francs au 31.12.1995

Jusqu'à trois mois	2.667.627.212
Plus de trois mois à un an	1.428.878.882
Plus d'un an à cinq ans	1.688.862.669
Plus de cinq ans	3.206.763.661
<b>Total</b>	<b>8.992.132.424</b>

Sont incluses sous ce poste

en francs au 31.12.1995

Dettes sur des entreprises liées	/
Dettes sur des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	/

### Dettes envers la clientèle: autres dettes à terme ou à préavis

Les autres dettes à terme ou à préavis envers la clientèle se répartissent comme suit:

en francs au 31.12.1995

Jusqu'à trois mois	243.659.786.575
Plus de trois mois à un an	25.502.175.600
Plus d'un an à cinq ans	544.734.800
Plus de cinq ans	4.858.600.000
<b>Total</b>	<b>274.565.296.975</b>

Les dettes envers la clientèle (dont celles à vue) incluent:

en francs au 31.12.1995

Dettes sur des entreprises liées	140.218.683
Dettes sur des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	5.916.667.866



### 6.2. DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE

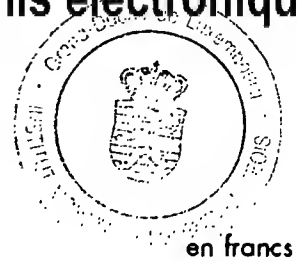
Les dettes représentées par un titre classées dans la sous-rubrique "Bons et obligations en circulation" ayant une durée de vie résiduelle inférieure à un an se chiffrent à 5.212.624.783 francs.

Les dettes représentées par un titre classées dans la sous-rubrique "Autres" pour un montant de 32.125.459 francs sont des dettes à vue exclusivement.

17 - 02 - 2011

## 6.3. AUTRES PASSIFS

Au 31.12.1995, ce poste se décompose de la façon suivante:



en francs

- Valeurs à payer à court terme	6.211.205.679
- Créanciers privilégiés au garantis	230.685.521
- Créanciers divers	12.735.656
- Fonds de pension en faveur du personnel	4.224.672.817
- Autres	466.883.999
<b>Total</b>	<b>11.146.183.672</b>

## 6.4. COMPTES DE REGULARISATION - PASSIF

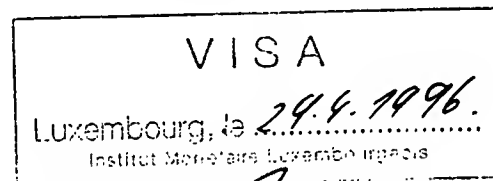
L'agie cumulé comptabilisé au compte de régularisation au passif du bilan se chiffre à 80.781.378 francs au 31.12.1995.

## 6.5. PASSIFS SUBORDONNES

Le détail des emprunts obligataires subordonnés en cours au 31.12.1995 se présente comme suit:

	Montant nominal en francs	Taux	Date d'échéance
Emprunt 1991-1998	1.000.000.000	9,000%	17.07.1998
Emprunt 1992-2000	1.500.000.000	9,000%	10.07.2000
Emprunt 1992-2000	500.000.000	8,125%	27.11.2000
Emprunt 1993-2001	1.000.000.000	7,250%	08.06.2001
Emprunt 1993-2003	1.000.000.000	7,000%	26.11.2003
Emprunt 1994-2004	1.200.000.000	7,875%	28.07.2004
Emprunt 1994-2004	1.500.000.000	8,375%	02.12.2004
Emprunt 1995-2005	2.000.000.000	7,000%	07.11.2005
<b>Total</b>	<b>9.700.000.000</b>		

Les caractéristiques de ces emprunts sont les suivantes:



Conformément aux dispositions régissant ces emprunts et sous réserve de l'accord préalable de l'Institut Monétaire Luxembourgeois, un remboursement anticipé est envisageable au cas où une modification des lois fiscales luxembourgeoises ou des traités auxquels le Grand-Duché est partie, ou une modification dans l'application de ces lois ou traités affecterait les paiements du principal et/ou des intérêts des obligations.

Le caractère subordonné de ces emprunts sous-entend que les obligations sont subordonnées à toutes autres dettes actuelles et futures de la Banque envers les tiers. Les obligations sont inférieures en rang à toutes dettes exigibles et même non-exigibles de la Banque.



Au 31.12.1995, la partie assimilée aux fonds propres, conformément aux conditions et limites prévues par la réglementation bancaire en vigueur, s'élève à 8.700.000.000 francs.

Les charges payées au cours de l'exercice au titre des passifs subordonnés se chiffrent à 647.428.478 francs et sont comprises dans le poste "Intérêts et charges assimilées" du compte de profits et pertes.

#### 6.6. CAPITAL

Le montant du capital de la Banque est fixé à sept milliards de francs (7.000.000.000). Le capital appartient entièrement à l'Etat luxembourgeois.

#### 6.7. OPERATIONS FIDUCIAIRES TOUCHANT LES POSTES DU PASSIF

Les passifs liés à des opérations fiduciaires non expressément soumises au règlement grand-ducal du 19 juillet 1983 représentent un montant total de 59.682.743 francs au 31.12.1995 et concernent exclusivement le poste "Autres dettes à vue".

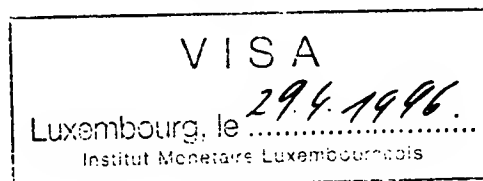
#### 6.8. PASSIFS LIBELLÉS EN DEVICES

Les passifs libellés en devises autres que des francs représentent un montant total de 318.724.759.557 francs au 31.12.1995.

Ce chiffre inclut la partie comptant d'opérations liées pour lesquelles la couverture se trouve dans les opérations de change à terme.

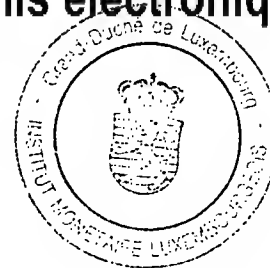
#### 6.9. POSTES SPECIAUX AVEC UNE QUOTE-PART DE RESERVES

Au 31.12.1995, le montant des plus-values de réinvestissement s'élève à 327.263.049 francs. Ces plus-values résultent de l'application de l'article 54 de la loi concernant l'impôt sur le revenu. Elles ont été réinvesties dans le nouvel immeuble "Rausegaertchen" à Luxembourg et sont amorties linéairement au taux de 2% par année.



*Handwritten signature*



**7. RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DU HORS-BILAN****7.1 PASSIFS EVENTUELS**

Les passifs éventuels se composent des postes suivants:

en francs au 31.12.1995

- Garanties et autres substituts directs de crédit (y compris les obligations de rachat d'actifs)	2.116.410.816
- Acceptations	1.797.425.000
- Crédits documentaires	3.413.199.712
- Garanties par endossement	478.628.600
- Contre-garanties	4.966.094.991
- Autres	22.273.317
<b>Total</b>	<b>12.794.032.436</b>

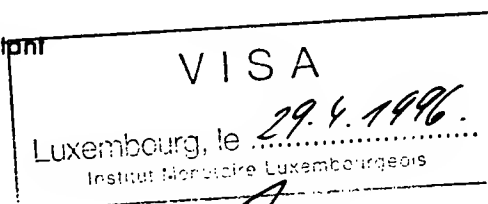
Au 31.12.1995, il n'existe pas de passifs éventuels à l'égard d'entreprises liées.

**7.2. ENGAGEMENTS**

a. Les engagements de la Banque se composent des postes suivants:

en francs au 31.12.1995

- Achats à terme d'actifs	2.411.525.145
- Ventes à terme d'actifs	156.286.934
- Montants à libérer sur titres, participations et parts dans des entreprises liées	118.828.139
- Crédits confirmés, non utilisés	59.653.835.043
- Règlement d'opérations au comptant	5.704.481.882
- Autres	2.200.195.828
<b>Total</b>	<b>70.245.152.971</b>



Au 31.12.1995, la Banque n'a pas d'engagements envers des entreprises liées.

b. Parmi les engagements qui ne sont ni repris au bilan ni au hors-bilan, les engagements de la Banque de payer des loyers fixes pour des immeubles loués s'élèvent mensuellement à 3.455.000 francs.

7.3: OPERATIONS A TERME NON ENCORE DENOUÉES A LA DATE DE CLOTURE DU BILAN

Le relevé des opérations à terme non encore dénouées à la date de clôture du bilan comprend les opérations suivantes:

Opérations liées aux taux de change:

- Opérations de change à terme (swaps, outright)
- Cross-currency "Interest rate swaps"

Opérations liées aux taux d'intérêt:

- "Interest rate swaps"
- "Futures"
- "Future" ou "forward rate agreements"

Opérations liées à d'autres cours du marché:

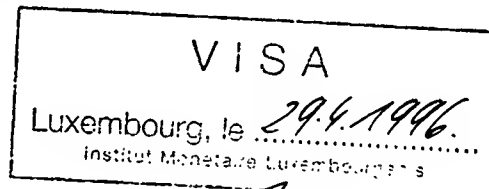
- "Options"

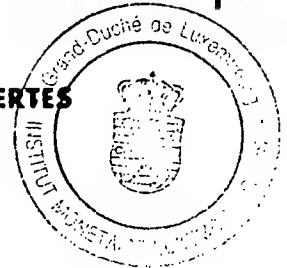
Achats et ventes à terme de valeurs mobilières.

Une partie significative des opérations est destinée à couvrir les effets des fluctuations dans les taux d'intérêt, les taux de change ou les prix du marché.

7.4. SERVICES DE GESTION ET DE REPRESENTATION FOURNIS A DES TIERS

La Banque assure au profit de tiers des services de gestion et de représentation, notamment la gestion de fortune, la conservation et l'administration de valeurs mobilières, la location de coffres, la représentation fiduciaire et des fonctions d'agent.





## 8. RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DU COMPTE DE PROFITS ET PERTES

### 8.1. VENTILATION DES PRODUITS PAR MARCHE GEOGRAPHIQUE

L'activité de la Banque se concentre avant tout sur les pays faisant partie de l'OCDE.

### 8.2. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

Les autres produits d'exploitation comprennent essentiellement:

- les recettes générées par l'ancien portefeuille de la Caisse d'Assurances de la Banque d'un montant de 54.127.451 francs,
- les loyers provenant de la location des immeubles appartenant à la Banque pour un montant de 67.641.720 francs,
- ainsi que divers revenus concernant les exercices antérieurs.

### 8.3. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Les autres charges d'exploitation se composent essentiellement de la dotation de l'exercice à la provision AGDL pour un montant de 312.600.000 francs ainsi que de diverses charges concernant les exercices antérieurs.

### 8.4. PRODUITS EXCEPTIONNELS

Les produits exceptionnels comprennent au 31.12.1995 des plus-values pour un montant de 16.316.401 francs réalisées lors de la cession d'immeubles.

Les plus-values en question ont été neutralisées au niveau du compte de profits et pertes à travers le poste "Dotations aux postes spéciaux avec une quote-part de réserves" pour un montant de 9.250.474 francs.



## 9. AUTRES RENSEIGNEMENTS

## 9.1. PERSONNEL

Le nombre des membres du personnel employé en moyenne au cours de l'exercice 1995 s'établit comme suit:

Direction	4
Employés	1.723
<i>dont: Cadres supérieurs</i>	70
Total	<hr/> 1.727

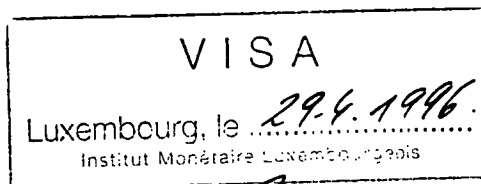
## 9.2. ORGANES

a. Les rémunérations allouées aux différents organes de la Banque au cours de l'exercice 1995 se ventilent de la façon suivante:

	en francs
Organe d'administration (9 administrateurs)	1.830.000
Organe de direction (4 directeurs)	17.497.733
Total	<hr/> 19.327.733

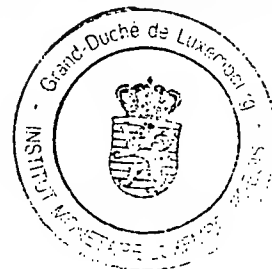
b. Le montant des engagements repris dans les charges de l'exercice 1995 en matière de pensions de retraite à l'égard des membres actuels des différents organes de la Banque se présentent comme suit :

	en francs
Organe d'administration (9 administrateurs)	-
Organe de direction (4 directeurs)	9.380.710
Total	<hr/> 9.380.710



**KPMG**

Audit

31, Allée Scheffer  
L-2520 LuxembourgTéléphone (352) 22 51 51 - 1  
Téléfax (352) 22 51 71Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat  
1, Place de Metz  
L - 2954 Luxembourg**RAPPORT DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES**

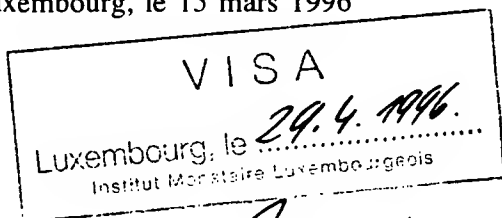
Conformément au mandat donné par le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, sur proposition du Conseil d'administration de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, nous avons contrôlé les comptes annuels ci-joints de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 1995 et avons pris connaissance du rapport de gestion y relatif. Le Conseil d'administration approuve les comptes annuels ainsi que le rapport annuel du Comité de direction et propose au Gouvernement l'affectation du bénéfice. Le rapport de gestion relève de la compétence du Comité de direction. Notre responsabilité est, sur base de nos travaux de révision, d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels et de vérifier la concordance du rapport de gestion avec ceux-ci.

Nous avons effectué nos travaux de révision selon les normes internationales de révision. Ces normes requièrent que nos travaux de révision soient planifiés et exécutés de façon à obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Une mission de révision consiste à examiner, sur base de sondages, les éléments probants justifiant les montants et informations contenus dans les comptes annuels. Elle consiste également à apprécier les principes et méthodes comptables suivis et les estimations significatives faites par le Conseil d'administration et le Comité de direction pour l'arrêté des comptes annuels, ainsi qu'à effectuer une revue de leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos travaux de révision forment une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, les comptes annuels ci-joints donnent, en conformité avec les prescriptions légales, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, au 31 décembre 1995 ainsi que des résultats de l'exercice se terminant à cette date.

Le rapport de gestion est en concordance avec les comptes annuels.

Luxembourg, le 15 mars 1996

KPMG Audit  
Réviseurs d'Entreprises

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'G' followed by a series of loops and a horizontal stroke.

Guy Bernard

A handwritten signature in blue ink, featuring a prominent 'E' followed by a series of loops and a horizontal stroke.

Eric Damotte

17-02-2011



## Organes de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat

L'organisation de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, premier institut financier du pays fondé en 1856, a été modernisée par la loi du 24 mars 1989 qui a défini les pouvoirs respectifs du Conseil d'Administration et du Comité de Direction. Suivant l'article 8 de cette loi organique "le Conseil d'Administration définit la politique générale de l'établissement et contrôle la gestion du Comité de Direction. Tous les actes tant d'administration que de disposition nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet de la Banque sont de la compétence du Comité de Direction, sous réserve des approbations requises en vertu de la présente loi".

### Conseil d'Administration

#### Président

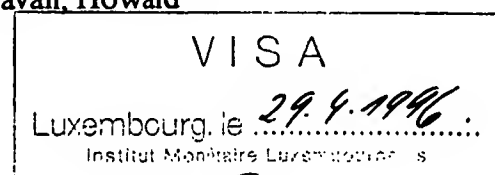
M. Victor ROD , Directeur du Commissariat aux Assurances, Howald

#### Vice-Président

M. Armand BERCHEM , Administrateur Délégué de la Mutualité d'Aide aux Artisans et de la Fiduciaire des Petites et Moyennes Entreprises, Niederanven

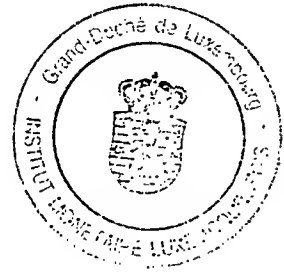
#### Administrateurs

M. Jean HAMES , Représentant du Personnel, Luxembourg  
M. Albert HANSEN , Secrétaire Général du Conseil de Gouvernement, Administrateur Général, Ministère d'Etat, Bertrange  
M. Norbert HAUPERT , Administrateur Général, Ministère des Classes Moyennes et du Tourisme, Mondercange  
M. Marc ORIGER , Conseiller Economique 1re classe au Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques, Luxembourg  
M. Armand RAUSCH , Représentant du Personnel, Luxembourg  
M. Georges SCHMIT , 1er Conseiller de Gouvernement au Ministère de l'Economie, Bridel  
M. Fernand SPELTZ , Conseiller à la Chambre de Travail, Howald



*[Signature]*

17-02-2011



## Commissaire de Surveillance

M. Yves MERSCH , Directeur du Trésor, Luxembourg

## Comité de Direction

### Président

M. Raymond KIRSCH , Directeur Général, Steinsel

### Membres

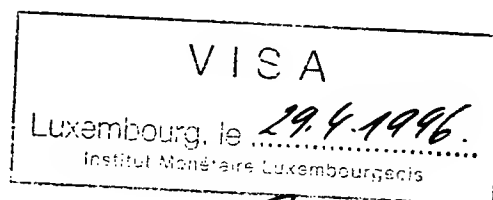
M. Henri GERMEAUX , Directeur Général Adjoint, Luxembourg  
M. Paul KOSTER , Directeur, Howald (jusqu'au 30.04.1995)  
M. Jean-Paul KRAUS , Directeur, Bertrange  
M. François MAY , Directeur, Betzdorf (jusqu'au 30.04.1995)  
M. Gilbert ERNST , Directeur, Luxembourg (à partir du 01.05.1995)  
M. Jean-Claude FINCK , Directeur, Foetz (à partir du 15.1.1996)

### Réviseur externe

KPMG Peat Marwick Inter-Revision, Réviseurs d'Entreprises, Luxembourg.

Approuvé par le Conseil d'Administration dans sa réunion du 25 mars 1996

Luxembourg, le 25 mars 1996



Pour le Conseil d'Administration

A handwritten signature in black ink, appearing to be "Victor ROD".

Victor ROD  
Président

## CHIFFRES CLES EN 1995

	1993	1994	1995	Variation en % 95/94
	en millions de francs			
<b>SOMME DU BILAN</b>	<b>659.593</b>	<b>711.940</b>	<b>790.717</b>	<b>+ 11,1%</b>
Dettes envers les établissements de crédit	189.683	210.372	257.947	+ 22,6%
Dettes envers la clientèle	419.621	433.379	426.079	- 1,7%
Dettes représentées par un titre	11.583	23.930	53.497	+ 123,6%
Créances sur les établissements de crédit	396.432	398.393	392.770	- 1,4%
Effets publics et autres effets admissibles ou refinancement auprès de la banque centrale	39.271	56.434	91.159	+ 61,5%
Créances sur la clientèle	179.804	190.789	209.139	+ 9,6%
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	17.548	36.280	63.659	+ 75,5%
<b>FONDS PROPRES DE BASE (1)</b> (tier 1 capital)	19.282	20.823	22.609	+ 8,6%
<b>PRODUIT NET BANCAIRE (2)</b>	8.851	9.070	9.753	+ 7,5%
Frais généraux administratifs	4.566	5.311	5.293	- 0,3%
<b>BENEFICE NET</b>	1.512	1.605	1.774	+ 10,5%
<b>CASH-FLOW (3)</b>	3.740	3.152	3.731	+ 18,4%
<b>EFFECTIF DU PERSONNEL (4)</b>	1.695	1.717	1.742	+ 1,5%

(1) Capital, réserves, fonds pour risques bancaires généraux, bénéfice net de l'exercice à affecter aux réserves moins actifs incorporels.

(2) Résultat net sur intérêts et revenus assimilés, produit de valeurs mobilières à revenu variable, résultat net sur commissions, résultat provenant d'opérations financières.

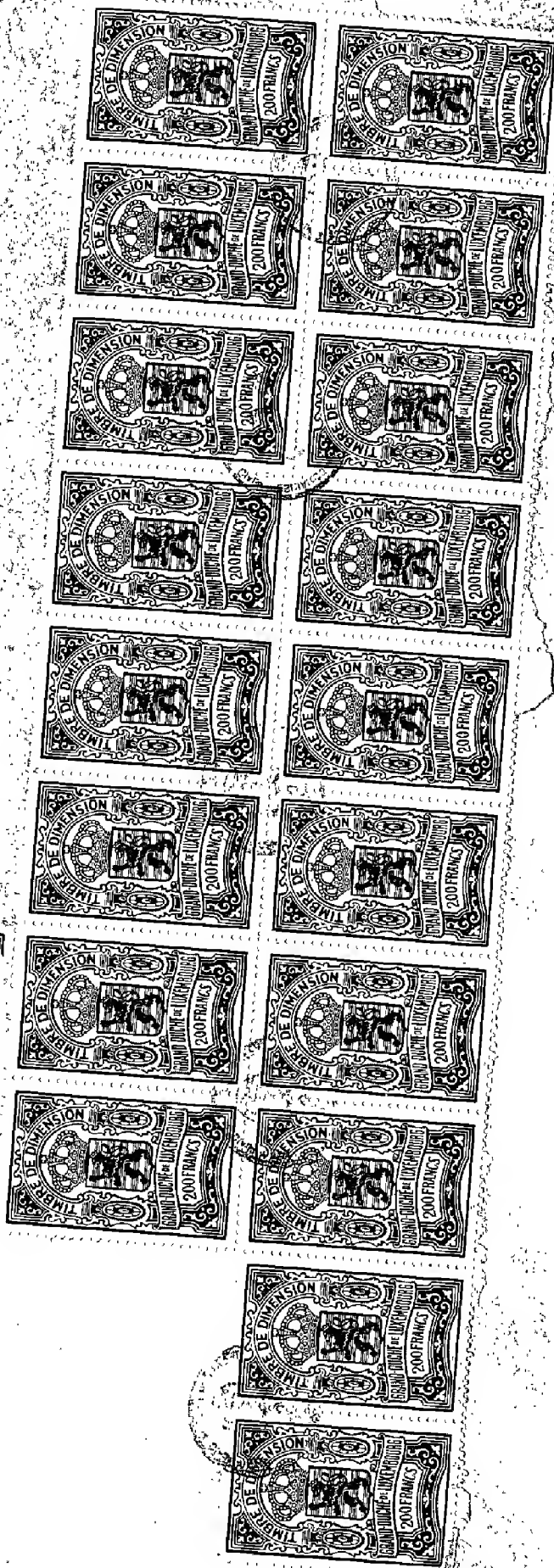
(3) Bénéfice net plus corrections de valeur nettes et dotations au fonds pour risques bancaires généraux.

(4) Effectif au 31 décembre (en unités).



*[Signature]*





08 MAI 1996

Enregistré à Luxembourg A.C., le .....

Vol.: 479 fol.: 18 case: 4

Reçu cinq cents francs  
fr. 500.-

Le Receveur

Déposé au registre de commerce  
et des sociétés de Luxembourg

le - 9 MAI 1996

le préposé  
p.d.